

# CONSTITUTION DE L'ANGLETERRE, OU ETAT DU...

---

Jean-Louis Delolme, Elena :  
di duchessa d'Aosta Savoia



LIBRERIA  
ORLANDI

501

R. BIBLIOTECA NAZ.<sup>le</sup>

R. BIBLIOTECA NAZ.<sup>le</sup>

NAPOLI



h. l.

501



**CONSTITUTION**  
**DE**  
**L'ANGLETERRE.**

---

**L.-É. HERHAN, IMPRIMEUR-STÉRÉOTYPE,**  
BREVETÉ DE S. A. R. M<sup>SE</sup>. DUC DE BERRY,  
rue Servandoni, près Saint-Sulpice, n°. 13.

---

# CONSTITUTION DE L'ANGLETERRE,

OU

ÉTAT DU GOUVERNEMENT ANGLAIS, COMPARÉ AVEC LA FORME  
RÉPUBLICAINE ET AVEC LES AUTRES MONARCHIES DE L'EUROPE;

PAR DE LOLME,

MEMBRE DU CONSEIL DES DEUX-CENTS DE LA RÉPUBLIQUE  
DE GENÈVE.

CINQUIÈME ÉDITION,

Augmentée de Notes et d'Éclaircissemens.

*Ponderibus librata suis....*

OVID. Métam., l. I. 13.



A PARIS,

CHEZ { LEMONNIER, Libraire, quai des Augustins, n°. 13.  
AUDIN, Libraire, quai des Augustins, n°. 25;

1819.

---

Les Notes qui appartiennent à cette Édition,  
sont distinguées par la lettre C.

---

# AVERTISSEMENT

DE L'AUTEUR.

---

L'OUVRAGE sur la Constitution de l'Angleterre, dont on donne ici une nouvelle édition au public, fut d'abord écrit en français et publié en Hollande. Plusieurs personnes m'ont demandé comment je m'étais mis en tête de traiter un pareil sujet. Ma réponse était que, dans ce pays, une des premières choses qui attirent l'attention d'un étranger accoutumé à observer les objets qui se présentent, c'est la singularité de son gouvernement; outre cela je venais d'être témoin des dissensions qui avaient, pendant quelque temps, troublé la république dans laquelle j'ai pris naissance, et de la révolution qui les a terminées. Des changemens si considérables dans un état qui, quoique petit, est indépendant, et renferme en lui-même les principes qui le font agir, m'avaient naturellement donné une connaissance passable de la théorie des gouvernemens : à la faveur de cette circonstance, et de quelques talens que j'ai reçus de la nature, je me suis vu en état d'exécuter mon entreprise avec

assez de succès. J'avais vingt-sept ans, lorsque je vins pour la première fois dans ce pays, et il n'y avait qu'une année que j'y étais quand je commençai mon ouvrage, que je publiai environ neuf mois après : j'ai été étonné, depuis lors, que j'eusse commis si peu de fautes; et il est certain que je fus assez heureux pour éviter d'approfondir les matières que je ne connaissais pas assez.

Mon livre fut mieux reçu dans le continent que je ne m'en étais flatté; car on en a fait successivement plusieurs éditions. Il a même été approuvé ici, même de gens de partis opposés, ce qui n'était pas peu de chose pour un ouvrage qui traitait de systèmes politiques. Si l'on m'accorde qu'il y avait quelque liaison et quelque clarté dans les preuves, outre qu'elles étaient d'un genre nouveau, je pense que cet ouvrage pouvait être utile, si l'on considère l'époque dans laquelle il a été publié, qui était, sans aucun dessein prémédité de ma part, lorsque les querelles avec les colonies commençaient à devenir sérieuses, tant ici qu'en Amérique. Un ouvrage qui réfutait en grande partie, pour ne pas dire entièrement, ces préjugés politiques, qui tendaient à la désunion de l'empire britannique (ce qui a été surtout remarqué par des personnes revêtues des plus grands emplois), aurait dû procurer à l'auteur quelque bénéfice réel; du moins sa publication n'aurait pas dû lui attirer

du désagrément. Quand, après avoir augmenté mon édition anglaise, elle fut préparée pour la presse, devais-je informer les ministres, que, manque d'avoir suffisamment de quoi fournir aux frais nécessaires pour cela, j'allais le mettre au feu, je ne sais guère ce qu'on m'aurait répondu; mais je crois fermement que si on avait présenté à Charles I<sup>er</sup>., ou à ses ministres, dans un certain période de ce règne, de semblables preuves en faveur de l'administration actuelle de l'Angleterre, contre les principes républicains, ils auraient très-volontiers fourni aux frais de l'impression. Fauté d'être encouragé par les grands (et même par les libraires), j'eus recours à une souscription; et la ferme espérance où j'étais de réussir, montre combien peu je connaissais encore ce pays (1).

(1) Quant à deux souscripteurs en particulier, j'avoue que je réussis bien mal. — Quoique tous les libraires de Londres eussent d'abord refusé de se charger de mon édition anglaise (quoique la française fût très-connue); cependant, aussitôt que j'eus pensé à une souscription, je trouvai que deux d'entre eux, qui vivent encore, avaient commencé à la traduire, sous les auspices, me dirent-ils, d'un illustre lord qu'ils me nommèrent, et qui avait, peu d'années auparavant, rempli un des postes les plus éminens de la cour. Je leur donnai dix livres sterling pour les engager à laisser là leur entreprise, pour laquelle ils me dirent qu'ils avaient déjà déboursé quelque argent. Si l'illustre lord en question m'avait fait la grâce de se mettre au nom-

Après avoir parlé des contre-temps que mon livre a essuyés, il est cependant juste que je fasse aussi mention des avantages qui m'en sont revenus. D'abord, comme je l'ai dit plus haut, des personnes de distinction ont bien voulu l'approuver; ce dont je prends occasion de leur témoigner mes très-humbles remerciemens. En second lieu, lorsque les obstacles qui avaient accompagné et suivi la publication de mon livre eurent été levés, je commençai à partager avec les libraires

bre de mes souscripteurs, j'aurais annoncé partout la générosité et la munificence de mon patron; mais, comme il n'a pas jugé à propos de le faire, je me contenterai d'observer que, pour avoir recommandé mon ouvrage à un libraire, il m'en a coûté dix livres sterlings.

Dans le temps que j'invitais, dans les papiers publics, à souscrire pour mon édition anglaise, on me demanda un exemplaire de la française pour un illustre comte, qui jouissait dans ce temps là d'un poste éminent dans l'état, ne s'en trouvant point alors chez aucun libraire de Londres. Je donnai le seul que j'avais (ce qui m'obligea d'en emprunter un pour en tirer mon édition anglaise), et j'ajoutai que j'espérais que sa seigneurie voudrait bien m'honorer de sa souscription. Cependant je fus encore frustré de mes espérances à cet égard. Un homme de rang, qui continue à desservir un poste assez considérable à la cour, m'ayant dit par hasard, une année après, que l'illustre lord, dont il est fait ici mention, lui avait prêté mon exemplaire français, je ne doutai pas d'un moment que ce livre ne fût parvenu à sa seigneurie; c'est pourquoi je me hasardai de lui écrire



le profit qui revenait de la vente. Il est vrai que je le regardais comme bien mince, et venant à pas de tortue; mais je considérais que ce n'était que les plaintes ordinaires de chaque commerçant, par rapport à son gain, tout comme il en arrive chez les grands avec leurs pensions et leurs revenus. Au bout de quelques années, la balance des profits en question monta à une certaine somme, proportionnée à l'entreprise. Et enfin, je dois ajouter au nombre des faveurs que j'ai reçues, la per-

pour lui faire ressouvenir que l'ouvrage en question n'avait pas été payé, m'excusant de la liberté que je prenais sur les circonstances dans lesquelles ma dernière édition anglaise avait été publiée, ce qui ne me permettait pas de perdre un seul exemplaire. Il faut que je rende justice à sa seigneurie (qui est de plus chevalier de la Jarretière) en reconnaissant que, environ une semaine après, il fit remettre deux demi-écus pour moi chez un libraire, dans Fleet-Street; une dame en carrosse les apporta et en prit reçu. Comme c'était, sur le rapport du libraire, une dame du bon ton, sans être pairesse cependant, je fus très-mortifié de ne m'être pas trouvé là pour faire le reçu moi-même.

Tout en parlant de la grande exactitude de l'illustre comte, je pense qu'il m'est permis de dire un mot à ma propre louange. J'attendis, pour incommoder sa seigneurie, que j'eusse été informé qu'on lui avait fait une pension de quatre mille livres sterlings (j'aurais fort souhaité que, dans ce temps là, mes créanciers eussent eu la même indulgence pour moi), et je lui donnai encore le temps de recevoir le premier quartier.

mission qu'on m'a donnée de continuer à vendre mon livre, sans qu'on m'ait objecté que je n'avais pas fait un apprentissage régulier, et sans être molesté par les censeurs.

Plusieurs auteurs ont jugé à propos de rapporter, dans des écrits publiés seulement après leur mort, les avantages qu'ils avaient recueillis de leurs ouvrages : quant à moi, j'ai pensé tout autrement ; et, craignant que, sur la fin de mes jours, je ne sois employé à autre chose, j'ai préféré raconter à présent mes succès dans ce pays, et d'en voir imprimer la relation pendant que je suis encore en vie.

J'ajouterai au naryé ci-dessus (quoi qu'il plaise au lecteur d'en penser), quelques observations d'un genre un peu plus sérieux, en faveur de ceux qui, se sentant quelques talens, se trouvent négligés des personnes qui sont à même de leur rendre service au besoin, et en reçoivent au contraire des mortifications. Espérer que les hommes en général veuillent s'employer sérieusement à mettre au jour les qualités d'esprit de leurs semblables, c'est à quoi l'on ne doit nullement s'attendre. Se faire écouter de ses connaissances, et leur faire approuver ses idées, c'est là le souhait de tous les hommes. Répandre ses idées plus loin dans le public, par le moyen de la presse ou quelque autre, devient un sujet réel d'ambition : non que cette ambition soit

toujours proportionné aux talens de ceux qui en sont animés ; bien loin de là. Quand il s'agit de l'approbation du public, toutes personnes, de quelque condition qu'elles soient, se regardent comme engagées dans la même lice, et comme prétendant aux mêmes avantages : grands et petits, tous sont, à cet égard, sur le même pied d'égalité que dans l'ancien temps. Malgré cela, ceux qui ont lieu d'espérer quelque prix, ne doivent pas s'attendre à être beaucoup favorisés des autres.

Ce désir de communiquer ses idées, et de se faire approuver du public, avait beaucoup d'empire parmi les grands de la république de Rome, et ensuite chez les empereurs qui y ont succédé, quoique les moyens employés alors pour parvenir à ce but fussent inférieurs à ceux qui sont en usage aujourd'hui. Le même désir s'est fait remarquer, avec non moins d'empressement chez les rois modernes de l'Europe, pour ne pas parler des autres parties du monde, et on pourrait produire une longue liste d'auteurs couronnés. Les ministres, surtout après avoir été démis de leurs emplois, n'ont pas témoigné un moindre désir que leurs maîtres, pour convaincre le public de leur grande habileté, ou se venger par la plume du tort qu'ils croient avoir reçu. Des gentilshommes de tout rang ont grossi la liste, et plusieurs guerriers, après avoir vieilli sous le harnois, n'étant plus ca-

pables de manier l'épée, se sont délassés à écrire leurs hauts faits, et à répandre de l'encre au lieu de sang. — Il n'y a même point de bonnes raisons qui puissent excepter l'Angleterre, quant au penchant dont je parle; les grands qui y sont, ou en général ceux qui sont à la tête du peuple, ne sont pas moins empressés à apprendre quel effet ont produit leurs discours, ou les ouvrages dont ils veulent bien de temps en temps favoriser le public; et il n'y en a aucun qui ne souhaite au fond du cœur qu'on lui fasse compliment sur son profond savoir, et sur son noble courage à en exposer ainsi à la critique du public, des traits si permanens.

---

CET ouvrage reçut plusieurs augmentations, dans le temps que j'en donnai la première édition anglaise. Outre une division plus exacte des chapitres, on y a inséré plusieurs nouvelles notes et quelques paragraphes : par exemple, dans le chapitre XI du second livre, qui a été augmenté de trois chapitres, les XV, XVI et XVII, ces trois chapitres n'ayant jamais été écrits par moi en français, on les a insérés dans la troisième édition qui s'est faite à Amsterdam, après avoir été traduits par une personne que le libraire hollandais a employée pour cela. Comme je n'ai jamais eu occasion de

voir un exemplaire de cette édition , je ne saurais dire si le traducteur a bien ou mal réussi ; m'étant maintenant défait du privilège de pouvoir faire imprimer ou vendre mon livre, j'y ai encore ajouté quatre nouveaux chapitres ( X et XI , livre I , XIX et XX , livre II ) pour le compléter entièrement.

Dans un de ces nouveaux chapitres ( le XX<sup>e</sup>. , livre II ) il est fait mention d'une circonstance particulière au gouvernement anglais , considéré comme monarchie , savoir , la solidité du pouvoir de la couronne. Pour preuve de cela , on y remarque que tous les monarques qui ont existé dans quelque partie du monde que ce soit , n'ont jamais pu se soutenir contre certains sujets puissans , sans le secours de troupes réglées toujours sous leurs ordres ; pendant qu'il est clair qu'en Angleterre l'autorité de la couronne n'a pas besoin d'un semblable appui. Les rois anglais n'avaient qu'une simple garde de quelques vingtaines d'hommes , lors même que leur pouvoir , et l'usage qu'ils en faisaient , égalaient tout ce qui a jamais été rapporté des empereurs romains les plus absolus.

La cause de cette singularité dans le gouvernement , se trouve , à ce qui est dit dans le même chapitre , dans ce que les grands , ou ceux qui jouissent de quelque prééminence dans le royaume , sont divisés en deux assemblées distinctes , et con-

séquemment dans les principes sur lesquels cette division est formée. Vouloir démontrer cette assertion autrement que par des faits (comme il se voit dans le chapitre en question), cela entraînerait dans des difficultés que le lecteur ne prévoit guère. En général la politique, considérée comme une *science régulière*, c'est-à-dire, comme étant susceptible de démonstration active, est beaucoup plus profonde qu'on ne le croit peut-être. Il est étonnant combien peu le savoir de l'homme, sur quoi une telle science avec ses axiomes et ses définitions préliminaires doit être fondée, a acquis encore de perfection : comme une preuve qu'il ne le connaît que très-imparfaitement, on peut alléguer que jusqu'ici on n'a pu donner aucune solution passable de ce phénomène continuel, le rire, qui se fait apercevoir dans toute l'espèce humaine ; et cette sensation que chaque sexe ressent pour l'autre, est encore un mystère qui reste à dévoiler.

Pour finir cette digression (qui peut très-bien servir de préface) j'ajouterai seulement que les spéculateurs qui voudront s'amuser à chercher la démonstration du théorème politique dont il est parlé plus haut, se veront engagés dans un grand nombre d'observations auxquelles ils s'attendent peu ; et à mesure qu'ils avanceront dans la découverte de cette démonstration, la science, qu'on nomme ordinairement métaphysique, ne leur paraîtra que

très-superficielle ; ils s'apercevront de plus que les mathématiques , ou du moins les raisonnemens qu'on y a jusqu'ici employés ne sont pas si exempts d'erreurs qu'on l'a cru (1).

Ces quatre chapitres , ajoutés à la présente édition (le X et XI, livre I) contiennent , entre autres choses , quelques observations sur les tribunaux d'équité , dans lesquelles je souhaite ne m'être pas trompé. Des deux autres , l'un ( le XIX<sup>e</sup>. , livre II ) contient quelques remarques sur les tentatives que l'on pourrait faire en divers temps , pour mettre de nouvelles bornes à l'autorité de la couronne ; et dans le XXI<sup>e</sup>. on donne quelques idées générales sur le droit de taxe , et sur les prétentions des colonies américaines à cet égard. Les autres observations que je pourrai faire à l'avenir sur le gouvernement de l'Angleterre , comme par

(1) Certaines erreurs qu'on n'a pas découvertes , sont , en plusieurs cas , compensées par d'autres , qui sont également imperceptibles.

Continuant à me prévaloir de l'indulgence à laquelle un auteur a droit de prétendre dans une préface , je dirai , pour expliquer plus clairement la singularité de l'administration dans la Grande-Bretagne , et dont il est encore parlé dans la suite de cet avertissement , qu'on peut considérer un gouvernement comme un grand ballet , ou danse mesurée , dans lequel tout dépend de la disposition des figures.

exemple, le comparer avec ceux du continent, et examiner la différence qui en est résultée quant aux mœurs des habitans de cette île, doivent faire le sujet d'un autre ouvrage, si jamais j'entreprends de traiter ces matières. Quant aux troubles de l'Amérique, ce que je pourrai en dire entrera dans un ouvrage que je me propose de publier un jour, sous le titre d'*Histoire de George III, roi d'Angleterre*, ou peut-être d'*Histoire d'Angleterre, depuis l'année 1765* (qui est celle où on mit l'impôt sur le papier timbré en Amérique) *jusqu'à l'année 1781*. (1) voulant désigner l'époque qui mettra fin à la présente querelle (2).

(P. S.) Nonobstant le desscin que je m'étais proposé, comme je l'ai dit précédemment, de ne plus rien ajouter à cet ouvrage, j'ai cru nécessaire, dans cette nouvelle édition, de rendre un peu plus complet le XVII<sup>e</sup>. chapitre, livre II, *sur les principaux fondemens de la monarchie anglaise, considérée comme monarchie*, ayant pensé qu'on n'en comprendrait peut-être pas bien le vrai but; et en effet, ce chapitre ne contenait

(1) Novembre 1781.

(2) Un certain livre écrit en français, au sujet des troubles de l'Amérique, m'a été, à ce que l'on m'a dit, attribué dernièrement, quoique je n'y aie eu aucune part.



guère que des essais sur le sujet qu'il traite. Tout en écrivant, j'ai poussé ma tâche plus loin que je ne pensais, ce qui a grossi le chapitre d'environ 160 pages de plus que dans l'édition précédente; de sorte qu'il fait seul presque un ouvrage séparé. Le lecteur y trouvera plusieurs nouveaux exemples dignes de remarque, qui servent à prouver l'existence de la stabilité particulière du pouvoir exécutif de la couronne en Angleterre; et surtout un détail beaucoup plus circonstancié des avantages qui résultent de cette stabilité en faveur de la liberté générale (1).

On peut considérer ces avantages sous neuf points de vue : 1°. Les diverses restrictions que l'autorité suprême peut souffrir, et les nombreuses prérogatives dont elle se dépouille en faveur des sujets; 2°. la liberté de parler et d'écrire, portée au point où elle est en Angleterre; 3°. la chaleur quelquefois démesurée avec laquelle on entre dans les débats, quant à la législation; 4°. l'union constante de tous les ordres inférieurs que le pouvoir

(1) Pour satisfaire ces lecteurs, qui aiment savoir précisément en quoi l'édition d'un ouvrage diffère d'une autre, je dirai, qu'outre les augmentations importantes mentionnées ci-dessus, on a ajouté à celle-ci plusieurs pages au XVIII<sup>e</sup>. chapitre, quelques notes dans le cours de l'ouvrage, et on a fait d'autres corrections essentielles qui rendent cette édition beaucoup plus ample que les précédentes.

exécutif peut admettre contre ses propres intérêts; 5°. le droit qu'ont tous les sujets de se mêler de ce qui concerne le gouvernement; 6°. l'exacte impartialité avec laquelle on administre la justice à tout individu, sans distinction de personnes; 7°. la douceur des lois pénales, tant dans les châtimens, que dans le fréquent pardon des offenses; 8°. l'adhérence exacte du pouvoir exécutif à la lettre de la loi; 9°. enfin, l'inutilité d'une armée pour maintenir les droits de la couronne, et, comme une preuve de cela, la singulière dépendance du pouvoir militaire au civil.

Les avantages dont je viens de faire l'énumération sont particuliers au gouvernement anglais. Vouloir en procurer de pareils, ou les faire passer dans d'autres pays avec le même degré d'étendue où ils sont portés en Angleterre, sans les accompagner en même temps de tout l'ordre et de l'entière réunion de toutes les circonstances qui caractérisent le gouvernement de ce royaume, se proposer un tel but, dis-je, serait s'exposer à d'inutiles tentatives. Il paraît déjà impraticable de conserver plusieurs branches de la liberté dont jouit l'Angleterre, dans les nouvelles républiques américaines. La nation Irlandaise a réussi depuis peu à imiter plusieurs réglemens importans de l'administration de ce pays-ci, et paraît souhaiter beaucoup de rendre la ressemblance complète : cependant, il est

possible qu'elle trouve plusieurs obstacles à ses efforts; ce qui n'a pas lieu en Angleterre, malgré le très-grand rapport qui se trouve, en général, entre les deux royaumes, et même, pourrait-on ajouter, malgré le pouvoir imposant et le crédit que la couronne acquiert par ses domaines dans la Grande-Bretagne, à la faveur desquels elle défend ses droits en Irlande, et prévient l'anarchie. Je dis le rapport *en général*, qui se trouve entre les deux royaumes; car il est possible que cette ressemblance soit défectueuse, quant à certains points importans; cependant c'est là un sujet dont je ne me hasarderai pas de parler, n'ayant pas les instructions nécessaires.

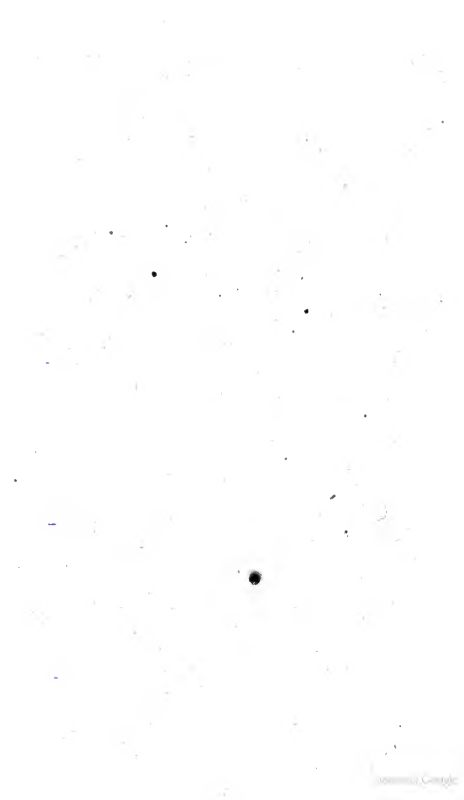
J'ai laissé, dans chaque édition anglaise de cet ouvrage, le dernier chapitre qui concerne la nature des *divisions qui ont lieu dans ce pays*, tel que je l'ai écrit d'abord en français. Quant à la manière exacte dont se conduisent les débats en parlement, et dont il est fait mention, je ne pourrais en dire plus à présent qu'alors, vu que je n'ai jamais eu occasion d'entrer dans aucune des deux chambres. A l'égard des divisions en général que foment l'esprit de parti, j'ai peut-être fait plus d'honneur à la masse du peuple qu'elle ne mérite réellement, lorsque je l'ai représentée comme exempte de dispositions violentes à ce sujet: j'ai trouvé depuis lors, que, semblable au

gros de la nation dans tous pays, elle se laisse gagner par de violens préjugés, d'un côté ou d'un autre, dans les affaires publiques, pour l'ordinaire à proportion que sa connaissance des choses est imparfaite. Il est cependant avéré que sa prévention en matières politiques, et son esprit de parti ne produisent pas dans ce pays les conséquences dangereuses qu'on pourrait craindre de la vivacité avec laquelle ils se manifestent quelquefois. Mais ce sujet, ou en général ce qui concerne les querelles politiques et les divisions qui ont lieu ici, n'est pas une matière qu'on puisse traiter dans un seul chapitre; c'est pourquoi je l'ai laissé tel qu'il est sans y toucher.

J'observerai cependant, avant que de finir, qu'il y a une circonstance fortuite dans le gouvernement anglais, qui empêche l'esprit de parti qui agit ordinairement le public, de produire ces haines et ces rancunes éternelles entre les différentes factions qui ont troublé tant d'autres états libres, faisant pour ainsi dire, de la même nation, deux différens peuples toujours en guerre l'un contre l'autre. Ce que je veux dire, ce sont les réconciliations fréquentes (ordinairement pour se brouiller de nouveau ensuite) qui ont lieu entre les chefs de partis, qui font que les plus échauffés, et par conséquent les moins éclairés d'entre leurs partisans, prennent le change et sont pour l'ordinaire déroutés. Par les

fréquentes réunions des chefs républicains et royalistes (*Whigs et Toris*), cette distinction même de partis, les plus fameux dans l'histoire d'Angleterre, étant devenue inutile, s'en est en allée en fumée; la signification de ces mots a été rendue par là si embarrassante, que personne n'en peut plus donner une solution passable; et à peine comprend-on ceux qui, de temps en temps, visent à s'insinuer dans les bonnes grâces du peuple, en se faisant un mérite d'appartenir à l'un ou l'autre parti. La dernière *coalition* qui a eu lieu entre deux certains chefs, a dissipé et coupé par la racine ce violent esprit de parti auquel l'administration de lord Bute avait donné naissance, et que les disputes d'Amérique avaient encore animé. Quoique cette coalition ait été fort critiquée, je prends la liberté de me mettre au rang de ses défenseurs, du moins quant au bon effet qu'elle a produit. (Mai, 1784.)

---



# CONSTITUTION

DE

## L'ANGLETERRE.

---

### INTRODUCTION.

L'ESPRIT de philosophie qui distingue particulièrement ce siècle, après avoir guéri beaucoup d'erreurs funestes à la société, semble se tourner actuellement du côté du principe de la société elle-même; et l'on voit se dissiper généralement des préjugés d'autant plus difficiles à secouer, qu'il est plus dangereux de les attaquer (1). Cette liberté de penser, avant-coureur nécessaire de la liberté

(1) Toute notion populaire, favorable aux gouvernemens arbitraires, étant toujours soigneusement entretenue et puissamment protégée sous de tels gouvernemens, on sent que, si jamais les nations qui y sont assujetties peuvent s'affranchir des préjugés politiques, ils seront toujours ceux de tous qu'elles secoueront les derniers. Il est cependant arrivé un grand changement à cet égard en France, où l'on ose aujourd'hui discuter des opinions et soutenir des thèses qui, sous Louis XIV, eussent fait crier au blasphème; et c'est à cela qu'on fait allusion ici.

politique, m'a fait regarder comme une chose qui serait agréable au public, de lui faire connaître une Constitution sur laquelle chacun semble tourner aujourd'hui les yeux ; et qui, quoique célébrée partout comme un modèle, est cependant très-peu connue.

L'on accusera, je prévois, de témérité l'entreprise d'un homme qui, ayant passé la plus grande partie de sa vie hors de l'Angleterre, prétend pouvoir donner une idée de son gouvernement, c'est-à-dire, d'une chose qui passe pour extrêmement compliquée, et dont les mystères semblent ne pouvoir être dévoilés que par ceux qui y ont été initiés dès leur enfance.

Mais quoique étranger en Angleterre, né d'un autre côté dans un pays libre, je ne suis point étranger aux choses qui établissent ou caractérisent la liberté ; et l'extrême disproportion de la république dont je suis membre, et où j'ai puisé mes principes, n'a fait peut-être que rendre mon apprentissage plus facile.

Comme le géomètre, pour découvrir les rapports qu'il cherche, commence par délivrer son *équation des coefficients* et autres nombres qui l'embarrassent, sans la constituer proprement ; de même il peut être avantageux à celui qui recherche les causes qui produisent l'équilibre d'un gouvernement, de les avoir étudiées, dégagées de cet appareil de



flottes , d'armées , de commerce extérieur , de possessions vastes et éloignées ; en un mot , de toutes ces grandes choses qui changent si fort la face d'une société puissante , mais qui n'influent point essentiellement sur son principe.

C'est sur les passions de l'homme , c'est-à-dire , sur des causes inaltérables , qu'est fondé le jeu des diverses parties d'un état : les dimensions peuvent changer ; mais ce sont toujours au fond les mêmes mobiles , les mêmes ressorts ; et ce ne saurait être un temps perdu , que celui qui a pu être donné à les voir agir en petit.

J'ajouterai même une chose : c'est que la qualité d'étranger , prise en elle-même , peut procurer , dans un cas comme celui-ci , une sorte d'avantage. Ouvrant les yeux , pour ainsi dire en venant au monde , sur leur liberté , les Anglais sont peut-être trop familiarisés avec sa jouissance pour en rechercher fortement les causes. Connaissant leur gouvernement long-temps avant de l'avoir médité , et cette connaissance étant lente et successive , il ne fait point à la fin sur eux une certaine sensation ; et ils me paraissent être , à cet égard comme un homme qui , ayant toujours habité l'intérieur d'un palais , aurait été dans la position la plus désavantageuse pour en connaître l'ensemble , et n'aurait jamais éprouvé l'effet du coup d'œil ; ou , si l'on veut , comme celui qui , ayant toujours eu devant

lui un bel et grand spectacle, le verrait toujours de sang-froid.

Mais un étranger voyant se développer, toutes à la fois, les parties d'une Constitution qui, en même temps qu'elle porte la liberté à son comble, prévient ce qui semblait en être les inconvéniens inévitables; voyant, en un mot, s'exécuter tout à coup des choses qu'il avait regardées jusque là comme beaucoup plus désirables que possibles, il est frappé : or il faut être frappé pour éprouver cette sorte de plénitude, qui fait qu'on saisit un principe général.

Je ne fais point, au reste, ces observations pour insinuer que j'ai mieux vu que d'autres la Constitution de l'Angleterre; j'ai voulu seulement prévenir un préjugé défavorable, mais naturel; et si dans ce que je dirai, soit des causes qui ont produit la liberté anglaise, soit de celles qui la maintiennent aujourd'hui, il se trouve des choses qui n'aient pas encore été observées, j'espère que les Anglais qui verront cet écrit, ne les condamneront qu'autant qu'elles ne se trouveront conformes, ni à ce qui se passe sous leurs yeux, ni à leur histoire; et que mes lecteurs en général ne jugeront des principes que je pose, que d'après leur rapport avec la nature de l'homme : considération qui est presque la seule essentielle, et qui a été trop négligée par ceux qui ont écrit en matière de gouvernement.

## CHAPITRE PREMIER.

*Causes de la liberté de la nation Anglaise. Raisons de la différence qui se trouve entre son gouvernement et celui de la France*(1). *En Angleterre, le grand pouvoir de la couronne, sous les premiers rois Normands, réunit la noblesse et le peuple.*

LORSQUE les Romains, attaqués de tous côtés par les barbares, furent réduits à défendre le centre même de leur empire, ils abandonnèrent la Grande-Bretagne, ainsi que diverses autres provinces éloignées. L'île, laissée à elle-même, devint la proie des peuples qui habitaient les bords de la mer Baltique : après en avoir détruit les anciens habitans, et s'être long-temps entre-détruits les uns les autres, ils établirent dans la partie méridionale, nommée depuis Angleterre, diverses souverainetés qui furent ensuite, sous Egbert, réunies en une seule.

(1) L'abbé de Mably examine cette question, et la résout de la même manière. (Considérations sur l'Histoire de France; liv. V, chap. 4.) G.

Les successeurs de ce prince, appelés les princes Anglo-Saxons, et parmi lesquels on remarque surtout Alfred-le-Grand et Edouard le Confesseur, régnèrent pendant environ deux cents ans; mais quoiqu'on ait des connaissances assez exactes sur les grands événemens de cette première partie de l'histoire d'Angleterre, on n'en a que de très-vagues sur le gouvernement que ces diverses nations introduisirent (1).

Il paraît qu'il n'avait guère de rapport avec la Constitution actuelle, que le rapport général et commun à tous les gouvernemens qu'ont établi les peuples du nord, d'avoir un roi et un corps de noblesse : « et les monumens qui en restent ne » sont, « pour me servir des expressions du chevalier Temple, « que comme ces peintures antiques

(1) Les peuples du Nord, qui envahirent l'Angleterre, y portèrent les mêmes mœurs et les mêmes idées de gouvernement que les Francs dans la Gaule. Les rois n'étaient que les capitaines de l'armée. Leur meurtre n'était puni que d'une amende plus forte. La couronne ne se transmettait pas dans la même famille par ordre de primogéniture. On voit Canut appeler sur le trône son second fils. Dans le cas de trop grande jeunesse de l'héritier, son oncle s'emparait du pouvoir. A certaines époques les rois furent électifs. La nation avait des assemblées qui faisaient les lois et réglaient les affaires les plus importantes. Les Anglo-Saxons avaient leur Thanes, qui étaient la même chose que les Leudes chez les Francs. C.

» et effacées , qui retracent à la vérité quelque  
 » chose des coutumes anciennes , mais qui ne  
 » présentent ni lignes , ni proportions détermi-  
 » nées (1). »

C'est à l'époque de la conquête qu'il faut chercher les véritables fondemens de la Constitution d'Angleterre. « Dès lors , dit Spelman , *novus seclorum nascitur ordo* (2). Guillaume de Nor-

(1) *Introduction à l'Histoire d'Angleterre.*

(2) *Spelman, des parlemens.* Beaucoup d'écrivains se sont évertués à soutenir que le gouvernement saxon ne fut point aboli lors de la conquête, et que la loi, en plaçant Guillaume-le-Normand sur le trône, le fit entrer, par là même, dans les engagemens des rois Saxons. On a appelé jusqu'à l'étymologie au secours, pour faire voir que le mot *conquête*, dans le sens féodal, ne signifiait rien de plus qu'une simple *acquisition*. C'est surtout dans les temps de l'opposition populaire, que l'on a le plus insisté sur ces opinions, et avec raison; car il y a bien plus d'apparence de persuader le peuple, en lui faisant valoir des notions, comme celles de prétentions, d'exemples et de preuves juridiques, qui lui étaient familières, qu'en s'engageant avec lui dans des doctrines non moins raisonnables, à la vérité, mais plus indéterminées; et à certains égards un peu dangereuses, touchant les droits primitifs de l'homme, et celui en particulier qu'il a, d'opposer en tout temps la force à un gouvernement oppressif.

Mais si nous considérons que ce qui constitue l'essence du gouvernement ( qu'il soit fondé sur l'opinion publique, ou sur la force actuelle ), c'est la manière particulière dont

mandic, ayant défait Harold, et s'étant saisi de la couronne, renversa l'ancien édifice de la législation saxonne; il extermina ou chassa ceux qui possédaient les terres, pour les distribuer à ceux qui l'avaient suivi; et il établit le gouvernement féodal, comme plus convenable à sa position, et le seul d'ailleurs dont il eût l'idée.

Ce gouvernement était aussi celui de presque

- le pouvoir public est distribué dans un état, et qu'à cet égard, le changement produit par la conquête en Angleterre fut complet, nous conviendrons, sans difficulté, que le gouvernement introduit alors fut un nouveau gouvernement; et quand nous aurons remarqué de plus, que toutes les terres du royaume changèrent de propriétaires en ce temps, qu'on y introduisit un nouveau système de justice criminelle, et qu'on y changea jusqu'à la langue de la loi, il faudra avouer que cette révolution n'a pas sa pareille dans l'histoire du monde.

On nous dira que certaines lois saxonnes, favorables à la liberté du peuple, furent rétablies sous les successeurs de Guillaume; mais les procédures et les lois particulières ne sont que des accessoires, et non des parties proprement dites d'un gouvernement; et si ces lois furent dans la suite ressuscitées, ou pour parler plus exactement, empruntées de la législation saxonne et adoptées dans la nouvelle, ce fut un effet du concours de certaines circonstances particulières à la Constitution anglo-normande. Quoiqu'il en soit, les deux autorités alléguées me suffisent, et je ne m'arrêterai pas à discuter l'identité précise, ou la différence réelle de deux gouvernemens, c'est-à-dire, de deux sys-

« tout le reste de l'Europe. Mais, au lieu qu'il avait été transporté en Angleterre violemment et tout à coup, il ne s'était développé ailleurs, et particulièrement en France, que par une longue suite d'événemens; et cette différence devait avoir avec le temps des conséquences aussi importantes que peu faciles à prévoir.

Les peuples de Germanie qui passèrent le Rhin, pour subjuguier les Gaules, étaient des peuples extrêmement indépendans : leur prince n'avait de titre que sa valeur et leur suffrage; et n'ayant acquis dans leurs forêts que des notions peu étendues de l'autorité, ils suivaient un chef, moins comme sujets, que comme associés à la conquête.

De plus, cette conquête ne fut pas l'irruption d'une armée qui ne s'empare que des places fortes; ce fut l'invasion d'une nation qui se transplante :

tèmes qui n'existent, après tout, qu'en idée. D'ailleurs je ne voudrais pas froncer une doctrine qui, dans l'opinion de certains gens, donnant un surcroît de sanction et de dignité au gouvernement anglais, augmente et fortifie l'amour et le respect des Anglais pour ce gouvernement. Il suffira, pour ce que je me propose, que le lecteur convienne avec moi que, dans le temps de la conquête, il arriva un changement essentiel dans le gouvernement; cela le disposera à admettre les preuves dont je me servirai pour justifier que ce changement fraya le chemin à la Constitution présente de l'Angleterre.

et les vainqueurs, se trouvant en très-grande proportion avec les peuples vaincus, qu'une longue paix avait ailleurs énervés, le danger finit avec l'expédition : l'union finit aussi avec lui ; ils se séparèrent en se partageant les terres qui leur convinrent ; et quoique leur possession fût précaire dans l'origine à cet égard, cependant ils ne dépendaient point du roi, mais de l'assemblée de la nation (1).

Sous les rois de la première race, les fiefs, par la connivence réciproque des chefs, devinrent d'abord annuels, ensuite à vie. Sous les descendants de Charlemagne, ils commencèrent à devenir héréditaires (2). Et enfin, lorsque Hugues Capet se fit élire au préjudice de Charles de Lorraine, voulant la couronne, qui au fond était un fief héréditaire dans sa famille (3), il établit, comme

(1) Les fiefs furent originairement appelés, *terre jure beneficii concessa*, et ce ne fut que sous Charles-le-Gros, que l'on commença à se servir du mot de *fief*. *Glossaire de Du Cange*. (Voy. *Beneficium*.)

(2) *Apud Francos vero sensim, pedetentimque, jure hereditario ad heredes subinde transierunt feuda; quod labente seculo nono incipit*. Du Cange. (Voy. *Feudum*.)

(3) *Hotoman* a prouvé sa réplique dans sa *Franco-gallia*, que sous les deux premières races le royaume de France était électif. Les princes de la famille régnante n'avaient pour eux que l'habitude où l'on était de les choisir.



un principe général, l'héréditarité des fiefs ; et c'est à cette époque que les auteurs firent l'entier établissement du droit féodal en France.

D'un autre côté, les seigneurs qui donnèrent leur suffrage à Hugues Capet, ne le lui donnèrent pas gratuitement. Ils achevèrent de rompre les faibles liens qui les retenaient à l'autorité royale, et se rendirent de tous côtés indépendans. Ils ne laissèrent au roi aucune juridiction, soit sur eux, soit sur leurs vassaux. Ils s'attribuèrent le droit de faire la guerre entre eux ; ils se réservèrent même, dans certains cas, de la faire au roi lui-même (1). Et si Hugues Capet, en rendant la couronne héréditaire, jeta les fondemens de la grandeur de sa famille et de la couronne elle-même ; pour sa grandeur propre il fit très-peu, et n'acquiesça qu'une supériorité nominale sur les souverains dont la France était couverte (2).

(1) Le principal de ces cas existait, lorsque le roi refusait de nommer des juges, pour décider de quelque différend qui s'était élevé entre lui et l'un de ses premiers barons : ce dernier avait alors le droit de prendre les armes contre le roi, et les arrière-vassaux dépendaient tellement de leurs seigneurs immédiats, qu'ils étaient obligés de les suivre à la guerre contre le seigneur souverain. Quoique le pouvoir de la couronne fût beaucoup augmenté sous Saint-Louis, il fut obligé de confirmer ce privilège des premiers barons, et cette obligation de leurs vassaux.

(2) « Les grands du royaume, dit *Mezeray*, croyaient

Mais l'établissement du droit féodal, et la conquête, ne firent en Angleterre qu'une seule et même époque. Cette conquête, d'ailleurs, s'étant faite par un prince soudoyant lui-même la plus grande partie de son armée, et à la tête d'un peuple dont il était le souverain héréditaire, cela donna au gouvernement de ce royaume une tournure bien différente (1).

Environné d'une nation, vaincue à la vérité, mais belliqueuse, Guillaume retint sous le drapeau

» que Hugues Capet devait souffrir toutes leurs insultes ,  
 » parce qu'ils lui avaient mis la couronne sur la tête ; et  
 » leur licence était si grande, qu'ayant écrit à Audebert ,  
 » vicomte de Périgueux, qu'il eût à lever le siège qu'il avait  
 » mis devant Tours, et lui demandant, comme par repro-  
 » che, qui était celui qui l'avait fait vicomte ? il répondit  
 » fièrement : *Ce n'est pas vous ; mais ceux qui vous ont*  
 » *fait roi.* »

(1) Non-seulement les anciens propriétaires de terres furent dépouillés de leurs biens, que les vainqueurs se partagèrent, suivant le grade qu'ils avaient dans l'armée d'occupation ; mais plusieurs chefs et soldats ayant été oubliés dans cette distribution, reçurent la permission de vivre aux dépens de qui ils voudraient. Ils parcouraient le pays en pillant les hommes et les terres qui se trouvaient sur leur passage, et le vol était pour eux une manière de vivre, protégée par la loi. « *Knights and esquires, who have no land, and are robbers sind sufficient security.* (Hume.) C.

une partie de ses soldats. Les Anglais, et après eux, les Normands eux-mêmes, s'étant révoltés, il les écrasa : et le nouveau roi d'Angleterre, à la tête de troupes victorieuses, ayant à faire à deux nations ennemies, contenues l'une par l'autre, et également accablées par le sentiment de leur résistance malheureuse, se trouva dans la position la plus favorable pour se rendre monarque absolu ; et ses lois, promulguées pour ainsi dire au milieu de la foudre et des éclairs, imposèrent un joug despotique sur les vainqueurs et sur les vaincus.

Il distribua l'Angleterre en soixante mille deux cent quinze fiefs simples, tous relevant de la couronne : les possesseurs devaient, au premier signal, se rendre en armes auprès de lui, à peine de confiscation : il soumit non-seulement le peuple, mais de plus les seigneurs, à toutes les rigueurs du droit féodal. Il les comprit même dans ses tyranniques lois des forêts (1).

Il s'attribua le droit d'imposer des taxes. Il se

(1) Il s'était réservé un droit exclusif de chasse dans toute l'Angleterre, et il décerna des peines terribles contre quiconque chasserait sans en avoir reçu la permission. La suppression, ou du moins l'adoucissement de ces peines fut un des articles de la charte-de-forêt que les seigneurs obtinrent ensuite à main armée. *Nullus de cetero, amittat vitam, vel membra, pro venatione nostra. Charta de foresta, art. 10.*

réserva en entier le pouvoir exécutif. Mais, ce qui fut de la plus grande conséquence, il s'arrogea le pouvoir judiciaire le plus étendu, par l'établissement du tribunal qu'on appela *aula regis* : tribunal redoutable qui recevait les appels de toutes les cours des barons, qui jugeait en dernier ressort des biens, de l'honneur et de la vie des barons eux-mêmes, et qui, n'étant composé que des grands officiers de la couronne, amovibles à la volonté du roi, et ayant le roi lui-même pour président, tenait sous sa main le premier seigneur du royaume, comme le dernier des sujets.

Ainsi, tandis que, par une suite du développement lent et successif du gouvernement féodal, le royaume de France ne fut qu'un assemblage de pièces posées les unes à côté des autres, et sans adhérence mutuelle; celui d'Angleterre, au contraire, par une suite de la transplantation subite et forcée de ce même droit, se trouva composé de parties liées par les plus fortes attaches; et l'autorité royale, comme un poids immense, achevait par sa pression d'en faire un tout indissoluble.

C'est à cette différence dans la Constitution originelle de la France et de l'Angleterre, c'est-à-dire, dans la puissance originelle de leurs rois, qu'il faut attribuer la différence si peu analogue à sa cause, de leur Constitution actuelle. C'est elle qui donne la solution d'un problème qui,

je l'avoue, m'a long-temps peiné, et qui explique pourquoi, de deux peuples limitrophes, presque sous le même climat et ayant une origine commune, l'une a atteint le comble de la liberté, l'autre s'est successivement assujéti sous la monarchie la plus absolue.

En France l'autorité royale était à la vérité presque nulle; mais la liberté générale n'en fut pas plus grande. Les seigneurs étaient tout, et la nation elle-même était comptée pour rien. Toutes ces guerres que l'on fit au roi, n'avaient point pour objet une liberté dont les chefs ne jouissaient déjà que trop, et n'étaient que l'effet d'ambitions, ou même de fantaisies particulières. Les peuples n'y marchaient plus comme associés à une défense commune; ils étaient traités en esclaves et à l'aveugle. Et les lois, en vertu desquelles leurs maîtres étaient vassaux, n'ayant aucun rapport avec celles en vertu desquelles ils étaient eux-mêmes sujets, la résistance dont ils étaient les instrumens, n'avait point en leur faveur de conséquence avantageuse, et n'établissait pas de principe dont il existât pour eux aucun cas d'application.

La noblesse subalterne, participant à l'indépendance de la grande, et venant joindre ses vexations aux despotismes de tous ces divers souverains, les sujets, accablés de misère et las de souffrir,

essayaient quelquefois de se soulever. Mais, se trouvant distribués dans tant d'états différens, ils n'étaient jamais bien d'accord, ni sur la nature, ni sur le temps de leurs plaintes : les insurrections qui eussent dû être générales, n'étaient jamais que particulières ; et les seigneurs se réunissant pour venger la cause commune des maîtres, et tombant avec avantage sur des hommes divisés ; les peuples étaient remis sous le joug forcément et en détail, et la liberté, ce fruit précieux, qui demande le concours continué de tant de circonstances, était par tout étouffée avant que de naître (1).

Lorsqu'enfin par des conquêtes, des échûtes, ou des traités, les différentes provinces vinrent se jeter dans le vaste réservoir de la monarchie, elles y arrivèrent toutes dressées à obéir. Le peu de privilèges que les villes avaient conservées, furent peu respectés par un souverain qui n'avait pas pris lui-même d'engagement : et les réunions (2)

(1) On peut voir dans Mezeray comment les Flamands, lors de la grande révolte qui fut causée, dit-il, « par la » haine impitoyable des gentilshommes contre les Gantois » furent accablés par la réunion de presque tous les seigneurs de France. *Mezeray, règne de Charles VI, roi LIP.*

(2) Le mot *réunion* exprime dans le droit et dans l'histoire de France, la réduction d'une province sous la dépendance immédiate de la couronne. Les jurisconsultes français, qui se sont distingués en tout temps par leur

s'étant faites dans des temps différens, le roi se trouvait en état d'accabler la province qu'il recevait, du poids de toutes celles qu'il avait déjà.

Par une autre suite de cette différence dans le temps des réunions, les diverses parties du royaume ne pensaient pas même à s'entr'aider : quand l'une réclamait ses droits, l'autre, depuis long-temps soumise, avait déjà oublié les siens. Ces droits, d'ailleurs, par la différence des dominations précédentes, étant presque par tout différens, ce qui

zèle pour l'aggrandissement de la couronne (zèle irrépréhensible, s'il s'était borné à la suppression d'une aristocratie effrénée) ces jurisconsultes, dis-je, ont toujours prétendu, que toute province une fois possédée par le roi, et tout domaine privé qui lui aurait appartenu, même avant son avènement au trône, devenait *réuni* pour toujours; et d'après eux l'*ordonnance* de Moulins a donné en 1566 force de loi à ces principes. La réunion d'une province pouvait avoir lieu 1°. dans le cas dont nous venons de faire mention, de l'avènement de celui qui la possède au trône; c'est ainsi qu'à l'avènement de Henri IV (la sœur du dernier roi étant exclue par la loi salique), la Navarre et le Béarn furent *réunis*; 2°. par la félonie du possesseur, quand le roi était en état de faire valoir, par la force des armes, le jugement prononcé par ses juges; ainsi la petite seigneurie de Rambouillet fut saisie par Hugues Capet, sur quoi les auteurs remarquent que ce fut le premier domaine uni; et dans la suite le duché de Normandie fut enlevé de la même manière, par Philippe-Auguste, à Jean, roi d'Angleterre, condamné comme meurtrier d'Arthur,

se passait dans un lieu, avait peu de rapport avec ce qui passait dans un autre ; l'esprit de concert se perdait, ou plutôt n'avait jamais existé : les diverses provinces, forcées chacune dans son enceinte, ne servaient qu'à assujettir ; et les mêmes causes qui avaient établi une soumission extrême chez cette nation belliqueuse, vive et si peu faite pour porter le joug, concouraient encore à l'y maintenir.

duc de Bretagne ; 3°. par la dernière volonté du possesseur : telle fut la réunion de la Provence sous Louis XI ; 4°. par mariage, comme le comté de Champagne sous Philippe-le-Bel, et la Bretagne sous François I<sup>er</sup>. ; 5°. par défaut d'héritiers, quelquefois mâles ; c'est ainsi que la Bretagne fut saisie par Louis XI, après la mort de Charles le *Hardi* ; 6°. aussi par achat : ainsi Philippe de Valois acheta la baronnie de Montpellier, Henri IV le marquisat de Saluces, Louis XIII la principauté de Sedan, etc.

Voilà comment ces différentes provinces qui, avec d'autres réunies de la même manière, forment aujourd'hui la monarchie française, non-seulement conférèrent différens titres à leurs souverains respectifs, mais aussi différèrent les unes des autres à l'égard des lois qu'elles suivaient et qu'elles suivent encore ; les unes étant gouvernées par la loi romaine et appelées *pays de droit écrit* ; les autres ayant leurs coutumes particulières ( que l'on mit pourtant aussi par écrit dans la suite des temps ), et qu'on appelle *pays de droit coutumier*. Dans ces provinces, le peuple a de temps en temps acheté de ses princes des privilèges qui diffèrent d'une province à l'autre, selon les besoins ou l'humeur des princes qui les ont accordés.



La liberté se perdit donc en France, parce qu'elle y fut mal disposée. Plantée, pour ainsi dire, près de la surface, elle se développa d'abord et jeta quelques grosses branches; mais n'ayant pas poussé de racines, elle fut bientôt arrachée. En Angleterre, au contraire, la semence placée à une grande profondeur, recouverte d'une énorme masse, parut d'abord étouffée: mais elle en déploya de nouvelles forces; elle pompa une nourriture plus riche et plus abondante; les sucres furent mieux assimilés; et elle pénétra et remplit de ses racines toute l'épaisseur du terrain. Ce fut l'immense pouvoir du roi qui rendit l'Angleterre libre, parce que ce fut cette immensité même qui fit naître l'esprit d'union et d'une résistance raisonnée. Possédant de vastes domaines, le roi se voyait indépendant; y joignant les plus redoutables prérogatives, il écrasait sans peine les seigneurs les plus puissans: ce ne fut donc que par de nombreuses et étroites confédérations que ceux-ci purent résister; ils furent même obligés d'y associer les peuples et de les appeler à la liberté.

Rassemblés avec leurs vassaux dans ces vastes halles où ils exerçaient l'hospitalité, manquant des amusemens des nations plus civilisées, parlant d'ailleurs volontiers de ce dont ils étaient pleins, la conversation tombait souvent sur l'injustice des impositions, sur la tyrannie des jugemens, et sur-

tout sur les odieuses lois de forêt. N'ayant pas la ressource, ou plutôt dédaignant de chicaner sur un texte qui était précis, ils étaient conduits naturellement à remonter aux principes : ils s'inquiétaient des fondemens de l'autorité parmi les hommes ; et ils se convainquaient que le pouvoir, lorsqu'il n'a pas pour but le bonheur de ceux qui y sont soumis, n'est autre chose que le *droit du plus fort*, et peut être réprimé par un droit pareil.

Les différens ordres du gouvernement féodal se trouvant liés les uns aux autres par des *tenures* exactement semblables, ce qui était vrai vis-à-vis du seigneur suzerain en faveur d'un seigneur *dominant*, était vrai vis-à-vis de celui-ci en faveur du seigneur d'un fief *servant* : les mêmes maximes s'appliquaient au seigneur de l'arrière-fief ; elles descendaient à l'homme franc et à l'habitant de la campagne ; et l'esprit de liberté, après avoir circulé par les diverses branches de la subordination féodale, continuait à couler par des canaux graduels, mais homogènes ; il se forçait un passage jusque dans les dernières ramifications ; et l'on voyait s'établir généralement le principe de l'égalité primitive. Principe sacré que l'injustice et l'ambition ne sauraient détruire : principe existant dans le fond de tous les cœurs, et qui ne demande qu'à être réveillé chez la partie nombreuse et opprimée de l'humanité.

Mais lorsque les seigneurs , qu'une origine commune avec le roi avait d'abord fait ménager , commencèrent à ne l'être plus , lorsque les lois tyranniques du conquérant s'exécutèrent d'une manière plus tyrannique encore , l'union que le malheur commun avait préparée , s'effectua tout à coup. Le seigneur , le vassal , l'arrière-vassal , tout se réunit. Ils implorèrent même le secours de l'habitant de la campagne ; et la haine orgueilleuse , qui transportait ailleurs la noblesse contre les mains cultivatrices qui la nourrissaient , fut obligée de fléchir sous le poids qui l'accablait.

Les peuples , d'un autre côté , savaient que la cause qu'ils étaient appelés à défendre , était une cause commune ; ils savaient de plus qu'ils en étaient les soutiens nécessaires : ils sentirent donc toute leur importance. Mais , ce qui était bien essentiel , ils furent assez éclairés pour en profiter ; ils surent parler et stipuler en leur faveur ; ils exigèrent que la loi protégéât désormais tous les individus ; et ces droits , contre lesquels les seigneurs s'adossaient pour faire face à la tyrannie , devinrent les palissades qui devaient un jour arrêter la leur.

---

---

## CHAPITRE II.

*Second avantage que l'Angleterre avait sur la France ; elle formait un état indivis.*

---

C'EST sous Henri I<sup>er</sup>., environ quarante ans après la conquête, qu'on voit les causes ci-dessus indiquées commencer à se mettre en jeu. Ce prince, parvenu au trône à l'exclusion de son aîné, sentit qu'il ne pouvait se soutenir qu'en gagnant l'affection ; mais il sentit en même temps que c'était de celle de toute la nation qu'il s'agissait (1) ; et non-seulement il adoucit à l'égard des seigneurs quelques-unes des rigueurs du droit

(1) Il est probable qu'obligé d'accorder cette Charte, Henri I<sup>er</sup>. n'avait pas l'intention de l'observer. Il n'avait fait que céder à la force, et sans doute il avait conservé l'espérance de se délivrer des entraves qu'on avait mises à son pouvoir. On en voit la preuve dans le soin qu'il mit, ainsi que ses successeurs, à faire retirer cette Charte des lieux où elle avait été déposée. Les deux copies qui en subsistent dans le livre rouge de l'Échiquier, et celles qu'en donnent Mathieu Paris, et Blackstone, ne sont pas absolument semblables. C.

féodal ; mais il ajouta pour condition , que ce qu'il leur accordait , ils l'accorderaient à leurs vassaux : il fit même espérer l'abolissement de celles des lois du conquérant qui pesaient le plus au petit peuple (1).

Sous Henri II , la liberté fit un pas de plus ; et l'on vit renaître , quoique d'une manière imparfaite , l'ancienne *épreuve des jurés* (2) , procédure qui fait aujourd'hui une des plus belles parties de la jurisprudence anglaise.

Mais ces causes , qui n'avaient fait que pulluler sourdement sous les deux Henris , princes justes jusqu'à un certain point , et de la plus grande

(1) Entre autres de la loi du *Couvre-feu*. Il serait curieux de rechercher ce que le gouvernement anglo-saxon serait devenu avec le temps , et par conséquent quel serait aujourd'hui celui de l'Angleterre , si la conquête n'avait jamais eu lieu ; événement qui , comme nous l'avons fait voir ci-dessus , conférant un pouvoir aussi énorme qu'inusité à celui qui se trouvait à la tête du gouvernement féodal , força la noblesse à contracter une union sincère et durable avec le peuple. Il est très-probable que le gouvernement anglais serait aujourd'hui le même que celui qui depuis long-temps a prévalu en Écosse , où le roi et la noblesse s'emparèrent , tantôt conjointement , tantôt tour à tour , de tout pouvoir : car tel est aussi le cas de la Suède et du Danemarck , pays où les Anglo-Saxons se sont répandus aussi.

(2) *Tryal by a Jury*.

capacité, se développèrent tout à coup sous le tyrannique Jean-sans-Terre. Les prérogatives royales et les lois de forêt ayant été portées par ce prince à un point de rigueur excessif, il vit bientôt se former contre lui une confédération générale; et c'est ici le cas de remarquer une nouvelle circonstance très-avantageuse, et particulière à l'Angleterre.

L'Angleterre n'était pas, comme la France, divisée en plusieurs souverainetés différentes; elle ne formait qu'un tout; elle ne reconnaissait qu'un seul maître et un seul titre; c'était partout mêmes lois, même dépendance; partout aussi mêmes notions, mêmes intérêts. Ces deux extrémités du royaume se donnaient la main, pour borner un pouvoir injuste: depuis la Twede jusqu'à Portsmouth, depuis Yarmouth jusqu'au Lands'-end, tout se mettait en mouvement; l'agitation croissait par la distance, comme les ondes d'une vaste mer; et le monarque, laissé à lui-même et sans point d'appui, se voyait assailli par le concours de tous ses sujets.

L'étendard ne fut pas plutôt levé contre Jean, que sa cour même l'abandonna; et ne trouvant aucune partie de son royaume qu'il n'eût également irritée, n'ayant aucune province séparée qu'il pût engager à sa défense par des promesses d'amnistie ou de concessions particulières, res-

sources triviales, mais sûres de ceux qui gouvernent, il fut obligé, avec sept chevaliers qui lui restaient, de se mettre à la disposition de ses sujets; et il signa (1) à Runing-Mead, la *charte-de-forêt* et la fameuse Charte, que son importance a fait nommer la *grande Charte*.

Par la première, on abolissait une partie des horreurs de la loi *de forêt*, on abrogeait en faveur des seigneurs la partie la plus tyrannique des lois féodales. Mais cette Charte ne s'arrêtait pas là (2);

(1) 1215.

(2) Sans doute l'appui que, dans cette guerre, le peuple avait prêté aux barons, lui donnait assez d'importance pour qu'il pût exiger qu'on ne se séparât point avant d'avoir songé à ses intérêts. Mais il est bien probable aussi que les concessions qui lui furent faites, furent dictées au roi et aux seigneurs par des vues d'intérêt particulier. Le roi ne voulut point que les barons seuls se fussent aggrandis dans cette lutte; il exigea, pour former un contre-poids à leur puissance, qu'ils accordassent aux vassaux une partie des privilèges qu'ils venaient d'acquérir; les barons, de leur côté, voulurent mettre leurs vassaux à l'abri des vexations des officiers de la couronne; vexations qui, en dernier lieu, tournaient toujours au désavantage des seigneurs, puisqu'elles diminuaient les richesses de ceux qui fournissaient à leurs revenus.

On voit, par les termes dans lesquels est rédigée la grande Charte, que les barons et le roi, dominés par l'esprit qui animait leurs ancêtres au temps de la conquête,

on ne se sépara pas sans stipuler en faveur de la partie nombreuse du peuple, qui avait concouru à l'obtenir; et qui prétendait, les armes à la main, à jouir de la sûreté qu'elle établissait. La grande Charte statua que les mêmes servitudes qui étaient abolies en faveur des seigneurs, le seraient pareillement en faveur de tous les vassaux; elle établit un même poids et une même mesure par toute l'Angleterre: elle mit les marchands à l'abri des impositions arbitraires; elle leur accorda d'entrer et de sortir librement du royaume; elle embrassa même tous les ordres de l'état, puisqu'elle ordonna que le *vilain*, c'est-à-dire le serf, ne pût être privé par amende de ses instrumens de labourage. Enfin, par l'art. XXIX elle statuait qu'aucun sujet ne pût être exilé ni molesté en façon quelconque, dans sa personne ou dans ses biens, autrement que par jugement de ses pairs, et conformément à l'ancienne loi du pays (1):

regardaient les Anglais comme des machines à produire les moyens de substance des conquérans.

Un article de cette Charte défend de détruire les maisons, les bois et les hommes, sans la permission du propriétaire. C.

(*Remarques sur l'Histoire d'Angleterre.*)

(1) « *Nullus liber homo capiatur, vel imprisonetur, aut dissocietur de libero tenemento suo vel libertatibus, vel liberis consuetudinibus suis; aut utlagetur, aut*



article si important, qu'on peut dire qu'il renfermait tout ce qui fait le but des sociétés; et les Anglais, dès ce moment, eussent été un peuple libre, s'il n'y avait pas une distance immense entre faire des lois et les observer (1).

Mais, quoique cette charte manquât de la plupart des appuis qui pouvaient la faire respecter, quoiqu'elle n'assurât à l'homme pauvre et isolé aucun

*» exuletus, aut aliquo modo destruat: nec super eum  
» ibimus, nec super eum mittemus nisi per legale judi-  
» cium porum suorum, vel per legem terræ. Nulli ven-  
» demus, nulli negabimus aut differemus justitiam vel  
» rectum. »* Magna Charta, cap. 29.

(1) Éclairés par l'expérience, les Anglais craignirent pour cette Charte le sort qu'avait éprouvé celle que leur avait accordée Henri 1<sup>er</sup>.; et de peur que, par les mêmes moyens, on ne parvint à la soustraire, ils voulurent qu'elle fût adressée à toutes les cathédrales du royaume, avec ordre de la lire au peuple deux fois par an. La grande Charte, elle-même, donna aux barons le droit de former, par élection, un conseil de vingt-cinq d'entre eux, auxquels pourraient s'adresser tous ceux qui auraient à dénoncer une infraction à la Charte. Si, quarante jours après que quatre barons trouvant la plainte légitime, s'étaient adressés au roi pour obtenir réparation, justice n'était pas rendue, le conseil avait le droit d'armer les communes, et de contraindre le roi, par le pillage et la saisie de ses domaines, à réparer les torts qu'il avait faits. C.

(Mably.)

moyen légal et sûr d'en obtenir l'exécution, chose qu'il n'y avait que des violations sans nombre qui pussent enfin enseigner, elle ne laissait pas d'être un pas prodigieux vers la liberté. Au lieu des maximes générales sur les droits des sujets et les devoirs du prince, maximes contre lesquelles l'ambition dispute sans fin, ou qu'elle nie même complètement, on avait substitué une loi écrite, c'est-à-dire une vérité de fait, et qui n'avait plus besoin de l'appui du raisonnement; les droits du particulier à sa personne et à ses biens étaient devenus des axiomes; la grande Charte, sanctionnée avec tant d'appareil et confirmée à chaque règne, était un point de ralliement sûr et général; et la base était posée, sur laquelle devaient désormais s'élever ces lois équitables, qui tendent également leur secours au plus faible, comme au plus puissant des sujets (1).

(1) Si l'on voulait se convaincre plus particulièrement de l'effet des causes auxquelles nous avons vu qu'était due la liberté de la nation Anglaise, on n'aurait qu'à comparer la grande Charte, si étendue dans ses précautions, et dans laquelle le seigneur stipule en faveur de l'esclave, avec le traité qui fut fait entre Louis XI et divers princes de France, et qui a pour titre : *Traité fait à Saint-Maur, entre les ducs de Normandie, de Calabre, de Bretagne, de Bourbonnais, d'Auvergne, de Nemours, les comtes de Charolais, d'Armagnac et de Saint-Pol, et autres princes de*

Sous le long règne d'Henri III, les divisions du roi (1) et des seigneurs bouleversèrent l'Angleterre : et dans les vicissitudes des guerres qu'elles occasionnèrent, les peuples sentirent toujours mieux leur importance ; et, par une conséquence nécessaire, le roi et les seigneurs la virent toujours mieux aussi : recherchés par les deux partis, ils virent confirmer la grande Charte, et même y ajouter de nouveaux privilèges par les statuts de Merton et de Marlebridge. Mais je me hâte de venir à la grande époque du règne d'Edouard I<sup>er</sup>, prince à qui ses sages et nombreuses lois ont mérité le titre de Justinien d'Angleterre.

Né avec les plus grandes qualités, et succédant à un règne que sa faiblesse et ses injustices avaient rendu malheureux, Edouard comprit qu'il n'y

*France, soulevés sous le nom du bien public d'une part, et le roi Louis XI d'autre, le 29 octobre 1465. On verra que dans ce traité, fait pour terminer une guerre, qui fut appelée la guerre du bien public, il ne fut question que des intérêts de la puissance particulière de quelques seigneurs, et qu'on n'y inséra pas un seul mot en faveur du peuple. Ce traité se trouve au long dans les pièces justificatives qui sont à la suite des Mémoires de Commynes.*

(1) Henri III, gêné par les limites que la grande Charte mettait à son pouvoir, sollicita la cour de Rome de l'absoudre du serment par lequel il avait juré d'observer cet acte : Alexandre III le délia de sa promesse. C.

avait qu'une exacte administration de la justice qui pût, d'un côté, en imposer à une noblesse que les troubles précédens avaient rendue turbulente, et de l'autre, tranquilliser le peuple, en assurant les possessions. Il fit donc de la jurisprudence l'objet principal de son attention, et elle prit sous ses mains un tel accroissement, que la procédure se fixa; et le *chief justico* Halc ne fait pas difficulté de dire que les lois arrivèrent tout à coup, et *quasi per saltum*, à leur perfection, et qu'il s'est fait plus de changement à cet égard, pendant les treize premières années de ce règne, que pendant toutes celles qui l'ont suivi. Mais ce qui rend l'époque de ce règne particulièrement intéressante, c'est qu'il fournit le premier exemple de l'admission (1) des députés des villes et bourgs dans le parlement.

Edouard, continuellement enveloppé dans ses guerres, soit d'Ecosse, soit du continent, et voyant d'ailleurs ses domaines considérablement diminués, était fréquemment réduit aux besoins les plus pressans. Mais quoique, par une suite de l'esprit de ce siècle, il se permit souvent des injustices de détail, il sentit qu'il lui était impos-

(1) J'entends l'admission légale, car le comte de Leicester, qui avait usurpé le pouvoir pendant une partie du règne précédent, les y avait déjà appelés.

sible d'étendre une oppression générale sur une noblesse et un peuple qui savaient se réunir : il fut donc obligé, pour avoir des subsides, de prendre une nouvelle route, et de chercher à obtenir du consentement de ses peuples ce que ses prédécesseurs avaient attendu de leur puissance. Les shériffs invitèrent les bourgs et les villes des différens comtés à envoyer leurs députés au parlement ; et c'est à cette date qu'il faut rapporter l'origine de la chambre des communes (1). Il faut l'avouer cependant, ces députés du peuple n'eurent pas d'abord des droits fort considérables. Ils étaient bien éloignés de jouir de ces belles prérogatives, qui font aujourd'hui de la chambre des communes une partie collatérale du gouvernement ; ils ne furent d'abord appelés que pour consentir aux résolutions que prendraient le roi et l'assemblée des seigneurs (2). Mais c'était avoir beaucoup acquis, que

(1) A°. 1295.

(2) Le *Summum*, ou appel, que les seigneurs recevaient du roi pour se rendre en parlement, portait, *arduis negotiis regni tractaturi et concilium impensuri* : celui des communes, *ad faciendum et consentiendum*. Et même le pouvoir qu'elles avaient dans cette assemblée était au-dessous de celui que les termes de l'appel paraissaient leur y donner.

« Elles ne sont pas seulement nommées dans la plupart des anciens statuts ; et souvent , lorsqu'il est fait mention

d'avoir acquis le droit de faire entendre leurs plaintes sans péril et en commun; c'était beaucoup, au lieu de la ressource dangereuse des insurrections, d'avoir une influence légale sur les motions du gouvernement, et d'en faire désormais partie. Quel que fut le désavantage de la place qui leur était assignée, il devait être bientôt compensé par la prépondérance nécessaire qu'a le peuple, lorsqu'il peut se mouvoir avec règle (1).

Aussi ce droit, quoique faible en apparence, se manifesta-t-il d'abord par des effets très-considérables. Malgré sa répugnance, et après des subterfuges indignes d'un aussi grand roi, Edouard fut obligé de confirmer la grande Charte; il la confirma

» d'elles, on ne leur donne que la qualité de supplians; le  
» consentement des seigneurs étant distingué expressément  
» de la requête des communes. » Voyez là dessus la préface  
à l'ample collection des statuts par *Ruffhead*, et les autorités qu'on y cite.

(1) La France eut bien aussi ses états-généraux, mais il n'y eut que les députés des villes du domaine particulier de la couronne, c'est-à-dire, d'une très-petite partie du peuple Français qui, sous le nom de tiers-état, y furent admis; et l'on comprend qu'ils n'acquirent pas une grande influence, dans une assemblée de souverains qui faisaient la loi à leur maître. Aussi, lorsque ceux-là eurent disparu, on vit tout de suite s'établir la maxime: *Qui veut le roi, si veut la loi*;

même onze fois durant son règne. Il statua que tout ce qui s'y ferait de contraire serait nul ; qu'elle serait lue deux fois par année dans les cathédrales , et qu'on prononcerait la peine d'excommunication contre quiconque la violerait (1).

Enfin il fit une loi d'une chose dont jusque là il n'avait laissé jouir les Anglais que de fait ; et dans le statut de *tallagio non concedendo* , il déclara qu'aucune imposition ne se leverait sans le consentement des pairs et de l'assemblée des communes (2). Statut important, et qui est, conjointement avec la grande charte, la base de la Constitution d'Angleterre : si c'est de l'une que les Anglais doivent dater l'origine de leur liberté , c'est de l'autre qu'ils doivent en dater l'établissement ; et si la grande Charte était le rempart qui protégeait toutes les libertés individuelles, le statut en question était la machine qui protégeait la Charte elle-même, et à l'aide de laquelle la nation devait faire désormais des conquêtes légales sur l'autorité du roi.

(1) *Confirmationes Chartarum* , Cap. 2, 3, 4.

(2) « *Nullum tallagium, vel auxilium per nos, vel heredes nostros in regno nostro ponatur, seu levetur sine voluntate et assensu Archiepiscoporum, Episcoporum, Comitum, Baronum, Militum (des chevaliers), Burgensium, et aliorum liberorum hom., de regno nostro.* » Stat. An. 24, Ed. I.

C'est à ce période où nous sommes parvenus qu'il faut s'arrêter pour porter ses regards au loin, et considérer le spectacle différent que le reste de l'Europe présentait alors. Les causes productrices de la servitude y opéraient et s'y fortifiaient de jour en jour : d'un côté l'indépendance des nobles, de l'autre l'ignorance et la faiblesse des peuples y étaient extrêmes; le droit féodal déployait toujours ses rigueurs, et tel était son désordre, qu'il ôtait jusqu'à l'espérance d'un meilleur état.

La France (1), ensanglantée par la folie d'une noblesse sans cesse engagée dans des guerres sans motif, soit avec elle-même, soit avec son roi, s'ensanglantait encore par la tyrannie de cette même noblesse, orgueilleuse de sa liberté, ou

(1) Les états-généraux convoqués en France en 1355, sous le règne du roi Jean, essayèrent de donner une nouvelle forme de gouvernement. La noblesse, le clergé et le tiers-état, également opprimés depuis Philippe de Valois, se réunirent pour faire cesser les abus de pouvoir dont ils se plaignaient. Ils établirent des commissaires qui devaient se rassembler pendant la séparation des états, et veiller à ce que les droits qu'ils avaient acquis ne leur fussent point enlevés. Mais ils ne surent point consolider leur ouvrage. Au lieu d'exiger du roi que la représentation nationale fût perpétuelle, et se réunît à des époques fixes, ils se contentèrent de l'ajourner à la Saint-André suivante. La maxime que le roi seul pouvait faire des lois avait déjà pris faveur, et les états convinrent que, si, à la prochaine tenue, les



plutôt de son anarchie (1). Les peuples opprimés par ceux qui eussent dû les conduire, accablés de maux par ceux que leurs travaux faisaient exister, se révoltaient de toutes parts. Mais leurs mouvemens tumultueux n'avaient guère d'autre but que de décharger l'angoisse dont leurs cœurs étaient surchargés : ils ne s'avisèrent pas de se réunir, bien moins encore de chercher à changer le gouvernement, et de former le plan d'une liberté régulière.

N'ayant jamais porté leurs vues au-delà du champ qu'ils cultivaient, ils étaient bien éloignés de penser à cette foule d'ordres, de corps, de privilèges et de prérogatives opposés, tous ingrédients nécessaires d'une Constitution libre. Leurs têtes, courbées vers la terre, n'avaient eu garde d'imaginer

subsidié que le roi demandait lui étaient refusés, il rentrerait dans tous les droits auxquels il avait renoncé en leur faveur. La défaite de l'armée française à Poitiers, et la captivité du roi, replongèrent le royaume dans de nouveaux troubles, et détruisirent l'ouvrage que les états-généraux avaient à peine commencé. C.

(1) Non contente de la vexation, elle y ajoutait l'insulte. « Lorsque le gentilhomme (dit *Mezeray*) pillait et rançonnait le paysan, il l'appelait en dérision, *Jacques bon-homme*. » Cela donna lieu à une sédition furieuse, qui fut appelée la Jaquerie : elle commença à Beauvais, dans l'année 1357; elle s'étendit dans plusieurs provinces de France, et ne fut apaisée que par la destruction d'une partie de ces malheureux, qu'on massacra à milliers.

cette fabrique compliquée, que l'homme exercé admire et comprend à peine, lorsqu'un concours de hasards heureux a pu parvenir à l'élever.

Dans leur simplicité, ils ne voyaient de remède que l'établissement général du pouvoir du roi, c'est-à-dire, que le règne de la volonté d'un seul; et ils ne soupiraient que pour le temps qui, en satisfaisant leur haine, adoucissait leurs souffrances, et réduirait au même niveau les oppresseurs et les opprimés.

La noblesse, d'un autre côté, ne pensant qu'à jouir de l'indépendance du moment, aliénait sans retour les seuls hommes qui pussent un jour la défendre; et manquant également à ce que prescrivait l'humanité et exigeait la prudence, elle ne voyait pas l'autorité royale qui s'avavançait hardiment, et qui la devait bientôt engloutir. Déjà la Normandie, l'Anjou, le Languedoc, la Touraine, avaient été réunis : le Dauphiné, la Champagne et une partie de la Guienne ne devaient pas tarder à l'être. La France devait avoir enfin son Louis XI; elle devait voir ses états-généraux devenir d'abord inutiles, et finalement s'abolir.

L'Espagne devait aussi voir ses royaumes se réunir dans la même main; elle devait avoir son Ferdinand et son Charles-Quint<sup>(1)</sup>. Et l'Allemagne,

(1) L'Espagne était premièrement divisée en douze royaumes et quelques principautés qui, par des traités,

où une couronne élective prévenait les réunions (1), devait à la vérité acquérir quelques villes libres ; mais ses peuples divisés étaient pour la plupart

et surtout par des conquêtes, se réunirent successivement en trois royaumes, qui furent ceux de Castille, d'Arragon et de Grenade. Ferdinand V, roi d'Arragon, épousa Isabelle, reine de Castille : ils firent de concert la conquête du royaume de Grenade ; et ces trois royaumes, ainsi réunis, passèrent, en 1516, à Charles, leur petit-fils, et formèrent la monarchie espagnole. A cette époque les rois d'Espagne commencèrent à être absolus, et les états des royaumes de Castille et de Léon, « assemblés à Tolède au mois de novembre 1539, sont les derniers où se soient trouvés les » trois ordres, c'est-à-dire, les grands, les ecclésiastiques » et les députés des villes. » *Ferrera, Histoire générale d'Espagne.*

(1) Le royaume de France, sous Hugues Capet et quelques-uns de ses successeurs, ressemblait beaucoup à l'empire d'Allemagne, tel qu'il a été dès ce temps-là jusqu'à ce jour. Mais la couronne impériale d'Allemagne, par un concours de circonstances dont la recherche est étrangère ici, étant restée élective, les empereurs allemands, quoique jouissant de prérogatives plus grandes en apparence que celles des rois de France, se trouvaient pour l'essentiel dans une situation bien moins avantageuse : ils ne pouvaient s'attacher à un plan d'aggrandissement avec la persévérance d'une foule de souverains héréditaires ; et le droit de les élire, dont jouissaient les grands princes de l'Allemagne, mettait ceux-ci en état de se garantir, avec les autres seigneurs moins éminens, des usurpations de la couronne.

destinés à rester soumis au joug arbitraire et absolu des souverains particuliers qui sauraient se maintenir. En un mot, les torrens de servitudes féodales qui couvraient le continent, n'y réparaient par aucun avantage éloigné leurs ravages actuels ; et ils ne devaient laisser en s'écoulant qu'une espèce plus régulière de despotisme.

Mais en Angleterre ce même droit féodal, après avoir inondé tout à coup, avait déposé et déposait continuellement les nobles semences de l'esprit de liberté, d'union et d'une sage résistance. Dès les temps d'Edouard on le voyait se retirer peu à peu : les lois protectrices de la personne et de la propriété du citoyen commençaient à paraître (1) : cette belle Constitution, résultat d'un triple pouvoir, s'élevait insensiblement ; et l'œil découvrait déjà les sommités verdoyantes de cet heureux horizon, où devaient régner un jour la philosophie et la liberté, inséparables compagnes.

(1) « Or, selon mon avis (dit Philippe de Commines » dans des temps qui n'étaient pas fort postérieurs à » ceux d'Edouard I<sup>er</sup>.), entre toutes les seigneuries du » monde dont j'ai connaissance, où la chose publique est » mieux traitée et où règne moins de violence sur le peuple, » c'est en Angleterre. » *Mémoires de Commines*, tom. I, liv. V, chap. 19.

---

CHAPITRE II.

## SECONDE PARTIE.

*Continuation du même sujet.*

---

LES députés de la nation , et de toute la nation , étaient admis dans le parlement ; et le roi se voyait dans leur dépendance par rapport à un objet qui intéressait également l'homme et le souverain : le grand pas était donc fait , qui devait lui donner l'influence dont elle jouit aujourd'hui ; et les règnes qui suivent celui d'Edouard nous en offrent le développement continu.

Sous Edouard II , les communes commencèrent à joindre des pétitions aux bills par lesquels elles accordaient des subsides ; et ce fut là l'aurore de leur pouvoir législatif. Sous Edouard III , elles déclarèrent qu'elles ne reconnaîtraient désormais de lois que celles auxquelles elles auraient donné leur assentiment. Bientôt après elles déployèrent une prérogative qui fait aujourd'hui un des grands

contre-poids de la Constitution; elles accusèrent et firent condamner quelques-uns des principaux ministres. Sous Henri IV, elles refusèrent de statuer sur les subsides, avant qu'on eût répondu à leurs pétitions. En un mot, chaque événement un peu considérable était marqué par une addition au pouvoir des communes : additions lentes à la vérité, mais additions paisibles et légales, et qui n'en étaient que plus propres à s'imprimer dans l'esprit des peuples, et à s'incorporer aux anciens principes.

Sous Henri V, la nation ne fut occupée que de ses guerres avec la France; et sous Henri VI, commencèrent les fatales guerres entre les maisons d'Yorck et de Lancastre : le bruit des armes se fit seul entendre; dans le silence des lois existantes, on ne pensa guère à en faire de nouvelles; et l'Angleterre n'offre, pendant plus de trente années, qu'une vaste scène de désolation.

Enfin, sous Henri VII, qui, en épousant l'héritière de la maison d'Yorck, réunit les prétentions des deux familles, la paix fut généralement rétablie, et des jours heureux semblaient promis à la nation. Mais la longue et violente crise qui l'avait travaillée, devait avoir une convalescence longue et pénible: Henri, monté sur le trône les armes à la main, et pour ainsi dire en conquérant, avait des promesses à tenir et des vengeances à

exercer ; et les peuples , après tant de misères , ne soupirant que pour le repos , abhorrant même jusqu'à l'idée de la résistance , ce qui restait d'une noblesse exterminée se voyait exposé , sans défense , à la merci du souverain.

Les communes , d'un autre côté , accoutumées à n'agir qu'en second , privées de ceux qui jusque-là avaient été leurs conducteurs , et pour ainsi dire éperdues , osaient moins que jamais commencer à former une opposition. Se voyant placées , ainsi que les seigneurs , sous les yeux du roi , elles étaient exposées aux mêmes dangers. Ainsi qu'eux , elles achetèrent leur sûreté personnelle aux dépens de la liberté générale : les lois les plus avilissantes , les jugemens les plus odieux , furent prodigués ; et en lisant l'histoire des deux premiers princes de la maison de Tudor , on croit lire ce que Tacite raconte de Tibère et du sénat romain (1).

Le temps semblait donc arrivé où la nation Anglaise devait subir à son tour le sort des autres nations de l'Europe. Toutes ces barrières qu'elle avait élevées à sa liberté , n'avait donc fait que retarder les inévitables effets du pouvoir.

Mais le souvenir des anciennes lois de cette grande Charte , si souvent et si solennellement con-

(1) *Quantò quis illustrior , tantò magis falsi ac festinantes.*

firmée, était gravée trop profondément dans l'esprit des Anglais, pour que des malheurs passagers pussent les en effacer. Comme une mer étendue et profonde, qui conserve sa température au milieu de la vicissitude des saisons, l'Angleterre conservait des principes si généralement répandus dans les ordres de l'état, et la première occasion devait les voir se manifester.

L'Angleterre avait d'ailleurs encore l'avantage si grand, d'être réunie en un seul état.

Si elle eût été, comme la France, divisée en plusieurs provinces distinctes, elle eût eu aussi plusieurs assemblées nationales. Ces assemblées convoquées en des temps et en des lieux différens, pour ces raisons et pour d'autres, n'eussent pu agir de concert ; et le droit de refuser des subsides, ce droit important quand il est le pouvoir de réduire le souverain à l'impossibilité d'agir, n'eût été que le droit funeste d'irriter un maître, qui aurait eu ailleurs des ressources.

Les différens parlemens ou états, réduits à n'avoir que le mérite de la promptitude, eussent accordé à l'envi ce qu'il eût été non-seulement inutile, mais même dangereux de refuser : le roi n'eût pas tardé à demander, comme un tribut, un don qu'il eût été sûr d'obtenir ; et l'apparence de consentement n'eût été laissée aux peuples, que comme un moyen de plus de les opprimer sans péril.



Mais le roi d'Angleterre, dans le temps même des Tudors, continuait à n'avoir qu'une assemblée à qui il pût exposer ses besoins; quelle que fût l'augmentation de son pouvoir, il n'y avait que son parlement unique qui pût lui fournir les moyens de le déployer; et soit que ceux qui le composaient sentissent vivement leurs avantages, soit que l'intérêt particulier vint à l'appui du patriotisme, ils revendiquèrent dans tous les temps le droit de refuser des subsides; et dans l'abandon général de tout ce qui eût dû leur être cher, ils tinrent du moins opiniâtrement embrassée la planche qui devait enfin les sauver.

Sous Edouard VI, les monstrueuses lois de *trahison*, inventées sous Henri VIII son prédécesseur, furent abolies. Mais ce jeune et vertueux prince n'ayant fait que passer, la sanguinaire Marie étonna l'univers par des cruautés qu'il n'y avait que le fanatisme d'une partie de la nation qui pût la mettre en état d'exercer.

Sous le beau et long règne d'Elisabeth, l'Angleterre commença à respirer; et la religion protestante, remise sur le trône, amena avec elle un peu plus de liberté et de tolérance (1).

(1) Elisabeth était aussi jalouse du pouvoir absolu que son père. Sa prévoyance ne lui laissa négliger aucune occasion propre à augmenter son autorité; et l'esprit de liberté était déjà assez répandu en Angleterre, pour lui

La chambre étoilée, cet instrument fécond de la tyrannie des deux Henris, subsistait cependant encore : le tribunal inquisitorial de la haute commission fut même imaginé ; et le joug du pouvoir reposait toujours pesamment sur la tête des sujets. Mais l'amour pour une reine dont les malheurs avaient d'abord tant intéressé, les dangers éminens auxquels l'Angleterre échappa, et l'extrême gloire de ce règne, firent supporter des exercices d'autorité qui paraîtraient aujourd'hui le comble de la tyrannie, et justifèrent alors et excusent aujourd'hui une souveraine que ses grands talens, mais non sûrement par ses principes en matière de gouvernement, rendent digne d'être proposée pour modèle (1).

opposer une forte résistance. Mais elle sut éviter la lutte en ménageant des impôts. Elle avait vu que les demandes fréquentes de subsides étaient ce que les Anglais supportaient avec le plus d'impatience. Ses finances furent donc gouvernées avec économie, et, plutôt que de fatiguer ses peuples par des impôts, elle aliéna les biens de la couronne.

C.

(1) Lorsqu'après cinq années d'interruption, Élisabeth convoqua le parlement en 1571, le chancelier Bacon, portant la parole au nom de la reine, s'exprima en ces termes : « La volonté de sa majesté est que vous ne vous mêliez pas des affaires d'état. » Dans une seule session, la reine rejeta quarante-huit des bills du parlement. La faiblesse,

Enfin, sous le règne des Stuarts, la nation revint de son long assoupissement. Jacques I<sup>er</sup>, prince plus imprudent que tyrannique, leva le voile qui avait jusque-là déguisé tant d'usurpations, et étala ce dont ses prédécesseurs s'étaient contentés de jouir.

Il ne se lassait pas de répéter, que le pouvoir des rois ne devait pas plus être contredit que celui de Dieu. Comme lui ils étaient *omnipotens*; et ces privilèges, que la nation réclamait avec tant de bruit comme un héritage et comme des droits apportés en venant au monde, n'étaient suivant lui qu'un effet de la grâce et de la tolérance de ses ancêtres (1).

Ces principes (2), conservés jusqu'alors dans le secret du cabinet et des cours de justice, s'étaient

et la soumission des membres de ce corps fut si grande sous ce règne, qu'Élisabeth ayant fait arrêter cinq députés, le parlement n'osa pas élever la voix en leur faveur. C.

(1) Déclarations faites en parlement dans les années 1610 et 1621.

(2) Le parlement fut aussi audacieux sous Jacques I<sup>er</sup>, qu'il avait été faible sous Élisabeth. Peu content de reprendre l'autorité qu'il avait perdue, il essaya d'empiéter sur celle du roi, et la nation le soutint dans ses prétentions. Jacques convoqua et cassa tour à tour trois parlemens, qu'il trouva toujours plus exigeans et plus hardis. C.

maintenus par cette obscurité même. Enoncés du haut du trône, et retentissans dans les chaires, ils répandirent une alarme universelle : le commerce, d'ailleurs, les arts qui en sont la suite, et surtout l'imprimerie, réveillaient des notions plus saines dans tous les ordres de l'état ; un nouveau jour commençait à éclairer la nation ; et ce règne voit souvent se manifester un esprit d'opposition auquel les monarques Anglais n'étaient, depuis longtemps, plus accoutumés.

Mais l'orage qui n'avait fait que se préparer sous Jacques, commença à gronder sous Charles I<sup>er</sup>, son successeur ; et la scène qui s'ouvrit à l'avènement de ce prince présentait l'aspect le plus effrayant.

Les idées religieuses, par un concours singulier, venaient se joindre à l'amour de la liberté ; le même esprit qui avait attaqué la foi établie, se glissait dans la politique ; les prérogatives royales furent soumises au même examen que les préceptes de l'église de Rome ; et cette épreuve, à laquelle une religion superstitieuse n'avait pu résister, une autorité prétendue sans bornes ne la devait pas soutenir non plus.

Les communes, d'un autre côté, rêvaient de l'étonnement où les avait d'abord mises l'extinction du pouvoir des nobles ; jetant les yeux sur elles-mêmes et sur la nation, elles virent toute leur force, elles se déterminèrent à en faire usage,

et à resserrer enfin un pouvoir qui depuis si longtemps semblait avoir tout envahi. Se trouvant posséder dans le même temps des personnes de la plus vaste capacité, elles entreprirent le grand ouvrage par des voies constitutionnelles et avec méthode; et Charles allait avoir à résister au mouvement de toute une nation concentrée et dirigée par une assemblée d'hommes d'état.

Arrêtons-nous un moment ici, pour observer la différence des effets produits en Angleterre et en France par le même événement, je veux dire, par l'annihilation du pouvoir de la noblesse. En France, où, par une suite de la division des provinces, et de la puissance des nobles, le peuple était compté pour rien; lorsque les nobles eux-mêmes furent abattus, l'ouvrage fut fait. Mais en Angleterre, lorsque, par un concours de circonstances, les nobles furent pareillement abattus, le peuple, qu'ils avaient élevé, qui avait acquis beaucoup d'influence dans le gouvernement, et qui surtout n'était point divisé, mais réuni en un seul corps, ce peuple, dis-je, fit ferme et les rallia.

Mais l'infortuné Charles, mal conseillé, méconnut totalement le péril qui l'environnait. Séduit par l'exemple des autres souverains de l'Europe, il ne sentit pas combien sa situation était différente de la leur; il eut l'imprudence de déployer avec

rigueur une autorité à laquelle presque personne ne croyait ; et il vit dissiper d'un souffle ses prérogatives éternuées (1). Par le fameux acte qu'on appela la *pétition des droits*, et par un autre acte postérieur, actes auxquels il consentit, les prêts forcés, et les impôts déguisés sous le nom de *bénévolence*, furent déclarés contraires aux lois ; les emprisonnemens arbitraires et l'exercice de la loi martiale furent abolis ; la cour de haute commission

(1) On pourrait objecter ici que quand, sous le règne de Charles I<sup>er</sup>, le pouvoir de la couronne fut forcé de céder à celui du peuple, le roi possédait d'autres domaines, outre l'Angleterre, savoir : l'Écosse et l'Irlande ; c'est pourquoi il paraissait jouir du même avantage que les rois de France ; celui de régner sur une nation divisée. Mais à ceci on doit répondre, qu'au temps dont nous parlons, l'Irlande, à peine civilisée, ne faisait qu'accroître les besoins, et par conséquent la dépendance du roi ; pendant que l'Écosse, par un concours de circonstances particulières, s'était soustraite à son obéissance. Et quoique ces deux états, même à présent, ne puissent entrer en concurrence avec le corps réuni du royaume d'Angleterre, et ne paraissent pas avoir jamais été en état, par leur jonction avec cette couronne, de procurer au roi de grands secours ; cependant les circonstances qui eurent lieu dans ces deux royaumes au temps de la révolution, ou depuis lors, prouvent suffisamment que ce n'en était pas une défavorable pour la liberté anglaise, que la grande crise du règne de Charles I<sup>er</sup>, et les heureux progrès que devait faire alors la Constitution, précédassent la période dans laquelle le roi d'Angleterre

et la chambre étoilée furent supprimées (1); et la Constitution, dégagée de l'attirail de pouvoirs tyranniques dont les Tudors l'avaient offusquée, fut rétablie dans son ancien lustre. Heureux les peuples, si leurs conducteurs, après avoir exécuté un si noble ouvrage, se fussent contentés de la gloire pure de bienfaiteurs de la patrie! Heureux le roi, si, obligé enfin de céder, il eût cédé de bonne foi, et s'il eût suffisamment connu que la seule ressource qui lui restât, était l'affection de ses sujets!

Mais Charles ne sut pas survivre à la perte de ce qu'il croyait des pouvoirs indisputables; il ne put réconcilier son âme avec des limitations injurieuses, suivant lui, à la dignité souveraine; sa conduite et ses propos décélérent des desseins secrets; la défiance s'empara de la nation; des citoyens ambitieux la firent servir à leurs vues, et l'orage qui avait paru apaisé se ranima. Le fanatisme aurait pu être en état de recourir à l'aide des deux autres royaumes.

(1) La chambre étoilée, à la différence des autres tribunaux, qui ne reconnaissent pour la loi que la *commune loi*, ou loi immémoriale, et les actes de parlement, reconnaissait les proclamations particulières du conseil du roi, et en faisait le motif de ses jugemens. Aussi l'abolition de ce tribunal fut regardée, avec raison, comme une grande victoire sur l'autorité royale.

opposé de sectes persécutrices se joignit au conflit de l'orgueil monarchique et de l'ambition particulière ; la tempête souffla des quatre coins de l'horizon ; la Constitution fut mise en pièces , et Charles donna par sa chute un grand exemple à l'univers.

La puissance royale étant anéantie , les Anglais firent des tentatives , mais inutiles , pour y substituer le gouvernement républicain. « Ce fut un beau » spectacle », dit Montesquieu , « de voir les » efforts impuissans des Anglais pour établir chez » eux la démocratie. » Soumis d'abord au pouvoir des divers chefs du long-parlement, ils ne virent finir ce pouvoir que pour passer, sans limites, entre les mains d'un *protecteur*. Ils le virent ensuite se distribuer entre les chefs des différens corps de troupes ; et retombant sans cesse de servitude en servitude , ils se convinquirent que vouloir établir la liberté chez une grande nation , en la faisant intervenir dans le détail du gouvernement , c'est vouloir de toutes les choses la plus chimérique ; que cette autorité de tous, dont on y amuse le peuple , n'est au fond que l'autorité de quelques citoyens puissans qui se partagent la république ; et ils se reposèrent enfin dans la seule Constitution qui puisse convenir à un grand état et à un peuple libre , je veux dire , celle où un petit nombre délibère , et où un seul exécute : mais dans laquelle



en même temps la satisfaction générale est rendue, par l'arrangement des choses, une condition nécessaire de la durée du gouvernement.

Charles II fut donc rappelé, et il éprouva de la part de ses peuples cet amour, cette passion, qui suit le retour d'une longue erreur. Lui-même cependant ne leur pardonna pas le crime inexpiable dont il regardait qu'ils s'étaient souillés : il vit avec douleur qu'il conservait au fond les mêmes idées ; et le cœur plein des anciens pouvoirs de la couronne, il ne chercha que l'occasion de manquer aux promesses qui avaient procuré sa *restauration*.

Mais l'empressement même de ses mesures en fit manquer le succès ; ses alliances dangereuses sur le continent, et l'extravagance des guerres dans lesquelles il entraîna l'Angleterre, jointes aux fréquens abus qu'il fit de son autorité, le décourèrent. La nation ouvrit les yeux sur ses projets ; et convaincue enfin qu'il n'y a que des bornes fixes et irrésistibles qui puissent contenir l'autorité, elle résolut d'enlever définitivement tout ce qui restait d'arbitraire dans la puissance du roi.

Les *services militaires* dûs à la couronne, reste des tenures féodales, furent abolis. Les lois contre les hérétiques furent abrogées. L'acte d'*habeas corpus*, ce rempart de la sûreté particulière, fut

établi. Le statut qui rendait les parlemens triennaux fut sanctionné ; et le patriotisme des parlemens fut tel , que ce fut sous le prince le plus destitué de principes , que la liberté reçut ses plus efficaces additions.

Enfin , à la mort de Charles commença ce règne qui devait donner une si grande leçon aux peuples et aux souverains. Jacques II ayant dans l'esprit plus de roideur que son frère , avec moins d'étendue , s'obstina plus ouvertement encore à suivre un projet qui avait été si funeste à sa famille. Il ne voulut pas voir que les grands changemens arrivés dans la Constitution en rendaient l'exécution toujours plus impraticable ; il s'indigna follement contre une résistance qu'il n'était pas en état de vaincre ; et emporté par son esprit despotique , et par un zèle monacal , il courut tête baissée , contre le roc où devait se briser son autorité.

Non-seulement il fit entendre dans ses déclarations les impressions alarmantes du pouvoir absolu , et auquel on devait obéir sans réserve : non-seulement il s'attribua le droit de dispenser de l'effet des lois , il voulut encore faire servir cette prétention destructive à la destruction des lois les plus chères à la nation , et abolit une religion achetée au prix des plus grandes calamités , pour élever sur ses ruines une religion que des actes réitérés avaient proscrite ; et proscrite , non parce

qu'elle tendait à établir en Angleterre les croyances indifférentes à l'état de la transsubstantiation et du purgatoire, mais parce qu'il y avait toujours compté la puissance illimitée du souverain parmi ses principaux dogmes.

Chercher donc à faire revivre une telle religion, ce n'était pas seulement violer des lois, c'était préparer par une violation criante des violations plus criantes encore; et les Anglais, qui virent que la liberté était attaquée jusque dans ses premiers principes, recoururent au remède que la nature et la raison montrent aux peuples, lorsque celui qui devait être le gardien des lois en devient le destructeur. Ils retirèrent l'obéissance qu'ils avaient vouée à Jacques, et se crurent dégagés de leurs sermens vis-à-vis d'un roi qui se mettait au-dessus des siens.

Mais, au lieu que la révolution qui avait renversé Charles, ne s'était effectuée qu'au moyen d'une grande effusion de sang, et avait jeté l'état dans une convulsion terrible, celle qui détrôna Jacques ne fut qu'une opération courte et facile. Par une suite du progrès des connaissances et de la certitude des principes qui dirigeaient la nation, le concert fut universel; tous les liens par lesquels le peuple tenait au trône, se rompirent à la fois et par une seule secousse; et Jacques qui, le moment auparavant, était un monarque environné

de ses snjets , ne fut plus qu'un particulier au milieu de la nation.

Ce qui contribue surtout à rendre cet événement unique dans les annales du genre humain, c'est la modération , je dirai même la légalité , qui l'accompagnerent. Comme si déplacer du trône un roi qui voulait s'élever au-dessus des lois , eût été une suite naturelle et prévue des principes du gouvernement , toutes choses restèrent en place ; la nation s'assembla en règle pour élire ses représentans ; le trône fut déclaré vacant , et un nouvel ordre de succession fut établi.

Ce ne fut pas tout : on s'attacha à réparer les brèches faites à la constitution , et à en prévenir de nouvelles ; et l'on profita de l'occasion rare d'un contrat primitif et formel entre le peuple et le souverain.

L'on exigea du nouveau roi un serment plus exprès que celui qu'avaient prêté ses prédécesseurs , et l'on en consacra pour toujours la formule. On déclara de nouveau , qu'établir des impositions sans le consentement du parlement , de même qu'entretenir une armée en temps de paix , était contraire à la loi. On abolit le pouvoir qu'avait , dans tous les temps , réclamé la couronne , de dispenser de l'effet des lois. On statua que tous les sujets , quels qu'ils fussent , auraient droit de pré-

senter des pétitions au roi (1) : et enfin l'on posa la clef de la voûte, par l'établissement final de la liberté de la presse (2).

La révolution de 1688 est donc la troisième grande époque dans l'histoire de la Constitution de l'Angleterre. La grande Charte avait indiqué les bornes où devait se renfermer le pouvoir du roi : le règne d'Edouard I<sup>er</sup>. avait élevé quelques barrières ; mais c'est à l'époque de la révolution qu'on acheva de fermer l'enceinte.

C'est à cette époque que se posèrent les grands et vrais principes des sociétés. Par l'expulsion d'un roi violateur de ses sermens, la doctrine de la résistance, cette ressource finale des peuples que l'on opprime, fut mise à l'abri du doute. Par l'exclusion donnée à une famille héréditairement despotique, il fut décidé que les nations n'appartiennent pas aux rois. Tous ces principes d'obéissance

(1) La chambre haute et les communes avaient fait un bill, qui fut appelé le *bill des droits*, et qui contenait les articles ci-dessus, ainsi que divers autres. Ce bill ayant reçu ensuite le consentement royal, devint acte de parlement, sous le titre d'*acte déclarant les droits et liberté du sujet et établissant la succession à la couronne. Année 1 de Guillaume et Marie, session 2, c. 2.*

(2) La liberté de la presse ne fut, à proprement parler, établie que quatre années après, par le refus que fit le parlement de continuer les restrictions mises à ce sujet.

passive, de droit divin, de pouvoir indestructible ; en un mot, cet échafaudage de notions funestes, parce qu'elles étaient fausses, sur lesquelles l'autorité royale avait porté jusque-là, fut détruit ; et l'on y substitua les appuis solides et durables de l'amour de l'ordre, et du sentiment de la nécessité d'un gouvernement parmi les hommes.

---

### CHAPITRE III.

#### *Puissance législative.*

---

DANS presque tous les royaumes de l'Europe, la volonté du prince tient lieu de loi ; et l'habitude y a tellement confondu le droit avec le fait, que les jurisconsultes y font envisager le pouvoir législatif comme essentiellement attaché à la qualité de roi, et que la plénitude de son pouvoir leur paraît découler nécessairement de la définition de son titre.

Les Anglais, placés dans des circonstances plus favorables, en ont jugé différemment ; ils n'ont pas cru que le destin des hommes dût dépendre

de jeux de mots et de subtilités scholastiques ; et ils n'ont attaché au mot *king* et au mot *roi*, que leur loi connaît aussi , que les idées que les Latins avaient attachées au mot *rex*, et les peuples du nord au mot *cyning*.

En limitant donc le pouvoir de leur roi , ils se sont trouvés plus conformes à l'étymologie : ils sont aussi plus conformes à la raison , en ne laissant pas les lois à la disposition de celui qui est , d'un autre côté , le dépositaire de la force publique , c'est-à-dire , de celui qui a le plus grand intérêt de s'en affranchir.

La base de la Constitution de l'Angleterre , le grand principe auquel tous les autres tiennent , c'est que c'est au parlement seul qu'appartient la puissance législative , c'est-à-dire le pouvoir d'établir les lois , de les abroger , de les changer , de les expliquer :

Les parties constituentes du parlement sont la chambre des communes , la chambre des seigneurs , le roi.

La chambre des communes , autrement l'assemblée des représentans de la nation , est composée des députés de différens comtés de l'Angleterre , dont chacun en envoie deux ; des députés des villes , dont Londres , si l'on y comprend Westminster et Southwark , en nomme huit , les autres villes deux ou un ; et des députés des universités

d'Oxford et de Cambridge, qui en avaient chacune deux.

Enfin, depuis l'acte d'*union*, l'Ecosse envoie quarante-cinq députés, qui, joints aux autres, font en tout cinq cent quarante-huit. Ces députés, quoique nommés séparément, ne sont point sensés représenter uniquement la ville ou le comté qui les a envoyés, comme cela a lieu par rapport aux députés des Provinces-Unies; mais, une fois qu'ils sont admis, ils représentent toute la nation.

Les qualités requises pour être membre de la chambre des communes (1) sont, d'être né sujet de

(1) La chambre des communes se compose de députés élus de la manière suivante :

|                                                                         |       |     |
|-------------------------------------------------------------------------|-------|-----|
| 87 pairs en Angleterre et dans la principauté de Galles, élisent.....   | 218   |     |
| 21 pairs en Écosse élisent.....                                         | 31    |     |
| 36 pairs en Irlande élisent.....                                        | 51    |     |
|                                                                         | <hr/> | 300 |
| 90 propriétaires de tourg'sourry, en Angleterre et Galles, élisent..... | 137   |     |
| 14 <i>id.</i> en Écosse.....                                            | 14    |     |
| 19 <i>id.</i> en Irlande.....                                           | 20    |     |
|                                                                         | <hr/> | 171 |
| Le gouvernement, comme propriétaire, élit.....                          | 16    |     |
| Les électeurs qui réunissent les qualités requises, élisent.....        | 171   |     |
|                                                                         | <hr/> |     |
| TOTAL.....                                                              | 658   |     |

(*Oldfield, Histoire des bourgs.*) C.



la Grande-Bretagne, et d'avoir un fonds de terre de la valeur de six cent livres sterlings de revenu (1), s'il s'agit de représenter un comté; ou de trois cent livres sterlings, pour représenter une ville.

Les qualités requises pour être électeur dans un comté sont, d'y posséder un fonds libre (*free hold*) de la valeur de quarante shillings de revenu. Par rapport aux électeurs dans les différentes villes, ils doivent être *freemen*, mot qui signifie homme libre, et qui exprime aujourd'hui certaines qualifications énoncées dans les chartes particulières.

Lorsque le roi assemble un parlement, le chancelier envoie un ordre au shériff de chaque comté, pour qu'il fasse procéder à l'élection des députés pour le comté même et pour les diverses villes qui s'y trouvent. Trois jours après la réception de l'ordre, le shériff doit envoyer à son tour un ordre aux officiers des villes, pour qu'ils aient à faire leur élection dans les huit jours qui suivent leur réception de l'ordre, en le publiant quatre jours à l'avance. Et le shériff doit procéder lui-même à l'élection pour le comté, pas plutôt que dix jours, et pas plus tard que seize.

(1) Ce fonds doit avoir été possédé pendant une année avant le temps de l'élection, à moins qu'il ne fût parvenu à l'électeur par héritage, mariage, testament ou promotion à un office.

Les précautions que la loi a prises pour assurer à tous égards la liberté des élections, sont : que tout candidat qui, après la date des *wris*, ou dans le temps de la vacance d'une place, aurait donné des festins aux électeurs ou à un certain nombre d'entre eux, ne puisse être élu pour ce lieu là. Que celui qui aurait donné ou promis de donner à un électeur de l'argent, un office ou une récompense quelconque, soit, ainsi que l'électeur lui-même, condamné à cinq livres sterlings d'amende, et incapable de remplir jamais aucun office ; avec la faculté, cependant, pour tous les deux, de se racheter de la peine, si avant conviction ils font connaître un coupable dans le même cas (1).

(1) Malgré la sévérité des lois contre la corruption, un grand nombre de places au parlement sont achetées. Dans les bourgs déchus (*rotten boroughs*), les électeurs, qui sont en petit nombre, nomment celui qui leur offre le plus ; ou bien le lord, propriétaire du bourg, usant du pouvoir que son droit de propriété lui donne sur les habitans, leur ordonne de nommer tel ou tel à la dévotion de la cour, dont le noble pair reçoit des places et des pensions. On en a vu chasser, pendant des mois entiers, plusieurs familles de leur domicile, parce que les électeurs n'avaient pas fait tomber leur choix sur le candidat qui leur avait été désigné par sa seigneurie.

Dans plusieurs villes, où les électeurs sont plus nombreux, ils regardent leur droit d'élection comme la source d'un revenu. Les candidats évitent l'atteinte de la loi, soit en

Il a été ordonné de plus, qu'aucun seigneur du parlement, ni le seigneur lieutenant d'aucun comté, ne s'arrogerait le droit de se mêler de l'élection des membres; que les collecteurs des revenus publics qui entreprendraient de se mêler dans les élections, *en persuadant ou dissuadant les électeurs*, seraient condamnés à une amende de cent livres sterlings, et déclarés incapables d'aucun office. Enfin, les soldats qui se trouveraient en quartiers dans une place d'élection, doivent s'en éloigner au moins un jour avant l'élection, et ne revenir qu'un jour après qu'elle est finie.

La chambre des seigneurs ou des lords est composée des lords spirituels, qui sont, les archevêques de Cantorbéry et d'Yorck, et les vingt-quatre évêques; des lords temporels, quel que

interposant un tiers entre eux et les électeurs, soit en payant la dépense que ces derniers font dans les tavernes, pendant toute la durée des élections. Le fameux lord Cochrane a publié, et rapporte, dans des séances du parlement, des anecdotes sur la manière dont il avait été élu plusieurs années auparavant. Les voix, dans le bourg de..., lui coûtèrent 10 livres sterlings chacune. Il serait inutile de rapporter un plus grand nombre de faits; la corruption des élections est un des plus grands vices de la Constitution anglaise, et tous les partisans de la réforme insistent principalement sur ce point. C.

soit le titre qui les distingue ; comme de duc , comte , baron , etc.

Enfin le roi forme la troisième puissance qui compose le parlement : c'est même lui qui a seul le droit de le convoquer ; c'est aussi lui seul qui peut le dissoudre ou le proroger. L'effet d'une *dissolution* est que le parlement cesse entièrement d'exister ; la charge des députés est finie ; et lors d'une convocation , il faut en élire de nouveaux.

Une *prorogation* est un ajournement à un terme fixé par le roi : jusqu'à ce terme le parlement est simplement interrompu ; et la fonction des députés suspendue.

Lorsque le parlement s'assemble , soit qu'il le fasse en vertu d'une convocation , soit que , composé de membres élus précédemment , il se rassemble à l'expiration du temps pour lequel il avait été prorogé , le roi s'y rend en personne , revêtu des marques de sa dignité , et il ouvre la session , en exposant au parlement l'état et les besoins de la nation , et en l'invitant à s'en occuper. Cette présence du roi , réelle ou représentée , est absolument requise dans une première assemblée ; c'est elle qui donne la vie aux corps législatifs , et qui les met en mouvement.

Lorsque le roi a fait sa déclaration , il se retire. Le parlement , qui est alors saisi des affaires de la nation , s'en occupe , et est existant , jusqu'à ce

qu'il soit prorogé ou dissous. La chambre des pairs et celle des communes s'assemblent séparément; les premiers sous la présidence du lord-chancelier, les autres sous celle de leur orateur; et les deux chambres s'ajournent elles-mêmes, chacune de son côté, aux jours qui leur conviennent.

Comme chacune des deux chambres a la négative sur les résolutions de l'autre, et qu'il n'est pas à craindre qu'elles empiètent sur leurs prérogatives mutuelles, non plus que sur celles du roi; qui a pareillement sa négative, tout ce qu'elles jugent convenable au bien de l'état, sans restriction, peut faire l'objet de leurs délibérations respectives. Telles sont, par exemple, de nouvelles bornes à donner à l'autorité du roi, ou de nouveaux pouvoirs à lui accorder, de nouvelles lois à établir, ou des changemens à faire aux anciennes. Enfin les diverses sortes de réglemens ou d'établissemens publics, les divers abus de l'administration, et les remèdes à y apporter, sont à chaque session l'objet de l'attention du parlement.

Il y a cependant une observation importante à faire. Les bills relatifs aux subsides doivent absolument commencer dans la chambre des communes: les seigneurs ne peuvent s'occuper de cet objet que sur une représentation de leur part: et elles sont si jalouses de ce droit, qu'elles ne souffrent

jamais qu'ils apportent aucun changement aux bills qu'elles leur remettent à ce sujet, et qu'il fasse autre chose que de les accepter ou rejeter purement et simplement.

A cela près, chaque membre dans chaque chambre propose la matière qu'il juge à propos. Si, après délibération, on trouve qu'il convient qu'on s'en occupe, on l'invite à mettre sa proposition par écrit. Si, après avoir été plus mûrement examinée, elle passe, on la remet à l'autre chambre, pour qu'elle s'en occupe à son tour. Si celle-ci la rejette, elle reste sans effet, si elle l'accepte, il ne manque plus au *bill* que la sanction du consentement royal.

Lorsqu'il n'y a aucune affaire pressante, le roi attend ordinairement la fin de la session (1), ou du moins qu'il y ait un certain nombre de bills, pour se déclarer. Alors il se rend au parlement avec la même solennité avec laquelle il l'a ouvert; et pendant qu'il siège sur son trône, un secrétaire, qui a la liste des bills, lit et donne, ou refuse à mesure, le consentement royal.

Si c'est un bill public qui soit accepté, le secré-

(1) Une *session* est le temps qui s'écoule entre l'ouverture du parlement et la prorogation: elle dure dans les temps ordinaires environ quatre mois, et il y en a une chaque année.

taire dit : *le roi le veut*. Si c'est un bill privé, il dit : *Soit fait comme il est désiré*. Si c'est un bill concernant les subsides, il dit : *Le roi remercie ses loyaux sujets, accepte leur bénévolence et aussi le veut*. Et enfin, si c'est un bill auquel le roi ne juge pas à propos de consentir, le secrétaire dit : *Le roi s'avisera* ; ce qui est une manière douce de le rejeter.

Il est, au reste, assez singulier que le roi d'Angleterre s'exprime en français dans son parlement : c'est un reste de la conquête (1), qui s'est conservé, ainsi que presque toutes les choses de forme qui subsistent, lors même que les choses essentielles changent ; et le juge Blackstone dit à ce sujet : « C'est la dernière marque qui nous reste de notre » esclavage ; et il est bon que nous la conservions, » parce qu'elle nous rappelle que notre liberté peut » périr, ayant été autrefois détruite par une force » étrangère. »

Lorsque le roi a déclaré ses diverses volontés,

(1) Guillaume-le-Conquérant ajouta aux autres changemens qu'il fit, l'abolition de la langue anglaise dans les affaires publiques et dans les cours de justice, et y substitua le français qu'on parlait de son temps. Ce ne fut que sous Edouard III ; que l'anglais commença à se rétablir dans les tribunaux. De-là vient le grand nombre d'anciens mots français, qu'on retrouve dans le style des lois d'Angleterre.

il proroge le parlement. Les bills qu'il a rejetés restent sans force ; ceux auxquels il a assenti deviennent l'expression de la volonté du plus grand pouvoir que l'Angleterre reconnaisse ; ils sont ce que sont en France les édits (1) enregistrés ; ce

(1) On appelle en France *édits enregistrés*, ceux des édits du roi qui ont été couchés sur les registres de la cour du parlement. Le mot *parlement*, cependant, n'exprime pas en France comme en Angleterre, l'assemblée des états du royaume. Les parlemens français ne sont que le cours de justice. Celui de Paris, qui a la surintendance sur tous les parlemens provinciaux, fut institué de la même manière et pour les mêmes fins que l'*aula regis* fut introduite dans la suite en Angleterre, savoir : pour l'administration publique de la justice, et pour décider des différends entre le roi et ses barons. C'est en conséquence des jugemens passés en parlement, que les rois ont procédé, quand ils ont pu, à la saisie des domaines de tel ou tel seigneur ou prince, et qu'ils les ont réunis à la couronne. Le parlement de Paris, ainsi que toutes les autres cours de justice, fonde ses jugemens sur ceux des édits ou *ordonnances* du roi qui ont été déjà enregistrés par cette cour. Lorsque ces ordonnances paraissent accabler le sujet, le parlement refuse de les enregistrer, non que cette assemblée prétende avoir quelque part dans le pouvoir législatif, mais parce qu'elle n'est pas assurée que l'ordonnance produite soit réellement la volonté du roi ; et alors elle procède à faire des remontrances à ce sujet, auxquelles le roi défère quelquefois ; ou, s'il est résolu de mettre fin à toute opposition, il se rend en personne au parlement, y tient ce qu'on appelle un *lit de justice*, dé-



qu'étaient à Rome les *populiscites*, en un mot, ils sont des lois. Et, quoique chacune des parties constituantes du parlement eût pu dans l'origine refuser à ces lois l'existence, il faut désormais, pour les annuler, la réunion de toutes trois.

---

## CHAPITRE IV.

### *Du Pouvoir exécutif.*

---

LORSQUE le parlement est prorogé ou dissous, il cesse d'exister; mais ses lois subsistent: le roi est chargé de l'exécution, et muni du pouvoir nécessaire pour la procurer (1).

Il est clair que l'ordonnance qui est devant eux est réellement sa volonté, et en ordonne l'enregistrement à l'officier préposé pour le faire ordinairement.

(1) La maxime suivante est le fondement sur lequel porte le droit de succession au trône d'Angleterre et des pays qui en dépendent: « La couronne est héréditaire, en » vertu de la loi commune, et des coutumes constitutionnelles, et cela d'une manière qui lui est propre; mais le » droit d'hérédité peut de temps à autre être changé ou

Mais, au lieu qu'en sa capacité politique de l'un des ordres du parlement, c'est-à-dire, par rapport à la portion qui lui compète de la puissance législative, il est souverain, et n'allègue que sa volonté lorsqu'il donne ou refuse son consentement ; chargé de l'administration publique, il n'est que magistrat, et les lois, soit celles qui existaient avant lui, soit celles auxquelles par son assentiment il a donné l'existence, doivent diriger sa conduite, et l'obligent aussi-bien que ses sujets.

I. La première prérogative du roi, en sa qualité de magistrat suprême, a pour objet l'administration de la justice. 1°. Il est la source de tout pouvoir judiciaire ; il est chef de tous les tribunaux ; les juges sont regardés comme y étant ses

» limité par un acte du parlement, l'hérédité continuant  
» d'exister avec ces modifications. »

( *Tableau de la Constitution d'Angleterre*, par Georges Custance. )

Cette opinion est basée sur le statut 6 de la reine Anne, chap. 7 : « Si quelqu'une, malicieusement à dessein, main-  
» tient ou affirme par écrit ou par l'impression, que les rois  
» et reines de ce royaume, avec et par l'autorité du parle-  
» ment, ne sont pas capables de faire des lois et des statuts  
» pour limiter la couronne, la lignée, l'hérédité et le gou-  
» vernement, cette personne sera coupable de haute tra-  
» hison. » C.

substitués ; tout s'y passe en son nom ; les sentences doivent être munies de son sceau, et sont exécutées par officiers ;

2°. Par une fiction de la loi, il est regardé comme le propriétaire universel du royaume ; il est censé directement intéressé dans tous les délits ; et c'est conséquemment en son nom que la punition s'en poursuit par-devant les tribunaux ;

3°. Il a droit de faire grâce , c'est-à-dire, de remettre la peine qui a été prononcée à son instance.

II. La seconde prérogative du roi est d'être la fontaine d'honneur, c'est-à-dire, le distributeur des titres et des dignités. Il crée les pairs du royaume ; il confère les différentes charges, soit dans les tribunaux, soit ailleurs.

III. Le roi est le surintendant du commerce ; il fixe les différens poids et mesures ; il a seul le droit de battre monnaie, et il peut donner cours à la monnaie étrangère.

IV. Il est le suprême chef de l'église. En cette qualité il nomme aux évêchés et aux deux archevêchés, et il convoque l'assemblée du clergé. Cette assemblée est formée en Angleterre sur le modèle du parlement : les évêques forment la chambre haute ; les députés des diocèses et des chapitres particuliers forment la chambre basse ; le consentement du roi est nécessaire pour la validité des

résolutions, et il a le droit de proroger ou dissoudre la *convocation*.

V. Il est généralissime né des forces de terre et de mer; il a seul le pouvoir de lever des troupes, d'équiper des flottes, de bâtir des forteresses, et il nomme à tous les postes.

VI. Il est, relativement aux nations étrangères, le représentant et le dépositaire de toute la puissance et de toute la majesté de la nation; il envoie et reçoit les ambassadeurs; il contracte les alliances; il a le droit de déclarer la guerre, et de faire la paix, aux conditions auxquelles il juge à propos de consentir.

VII. Enfin, ce qui semble mettre le comble à tant de pouvoirs, c'est une maxime fondamentale que le roi ne peut faire mal (*the King can do no wrong*). Ce qui ne signifie pas, au reste, qu'il n'a pas la puissance de faire mal, mais qu'il est hors de l'atteinte des tribunaux, et que sa personne est sacrée et inviolable.

---

## CHAPITRE V.

*Limites que la Constitution (1) a données au pouvoir du roi.*

---

EN lisant l'énumération des pouvoirs que les lois d'Angleterre confient au roi, on ne sait comment les concilier avec l'idée d'une monarchie

(1) La Constitution anglaise n'a pas accordé au monarque le droit de proposer les lois. Mais il peut choisir ses ministres dans le sein du corps législatif. Ils peuvent donc proposer, comme députés, les mesures qu'ils ont jugées nécessaires, comme chefs de l'administration. Cette proposition, ne se faisant pas de la part du roi, est privée de l'appui que lui donnerait le nom du monarque : appui qui, dans certains cas, produirait une influence nuisible sur l'esprit de quelques députés, et pourrait les porter à sacrifier la raison à l'autorité et à un respect mal entendu.

Ce principe de la Constitution anglaise, en laissant au parlement l'avantage de profiter des lumières sur les besoins du peuple, que peuvent avoir les administrateurs, ne les prive pas de celles que peuvent apporter les députés.

Observons d'ailleurs que, si la Constitution avait délégué exclusivement au roi l'initiative de la proposition, l'institution de la chambre des pairs deviendrait à peu près

qu'on nous dit être limitée. Non-seulement le roi réunit toutes les branches du pouvoir exécutif; non-seulement il dispose de toute la puissance militaire : il est encore, ce me semble, le maître de la loi elle-même, puisqu'il appelle et fait disparaître à son gré le pouvoir législatif. On lui trouve donc, au premier coup d'œil, tous les pouvoirs qu'ont jamais revendiqués les monarques les plus absolus, et l'on cherche cette liberté dont les Anglais se glorifient.

Mais les représentans du peuple ont encore, et c'est dire assez, ils ont encore, actuellement que la Constitution est établie, la même arme qui a été assez puissante pour l'établir. C'est toujours de leur libéralité seule que le roi peut obtenir des

inutile. Quel est le but, en effet, de cette Constitution ? de rompre le choc entre le peuple et le roi, de conserver le crédit du monarque en lui épargnant l'usage de son veto, d'empêcher les envahissemens de la démocratie sur la monarchie. Mais si les propositions viennent du roi seulement, la démocratie ne peut plus faire de tentatives d'envahissement, et la monarchie n'a plus besoin d'une troisième branche de la législation, qui lui serve de bouclier. Dans les Constitutions qui auront enlevé aux communes l'initiative pour l'attribuer exclusivement au roi, ou la chambre des pairs ne jouira d'aucune influence politique sur l'opinion, ou les communes ressaisiront dans les amendemens l'initiative dont on les a privées dans la proposition. C.

subsides ; et aujourd'hui que , par une suite des progrès du commerce et de l'esprit de calcul , tout s'évalue en argent ; aujourd'hui , que ce métal est le grand ressort des affaires , on peut dire que celui qui dépend , par rapport à un article si important , est , quel que soit d'ailleurs son pouvoir nominal , dans une entière dépendance.

Et c'est le cas où se trouve le roi d'Angleterre. Il n'a , par lui-même , presque pas de revenu. Quelques droits héréditaires sur l'exportation des laines , droits qui , depuis l'établissement des manufactures , sont tacitement annulés ; une branche de l'excise qui , sous Charles II , fut attachée à la couronne pour la dédommager des services militaires qu'elle abandonnait , et qui , sous Georges I<sup>er</sup> , a été fixée à sept mille livres sterlings ; un droit de deux shillings sur chaque tonneau de vin importé ; les débris de vaisseaux , dont le propriétaire n'est pas connu ; les baleines jetées sur la côte ; les cygnes nageant dans le courant des grandes rivières , et quelques autres reliques féodales , sont tout ce qui reste aujourd'hui de l'ancien domaine de la couronne.

Le roi d'Angleterre a donc , il est vrai , le droit de lever des armées et d'équiper des flottes ; mais sans le concours de son parlement , il ne peut les entretenir. Il peut donner des places et des dignités ; mais , sans son parlement , il ne peut en

payer les appointemens. Il peut déclarer la guerre; mais, sans son parlement, il lui est impossible de la soutenir. En un mot, la puissance royale, quelques grandes que soient ses prérogatives, destituée, ainsi qu'elle l'est, du pouvoir des impositions, est un grand corps qui n'a point en soi le principe de son mouvement: c'est un vaisseau équipé si l'on veut complètement, mais auquel le parlement peut, quand il veut, retirer les eaux et le mettre à sec, comme aussi le remettre à flot, en accordant des subsides.

Nous voyons effectivement, que depuis l'établissement de ce droit qu'ont les représentans du peuple, d'accorder ou de refuser des subsides à la couronne, leurs autres privilèges n'ont fait que croître. Quoique originairement ils ne fussent admis dans le parlement que sur le pied le moins avantageux, ils trouvèrent bientôt moyen, en joignant leurs pétitions aux bills de subsides, d'avoir part à la législation; et quoique cette manière de parvenir à leurs fins fût simplement tolérée au commencement par la cour, ils surent la convertir dans la suite en un vrai droit, en déclarant formellement sous Henri IV, qu'ils ne s'occuperaient à l'avenir de l'objet des subsides, que lorsque le roi aurait fait une réponse précise à leurs pétitions.

Dans les temps suivans, on a vu les communes



se servir toujours avec succès de ce moyen , pour élaguer de leur gouvernement les restes de despotisme qui faisaient encore partie de la prérogative royale ; toutes les fois qu'elles se sont mises sérieusement en devoir de corriger les abus de pouvoir qui s'étaient glissés dans l'administration , *subsides et plaintes se sont tenus par la main* , pour me servir de l'expression du chevalier Wentworth ; et cette méthode a toujours produit l'effet désiré. En général , toutes les fois que les communes , en conséquence de ce qu'un bill leur paraissait essentiel au bien public , l'ont joint à un bill de subsides , il n'a guère manqué de *passer dans cette agréable compagnie* (1).

(1) En rapportant cet usage que les communes ont de temps en temps fait de leur pouvoir d'accorder ou de refuser des subsides , je n'ai eu d'autre intention que celle de montrer la grande efficace de ce pouvoir , qui est l'unique sujet de ce chapitre. Cela est même allé si loin ( et ce trait confirme ce que j'en ai dit ) , que les seigneurs de la chambre haute ont cru devoir former entre eux une espèce de confédération pour sauver leur autorité législative du danger où la mettait l'usage que les communes faisaient de ce pouvoir de taxation ; et cette chambre s'est fait en conséquence une loi de rejeter constamment les bills accouplés à un bill de subsides.

## CHAPITRE VI.

*Continuation du même sujet.*

MAIS cette force de la prérogative des communes, et sa facilité d'être mise en jeu, avantages nécessaires pour élever la Constitution, sont peut-être trop considérables, aujourd'hui qu'il ne faut que la maintenir. Il pourrait être à craindre que, le parlement usant de toute l'étendue de ses droits, le souverain, réduit au désespoir, ne se portât à des extrémités dangereuses, ou que la Constitution, qui ne subsiste que par l'équilibre, se fût à la fin renversée.

C'est là un cas que la prudence du parlement a su prévoir. Il s'est, à cet égard, imposé des lois; et sans toucher à sa prérogative elle-même, il en a modéré l'exercice. L'usage a depuis long-temps prévalu, qu'au commencement d'un règne, et dans la sorte d'épanchement qui a lieu entre un roi et son premier parlement, on accorde au roi, pour sa vie, un subside annuel, subside qui, pour les

grandes exertions de son pouvoir, ne le soustrait point à l'influence des communes, mais qui le met du moins en état de soutenir la dignité de la couronne, et lui accorde, à lui, qui est le premier magistrat de la nation, une indépendance que la loi a donnée aussi aux magistrats qui sont chargés spécialement de l'administration de la justice (1).

Cette conduite du parlement a ménagé à l'état une ressource admirable. Quoique, par l'arrangement des choses, les grandes usurpations se trouvent impraticables, il est possible, il est inévitable même, que, par une suite de l'effort sourd et continu du pouvoir exécutif, il se glisse enfin des abus; et la surabondance de prérogative que le parlement a sagement mise en réserve, vient en fournir le remède. A la fin de chaque règne, la *liste civile* et conséquemment la sorte d'indépendance qu'elle

(1) Les douze grands juges. Leurs commissions, qu'on leur donnait jadis souvent *durante bene placito*, doivent maintenant toujours « être données *quâmdiu se bene ges-* » *serint*, et leurs salaires doivent être fixés : mais ils peuvent être déposés sur une adresse des deux chambres. » *Stat. 13 de Guill. III, c. 2.* Enfin, par un acte de la première année du roi régnant, les commissions des juges doivent rester en vigueur, nonobstant la mort du roi; et c'est ce qui les met hors de la dépendance de l'héritier présomptif, pour la continuation de leurs charges.

procurait, prennent fin. Le successeur trouve un trône, un sceptre et une couronne, mais il ne trouve ni pouvoir, ni dignité même; et, avant de lui donner une possession réelle de toutes ces choses, le parlement a le pouvoir de faire la revue de l'état, et de corriger les abus qui s'étaient introduits pendant le règne précédent; et ainsi la Constitution est peut-être ramenée à ses principes.

L'Angleterre jouit donc en cela d'un avantage très-grand, et que tous les états libres ont cherché à se procurer, je veux dire de celui d'une réformation périodique. Mais les moyens que les législateurs avaient imaginé ailleurs, se trouvaient toujours sujets, dans la pratique, aux plus fâcheuses conséquences. Les lois qui devaient ramener à Rome l'égalité, essence d'un gouvernement démocratique, y furent toujours inexécutables; la tentative seule pensa renverser la république; et l'opération que les Florentins appelaient *repigliar il stato*, n'eut pas de meilleures suites. C'est que tous ces différents remèdes étaient détruits d'avance par les maux mêmes qu'ils devaient guérir; et plus les abus étaient grands, plus il était impossible de les corriger.

Mais le moyen de réforme que le parlement d'Angleterre a su si bien ménager, est d'autant plus assuré, qu'il va moins directement à son

lut. Il ne s'oppose pas de front à l'autorité usurpée; il ne l'attaque pas dans le milieu de sa course, et dans le plein essor de son exercice : il va la chercher à sa source, et dans le principe de sa vie. Il ne s'efforce pas de la renverser ; il en énerve les ressorts.

Ce qui augmente la douceur de l'opération , c'est qu'elle ne s'adresse qu'aux usurpations elles-mêmes, et évite de heurter, ce qui serait bien plus terrible, l'orgueil des usurpateurs. Tout se passe avec un souverain qui jusque-là n'a point eu part aux affaires, et dont l'amour-propre n'est point engagé. Enfin, on ne lui arrache point ce qu'il convient qu'il abandonne : c'est lui-même qui en fait le sacrifice.

Tout cela est singulièrement confirmé par les événemens qui suivirent les règnes des deux Henris. Toutes les barrières qui défendaient les peuples contre les excursions du pouvoir, avaient été renversées ; le parlement, dans son effroi, avait été jusqu'à statuer que les proclamations, c'est-à-dire, les volontés du roi, tiendraient lieu de loi (1) : c'en était fait, ce semble, de la Constitution. Cependant, à la première occasion d'un nouveau règne, on vit la liberté commencer à reparaitre (2). Et lorsqu'enfin la nation, entière-

(1) *Statut. 31. Henr. VIII, ch. 8.*

(2) Les lois de trahison, passées sous Henri VIII, que

ment revenue de son long assoupissement, eut de nouveau l'occasion d'un changement de souverain, cet amas énorme d'abus, qui s'étaient accumulés ou confirmés pendant cinq règnes successifs, furent entièrement enlevés, et les anciennes lois furent rétablies.

Il y a plus : cette réforme si étendue, et qu'on pourrait appeler une seconde création de la Constitution, s'exécuta sans produire de secousses. Charles, ainsi qu'Edouard, l'avait fait avant lui (1), consentit à tout ; et l'acte appelé la *pétition des droits*, de même que celui qui acheva ensuite l'ouvrage, furent sanctionnés sans coup férir.

Il est vrai que de grands malheurs suivirent ; mais ils furent causés par des circonstances particulières. Dans les temps qui précédèrent le règne des Tudors, la nature et les droits de la puissance royale n'ayant jamais bien été définis, le pouvoir exorbitant des princes de cette maison n'eut pas de peine à introduire des préjugés, même extravagans : ces préjugés ayant eu cent cinquante

le juge Blackstone appelle un *tas énorme de trahisons absurdes et inouïes*, et le statut qu'on vient de citer, furent abolis au commencement du règne d'Edouard VI, successeur d'Henri VIII.

(1) Ou, ce qui revient au même, le duc de Sommerset, son oncle maternel, qui était régent du royaume, sous le nom de protecteur.

années pour s'enraciner, ne purent être secoués qu'au moyen d'un mouvement violent des esprits; ce mouvement continua après l'action, et il fut porté à l'excès par les querelles de religion qui survinrent.

---

## CHAPITRE VII.

### *Nouvelles limites.*

---

LES communes ne se sont cependant pas totalement reposées sur les avantages de la grande prérogative dont elles sont les dépositaires.

Quoique cette prérogative soit en quelque façon inattaquable, elles n'ont pas laissé de montrer à son sujet la plus grande jalousie. Jamais elles n'ont souffert, comme nous l'avons déjà dit, qu'un bill de subsides commençât ailleurs que chez elles; et tout changement qu'on voudrait y faire, est sûrement rejeté. Si les communes ne s'étaient pas irrémissiblement réservé l'exercice d'un droit auquel leur existence était attachée, il aurait pu glisser, à la fin, dans le corps qu'elles y auraient

laissé prendre part. Si d'autres que les représentans du peuple avaient pu offrir le produit des sueurs et des travaux du peuple, le pouvoir exécutif eût bientôt oublié qu'il n'existe que pour l'avantage du public (1).

(1) Comme la cour a la prérogative incontestable d'approuver ou de rejeter tel bill qu'elle juge à propos, ainsi que de convoquer, proroger et dissoudre le parlement quand il lui plaît, ce dernier ne serait nullement assuré qu'on aurait égard à ses bills, ni même qu'on lui permettrait de s'assembler, n'était le besoin qu'à la cour de son assistance : le danger à cet égard est même plus grand pour les communes que pour les seigneurs, dont la dignité est héréditaire, inhérente à leurs personnes, et qui forment un corps permanent dans l'état; au lieu que les communes s'évanouissent entièrement toutes les fois qu'il y a dissolution : il n'y a donc aucune exagération dans ce qu'on a dit plus haut, que leur *existence même* dépend du pouvoir qu'elles ont d'accorder des subsides à la couronne.

Engagée par ses considérations, et sans doute aussi par un sentiment de devoir envers ses constituans, à qui ce droit de taxation appartient originairement, la chambre basse a de tout temps eu le plus grand soin de ne pas souffrir qu'il se passât la moindre chose qui pût servir d'exemple, et donner le plus faible prétexte à entamer ce droit. De là cette chaleur, ou plutôt ce ressentiment avec lequel elle a toujours rejeté jusqu'à l'ombre de changement proposé par les seigneurs dans ses bills de subsides. Cependant les seigneurs n'ont point renoncé à leur prétention d'y faire des changemens, et ce n'est que par l'extrême vigi-



D'un autre côté, quoique cette même prérogative soit d'un effet, pour ainsi dire, irrésistible, le parlement n'a rien négligé de ce qui pouvait y ajouter ou du moins la faciliter : et, sans disputer au souverain ses prérogatives, il a mis partout des restrictions expresses à l'exercice de la puissance royale, et a tracé autour d'elle des bornes fortement marquées, en faisant pour cet effet avec le roi diverses conventions expresses et solennelles (1).

Par exemple, le roi a, sans contredit, le droit exclusif d'assembler le parlement : mais il doit en assembler un au moins dans l'espace de trois ans ;

lance et persévérance des communes à rejeter, sans examen, toute altération quelconque faite à leurs bills de subsides, que cette prétention des lords est réduite à un simple droit, si ce n'est inutile, du moins dormant. Le premier trait de mésintelligence à ce sujet entre les deux chambres, se manifesta en 1671, et le lecteur, curieux de savoir les raisons alléguées alors de part et d'autre, peut les voir au long dans le premier volume des *Débats de la chambre des communes*.

(1) Les lois faites pour obliger dans un état tel pouvoir, qui n'y peut être légalement forcé par un autre pouvoir, à les observer (par exemple la couronne circonscrite comme elle l'est en Angleterre) ; de pareilles lois, dis-je, sont tout au plus des conventions ou des traités faits avec le peuple en corps.

et cette obligation, que le peuple imposait déjà au roi dans des temps fort anciens, fut enfin confirmée par un acte passé la seizième année du règne de Charles II.

Outre cela, comme il pourrait s'en suivre les conséquences les plus fatales, si des lois qui auraient un rapport essentiel avec la liberté publique, pouvaient être statuées dans des parlemens assemblés subitement et imparfaitement, il a été établi que les lettres circulaires, pour en convoquer un, seront émanées au moins quarante jours avant sa première assemblée. Pour la même raison il a été statué, que le roi n'abrégera point le terme une fois fixé par lui, de la prorogation, si ce n'est dans le cas de rebellion ou de danger éminent d'une invasion étrangère : dans l'un et l'autre cas, il en faut donner connaissance quinze jours d'avance (1).

Le roi est le chef de l'église ; mais il ne peut, ni toucher à la religion établie, ni exiger compte de la foi des particuliers (2). Il ne peut même professer la religion que l'état a spécialement interdite ;

(1) *Stat. 30, Georg. II, 25.*

(2) La *convocation*, soit l'assemblée du clergé, dont le roi est le chef, ne doit régler que les choses purement ecclésiastiques, et ne peut toucher aux lois, coutumes et statuts du royaume. *Stat. 25, Henr. VIII, c. 2.*

et le prince qui la professerait est déclaré *incapable d'hériter, posséder ou jouir de la couronne de ces royaumes* (1).

Le roi est le chef des tribunaux ; mais il ne peut rien changer aux maximes et aux formes que la loi ou l'usage ont consacrés ; il ne peut même influencer en quoi que ce soit sur la décision des affaires particulières. Jacques I<sup>er</sup>., assistant au jugement d'une cause, fut averti par le juge qu'il ne pouvait délivrer d'opinion (2). Enfin, quoique les crimes se poursuivent en son nom, il ne peut le refuser aux particuliers qui ont des plaintes à former.

Le roi a le droit de battre monnaie, mais il ne peut altérer le titre.

Le roi a le pouvoir de faire grâce, mais il ne peut exempter de la réparation particulière d'une offense. Bien plus : la loi a voulu que dans le cas d'un meurtre, la veuve ou le plus prochain héritier eussent le droit de poursuivre le meurtrier : et le pardon du roi, soit qu'il eût précédé le jugement, rendu en conséquence de cette pour-

(1) A. I. Guill. et M. Stat. C. 2.

(2) Cela a fait depuis un article exprès du statut de la seizième année de Charles I<sup>er</sup>., le même qui supprima la chambre établie : *soit semblablement déclaré que, ni sa majesté, ni son conseil privé n'ont juridiction, pouvoir ou autorité d'examiner ou mettre en question, déterminer*

suite, soit qu'il eût été accordé ensuite, est absolument sans effet (1).

Le roi a la puissance militaire; mais sur cet article encore, il n'est point laissé à sa volonté. Il est vrai que, par rapport aux forces de mer, comme elles ont l'incalculable avantage de ne pouvoir être tournées contre la liberté de la nation, en même temps qu'elles sont le plus sûr boulevard de l'île, il peut les entretenir suivant qu'il le juge à propos; et il n'est, à cet égard, que sous la restriction générale de recourir au parlement pour en obtenir les moyens. Mais par rapport aux forces de terre, comme elles fournissent un moyen immédiat de renverser toutes les barrières, le roi ne peut en avoir sur pied sans le consentement exprès du parlement: la garde de Charles II fut déclarée *anticonstitutionnelle* (2); et l'armée de Jacques fut une des raisons qui le firent détrôner (3).

*ou disposer des biens des sujets de ce royaume.* Stat. A. 16, c. I, cap. X, §. 10.

(1) La poursuite dont il est fait mention ici, se nomme un *Appel*; et elle doit être instituée dans l'an et jour après la perpétration du crime.

(2) Il l'avait portée jusqu'à 4000 hommes.

(3) *Une armée permanente, sans le consentement du parlement, est contre la loi, a dit depuis l'art. 6 du bill des droits.*

Cependant, aujourd'hui que les princes sont sur le pied d'entretenir en temps de paix ces nombreuses armées qui servent de prétexte et de moyen pour fouler les peuples, un état qui veut se maintenir est obligé, jusqu'à un certain point, d'en faire de même. Le parlement a donc jugé à propos d'établir un corps permanent de troupes, qu'on a porté à environ trente mille hommes, et dont le roi a la disposition.

Mais ce corps n'est établi que pour une année: au bout de ce terme il est licencié par le fait; et comme il ne peut être question de le confirmer, mais de l'établir de nouveau, et comme s'il n'eût jamais existé, le dissentiment d'un seul des trois ordres est assez pour l'empêcher.

Il y a plus: les fonds pour le paiement de ce corps de troupes, sont assignés sur des impositions qui ne sont jamais établies que pour une année (1); et il faut pareillement, au bout de ce terme, les rétablir de nouveau (2). En un mot, ce moyen de défense que les circonstances ont fait juger nécessaire, pouvant d'un autre côté devenir si

(1) La taxe sur les terres et sur la drèche.

(2) Il faut que le parlement renouvelle aussi chaque année l'acte qu'on appelle *mutiny act*, qui autorise les divers conseils de guerre à punir la désobéissance et la désertion. Il peut donc refuser au roi jusques au nerf de la discipline militaire.

funeste, n'a été joint à l'état que par un lien légèrement assuré, et qu'on est maître de lâcher à la première apparence de danger (1).

(1) J'ajouterai à ces diverses restrictions, mises au pouvoir du roi, celle du serment qu'il prête à son couronnement ; restriction qui, si elle ne peut avoir la précision d'une loi proprement dite, comprend sous elle toutes les lois, et a d'un autre côté l'avantage d'être plus solennellement déclarée, et surtout d'influer plus sur l'opinion publique. Voici la traduction de la formule qui a été établie lors de la révolution.

« *L'archevêque ou évêque devra dire* : promettez-vous  
» et jurez-vous solennellement de gouverner le peuple de  
» ce royaume d'Angleterre, et de ses diverses possessions,  
» conformément aux statuts faits en parlement et à leurs  
» lois et coutumes ? *Le roi ou la reine devront dire* : je pro-  
» mets solennellement de le faire.

« *Archevêque ou évêque*. Voulez-vous faire, autant qu'il  
» sera en votre pouvoir, que la loi et la justice soient exé-  
» cutées avec merci dans tous vos jugemens ? *Roi ou reine* :  
» je le veux.

« *Archevêque ou évêque*. Voulez-vous maintenir de tout  
» votre pouvoir les lois de Dieu, la véritable profession de  
» l'évangile, et la religion protestante telle qu'elle est éta-  
» blie par la loi ? Et voulez-vous conserver aux évêques et  
» au clergé de ce royaume et aux églises qui leur sont con-  
» fées, tous les droits et privilèges qui leur appartiennent  
» ou appartiendront, ou à chacun d'eux ? *Roi ou reine* :  
» je promets de faire toutes ces choses.

« *Après cela le roi ou la reine mettant la main sur les*

Mais ces lois prescrites à l'autorité du roi n'eussent point été suffisantes. Comme elles ne sont, au fond, que des barrières morales qu'il pourrait ne pas toujours respecter : comme l'influence que les communes ont sur ses opérations par un refus de subsides, intéresse trop tout l'état pour devoir s'appliquer à toutes les violations particulières et à des détails d'administration : enfin, comme ce moyen lui-même pourrait être, jusqu'à un certain point, éludé, soit en manquant aux promesses qui ont procuré des subsides, soit en les appliquant à d'autres usages qu'à ceux auxquels ils sont destinés ; la Constitution a fourni de plus aux communes un moyen d'opposition immédiate aux malversations du gouvernement, en leur donnant le droit d'en poursuivre les ministres.

Le roi lui-même est, il est vrai, hors de l'atteinte des tribunaux, parce que, s'il en était un qui pût le juger, ce serait ce tribunal et non pas lui, qui aurait finalement le pouvoir exécutif : mais, d'un autre côté, il ne saurait agir sans avoir des ministres de ses actions ; ce sont donc ces ministres, c'est-à-dire, ces instrumens indispensables, que l'on attaque (1).

*« saints évangiles, diront : les choses que j'ai ici promises, » je les ferai et observerai : ainsi Dieu m'assiste. Et ensuite » ils baiseron le livre. 1 Guill. et M. Stat. 1. c. 16.*

(1) Pour l'aider dans l'administration des affaires, le

Si, par exemple, les deniers publics ont été employés d'une manière contraire aux intentions de ceux qui les avaient accordés, on poursuit ceux qui en avaient le maniement. S'il est commis quelque abus d'autorité, ou, en général, quelque chose de contraire au bien de l'état, on poursuit ceux qui en ont été ou les instrumens ou les moteurs (1).

Mais qui sera le juge qui prononcera dans un tel procès ? Quel sera le tribunal qui se flattera de donner un jugement libre, lorsqu'il verra se

roi a un conseil privé. Mais ce corps n'a aucune attribution particulière; il n'est investi d'aucun pouvoir par la Constitution, et n'en reçoit que de la volonté du monarque, qui peut nommer et destituer ses conseillers. Fixé d'abord à douze, puis à trente sous Charles II, le nombre en est maintenant indéterminé. Le roi les nomme ordinairement pour toute la durée de son règne, ce qui ne lui ôte cependant pas le droit de les casser. A la mort, ou plutôt à la *démise* du monarque (car dans ce cas les Anglais n'emploient jamais le mot de mort), le conseil subsiste encore pendant six mois, à moins que le successeur ne l'ait renouvelé.

Pour entrer dans le conseil privé, il faut être né en Angleterre, ou dans l'étranger, de parens anglais. C.

(1) C'est ainsi qu'au commencement de ce siècle les communes accusèrent le comte d'Oxford, qui avait conseillé le traité de partage, et le chancelier lord Sommers qui y avait apposé le grand sceau.



présenter à sa barre le gouvernement lui-même comme accusé, et les représentans du peuple comme accusateurs ?

C'est devant la chambre des pairs que la loi indique aux communes de porter leur accusation, c'est-à-dire, devant des juges que leur dignité, d'un côté, rend indépendans, et qui, de l'autre, ont un grand honneur à soutenir dans cette noble fonction, où ils ont toute la nation pour spectateurs.

Lorsque l'*impeachment* a été annoncé aux seigneurs, ils ordonnent, pour l'ordinaire, l'emprisonnement de l'accusé. Au jour désigné, lui et les députés de la chambre des communes comparaissent : le bill d'accusation est lu en sa présence ; on lui accorde un conseil et du temps pour travailler à sa défense ; et à l'expiration du terme, l'information et la procédure se suivent, jour pour jour et à huis ouverts, et tout est rendu public par la voie de l'impression.

Mais, quelque facilité que la loi accorde au prévenu pour sa justification, c'est du fond même de la chose, du mérite intrinsèque de sa conduite, qu'il doit tirer ses moyens. Il ne lui servirait de rien, pour justifier une conduite criminelle, d'alléguer les ordres du souverain ; ou passant condamnation sur les choses qu'on lui impute, d'en

produire le pardon obtenu du roi (1). C'est contre l'administration elle-même que la procédure s'instruit; elle ne doit donc y avoir aucune part: le roi ne peut ni en arrêter ni en suspendre le cours; il voit, spectateur immobile, dévoiler la part qu'il peut avoir eue aux illégalités de ses serviteurs; et il entend sa sentence dans la condamnation de ses ministres.

Moyen admirable! qui, en écartant et punissant des ministres prévaricateurs, apporte tout de suite le remède aux maux de l'état, et indique fortement

(1) Dans les anciens temps, ce point n'était rien moins que clairement déterminé. En 1678, les communes ayant poursuivi le comte de Danby, il opposa, quand il fut devant la barre le pardon du roi à l'accusation. Cela fit naître de grandes altercations, qui ne se terminèrent que par la dissolution de ce parlement. Dans la suite il fut statué, *stat. 12 et 13, Guill. III, c. 2.* « Qu'aucun pardon, quoi-  
» que passé sous le grand sceau, ne pourra être allégué contre  
» une accusation intentée par la chambre-basse. »

Je demandai un jour à un Anglais, fort versé dans les lois de son pays, si le roi pourrait faire grâce à un homme condamné en conséquence d'une accusation intentée contre lui par les communes? Il me répondit: *Les torys vous diront qu'oui, les whigs que non; mais il n'importe guère, peut-être, que la question soit décidée. La grande fin, le bien public, est obtenue, lorsqu'un ministre corrompu est privé de sa place avec déshonneur, et que toute sa conduite est dévoilée aux yeux du public.*

les bornes où le pouvoir doit se renfermer; qui ôte le scandale du crime et de l'autorité réunis, et qui tranquillise les peuples par un grand acte de justice : moyen, en cela surtout si utile, que c'est au défaut d'un pareil que Machiavel attribue la ruine de sa république.(1).

Enfin toutes ces précautions pour assurer les droits du parlement pris en général, c'est-à-dire, ceux de la nation, contre les efforts du pouvoir exécutif, auraient été vaines, si ses membres eux-mêmes y étaient restés exposés. Ne pouvant attaquer ouvertement les deux corps, et par la réunion de toutes ses prérogatives livrer un assaut général, il eût, en subdivisant ces mêmes prérogatives, gagné secrètement une entrée, et tantôt par l'intérêt, tantôt par la crainte, dirigé les volontés générales, en influant sur celles des individus.

Mais les lois, qui pourvoient si efficacement à la sûreté du peuple, ne pourvoient pas moins à celle des membres, soit de la chambre des pairs, soit de celle des communes. On ne connaît en Angleterre ni ces commissaires qui trouvent coupables tous ceux qu'il convient à l'ambition qu'ils soient traités comme tels, ni ces emprisonnemens secrets qui sont ailleurs les moyens du gouver-

(1) *Discours politiques, liv. I, chap. VII.*

nement. La forme et les maximes des tribunaux sont inébranlablement prescrites; chacun ayant un droit invariable à n'être jugé que par elles, peut suivre, sans crainte, la voix du patriotisme. Enfin, ce qui met le comble à ces précautions, c'est que c'est une maxime fondamentale « que la » liberté de propos, les discussions et procédés » en parlement, ne doivent être ni poursuivis, » ni mis en question en aucun tribunal ou lieu, » hors du parlement (1) ».

Les législateurs, d'un autre côté, n'ont pas oublié que l'intérêt peut, aussi-bien que la crainte, imposer silence au devoir. Pour prévenir ses effets il a statué, que toutes personnes intéressées dans la perception des taxes créées depuis 1692, les commissaires pour les prises, ou chargés de pourvoir à la subsistance des troupes et des flottes, les contrôleurs des comptes de l'armée, les agens de régimens, les commis dans les différens bureaux de finances; et en général toutes personnes ayant un nouvel office *sous la couronne*, créé depuis 1705, ou une pension *durant plaisir*, ou pour un terme, sont incapables d'être élus membres de la chambre des communes. De plus, tout membre actuel de la chambre des communes, qui

(1) *Bill des droits, art. 9.*

accepte un office *sous la couronne* (1); perd sa place, et ne peut siéger que dans le cas où il serait réélu.

Telles sont les précautions des législateurs, pour prévenir l'influence de la grande prérogative d'accorder les grâces : précautions qui ont été prises successivement et à mesure que le besoin s'en est déclaré, et qui sont dues à des causes puissantes et capables d'en faire établir de nouvelles, si jamais les circonstances le requièrent (2).

(1) A moins qu'il ne s'agisse d'un officier dans l'armée ou sur la flotte, qui parvient à un nouveau poste.

(1) Rien ne prouve plus l'efficacité des causes qui assurent la liberté anglaise, et que nous aurons occasion d'exposer ensuite, que ces victoires que le parlement remporte de temps en temps sur lui-même, et dans lesquelles ses membres, oubliant les vœux quelconques de leur ambition, ne pensent qu'à leur intérêt comme citoyens.

Depuis que ceci est écrit, il s'est fait un règlement excellent pour la décision des élections contestées. Auparavant, la chambre les décidait assez superficiellement, et les témoins n'étaient point interrogés sous serment; mais, par un acte passé dans cette session, cette décision est commise à des jurés ou à un comité de quinze membres, formé de la manière suivante : De tous les membres qui doivent être présents, au nombre de cent pour le moins, on en tire au sort quarante-neuf : de ceux-ci, chacun des candidats, d'un coup de plume, en efface alternativement, jusqu'à ce qu'il n'en reste que treize, qui, avec deux autres choisis entre

---

## CHAPITRE VIII.

### *Liberté particulière.*

---

Nous n'avons parlé jusqu'ici que de la liberté générale, c'est-à-dire, des droits de la nation comme nation, et de son influence sur le gouvernement. Il nous reste à parler actuellement

tous les membres de la chambre par chacun des candidats, forment le comité : enfin, pour s'assurer du nombre de cent membres, toute autre affaire dans la chambre est suspendue, jusqu'à ce que les opérations susdites soient faites.

Les droits politiques d'une nation, et surtout celui de nommer des représentans qui prennent part à la confection des lois, peuvent assurer sa liberté. Mais la liberté et le bonheur d'un peuple dépendent encore plus des lois que lui donneront ses mandataires; et ces lois dépendent de la manière dont le réglemeut interne favorise ou détruit la liberté de la discussion, et l'examen approfondi de chaque question. Sous ce rapport le réglemeut interne du parlement britannique laisse peu de chose à désirer. M. E. Dumont a publié les réglemens observés dans la chambre des communes, à la suite d'un ouvrage intitulé : *Tactique des assemblées délibérantes*. C.

d'une chose sans laquelle cette liberté générale, manquant absolument son but, ne serait qu'une affaire d'ostentation, et même ne saurait subsister : j'entends la liberté des individus.

La liberté particulière, suivant la division des jurisconsultes anglais, est formée, premièrement ; du droit de *propriété* ; c'est-à-dire, du droit de jouir exclusivement des dons de la fortune ou des fruits quelconques de son industrie ; secondement, du droit de *sûreté personnelle* ; troisièmement, de la *faculté locomotive*, soit liberté prise dans un sens plus particulier.

Chacun de ses droits, disent encore les jurisconsultes, est inhérent à la personne de tout Anglais : ils lui sont un *droit de naissance* ; et il ne peut en être privé qu'en vertu de jugemens rendus conformément à la loi du pays. En effet, ce droit de naissance étant exprimé en anglais par un seul mot, et qui est le même que celui qui exprime le droit du roi à la couronne (*brith-right*), lui a été souvent opposé, dans des temps d'oppression, comme un droit d'une moindre étendue sans doute, mais d'une sanction égale à celle du sien.

Un des principaux effets du droit de *propriété* est, que le roi ne peut exiger de ses sujets aucune portion de ce qu'ils possèdent ; il doit attendre qu'ils lui en fassent eux-mêmes le don : et ce droit qui, comme on l'a vu, est par ses conséquences

le rempart de tous les autres , a de plus l'effet présent de prévenir une des grandes causes d'oppression.

Par rapport aux atteintes auxquelles le droit de propriété peut être exposé de particulier à particulier, je crois que j'aurai tout dit, lorsque j'aurai dit qu'il n'est en Angleterre aucun homme qui puisse s'opposer à la force irrésistible des lois; que les juges ne pouvant être privés de leur place que sur une accusation du parlement, l'effet du crédit auprès du prince, ou auprès de ceux qui approchent de la personne du prince, ne saurait influer sur les jugemens; que les juges ne pouvant prononcer que lorsque le point de fait a été établi par des hommes nommés, pour ainsi dire, au choix des parties (1), l'effet des passions particulières, par conséquent l'acception des personnes, est bannie des tribunaux. Cependant, pour ne rien laisser à désirer sur la chose dont j'ai entrepris de donner une idée, je dirai, en général, quelle est la jurisprudence qui a lieu en Angleterre.

Lorsque les Pandectes furent retrouvées à Amalphi, les ecclésiastiques, qui étaient alors les seuls hommes en état de les entendre, ne négligèrent

(1) Ce qui vient du droit de récusation contre les jurés, qu'on accorde à toute personne amenée en jugement, quoique rarement mis en usage.



pas cette occasion d'augmenter l'influence qu'ils avaient déjà, et les firent recevoir dans la plus grande partie de l'Europe. L'Angleterre, qui était destinée à avoir une Constitution différente de celle des autres états, devait avoir la singularité de plus de rejeter le droit romain.

Sous Guillaume-le-Conquérant, et sous les rois qui le suivirent, une foule d'ecclésiastiques étrangers s'introduisit à la cour d'Angleterre. Leur crédit, qui pouvait être ailleurs regardé comme une chose indifférente, ne le fut pas dans un pays où le souverain étant tout-puissant : acquérir du crédit sur son esprit c'était acquérir la puissance même. La noblesse anglaise vit, avec la plus grande jalousie, le pouvoir d'hommes d'un état différent du sien, et aux coups duquel elle était immédiatement exposée; et elle crut que ce serait y mettre le comble, que d'adopter des lois que ces mêmes hommes cherchaient à introduire, et dont ils seraient nécessairement les dépositaires et les interprètes.

Il arriva donc, par un hasard assez singulier, que les lois romaines, apportées en Angleterre par des moines, s'y associèrent à l'idée du pouvoir ecclésiastique; exactement comme la religion de ces mêmes moines, prêchée dans la suite par des rois qui prétendaient à être despotiques, s'y associa avec l'idée du despotisme. La noblesse les

rejeta dans tous les temps, même avec humeur (1); et l'usurpateur Etienne, qui avait intérêt de se la concilier, alla jusqu'à en défendre l'étude.

L'arrangement des choses établissant, comme nous l'avons vu, une grande communication entre la noblesse et le peuple, la haine du droit romain s'étendit de proche en proche; et ces lois, que leur sagesse en bien des cas, et surtout leur étendue, eussent dû faire recevoir quand la jurisprudence anglaise était elle-même au berceau, éprouvèrent de la part des gens de loi l'opposition la plus constante. Et comme ceux qui cherchaient à les introduire renouvelèrent souvent leurs tentatives, il se fit à la fin une sorte de conjuration parmi les laïques, pour les reléguer dans les universités et dans les monastères (2).

(1) La noblesse déclara, sous le règne de Richard II : « Parce que le royaume d'Angleterre n'était devant ces » heures ne à l'entent du roi notre Seignior, et Seignors » du parlement, unques ne sera rulé ne gouverné par la » ley civil. » *In Rich. parlamenta Westmonasterii*, 3 febr., anno 11.

(2) Je pourrais faire voir, si cela était de mon sujet, que la liberté de penser en matière de religion, qui a régné de tout temps en Angleterre, tient aux mêmes causes que sa liberté politique : toutes les deux sont dues à ce que ceux qui, dans d'autres états, trompent le peuple, ou voient avec plaisir qu'on le trompe, y ont été forcés de se le réunir et

Cette opposition alla au point, que Fortescue, *chief justice*, et ensuite chancelier sous Henri VI a écrit un livre intitulé : *de Laudibus legum Angliæ*, où il se propose d'établir la supériorité des lois anglaises sur les lois civiles ; et pour ne rien laisser à désirer sur cet article, il leur donne l'avantage, de l'ancienneté, et en fait remonter l'origine bien avant la fondation de Rome.

Cet esprit s'est même conservé jusqu'à des temps très-postérieurs ; et à voir le nombre de paragraphes que Hale, qui écrivait sur la fin du dernier siècle, a employés (1) à prouver que, dans le peu de cas où la loi civile est admise en Angleterre, elle n'y a point de force en vertu d'une déférence aux ordres de Justinien (chose qui sûrement n'avait pas besoin de preuves), on sent que ce *chief justice*, qui était en même temps un très-grand juriscon-

de l'éclairer. Au reste, les fréquens changemens de religion, que le président Hénault reproche à l'Angleterre dans son *Abrégé chronologique*, d'ailleurs excellent, de l'*Histoire de France*, ne prouvent nullement une disposition servile dans le peuple ; ils ne prouvent autre chose que l'équilibre qu'il y avait alors entre le grand nombre de sectes : il n'y en avait aucune qui ne pût être la dominante, dès que le souverain jugeait à propos de se déclarer pour elle ; et ce n'était pas l'Angleterre, comme on le croit à la première lecture, c'était son gouvernement qui changeait de religion.

(1) Dans son *Histoire de la commune loi*.

sulte, avait conservé à cet égard une sorte de chaleur de parti.

Aujourd'hui encore, les jurisconsultes anglais attribuent la liberté dont ils jouissent, et dont d'autres nations sont privées, à ce qu'ils ont rejeté le droit romain, tandis que ces nations l'ont accepté : c'est ce qui est prendre l'effet pour la cause. Ce n'est pas parce que les Anglais ont rejeté le droit romain, qu'ils sont libres; c'est parce qu'ils étaient libres, ou du moins parce qu'il y avait chez eux des causes qui devaient à la fin y établir la liberté, qu'ils ont pu rejeter le droit romain. Lors même qu'ils l'auraient admis, les causes qui les ont mis en état de rejeter le tout, les auraient aussi mis en état de rejeter la partie qui ne leur aurait pas convenu; et ils auraient vu qu'il est très-possible de recevoir les décisions du droit civil au sujet des *servitudes urbaines et rustiques*, sans adopter pour cela ses principes au sujet du pouvoir des empereurs (1).

C'est de quoi la Hollande fournirait la preuve, s'il n'y avait pas celle qui est beaucoup plus frappante, de l'empereur d'Allemagne, qui, quoique dans l'idée de ses peuples, successeur au trône

(1) Ce qui effraie surtout les jurisconsultes anglais, est le §. 1<sup>er</sup>., t. IV., liv. I, du Dig. *Quod principi placuerit, legis habet vigorem*.

même des Césars, n'a pas, à beaucoup près, le pouvoir du roi d'Angleterre; et la lecture des divers traités, qui lui ôtent jusqu'au droit de nommer aux principaux offices de l'empire, rassure suffisamment contre l'esprit de soumission illimitée, qu'on voudrait regarder comme découlant nécessairement de l'admission du droit civil.

La loi qui a donc lieu en Angleterre est ce qu'on y appelle la loi non écrite, appelée aussi la commune loi (*common law*) (1), et la loi statué (*statute law*).

La loi non écrite est ainsi appelée, non qu'elle soit transmise uniquement de bouche, de génération en génération, mais parce qu'elle n'est fon-

(1) La loi commune, ou le droit civil de l'Angleterre, se compose des coutumes générales, des coutumes locales, et de la jurisprudence établie dans certaines cours. Les coutumes locales qui régissent quelques parties de l'Angleterre, ont été confirmées par des actes du parlement. La province de Kent, la ville de Londres, et quelques autres provinces; sont régies, dans certains cas, par des coutumes particulières; telles que le *Cavelkind* et le *Boroug english*. Un jury de douze membres est appelé dans les cas douteux, et prononce sur l'existence de certaines coutumes, et sur leur application au cas dont il s'agit. Pour qu'une coutume soit applicable, il faut qu'elle date d'une assez haute antiquité: pour que l'on ne connaisse rien qui prononce contre elle, qu'elle n'ait jamais été suspendue ni mise en doute, et qu'elle ne soit pas contraire aux autres coutumes. C.

décider aucun acte connu de la puissance législative. C'est de la coutume immémoriale qu'elle tire sa force; et elle a son origine, soit dans les anciennes lois saxonnes, soit dans les actes de parlement postérieurs à la conquête, surtout ceux qui sont antérieurs au temps de Richard I<sup>er</sup>, et dont les originaux sont perdus.

Les principaux objets qui sont réglés par la commune loi, sont l'ordre des successions; les différentes manières d'acquérir la propriété, et les diverses solennités requises pour la validité des contrats: tous articles par rapport auxquels elle diffère du droit civil. Ainsi, par la commune loi, les terres descendent à l'aîné, à l'exclusion de tous ses frères et sœurs: ainsi encore, la propriété s'acquiert par l'écriture; au lieu que par le droit civil il fallait de plus la *tradition*, etc.

La source où se puisent les décisions de la commune loi, est dans ce qu'on appelle *præteritorum memoriam eventorum*; et elle se trouve dans la collection des jugemens qui ont été rendus de temps immémorial, et qui, ainsi que la procédure qui y a rapport, sont soigneusement conservés sous le titre de *records*. Afin que les principes que cette suite de jugemens établit soient connus, les extraits en sont donnés au public sous le nom de *reports*; et ces *reports* remontent, par une suite régulière, jusqu'au temps d'Edouard II, inclusivement.

Outre cette collection, qui est volumineuse, il y a encore quelques anciens auteurs dont l'autorité est grande parmi les jurisconsultes. Tels sont *Glanvin*, qui écrivait sous Henri II; *Bracton*, qui écrivait sous Henri III; *Fleta* et *Littleton*. Parmi les écrivains plus modernes, est *sir Edward Coke*, *chief justice* sous Jacques I<sup>er</sup>, qui a écrit quatre livres d'*Instituts*, et qui est aujourd'hui l'oracle de la commune loi.

La loi non écrite comprend de plus quelques coutumes particulières, qui sont un reste des anciennes lois saxonnes, échappées au désastre de la conquête. Telle est celle appelée de *Gavelkind*, dans le comté de Kent, par laquelle les terres sont partagées entre les fils également : et celle qui est appelée *Borough English*, et a lieu dans quelques districts, par laquelle les terres passent au cadet.

Le droit civil est aussi relégué dans la loi non écrite, parce qu'il n'est reçu, non plus, qu'en vertu d'une coutume immémoriale. Il est suivi dans les cours ecclésiastiques, dans la cour de l'amirauté, et dans les cours des deux universités : mais il n'y est que *lex sub lege graviore* ; et ces différentes cours doivent se conformer aux actes du parlement et aux sens qu'y donnent les cours de la commune loi, et sont soumises à leur inspection.

Enfin, la loi écrite est la collection des divers

actes de parlement, et dont les originaux sont soigneusement conservés, surtout depuis le règne d'Edouard III. Sans entrer dans les distinctions que les jurisconsultes font à leur égard, d'actes *publics* ou *particuliers* (1), *abrogatoires* ou *déclaratoires*, *extensifs* de la commune loi, il suffira de dire qu'étant l'effet de la réunion des trois volontés de la puissance législative, ils réduisent au silence, dans tous les cas où ils prononcent, et la commune loi et les statuts antérieurs ; et les juges doivent en prendre connaissance et prononcer en conformité, lors même que les parties négligeraient de les alléguer, à moins que ce ne soient des actes particuliers.

Les différens tribunaux pour l'administration de la justice sont, indépendamment de quelques petites cours particulières :

I. La cour des communs plaids, *common pleas*. Elle faisait anciennement partie de *l'aula regis* ; mais ce tribunal, suivant toujours la personne du roi, et des particuliers trouvant beaucoup de difficultés à obtenir justice d'un tribunal sans cesse

(1) Les statuts du parlement sont, ou généraux, quand ils s'appliquent au corps entier de la nation, ou spéciaux, lorsqu'ils ne règlent que des intérêts particuliers. Les statuts déclaratoires sont ceux par lesquels le parlement décide ce qu'ordonne la loi commune dans les cas où il y a contestation. C.



ambulant, ce fut un des articles de la grande Charte, que la cour des communs plaids aurait dorénavant un lieu fixe (1); et depuis ce temps elle a siégé à Westminster. Elle est composée du lord *chief justice*, des communs plaids, et des trois autres juges; et les appels de ses jugemens, communément appelés *writs* ou *écrits d'erreur*, sont portés à la cour du banc du roi.

II. Le tribunal appelé la cour de l'échiquier.

C'était originairement un tribunal établi pour juger les causes où le roi, soit ses serviteurs, étaient impliqués, et qui a été graduellement ouvert à toutes sortes de personnes. C'est pourquoi, borner le pouvoir de cette cour à cette première classe, est devenu une pure fiction; un homme doit, seulement pour la forme, déclarer qu'il est débiteur du roi, qu'il le soit en effet ou non. Il est composé du *chief baron* de l'échiquier et de trois autres juges.

III. Le tribunal du banc du roi, *King's Bench*, forme la partie de l'*Aula regis* qui subsista après le démembrement de la cour des communs plaids. C'est le tribunal dont l'autorité est la plus étendue : il a la surintendance sur toutes les diverses

(1) *Communia placita non sequantur Curiam nostram, sed teneantur in aliquo loco certo.* Magna Charta, cap. II.

corporations, et il contient les diverses juridictions dans leurs bornes respectives. Il connaît, suivant le but de la première institution, de toutes les causes criminelles, et même de plusieurs causes purement civiles. Il est composé du lord *chief justice*, du *King's Bench*, et de trois autres juges. Les écrits d'erreur en sont portés à la cour de la chambre de l'échiquier; ou, dans le plus grand nombre de cas, à la chambre des pairs.

IV. La cour de la chambre de l'échiquier. Quand cette cour est formée par les quatre barons, ou juges de l'échiquier, avec le chancelier et le trésorier de ladite cour, elle siège comme *cour d'équité*; espèce d'institution sur laquelle on fera quelques remarques dans le chapitre suivant. Quand elle est formée par les douze juges, auxquels se joint quelquefois le grand chancelier, sa fonction est de délibérer, quand on s'y rapporte à temps et d'une manière convenable, et donner son avis sur des causes importantes et difficiles, avant qu'elles soient jugées dans les cours d'où elles ressortent (1).

(1) Les cours que vient d'énumérer de Lolme siègent à Londres; mais il en est d'autres, soit à Londres, soit dans les provinces, telles que la cour de Pied-Poudre, qui termine les différends qui s'élèvent dans les forces; la cour Baron, qui décide les contestations relatives aux propriétés territoriales; la Hundred-Court, la Contycourt, qui peut

---

CHAPITRE IX.*Du Droit observé en Angleterre quant aux  
matières civiles.*

---

SUR ce qui concerne la manière dont on administre la justice en Angleterre, relativement aux matières civiles, et l'espèce de loi qu'on y observe à cet égard, on peut faire les observations suivantes :

D'abord on remarquera que, pour entamer un procès en Angleterre et le premier pas qu'on fait ordinairement pour intenter une action, c'est de saisir d'autorité publique, la personne qu'on veut

juger jusqu'à la concurrence de 40 schillings, etc. Les cours qui décident dans les procès civils, sont présidées par des commissaires envoyés deux fois l'an dans les provinces. Les points de fait, soumis à ces cours, sont décidés, soit par l'examen des *registres* (records), soit par *témoins*, soit par *inspection*, soit par l'examen du *jury*. La liste doit être composée au moins de quarante-huit membres, que des récusations réduisent à douze. Ceux-ci prononcent sur le fait qui leur est soumis, C.

attaquer. Ceci a pour but de s'assurer de sa comparution devant le juge, ou du moins lui faire donner des sûretés à cet effet. Dans la plupart des pays de l'Europe, où on a imité les formes introduites dans le droit civil des Romains, sous le règne des derniers empereurs, une différente méthode a été reçue pour forcer un homme à paraître devant un tribunal. La pratique ordinaire est de lui intenter cause, en le citant une semaine d'avance; par un officier public, à paraître devant la cour de justice. Si on n'a aucun égard à ladite citation deux fois réitérée, la partie demanderesse, ou son procureur, est admise à faire, devant la cour, lecture formelle de sa demande, qui alors lui est accordée; et elle peut ensuite passer à l'exécution (1).

Dans cette manière d'agir, on regarde comme un axiome, que celui qui refuse de paraître devant un juge, pour répondre à l'accusation d'un autre, après avoir été dûment cité, reconnaît la justice de ladite accusation; et cette supposition est très-juste et très-raisonnable. Cependant la pratique

(1) Une personne contre qui un jugement de cette espèce a été rendu (ce qu'on appelle en France *un jugement par défaut*), peut aisément obtenir d'en être relevée: mais comme elle devient alors à son tour en quelque façon demanderesse, si elle vient à abandonner la cause dans cette seconde période, il n'y a plus de recours.

ci-dessus mentionnée, de s'assurer de la personne de celui qu'on poursuit en justice, quoiqu'elle ne soit pas si douce dans son exécution que celle qu'on vient de décrire, ni même plus efficace, paraît néanmoins plus prompte, et est plus volontiers mise en usage dans les temps où les tribunaux d'une nation commencent à se former, et qu'on établit des règles de justice distributive; et il y a apparence qu'on la suit en Angleterre comme une continuation des méthodes qu'on adopta quand les lois étaient encore mal affermies.

Dans les temps dont nous parlons, quand les lois commencent à se former dans un pays, l'administration de la justice entre les individus est ordinairement confiée aux mêmes personnes qui sont revêtues de l'autorité publique et militaire dans l'état. Les juges qui jouissent d'un tel pouvoir, aiment agir promptement dans leurs opérations; ils considèrent le refus d'un homme de paraître devant eux, non pas tant comme un subterfuge, pour s'éviter de faire ce qui est de droit, que comme un mépris de leur autorité et une infraction aux lois : en conséquence, ils se regardent comme obligés d'en tirer raison; et il sort aussitôt un ordre de *capias* pour saisir le délinquant contumax. Un ordre préliminaire de cette espèce est devenu d'usage avec le temps, et est regardé comme la première démarche à faire dans un procès; il

est donc assez ordinaire dans les tribunaux d'Angleterre, si je suis bien informé, qu'on lâche un ordre de *capias* avant le *writ original* même (qui contient la citation qu'a faite le demandeur et un exposé en forme de son cas), ou qu'il y soit joint par un *ac etiam capias*, et employé en même temps. On peut se ressouvenir qu'en Angleterre, l'*paula regis*, que le roi même présidait, était originairement la cour ordinaire de justice pour tout le royaume, tant en matières civiles que criminelles, et a continué sur ce pied jusqu'à ce que, par la suite, la cour des plaids communs en a été séparée.

A Rome, où l'administration de la justice civile fut d'abord confiée aux rois, ensuite aux consuls, la méthode de saisir un homme contre qui on formait une accusation quelconque, avant que de rendre un jugement contre lui, fut pareillement adoptée, et continuée après l'institution du tribunal du préteur, à qui la branche civile de l'autorité des consuls fut ensuite donnée; et cela dura fort long-temps, c'est-à-dire jusqu'à l'époque où il se fit de grands changemens dans le droit civil des Romains, sous le règne des derniers empereurs; ce qui lui donna la forme que nous lui voyons aujourd'hui dans les codes ou collections qui nous en restent.

Il s'introduisit même à Rome un degré de

violence très-singulier, dans la méthode qu'on employait pour s'assurer de la personne contre qui on formait une accusation légale. En Angleterre, la manière de se saisir d'un homme en pareil cas, s'exécute par le moyen d'un ordre à cet effet, qu'on suppose avoir été donné à un officier public (ou au shériff qui le fait agir), de la part du roi même. Mais à Rome, chacun devenait une espèce d'officier public dans sa propre cause, pour assurer la prérogative du préteur; et sans montrer aucune permission légale ou marque d'autorité publique, on avait le droit de saisir de force sa partie, partout où on la trouvait. Voici comment cela se pratiquait : le demandeur (*actor*) sommait premièrement l'accusé (*reum*) à haute voix de le suivre au tribunal du préteur (1). Quand le défendeur refusait d'obéir à cette sommation, le demandeur, en prononçant les mots *licet antestari*, requérait des assistans d'être témoins du fait, dont, pour les en faire ressouvenir, il leur touchait à chacun les oreilles; et puis se mettait en devoir de saisir son antagoniste, en lui passant les bras autour du cou (*obtorto collo*), s'efforçant ainsi de le traîner devant le préteur. Quand la personne accusée était, par vieillesse ou maladie, hors d'état de suivre le demandeur, ce

(1) *Ad tribunal sequere, in jus ambula!*

dernier était obligé, par la loi des douze tables , de lui fournir un cheval (*jumentum dato*).

Cette manière d'agir fut cependant mitigée dans la suite , quoique fort tard et à pas lents. D'abord il devint illicite d'appréhender un homme dans sa propre maison , vu que c'était la demeure de ses dieux pénates. Les femmes de bonne famille (*matronæ*) furent ensuite à l'abri de la susdite coutume , et on ne pouvait plus les mener de force devant le tribunal du préteur. La méthode de mettre une personne malade ou âgée malgré elle sur un cheval , semble avoir été abolie durant les derniers temps de la république. Les fils majeurs et les esclaves affranchis n'eurent plus dans la suite le pouvoir de citer leurs pères ou anciens maîtres , sans en avoir obtenu la permission expresse du préteur , sous peine de cinquante pièces d'or. Cependant , jusqu'au temps de Pline , l'ancienne coutume de citer ou mener de force devant un juge , continua de subsister en général , quoique de celui d'Ulpien , la nécessité d'obtenir un ordre exprès du préteur s'étendit à tous les cas et à toutes les personnes ; et sous le règne de Constantin on commença d'établir la méthode de faire des citations légales , en se servant d'un officier public nommé à cet effet. Après cela il se fit encore d'autres changemens dans la précédente loi ; et c'est de là qu'on a emprunté la méthode de



procéder dont on se sert aujourd'hui dans le continent de l'Europe.

De même, en Angleterre, on peut observer les changemens qui s'y firent dans le droit, et la pratique d'arrêter les personnes qu'on poursuivait en justice, quoique aussi lentement et aussi tard que ceux qui s'opérèrent dans la république ou l'empire des Romains, pour ne pas dire plus; ce qui prouve les grands et divers obstacles qui arrêtent la perfection des lois dans chaque nation. Ce ne fut que sous le règne de Georges I<sup>er</sup>. qu'on fit un édit pour défendre les préalables arrêts personnels, dans les cas de dettes au-dessus de deux livres sterlings; et depuis lors on a établi ces cours, qu'on appelle à juste titre *de conscience*, dans lesquelles de semblables demandes de peu de valeur doivent se décider sommairement, et où on ne peut employer que de simples citations sans prise de corps. Et dernièrement on a passé un autre bill à la proposition de milord *Beauchamp*, dont le nom mérite d'être rapporté, par où la défense de prise de corps s'étend à tous les cas de dette au-dessous de dix livres sterlings. Bill, qui était vingt ou même cent fois plus important que l'élévation ou la ruine d'un courtisan favori ou d'un ministre d'état, quoique le public y ait fait peut-être moins d'attention.

Une autre particularité qu'on remarque dans

le droit civil en Angleterre , c'est la grande délicatesse , les formalités et l'exactitude qu'on y emploie. On peut faire sur ces raffinemens , qui sont plutôt des imperfections , la même remarque qu'on a déjà faite ci-dessus au sujet de la coutume et de la fréquence des arrêts civils en Angleterre ; savoir , qu'ils sont une continuation des méthodes adoptées quand les lois anglaises commençaient à se former , et sont une conséquence de la situation dans laquelle les Anglais se mirent , quand ils rejetèrent le code déjà tout fait du droit civil romain , compilé par ordre de Justinien , que la plupart des peuples de l'Europe a adopté ; et aimèrent mieux devenir leurs propres législateurs , et élever dès le fondement l'édifice du code civil de leur nation : lequel code , on peut encore observer , est dans la première période de sa formation , tel que le droit romain l'était aux temps de la république et sous le règne des premiers empereurs.

Le temps auquel le pouvoir d'administrer la justice aux individus fut séparé du pouvoir militaire ( ce qui arrive tôt ou tard dans différens pays ) , est la vraie période de l'origine d'un système de lois régulier dans une nation. Les juges étant aujourd'hui privés du droit attaché à l'épée , ou ce qui revient au même , étant obligés d'emprunter ce droit d'autres personnes , tâchent de

s'en dédommager dans leurs tribunaux respectifs, et mériter, s'il est possible, des égards pour leurs décrets, par la grande régularité de leurs procédures, et la réputation d'impartialité dans leurs jugemens.

Alors aussi, les gens de robe commencent à venir en foule aux tribunaux qu'ils ne craignent plus d'approcher, et ajoutent leurs subtilités aux règles déjà établies par les lois ou par les juges. Comme on est libre de les employer ou non, surtout au commencement, et qu'ils craignent que si l'on venait à croire qu'il ne fallût que du bon sens pour conduire un procès, chacun s'imaginerait en savoir autant qu'eux, ils inventent des difficultés pour se rendre nécessaires. Comme la vraie science du droit, qui n'est autre chose que la connaissance d'une longue suite d'anciennes règles et un recueil des cas qui ont précédé, ne saurait encore avoir lieu, ils tâchent d'en créer une artificielle pour se donner du crédit. On a inventé, pour la forme, des distinctions et des définitions qui expriment les différens genres de prétentions d'homme à homme, dans lesquelles on découvre la même délicatesse que les philosophes observent à ranger les différens sujets ou *royaumes* dans l'histoire naturelle. Des formes de mots, sous le nom de *writs* ou autres pareils, sont inventées pour exposer lesdites prétentions; et semblables

à des passe-ports, servent à introduire les prétendants au temple de la justice.

Dans la crainte que leurs cliens ne les abandonnent après la première séance, comme un malade qui se contente d'une seule visite de son médecin, les avocats inventent d'autres cérémonies et d'autres termes d'art, afin de pousser plus loin le procès et les plaidoyers ; et pour s'assujettir d'autant mieux leurs cliens, ils viennent à la fin à bout de rendre chaque erreur qui a rapport aux règles de leur art, que ce soit dans les *noms* ou les *faux plaidoyers* et autres, de rendre, dis-je, de telles bévues d'une aussi grande conséquence qu'une infraction aux lois de la plus stricte justice. Sur le fondement des susdites définitions et distinctions métaphysiques, de cas et d'actions, on élève encore nombre de questions de droit, connues seulement de ceux qui en savent les détours.

De telles subtilités dans l'administration de la justice ne peuvent que paraître fort étranges et même ridicules à un nouveau venu qui les observe pour la première fois. Cependant il faut avouer, que lors de la première institution des magistratures et des tribunaux civils, les cérémonies et les diverses formalités sont très-nécessaires pour attirer à ces tribunaux et la confiance de ceux qui y sont présentés, et le respect entier du public ;

et par ce moyen suppléer au manque d'autorité militaire qui, jusqu'alors, avait été le principal appui des juges. Ces mêmes formalités et ces règles d'art servent encore à donner de l'uniformité aux démarches des avocats et des cours de justice, à fixer et assurer les règles qu'ils établissent entre eux. Et si tout le système de raffinement dont nous parlons continue sur ce pied jusque bien avant dans les siècles futurs, c'est en grande partie (pour ne pas rapporter d'autres causes), parce qu'il s'est tellement incorporé avec les branches essentielles du droit, qu'il serait dangereux ou du moins très-difficile de l'en séparer; et on pourrait, à cet égard, le comparer à un échafaudage dont on se sert pour élever une maison, qui, quoique destinée seulement à poser les matériaux et soutenir les ouvriers, se trouve subsister encore long-temps après que le bâtiment est fini, parce qu'on croit qu'il serait dangereux de l'ôter plus tôt.

Ces singulières formalités de droit et de pratique raffinées, avaient été inventées par les premiers jurisconsultes de Rome, dans la vue de grossir les règles exposées dans les lois des douze tables; qui n'étant qu'en petit nombre et gravées sur le cuivre, pouvaient être connues de chacun aussi-bien que d'eux : c'était même une coutume générale de faire apprendre ces lois aux enfans, comme le rapporte Cicéron.

Les juriconsultes romains inventèrent aussi des définitions très-exactes, de même que des classes différentes de cas et d'actions; et quand un homme avait une fois fait choix de ce genre particulier d'*action*, par lequel il voulait faire valoir ses droits, il n'était plus en son pouvoir de le changer. On inventa de plus des formes fixes de mots, appelées *actiones legis*, dont il fallait absolument se servir pour exposer sa demande. La partie elle-même devait réciter lesdits mots devant le préteur; et si, par malheur, il venait à en omettre ou en ajouter un seul qui parût changer la réalité de son cas ou de sa demande, il perdait son procès. C'est à quoi Cicéron fait allusion, quand il dit: « Nous » avons un droit civil constitué de telle manière, » qu'un homme qui n'a pas procédé comme il » devait, est mis hors de procès » (1). On trouve aussi une observation de la même nature dans Quintilien, qui s'exprime sur ce sujet comme suit: « Il y a encore un autre danger; car si on s'est » mépris sur un mot, on est considéré comme » ayant manqué dans chaque point de son procès » (2). De pareilles cérémonies et formes de

(1) *Ita jus civile habemus constitutum, ut causâ cadat is qui non quemadmodum oportet egerit.* De Jur. vent. 11, 19.

(2) *Est etiam periculosum, quum si uno verbo fit*

mots adaptées à l'exercice du droit, étaient de plus nécessaires pour admettre les réponses et répliques réciproques des parties, exiger et recevoir des sûretés, produire des témoins, etc.

Des susdites *actiones legis*, les jurisconsultes et les prêtres s'en étaient réservés soigneusement la connaissance particulière, de même que de ces jours auxquels la religion ne permettait pas aux tribunaux de s'assembler (1). Un certain Ch. Flavius, secrétaire d'Appius Claudius, étant venu à divulguer le secret de ces formes importantes (action pour laquelle il fut ensuite puni par le peuple), les jurisconsultes en inventèrent de nouvelles, qu'ils commencèrent à coucher par écrit en se servant de caractères particuliers; mais un membre de leur propre corps les trahit encore, et la nouvelle collection qu'il publia fut appelée *jus Ælianum* d'après son nom, Sex. Elius, comme la précédente avait été nommée *jus Flavianum*. Cependant il ne paraît pas que l'influence des jurisconsultes ait beaucoup diminué par ces deux collections; car outre les instructions de cette espèce, il faut encore la pratique; et les collections générales dont nous parlons, de même que le

*erratum, totâ causâ cecidisse videamur.* Inst. Orat. III: 8. VII. 2.

(1) *Dies Fasti et Nefasti.*

grand nombre de livres qu'on a publiés sur le droit anglais, pourraient à peine mettre un homme en état d'entrer dans la robe, ou du moins l'acquérir assez de connaissance pour conduire un procès (1).

Les jurisconsultes modernes se sont beaucoup alambiqués pour découvrir et mettre au jour les *formule* du droit ancien dont nous parlons; en quoi ils ont eu réellement un grand succès. Les anciens auteurs comiques, tels que Plaute et Térence, leur en ont beaucoup fourni; les mots usités, par exemple, pour réclamer la propriété d'un esclave, se trouvent fréquemment dans leurs ouvrages (2).

(1) Les jurisconsultes de Rome avaient poussé leur adresse aux objets de juridiction *volontaire* aussi-bien qu'à ceux de juridiction *contentieuse*, et avaient inventé des formalités particulières, des formes de mots, des distinctions et définitions, quant aux obligations d'homme à homme, aux stipulations, donations, épousailles, et surtout les testamens; en quoi ils avaient montré une grande délicatesse, beaucoup de raffinement, une exactitude et une régularité surprenantes. Les jurisconsultes anglais n'ont pas pris tant de peine sur les objets de juridiction *volontaire*, il s'en faut même de beaucoup.

(2) Les paroles adressées au demandeur par l'accusé, quand ce dernier paraissait au jour pour lequel il avait été forcé de donner caution, étaient celles-ci, et telles que Plaute les rapporte, *Curcul* 1. 3. v. 5. « Où es-tu toi, qui » m'as obligé à donner sûreté? où es-tu toi, qui me cites? » Voici je me présente devant toi, présentes-toi aussi de-



Il y a beaucoup d'affinité entre les susdites *actiones legis*, et les *writs* dont on se sert dans les cours de justice d'Angleterre. Ces *writs* ou ordres sont calqués et adaptés à chaque branche

» vant moi. » A quoi le demandeur répondait : « Me voici. » L'accusé répliquait, « que dis-tu maintenant ? » Alors le demandeur répondait, je dis. . . (*Aïo*) puis suivait la formule des paroles par lesquelles il voulait exprimer son action. *Ubi tu es, qui me vadatur? ubi tu es, quàm me citasti? Ecce ego me tibi sisto; tu contra et tibi me siste, etc.*

Si, par exemple, l'action était intentée pour des effets volés, la peine ou le dédommagement qu'on exigeait était de rendre deux fois la valeur; et les paroles usitées étaient; *Aïo decem aureas mihi furto tuo abesse, teque eo nomine viginti aureas mihi dare oportere*. Pour ouvrage fait, comme nettoyer les habits, etc. *Aïo te mihi tritici modium de quo inter nos convenit ob polita vestimenta tua, dare oportere*. Pour recouvrer la valeur d'un esclave tué par un autre citoyen, *Aïo te hominem meum occidisse, te que mihi quantum ille hoc anno plurimi fuit dare oportere*. Pour dommages causés par un animal vicieux : *Aïo bovem Mævii servum meum, Stichum, cornu petiisse et occidisse, eoque nomine Mævium aut servo æstimationem præstare, aut bovem mihi noxæ dare, oportere; ou Aïo ursum Mævii mihi vulnus intulisse, et Mævium quantum æquius melius mihi dare oportere, etc., etc.*

On peut observer que l'espèce particulière du dédommagement, ordonnée par la loi pour le cas en litispendance, était expressément désigné dans la formule qu'employait le

ou dénomination d'action, comme *détention*, *amendes*, *incidens sur cause*, *faux calculs*, *pactes*, etc., et tout cela exige la même exactitude que les *formule* du droit romain rapportées ci-dessus; il y a autant à craindre d'en faire un mauvais usage que d'y manquer en partie; et pour me servir des termes d'un auteur anglais qui a écrit sur le droit, je dirai à ce sujet: « que les writs » doivent être bien adressés, ou ils sont nuls... » Dans tous les writs il faut avoir soin de les con- » cher, et de les dresser suivant l'exigence du » cas, et doivent être suivis conformément dans » tout le cours de l'action » (1).

Les mêmes formalités se remarquent pareillement dans les *plaidoyers*, et dans la manière de conduire les procès en Angleterre, qui avaient

demandeur; et quant à ceci on ne devait pas s'y tromper. Ainsi, dans la dernière formule ci-dessus, les mots *quantum æquius melius*, font voir que le préteur devait nommer des juges inférieurs ou arbitres, pour taxer le dommage fait, et décider finalement sur le cas, sur les instructions qu'il leur donnait auparavant; ces paroles étant exclusivement adaptées au genre d'actions qu'on appelait *arbitrarie*. Dans les actions intentées pour exiger l'exécution de conventions non-écrites, on exprimait la convention même dans la formule; telle que celle rapportée ci-dessus pour ouvrage fait par le demandeur, etc., etc.

(1) *Jacob*, Dictionn. de droit. (Voy. *Writ*.)

lieu dans les procédures de l'ancien droit romain , et comme les jurisconsultes de ce temps-là avaient leurs *actionis postulationes et editiones*, leurs *inficiationes*, *exceptiones*, *sponsiones*; *replicationes*, *duplicationes*; etc. ; de même en Angleterre les avocats ont leurs *demandes*, *réponses*, *répliques*, *dupliques*, *redupliques*; *rétorsions*, *surrétorsions*, etc. Une scrupuleuse exactitude est encore nécessaire dans le ménagement de ces plaidoyers. Voici ce que dit à ce sujet un auteur anglais qui a écrit sur le droit : « Quoique l'art » de plaider et l'habileté avec laquelle on l'exerce » fussent par leur nature et leur but, destinés » seulement à rendre les faits clairs et intelligibles, et à procéder dans les jugemens d'une » manière sûre et convenable, ils n'en ont pas » moins dégénéré de leur simplicité primitive. » Les plaideurs et même les juges étant devenus » trop ponctuels à cet égard, les procédures se » sont peu à peu remplies de traits délicats et de » phrases recherchées, ce qui a donné lieu à la » ruine de plusieurs procès, pour s'être attachés à » des objections purement triviales (1). »

On peut cependant mettre cette différence entre les *actiones legis* dont on se servait à Rome, et les writs qu'on emploie aujourd'hui en Angle-

(1) Cuninghame, Dictionn. de droit. ( Voy. *Plaidoyers*.)

terre ; c'est que les premières pouvaient se créer , quand il en fallait de nouvelles , par le prêteur ou juge du tribunal , ou , en de certains cas , par le corps des jurisconsultes même ; au lieu que les writs , quand il en est besoin pour des cas imprévus , ne peuvent être dressés que par un tribunal ou juge particulier , seul revêtu de cette autorité , savoir : la haute-cour de chancellerie , qui a aussi le privilège exclusif d'octroyer les anciens writs pour les divers cas qu'ils concernent ; et les jurisconsultes ont attaché une telle importance à son pouvoir sur ces deux articles , qu'ils lui ont donné , par prééminence , le nom d'*officina justitiæ*. Outre cela les writs originaux , quand ils sont une fois dressés , ne peuvent se changer que par ordre du parlement (1).

(1) Les writs émanés légitimement , sont aussi nécessaires à l'exécution de divers incidens qui peuvent avoir lieu dans le cours d'un procès , comme faire entendre des témoins , etc. Les noms qu'on donne aux différens genres de writs , sont tirés ordinairement des premiers mots latins par où ils commençaient , quand ils étaient conçus en cette langue ; ou du moins de quelque mot remarquable qui s'y trouve ; ce qui donne lieu à des expressions un peu dures , et pas trop intelligibles. Ainsi un *pone* est un writ qu'on accorde , en certain cas , pour obliger quelqu'un à donner caution. (*Pone per validum et salvos plegios.*) Un *sub-pœna* sert à obliger des témoins , et quelquefois d'autres personnes à paraître devant un tribunal. Une action de *qui*

On sent si bien dans les tribunaux d'Angleterre, l'importance de ces instrumens de droit, qu'on ne donne entrée à aucune cause qui n'en est pas accompagnée. Car quelque important ou intéressant que soit un cas, le juge n'y fait aucune attention, jusqu'à ce qu'il voie le writ qu'il a accoutumé, ou du moins qu'il soit sorti de la vraie source : il n'a ni yeux pour voir, ni oreilles pour entendre. Et, quand un cas d'une nouvelle espèce se présente, pour lequel il n'y a encore point de writ, et que le grand-chancelier ou les juges de la chancellerie ne conviennent pas de la création d'un nouveau, ou trouvent la chose très-difficile, le grand conseil national, c'est-à-dire le parlement, en prend alors connaissance : par la sagesse réunie de ses membres, on parvient à rassembler les vrais mots qui développent le mystère ; le juge recouvre alors le libre usage de ses sens ; et par la création d'un nouveau writ, l'empire des tribunaux acquiert une nouvelle force.

Enfin, ces ordres précieux, ces brevets de grand prix (*brevia*), comme on les appelle aussi par prééminence ; qui sont l'élixir et la quintes-

*tam* est celle qu'un délateur intente pour avoir sa part d'une amende fixée par quelque loi pénale, le writ porte : *Qui tam pro Domino rege, quàm pro scripto in hac parte sequitur, etc., etc.*

sence du droit ont été commis à la garde particulière d'officiers nommés à cet effet, dont les bureaux tirent leurs noms des instrumens dont ils se servent chacun en particulier, pour la sûreté du dépôt dont ils sont chargés ; l'un étant appelé le bureau du *panier* (*Hamper*), et l'autre de la *petite bourse* (*Small-Bag*) (1).

Cependant, à dire la vérité, la création d'un writ, quand il s'agit d'un nouveau cas, est une chose plus difficile qu'on ne le croit en général. L'importance même qu'on attribue à ces formules de droit, suffit pour qu'elles en aient en effet.

Comme tout ce qui se fait sans ces mots consacrés est nul dans un tribunal ordinaire, de même avec eux tout devient légal, c'est-à-dire qu'ils autorisent une cour de justice à décider de droit sur toute espèce de procès auxquels ils servent d'introducteurs. C'est pourquoi la création d'un nouveau writ est de la même conséquence que l'établissement d'une nouvelle loi, et surtout d'une nature générale : donc, lorsqu'un nouveau cas se présente, la création d'une telle loi, qui doit

(1) *Hanaperium* et *Parva бага* : il n'est pas hors de propos d'observer ici que ces deux mots latins ne se trouvent pas dans les ouvrages de Cicéron. Dans le bureau de la *Small-bag* sont déposés les writs qui concernent les affaires du roi, et dans celui du *Hamper*, ceux qui ont rapport à celles des sujets.

s'appliquer dans la suite à tous les cas semblables , est réellement une chose difficile ; surtout quand on ignore encore quelle est la meilleure manière de pourvoir au cas en question , ou même lorsqu'il n'est pas encore décidé si on y doit pourvoir effectivement. La composition d'un nouveau writ , en pareil cas , est une démarche que les gens de robe ou les juges ne se hasardent pas volontiers de faire de leur chef , pas même de consulter les lois à cet effet.

Vu donc la difficulté qu'il y a à créer de nouveaux writs d'un côté , et l'absolue nécessité de tels writs dans les tribunaux inférieurs de l'autre , il s'ensuit que plusieurs espèces nouvelles de prétentions et de cas imprévus qui se présentent de temps à autre ( conséquences inévitables des progrès du commerce et de la civilisation des mœurs ) sont laissés *in statu quo* , et restent comme autant de vides dans le corps du droit , ou pour mieux dire comme autant de lieux inaccessibles que les lois d'à-présent ne sauraient atteindre : c'est donc un grand défaut dans l'administration de la justice , qui devrait être ouverte à tout individu , et trouver des remèdes à toute espèce de prétentions que les hommes peuvent établir l'un contre l'autre.

Pour remédier à cet inconvénient , ou plutôt pour pallier en quelque sorte , on a eu recours à des fictions dans le droit anglais , par lesquelles ,

les writs, étant détournés de leur présente destination, sont rendus applicables au cas dont ils ne dépendent en aucune manière.

Les fictions de droit de l'espèce dont nous parlons n'étaient pas inconnues des anciens jurisconsultes romains; et comme une preuve de leur ingénuité à cet égard, on peut rapporter ce genre d'action dans laquelle une fille s'appelait un fils (1).

On pourrait aussi citer plusieurs exemples de l'usage prétendu des writs dans les tribunaux inférieurs d'Angleterre. Un expédient très-remarquable de ce genre paraît dans la méthode qu'on emploie ordinairement pour se faire payer de certaines dettes, devant le tribunal des plaids communs; telles, si je ne me trompe, que le salaire dû pour ouvrage fait, indemnité pour exécution d'ordres reçus, etc.; le writ qui est délivré en ces cas là, est fondé sur la supposition que la personne qu'on attaque a commis la faute sur le terrain du demandeur, et forcé ses barrières et enclos; et sous cette dénomination le défendeur est amené devant le tribunal: ce writ, qui a été celui que les jurisconsultes ont trouvé convenir le mieux

(1) De l'exemple ci-dessus on peut conclure, que les jurisconsultes romains avaient plus d'autorité que le parlement d'Angleterre; car c'est un principe fondamental chez les gens de robe de ce pays-là, que le parlement peut tout, excepté faire une femme d'un homme, et *vice versa*.



pour introduire devant un tribunal inférieur les espèces de prétentions dont on parle, est appelé en termes de l'art un *clausum fregit*. — Pour amener quelqu'un devant le tribunal du banc du roi, pour répondre à des demandes à peu près semblables à celles ci-dessus, on lâche un writ, appelé un *latitat*, dans lequel on prétend que l'accusé se cache malicieusement, et se tient en embuscade dans quelque province différente de celle où la cour siège ; les expressions usitées dans le writ étant, « qu'il court çà et là et se tient caché » ; quoique ce ne soit la vraie intention ni du procureur ni de la partie d'avancer un tel fait.

Le même principe, de stricte adhérence à de certaines formes depuis long-temps établies, a aussi été la cause que les avocats ont introduit dans leurs procédures des noms empruntés de personnes qu'on suppose tenir lieu de cautions ; et en certains cas il paraît que le nom d'une personne imaginaire est inséré dans un writ avec celui du principal accusé, comme ayant part à la même cause. Une autre preuve de cette extrême déférence que les avocats et les juges ont pour de certaines anciennes formes dont ils s'éloignent plus à regret que de la vérité même des faits, se présente dans l'expédient ci-dessus mentionné, qu'on emploie pour introduire les causes ordinaires devant la cour de l'échiquier, afin d'y être jugées suivant le droit

commun; qui est en déclarant que le demandeur est débiteur du roi, quoique ni ladite cour, ni le procureur de la personne lésée n'insistent sérieusement sur cette assertion (1).

(1) Encore une autre preuve de la stricte adhérence des juriscultes anglais à leurs anciennes formes établies, même par préférence à la vérité des faits, se trouve dans la manière d'exécuter l'acte même cité dans ce chapitre, passé sous le règne de Georges I<sup>er</sup>., pour prévenir les arrêts personnels pour dettes au-dessous de 40 schillings. Si l'accusé, après avoir reçu en personne copie de la procédure, ne paraît pas aux jours fixés, on a coutume de supposer qu'il est déjà comparu, et la cause s'avance sur cette supposition : on a aussi recours à des noms de cautions imaginaires.

Les habitans du Bengale, et d'autres provinces de l'Inde orientale, ont été prodigieusement surpris, dit-on, des raffinemens, fictions et subtilités des lois d'Angleterre, quant aux matières civiles, qui furent introduites parmi eux il n'y a que peu d'années; et il n'est sûrement pas douteux qu'ils n'en aient été effectivement étonnés.

---

---

CHAPITRE X.

## CONTINUATION DU MÊME SUJET.

*Cours d'équité.*

---

CEPENDANT il y a des bornes aux fictions et aux subtilités du droit, dont nous avons parlé dans le chapitre précédent, vu que ces détours ne sauraient remédier à tous les cas qui peuvent survenir, à moins que de laisser accumuler un trop grand nombre d'erreurs; il y a eu même des exemples où la fausse application des writs, dans les tribunaux, a été réprimée par autorité supérieure. C'est pourquoi, pour éviter cet inconvénient, c'est-à-dire pour étendre l'administration de la justice distributive à tous les cas possibles, en la dégageant des difficultés attachées à l'art, qui se sont insinées peu à peu dans son cours, pour obvier à cela, dis-je, on a établi en Angleterre une nouvelle espèce de tribunaux, appelés *Cours d'équité*.

La plupart des gens s'étant fait une fausse idée de ce mot d'*équité*, ont conçu de certains préjugés sur l'emploi des tribunaux dont nous parlons; et il paraît qu'on croit généralement que les juges qui y siègent ne doivent suivre que les règles de la pure équité; par où le peuple semble entendre, que dans un tel tribunal, le juge peut à volonté suivre ses propres mouvemens, et fonder ses décisions, comme il le juge à propos, sur les circonstances particulières et la situation de ceux qui se présentent à lui. Le docteur Johnson même, dans son dictionnaire abrégé, donne la définition suivante du pouvoir de la cour de chancellerie, considérée comme *cour d'équité*: « le chancelier, » dit-il, a le pouvoir de modérer et d'adoucir » la loi écrite, et n'est assujetti lui-même » qu'à celle de la nature et de la conscience »: pour laquelle définition on cite comme autorités le doyen Swift, et Cowell qui était jurisconsulte. On pourrait alléguer d'autres exemples d'avocats qui ont manqué d'exactitude dans leurs définitions du vrai emploi des *juges d'équité*. Et Johnson lui-même n'est sur aucun sujet une autorité méprisable.

Il est sûr que le pouvoir des *juges d'équité* ne saurait être de changer, de leur chef, le droit écrit, c'est-à-dire les actes de parlement, et ainsi faire violence aux lois. Leur charge consiste seulement,

comme on le prouvera dans la suite, à trouver des réparations pour les cas auxquels le bien public exige qu'on remédie, et auxquels les tribunaux ordinaires, gênés par leurs formes et anciennes institutions, ne sauraient pourvoir ; ou en d'autres termes : les *cours d'équité* ont le droit d'administrer la justice aux individus, sans être gênés, non par les lois, mais par les difficultés attachées à la robe, et que les jurisconsultes ont de temps en temps inventées dans les tribunaux ordinaires, et auxquelles les juges qui y siègent ont donné leur sanction.

On reconnut bientôt à Rome la nécessité d'un emploi de cette nature, et cela par les mêmes raisons alléguées ci-dessus. Car il est assez remarquable que le corps de la robe, en Angleterre, en refusant d'adopter le code des lois romaines, tel qu'il existait dans les derniers temps de l'empire, se soit seulement assujetti aux mêmes difficultés qu'éprouvaient les anciens jurisconsultes de Rome, pendant qu'ils élevaient l'édifice de ces mêmes lois. Et on peut aussi observer que les jurisconsultes anglais, ou les juges, se sont servis à peu près des mêmes expédiens que ceux que les jurisconsultes romains avaient adoptés.

Le préteur, dans l'ancienne Rome, s'était arrogé, par la suite du temps, cette charge de juge d'équité, comme une addition au pouvoir judiciaire

qu'il possédait auparavant (1). Au commencement de l'année de son élection, le préteur déclarait les changemens pour les cas nouveaux et épineux qu'il se proposait de faire pendant le temps de sa préfecture; dans le choix et sur la propriété desquels il était sans doute dirigé, soit par ses propres observations, pendant qu'il était hors de charge, soit par les instructions d'habiles jurisconsultes sur ce sujet. Le préteur montrait cette déclaration *in albo*, comme on l'exprimait. Les jurisconsultes modernes ont fait plusieurs conjectures sur la vraie signification de ces mots; une de leurs suppositions, qui paraît des plus vraisemblables, est que l'*edictum* du préteur, ou articles qui contenaient les nouvelles décisions pour les cas futurs, était écrit sur une muraille blanche, à côté de son tribunal.

Entre les cas auxquels avaient pourvu les préteurs romains comme juges d'équité, on peut mettre les fils émancipés, et les parens d'alliance (*cognati*), quant au droit d'héritage. Par la loi des douze tables on supposait que les premiers avaient cessé d'être enfans de leur père, et

(1) Le préteur possédait ainsi deux branches distinctes d'autorité judiciaire, de la même manière que la cour de l'échiquier en Angleterre, qui, suivant l'occasion, s'assemble tantôt comme cour ordinaire, et tantôt comme cour d'équité.

en conséquence on leur refusait leur portion à l'hérédité paternelle : quant aux parens d'alliance, il n'en était pas question dans l'article des lois qui traitaient du droit de succession, n'étant fait mention que des parens de sang (*agnati*). Ainsi, par l'édit *undè liberi* le préteur permettait aux émancipés de prétendre à l'héritage de leur père (ou grand-père) conjointement avec leurs frères ; et par celui d'*undè cognati* les parens d'alliance étaient mis en possession de l'héritage d'un allié, quand il n'y avait point de parent de sang. Ces deux genres d'hérédité n'étaient cependant pas appelés *hæreditas*, mais seulement *bonorum possessio* ; ces dénominations étant très-exactement distinguées, quoique l'effet qui en résultait fût exactement le même (1).

(1) Comme l'autorité des pères, à Rome, était sans bornes, et durait toute leur vie, il arrivait assez souvent qu'on émancipait des fils, soit pour la sûreté ou la satisfaction des personnes qui formaient quelque entreprise avec eux. Cette autorité des pères avait été poussée si loin par les lois de Romulus, confirmées ensuite par celle des douze tables, qu'ils pouvaient vendre leurs fils comme esclaves jusqu'à trois fois ; si après la première ou seconde ils venaient à recouvrer leur liberté, ce n'était donc qu'à la troisième fois que les fils redevenaient libres, qu'ils pouvaient entièrement se soustraire à l'autorité paternelle. Sur cette maxime de droit étaient fondées la formalité particu-

De même les lois des douze tables n'avaient fixé de réparation que pour les cas de vol; et il n'y était point fait mention de ceux où les biens se trouvaient enlevés de force (action qu'on ne regardait pas à Rome d'aussi mauvais œil que le vol, qui était considéré comme un crime particulier aux esclaves). A la suite du temps le préteur accorda indemnisation à ceux à qui il arriverait d'être privés de leurs biens par violence, et les autorisa à exiger quatre fois la valeur de la perte, de ceux qui avaient commis le fait malicieusement. *Si cui dolo malo bona rapta esse dicentur, ei in quadruplum JUDICIUM DABO.*

De plus, ni la loi des douze tables, ni celles qui se firent ensuite dans les assemblées du peuple, n'avaient pourvu qu'à très-peu de cas de fraude. En ceci de même le préteur intervint comme juge d'équité, quoique cela n'arriva que du temps de

lière et la méthode d'émanciper les fils. On apportait d'abord des balances et quelque monnaie de cuivre; sans ces formalités, tout aurait été nul; et ensuite le père faisait une vente en due forme de son fils à la personne nommée pour l'acheter, qui devait aussitôt l'affranchir: ces cérémonies se répétaient trois fois. Ces témoins devaient être présents, outre un homme pour tenir les balances (*libripens*), et un autre (*antestatus*) pour rappeler aux témoins, dans l'occasion, l'importance de l'affaire qu'ils avaient devant les yeux.



Cicéron , et promet dédommagement aux personnes lésées , dans les cas où les lois présentes n'en accordaient aucune. *Quæ dolo malo facta esse dicentur , si de his rebus alia actio non erit , et causa justa esse videbitur , JUDICIUM DABO.* (1). Par de semblables édits , les préteurs accordèrent avec le temps des indemnisations aux femmes mariées dans de certains cas , et aussi aux mineurs (*minoribus viginti-quinque annis succurrit prætor , etc.* (2).

(1) En même temps que le préteur proposait un nouvel édit , il faisait aussi connaître les formules particulières qu'on devait employer pour qu'il le mît ensuite en exécution. Le préteur , qui le premier donna l'édit ci-dessus , se nommait *Aquilius* , comme le rapporte Cicéron dans cette élégante histoire bien connue des savans , et dans laquelle il rapporte l'espèce de fraude dont on accusa faussement *Canus* , chevalier romain , quand il acheta une maison de plaisance et des jardins près de Syracuse , en Sicile. Cicéron finit ce récit par observer que *Canus* fut laissé sans recours , « vu » qu'*Aquilius* , son collègue et son ami , n'avait pas encore » publié ses formules sur la fraude. » *Quid enim faceret ? nondum Aquilius , collega et familiaris meus , protulerat de dolo malo formulas.* Off. III. 14.

(2) La collection ou le système de lois qui s'était formé d'une suite d'édits publiés en divers temps par les préteurs , fut appelé *jus prætorium* , et aussi *jus honorarium* (qui ne liait pas étroitement). Les lois des douze tables , de même que celles qui avaient de temps en temps reçu leur sanction

Les cours d'équité établies en Angleterre ont pareillement pourvu à un très-grand nombre de cas, ou espèces de demandes, auxquelles les tribunaux ordinaires, gênés par leurs cérémonies et leurs dogmes particuliers sur le droit, ne sauraient acquiescer. Ainsi elles peuvent, en certains cas, accorder des actions pour et contre des enfans, nonobstant leur minorité; et pour et contre des femmes mariées, malgré la protection de leurs maris. Celles-ci peuvent même, en certains cas, intenter procès à leur époux devant une cour d'équité. Les exécuteurs testamentaires peuvent être obligés à payer intérêt de l'argent qu'ils ont long-temps entre les mains. Les cours d'équité peuvent nommer une commission pour entendre

dans l'assemblée du peuple, s'appelaient par excellence, *jus civile*. La distinction était précisément la même que celle qui a lieu en Angleterre, entre les lois ordinaires et statuées, et le droit ou la pratique des cours d'équité. Les deux branches de la charge judiciaire du préteur étaient très-distinctes, et il y avait, de plus, cette différence très-sensible entre ses décisions, comme juge de droit civil, ou comme juge d'équité: c'est que les premières étant fondées sur le *jus civile*, étaient perpétuelles; au lieu que les dernières devaient être proposées dans le courant de l'année, et étaient conséquemment appelées *actiones annuæ*, ou *actiones prætoricæ*; comme les précédentes s'appelaient, *actiones civiles*, ou *actiones perpetuæ*.

les rapports de témoins absens. Quand d'autres preuves manquent, elles peuvent exiger le serment de l'une ou l'autre des parties, ou en pareil cas forcer un marchand à produire ses livres. Elles peuvent aussi confirmer un titre d'une terre, quoique les écrits en fussent perdus, etc.

Le pouvoir des cours d'équité, en Angleterre, dont la cour de chancellerie est la principale, doit sans doute son origine au droit qu'avait déjà celle-ci de créer et d'octroyer des writs. Quand il se présentait de nouveaux cas épineux, pour lesquels il fallait une nouvelle espèce de writ, les juges de chancellerie trouvant nécessaire que la justice eût son cours; en même temps ne voulant pas pourvoir généralement et à perpétuité aux cas qui leur étaient présentés, en créant de nouveaux writs; les juges, dis-je, ordonnaient aux deux parties de se présenter devant eux, afin de se procurer une information aussi complète que possible, quant aux circonstances du cas; et puis rendaient jugement là-dessus par forme d'essai.

C'est sans doute à une telle origine et à de telles circonstances, que les cours d'équité en Angleterre, doivent leur présente institution. Vu la précision des idées que l'on se forme aujourd'hui du pouvoir des magistrats et des juges, on peut à peine se figurer que cette espèce de tribunaux, quelque utiles qu'ils soient, puissent être autorisés.

En effet, dans les temps même de leur établissement, leurs procédures n'étaient pas exemptes d'opposition; et dans la suite, même encore sous le règne d'Elisabeth, il fut décidé dans l'affaire de *Colleston et Gardner*, que tuer un *Séquestre* de la cour de chancellerie, dans l'exercice de son emploi, n'était pas un assassinat; lequel jugement ne pouvait être fondé que sur ce que la commission du séquestre, et conséquemment le pouvoir de ceux qui le faisaient agir, n'étaient pas légitimes (1). Cependant l'autorité de ces tribunaux s'est fixée avec le temps; une des branches qui constituent le corps des lois reçoit même à présent des appels des sentences qui y sont prononcées; et je ne doute pas qu'on ne pût produire plusieurs actes de la législation entière, dans lesquels leur légitimité est généralement reconnue.

Voici quelle est l'espèce de marche qui, avec le temps, s'est introduite en chancellerie, quant aux procédures. Après que cette cour a reçu une requête, on envoie un writ de *sub poena* à la

(1) Lorsque le chevalier Edouard Coke était président du banc du roi, et milord Ellesmere, grand chancelier, sous le règne de Jacques I<sup>er</sup>, une dispute très-vive s'éleva entre les cours ordinaires et celles d'équité, dont il est fait mention au chapitre IV du troisième livre des Commentaires du juge Blackstone; ouvrage dans lequel le sujet des cours d'équité aurait pu être plus étendu.

personne en délit , pour lui commander de paraître. Si elle ne le fait pas , on ordonne une saisie contre elle ; et si on répond un *non inventus* , c'est-à-dire , si elle ne se trouve pas , on la proclame ; puis on nomme une commission pour l'appréhender comme rebelle ; et la commettre dans la prison de la *Fleet*. Si l'accusé continue à ne tenir aucun compte de ces divers ordres , on dépêche un huissier pour le saisir ; et si cela ne se peut , on permet un séquestre de ses biens de terre jusqu'à comparution. Tel est le pouvoir que la cour de chancellerie , comme tribunal d'équité , a insensiblement acquis , pour forcer à comparution devant elle. Quant à l'exécution de ses décrets , il paraît qu'elle n'y a pas eu autant de succès ; du moins les auteurs qui ont écrit sur le droit , et dont j'ai eu occasion de voir les ouvrages , tiennent pour maxime , que la cour de chancellerie ne saurait porter atteinte aux biens , mais seulement à la personne ; et conséquemment celui qui refuse de se soumettre à ses ordres , doit seulement être commis à la prison de la *Fleet* (1).

(1) La cour de chancellerie fut apparemment la première des deux cours d'équité qui ait été établie : comme c'était le tribunal suprême du royaume , il était le mieux en état de former l'établissement d'un office ou pouvoir , qui d'abord devait naturellement donner lieu à plusieurs objections. La cour de l'échiquier , comme on peut le supposer ,

A cette occasion j'observerai que l'autorité du grand-chancelier, en Angleterre, comme juge d'équité, est plus étroitement limitée que celle que les préteurs de Rome avaient pu prendre. Ceux-ci réunissaient en eux-mêmes le double emploi de décider sur les causes suivant le droit civil (*jus civile*) et suivant le droit prétorien, ou loi d'équité; il n'y avait pas non plus d'autre tribunal qui pût les contrôler : d'où il arrivait que leurs décisions dans le cours de l'équité étaient fort arbitraires. D'abord ils n'avaient pas accoutumé de se faire une règle invariable d'adhérer à la teneur de leurs propres édits, pendant l'année entière de leur charge; et ils s'arrogeaient le pouvoir de les changer comme ils le jugeaient à propos. Pour remédier à un si grand défaut dans l'administration de la justice, il se fit une loi seulement l'an de Rome 687 (peu de temps avant Cicéron), qui fut appelée *lex Cornelia*, du nom de C. Cornelius, tribun du peuple, qui la proposa sous le consulat de C. Piso, et Man. Glabrio. Par cette loi il était ordonné

suivit seulement l'exemple de la cour de chancellerie; et, pour d'autant mieux assurer le nouveau pouvoir qu'elle s'arrogeait, elle trouva même nécessaire de se servir de toute la force dont elle était capable; ainsi tant le trésorier que le chancelier de l'échiquier siègent (ou sont supposés siéger) dans ce tribunal, quand il s'assemble comme cour d'équité.

qu'à l'avenir les préteurs devraient constamment rendre leurs sentences suivant les propres édits, sans y rien changer durant toute l'année de leur préfecture. Quelques jurisconsultes modernes produisent un certain *senatus-consulte* pour le même effet, qu'ils disent être émané cent ans auparavant, tandis que d'autres doutent de son authenticité : cependant, en le supposant vrai, la sanction de la loi ci-dessus montre qu'on n'y avait pas fait toute l'attention qu'on aurait dû.

Quoiqu'on eût mis un frein au pouvoir arbitraire des préteurs, dont nous avons parlé ci-devant, ils retenaient encore un autre privilège également nuisible ; qui était que chaque nouveau magistrat, en entrant en charge, était libre de n'adopter que ce qu'il lui plaisait des édits de ses prédécesseurs, et de rejeter le reste : d'où il s'ensuivait que les lois ou édits prétoriens, quoique calculés pour un si grand nombre de cas importants, n'étaient réellement en force qu'une seule année, temps que durait l'emploi de préteur (1). Il

(1) Ces édits, de leurs prédécesseurs en charge, que les préteurs trouvaient à propos d'adopter, s'appelaient *edicta tralatitia* ; ceux qu'ils publiaient eux-mêmes (avec les changemens qu'ils avaient fait dans les précédens) s'appelaient *edicta nova*. A cause du pouvoir ci-dessus mentionné qu'exerçait chaque nouveau préteur à son tour, leurs édits

ne se fit même aucun règlement pour remplir ce grand vide dans la jurisprudence romaine, avant le temps de l'empereur Adrien; ce qui est une autre preuve remarquable de l'extrême lenteur avec laquelle se font les réglemens utiles qui concernent le bien général de chaque nation. Sous le règne de l'empereur dont je parle, on fit, par son ordre, la collection des plus utiles édits des anciens préteurs, ou plutôt on en composa un seul édit général, qui devait ensuite servir de règle à tous les juges civils dans leurs décisions, et fut à cause de cela appelé édit perpétuel (*perpetuum edictum*). Cet édit, quoiqu'il n'existe plus, devint bientôt fameux; tous les jurisconsultes de ce temps-là le commentèrent à l'envi; et l'empereur même pensa que c'était une action si glorieuse pour son règne, d'avoir opéré un si grand ouvrage, qu'il se regarda comme un second Numa (1).

étaient quelquefois distingués du nom de *leges annuæ*, lois annuelles. (Voy. *Orat. in Ver.* l. 42.

(1) Il se fit encore plusieurs autres grandes collections de lois, après l'édit perpétuel dont on a parlé; y ayant eu une espèce d'émulation entre les empereurs Romains, quant à l'accroissement du droit. . . . Enfin, sous le règne de Justinien, on publia ce fameux recueil, appelé le *Code Justinien*, qui, sous différens titres, comprend les lois romaines, les édits des préteurs, et les *rescripts* des empereurs; et le tout reçut une égale sanction. C'était-là un



Mais, en Angleterre, les cours d'équité, notwithstanding la juridiction étendue qu'elles se sont arrogées avec le temps, n'ont jamais empiété sur celles des tribunaux. Car ceux-ci continuent d'exister sur le même pied qu'autrefois, et ont été un frein permanent aux innovations et en général aux procédés de celles-là. Et ici on peut remarquer les moyens aussi extraordinaires qu'efficaces, mis en usage de part et d'autre par les tribunaux des deux espèces, pour balancer leur autorité réciproque. Par son privilège exclusif de créer et d'envoyer des writs, la cour de chancellerie a pu empêcher les tribunaux ordinaires de s'arroger la connaissance des nouveaux cas auxquels il n'y avait pas encore pourvu par aucune loi en force, et réunir ainsi en eux-mêmes le pouvoir de juges d'équité et celui de juges de droit commun; accident qu'on avait sujet de craindre. D'un autre côté, les tribunaux ordinaires ont seuls le droit d'infliger châtiment (ou accorder indemnisation), dans les cas de violence où les délibérations des cours

événement à peu près semblable à celui qui aura lieu en Angleterre, si jamais il se fait une coalition entre les cours ordinaires et celles d'équité; dès lors les deux espèces de tribunaux seront également obligés de calquer leurs décisions sur la masse entière des cas précédens qui auront été jugés, du moins de ceux qu'il sera possible de compiler et de former en un seul corps de lois.

d'équité trouveraient de l'obstacle ; et par ce moyen ont été en état de mettre un frein aux entreprises de celles-ci, et empêcher qu'elles ne s'érigeassent en tribunaux de droit commun et d'équité ; réunion également dangereuse.

De l'état des cours d'équité en Angleterre , en égard aux tribunaux ordinaires , il en est résulté qu'elles ont été réellement maintenues dans des bornes qu'on peut appeler exactes, si on considère la nature de leurs fonctions. D'abord, elles ne peuvent ni toucher aux actes de parlement, ni à la pratique établie des autres tribunaux, encore moins annuler les jugemens déjà rendus dans ces derniers ; comme les préteurs romains avaient quelquefois coutume de faire, quant aux décisions de leurs prédécesseurs, et quelquefois même quant aux leurs propres. Les cours d'équité ne peuvent pas même connaître des cas où il est possible que les autres tribunaux portent remède. Même les cours ordinaires ont défendu si vaillamment les frontières de leur pouvoir, qu'elles ont empêché celles d'équité de se servir de la méthode de nommer des jurés ; tellement que lorsque dans une cause déjà commencée, dont le tribunal de la chancellerie doit connaître, les parties viennent à s'en rapporter à la justice sur quelque fait particulier ( de la vérité ou fausseté duquel une assemblée de jurés doit décider ) ; dans ce cas, dis-je,

la cour de chancellerie est obligée de renvoyer la cause à celle du banc du roi , pour y être jugée en dernier ressort (1). Enfin l'exemple de la régularité des démarches usitées dans les tribunaux ordinaires, s'est communiqué aux cours d'équité ; et on conserve soigneusement des registres des plaidoyers, délibérations et actes de ces tribunaux-ci, pour servir de règles à l'avenir dans leurs jugemens (2).

C'est pourquoi l'on découvre que , bien loin qu'un juge d'équité puisse *adoucir et modérer* ( c'est-à-dire changer ) le droit écrit ou les statuts , il ne peut pas même apporter d'altération aux lois non écrites, c'est à dire , la pratique établie dans les autres tribunaux , non plus qu'aux jugemens qui y sont fondés , ni même s'immiscer dans les cas auxquels les lois écrites ou non écrites ont déjà pourvu en général , et dont il est possible que les cours ordinaires prennent connaissance.

De toutes les observations ci-dessus, il s'ensuit

(1) Voy. Cunningham et Jacob, *Dictionnaire de droit, passim*.

(2) Le maître des archives est le dépositaire de ces registres, comme le titre de son emploi le désigne. Sa charge dans la cour de chancellerie est de grande importance , vu qu'il peut ouïr et terminer les causes en l'absence du grand chancelier.

que , quant aux cours d'équité, telles qu'elles sont établies aujourd'hui en Angleterre, on en peut donner la définition suivante , savoir : qu'elles sont une espèce de législation *inférieure et expérimentale*, continuellement occupée à découvrir et à pourvoir aux réparations par voie de droit, dans les cas auxquels, ni les tribunaux ordinaires, ni le corps entier des jurisconsultes n'ont encore trouvé à propos ou praticable de fixer aucune loi; et ce faisant, elles doivent s'abstenir de s'immiscer dans les cas auxquels elles trouvent qu'on a déjà pourvu en général. Un juge d'équité doit aussi adhérer dans ses décisions au système des sentences déjà prononcées dans son tribunal, et dont on conserve à cet effet scrupuleusement les registres.

De cette dernière circonstance il s'ensuit encore, qu'un juge d'équité, par l'usage même qu'il fait de son pouvoir, en diminue continuellement la partie arbitraire; vu que chaque nouveau cas qu'il décide, et chaque proposition qu'il fait, devient une borne qu'on a droit d'attendre que lui et ses successeurs en charge ne franchiront pas.

Pour conclure, on peut encore ajouter ici, que les appels des sentences passées dans les cours d'équité sont portés à la chambre des pairs : cette seule circonstance peut faire voir qu'un juge d'é-

quité est assujetti à de certaines règles fixes , outre celles de la *simple nature et de la pure conscience* ; un appel étant naturellement fondé sur la supposition que quelques règles de cette espèce ont été négligées.

Cette discussion sur le droit d'Angleterre s'est trouvée beaucoup plus longue que je ne me l'étais proposé d'abord ; elle a même , à ce que je m'aperçois , grossi cet ouvrage de deux nouveaux chapitres. Cependant , j'avoue que j'ai été d'autant plus tenté de traiter un peu au long le sujet des cours d'équité , que j'ai découvert le défaut ( qu'on peut appeler constitutionnel ) concernant le pouvoir arbitraire de cette espèce de tribunaux , qui s'est appuyée de l'autorité apparente des gens de robe et d'habiles praticiens , et que je n'ai trouvé dans aucun livre qu'on eût essayé ouvertement de le réfuter , ni même de définir la nature et le vrai but des cours d'équité.

---

CHAPITRE XI.*Justice criminelle.*

---

JE me propose de parler actuellement d'une chose qui, quoiqu'elle ne fasse pas en Angleterre, et même ne doive faire nulle part partie des pouvoirs constitutionnels, c'est-à-dire, des prérogatives au moyen desquelles les puissances de l'état se balancent mutuellement, d'un autre côté, intéresse essentiellement la sûreté particulière, et, par contre-coup la Constitution elle-même; c'est la justice criminelle que je veux dire. Mais avant que d'exposer quelles sont à cet égard les lois d'Angleterre, il est certaines choses que je prie qu'on observe.

Lorsqu'une nation confie à un certain nombre de personnes, ou à une seule, le dépôt de la force publique, elle se propose deux choses: l'une, de résister plus sûrement aux agressions du dehors; l'autre, de maintenir au-dedans la tranquillité.

Pour parvenir au premier but, chacun sacrifie,

jusqu'à un certain point, de sa propriété, quelquefois même de sa liberté; mais, quoique le pouvoir de ceux qui se trouvent les chefs de l'état, puisse être par-là très-considérable, cependant on ne peut pas dire que la liberté publique soit, après tout, dans un grand danger; parce que, dans le cas où le prince tournerait contre la nation une force qu'il ne doit employer que pour elle, cette nation, si elle était véritablement libre, par où j'entends si elle n'avait point de préjugés politiques, saurait très-bien les moyens de pourvoir à sa sûreté.

Par rapport au second but, c'est-à-dire, à la tranquillité intérieure, indépendamment de nouveaux sacrifices de sa liberté, chacun doit encore, ce qui est bien plus délicat, faire celui d'une partie de sa sûreté personnelle.

La puissance législative, placée par la nature des choses humaines dans l'alternative, ou d'exposer les particuliers à des dangers qu'elle peut extrêmement diminuer, ou de livrer l'état aux maux qui sont sans limites, de la violence et de l'anarchie, se voit forcée de rendre chacun de ses membres accessible aux atteintes de la force publique; et, en leur retirant le bénéfice du pacte social, de les laisser à leur faiblesse individuelle vis-à-vis de la puissance, relativement immense, des exécuteurs des lois.

Il y a plus : au lieu que cette puissance devait , dans le premier cas , éprouver une si grande réaction , ici elle ne doit en rencontrer aucune ; et la loi est obligée d'aller jusqu'à interdire la tentative même de la résistance. C'est donc à régler un pouvoir si dangereux , et à faire en sorte qu'il ne soit employé qu'à son but , c'est-à-dire , véritablement et uniquement au maintien de l'ordre , que la législation doit se surpasser elle-même.

Mais il y a ceci de très-important à observer : c'est que , plus la nation s'est réservé de pouvoirs , plus elle a mis , par conséquent , de bornes à celui des exécuteurs des lois ; plus aussi les précautions doivent être ingénieusement recherchées.

Dans un état où , par une suite d'événemens , on en est venu au point que la volonté du prince tient lieu de loi , il étend à volonté , et sans résistance , une oppression générale ; les plaintes mêmes sont étouffées , et chaque objet particulier , indiscernable à ses yeux , trouve une sorte de sûreté dans son néant. Par rapport au petit nombre de ceux qui l'approchent , comme ils sont , d'un autre côté , les instrumens de sa grandeur , ils ne peuvent avoir que des caprices à redouter ; danger contre lequel , s'il règne une certaine douceur dans les mœurs , ils sont jusqu'à un certain point rassurés.

Mais dans un état où les exécuteurs des lois trouvent à chaque pas des obstacles , leurs passions ,



même les plus fortes , sont continuellement mises en jeu ; et cette portion de la force publique qui est entre leurs mains l'instrument qui doit assurer à l'état la tranquillité , devient facilement une arme très-dangereuse.

Et pour ne prendre d'abord que le cas le plus favorable , supposons celui d'un prince qui a en tout les intentions les plus droites ; supposons encore qu'il ne prête jamais l'oreille aux suggestions de ceux qui ont intérêt de le tromper : mais il sera sujet à erreur ; et cette erreur , qui , je le veux encore , ne viendra que de son attachement au bien public , pourra néanmoins le conduire à agir comme s'il avait des vues toutes opposées.

Dans les occasions qui se présenteront , et il s'en présentera souvent , de faire le bien de l'état en passant par-dessus les règles , rassuré d'un côté par la droiture de ses intentions , et de l'autre , n'étant pas naturel qu'il emploie beaucoup de sagacité à découvrir les conséquences fâcheuses d'actes dans lesquels sa vertu même fait qu'il se complait , il ne verra point que , pour obtenir un avantage présent , il donne atteinte aux lois , qui sont la sûreté de la nation , et que ces actes , si louables quand on regarde à leur principe , ouvrent la brèche par laquelle doit un jour entrer la tyrannie.

Bien plus ; il ne comprendra pas même les plaintes qu'on pourra lui faire : insister dessus lui

paraîtra la chose la plus injurieuse : l'amour propre, peut-être sans qu'il s'en doute, viendra se mettre de la partie ; il poursuivra avec chaleur ce qu'il a commencé de sang-froid : et si les lois n'y ont pas pourvu, il pourra être dans la bonne-foi, et traiter comme ennemis de l'état des hommes dont tout le crime sera, ou d'avoir plus de lumière que lui, ou d'avoir été dans une meilleure position pour juger de l'effet des choses.

Mais c'est faire beaucoup d'honneur à la nature humaine, de supposer que ce cas d'un prince qui n'a jamais l'intention d'augmenter sa puissance, soit un cas bien ordinaire. L'expérience atteste, au contraire, que les caractères les plus heureux ne résistent pas à la tentation du pouvoir : il n'a de charmes qu'autant qu'il met en état d'aller plus loin : et l'autorité, détestant jusqu'à l'idée de liens, ne cesse de s'agiter qu'elle ne s'en soit enfin affranchie.

Renverser ouvertement toutes les limites, et se porter tout à coup pour maître absolu, sont des choses que nous avons dit être impraticables ; mais d'un autre côté, ces pouvoirs de la nation, qui bornent celui du prince, ne peuvent avoir d'effet qu'autant qu'ils sont mis en jeu par des particuliers : tantôt c'est un citoyen qui, par la publicité et la force de ses plaintes, ouvre les yeux de la nation ; tantôt c'est un membre actuel du corps

législatif qui propose une loi pour remédier à un abus de l'autorité ; ce sera donc contre ces particuliers que le prince va porter tous ses efforts (1).

Il le sera même d'autant plus sûrement que, suivant l'erreur ordinaire à ceux qui gouvernent, il croira que l'opposition qu'il éprouve, quoique générale, ne tient qu'à une ou deux têtes : et au milieu des calculs qu'il fera, d'un côté, de la petitesse de l'obstacle qui se présente à surmonter, et de l'autre, de l'avantage décisif de l'unique coup qu'il croit avoir à frapper, il sera excité par le désespoir de l'ambition, qui se voit sur le point d'échouer, et par la plus violente de toutes les haines, je veux dire celle qu'a précédé le mépris.

Dans la supposition que je fais toujours d'une nation parfaitement libre, des procédés militaires ne sont pas des choses auxquelles le prince puisse seulement penser : une telle violation du pacte social, jointe à l'horreur du moyen, le mettrait à coup sûr en danger. Mais d'un autre côté, comme il a juré de réussir, à défaut d'autres ressources, il jettera toute son activité du côté des moyens que la loi lui a laissé de déployer la force publique : et si elle n'a pas pourvu, pour ainsi dire, à tout, il

(1) Par *le prince*, j'entends tous ceux qui, avec quelque titre, et dans quelque Gouvernement que ce soit, sont à la tête des affaires.

fera servir le peu de précautions qu'elle aura prises, à couvrir ses injustices : il se portera avec force vers son but particulier, en parlant sans cesse du bien général ; et il détruira les défenseurs de la loi, à l'abri des formes qu'elle présente (1).

Il y a plus : indépendamment des maux présents qu'il pourra faire, si la législation ne s'interpose pas à temps, les coups frapperont sur la Constitution elle-même ; et la consternation venant à être générale, chacun se trouvera enchaîné dans un état qui aura toutes les apparences d'être libre.

Non-seulement la sûreté du citoyen, mais celle de l'état lui-même, exigent donc les plus grandes précautions dans l'établissement de la puissance nécessaire, mais si redoutable, d'infliger des peines. La première à prendre, celle même sans laquelle il est impossible d'en prévenir les dangers, c'est qu'elle ne soit jamais laissée à sa disposition, ni même à l'influence de celui qui est le dépositaire de la force publique.

Une autre précaution indispensable, c'est que cette puissance ne soit pas placée non plus dans le

(1) S'il était quelqu'un qui m'accusât de calomnier la nature humaine, ce n'est qu'elle que j'accuse ici, je le prierais de jeter les yeux sur l'histoire de Louis XI, de Richelieu, et surtout sur celle d'Angleterre avant la révolution : il y verrait l'ambition redoubler de ruse et d'activité, à mesure qu'elle perdait les moyens de se satisfaire.

corps-législatif; et cette précaution, si nécessaire dans tout état, l'est bien davantage lorsqu'il n'y a qu'une petite partie de la nation qui ait une part actuelle au pouvoir législatif.

Si le pouvoir judiciaire était entre les mains de la partie législative du peuple, non-seulement il y aurait l'inconvénient si grand d'être indépendant; mais il produirait, de plus, le mal extrême d'ôter ce qui identifie cette partie avec le tout, c'est-à-dire, une sujétion commune aux mêmes règles. Le corps-législatif qui ne pourrait, sans se perdre lui-même, établir ouvertement, et par ses lois, des exceptions en faveur de ses membres, les introduirait par ses jugemens; et le peuple se donnerait des maîtres en se nommant des représentans.

Le pouvoir judiciaire doit donc absolument résider dans un corps subordonné et soumis; non dans ses actes particuliers, à l'égard desquels il doit être comme un sanctuaire, mais par rapport à ses principes et à ses formes, que c'est à la puissance législative à lui prescrire. Comment ce corps sera-t-il composé? c'est à l'égard de quoi il faut encore de nouvelles précautions.

Dans un état où le prince est le maître absolu, de grands corps de judicature sont très-convenables, parce qu'ils ressentent jusqu'à un certain point l'acceptation des personnes, qui est la suite inévitable de cette sorte de gouvernement. D'ail-

leurs, ces corps, quelles que soient leurs prérogatives, étant au fond dans l'état de la plus grande faiblesse, n'ont que leur intégrité et leur constance à observer certaines règles et formes, pour s'attirer le respect des peuples ; et par-là ils en imposent au prince lui-même, et lui ôtent la pensée d'en faire les instrumens de ses fantaisies (1).

Mais dans une monarchie véritablement limitée,

(1) On a vu ici les parlemens français, et notamment celui de Paris, qui, à la tête de tous les autres, forme un corps si considérable, qu'on l'a vu citer pour se rendre comme un quatrième ordre aux états-généraux du royaume. Ce corps, dont le poids est augmenté par la circonstance que ses membres tiennent leurs places à vie, a eu constamment l'avantage, dont nous avons parlé, d'en imposer, et d'être au-dessus de toute crainte et acception de personnes pour l'administration de la justice, tant criminelle que civile ; aussi la cour l'a-t-elle trouvé si difficile à ménager, que les ministres ont quelquefois dû nommer des juges particuliers, ou *commissaires*, pour faire le procès à ceux qu'ils voulaient perdre.

Mais cet avantage n'est que local, et relatif seulement au gouvernement français, qui est une monarchie absolue, avec des restes considérables d'aristocratie. Dans un état libre, un corps aussi puissant, revêtu du pouvoir de décider de la vie, de l'honneur et de la propriété des citoyens, serait fort dangereux, comme on va voir ; et il le serait, surtout, si de tels juges avaient, dans l'état britannique, le pouvoir qu'ils ont dans tous les autres états du monde, de décider en matière de droit comme en matière de fait.

c'est-à-dire dans celle où le prince, par le droit et par le fait, naît soumis aux lois, ces grands corps de judicature se trouveraient contraires au principe de la Constitution, qui ne veut pas qu'il existe quelque part plus de puissance qu'il n'en faut pour le but qu'on se propose; outre qu'un tel surcroît, dans les vicissitudes de la fluctuation inévitable dans un tel état, pourrait devenir très-dangereux.

De plus, ce que ces corps ont nécessairement d'imposant, avantage décisif lorsqu'il s'agit de suppléer à la faiblesse des lois, se trouvant inutile dans un état où elles ont pour elles toute la force de la nation, aurait encore l'inconvénient d'y faire craindre autre chose que ce qu'il faut précisément que l'on y craigne.

Ces grands tribunaux, je veux le supposer, conserveraient, dans la variété des événemens, toute l'intégrité qui les distingue dans des états d'une constitution différente: ils ne s'informeront jamais du crédit, bien moins encore des sentimens politiques de ceux sur le sort desquels ils sont appelés à décider. Mais ces avantages n'étant point fondés sur la nature des choses, et leur puissance paraissant les dispenser de tant de vertu, on verrait peut-être s'établir l'opinion dangereuse, que se conformer aux lois n'est pas la seule chose que requière la prudence: le citoyen appelé, dans la sphère où la fortune l'a placé, à défendre ses droits

et ceux de la nation, redouterait les conséquences d'une conduite même légitime; et quoique rassuré par la loi, il pourrait être consterné lorsqu'il en envisagerait les ministres.

Dans l'assemblée de ceux qui sont appelés à être ses juges, le citoyen ne verrait peut-être pas d'ennemis; mais il ne verrait pas d'hommes, non plus, qu'un rapport de circonstances pût conduire à s'intéresser à son sort: et leur rang, joint surtout à leur nombre, leur paraîtrait les soustraire à ce qui est le frein de l'injustice, là où la loi n'a pas pu en établir d'autres, je veux dire les reproches du public.

Et ses craintes seraient considérablement augmentées, si, par l'admission de la jurisprudence reçue dans certains états, il voyait ces tribunaux, déjà si redoutables, s'envelopper dans une sorte de mystère, et se rendre, pour ainsi dire, inaccessibles (1).

(1) Ceci regarde le secret de la procédure, qui s'observe par toute l'Europe dans l'administration de la justice criminelle, conformément aux règles du droit civil. Dès qu'un accusé est en prison, il est sequestré de tout le monde, jusqu'à ce qu'il ait subi tous ses interrogatoires. Un ou deux juges sont nommés pour l'interroger; et il se trouve seul devant eux dans quelque chambre de la prison. Les témoins sont ouïs à part; et il n'est admis à les voir que lorsqu'on a fini de recevoir leurs dépositions: alors on les



Il ne pourrait penser, sans effroi, à ces vastes prisons dans lesquelles il sera peut-être un jour renfermé, à ces procédures inconnues qu'il faudra qu'il subisse, à cette séparation totale de la société

confronte avec lui devant tous les juges, afin que les témoins puissent voir si le prisonnier est réellement l'homme contre qui ils ont déposé, et pour que le prisonnier, de son côté, puisse dire ce qu'il a à objecter contre eux : cela fait, on rejette le témoignage de ceux des témoins qui sont trouvés récusables : les dépositions des autres sont produites devant les juges, ainsi que les réponses du prisonnier, qui a été préalablement sommé de confirmer ces dépositions, ou de les déclarer fausses ; et on lui délivre une copie du tout, afin qu'il puisse préparer sa justification avec l'assistance d'un avocat, qu'on lui permet alors d'avoir. Les juges, comme nous l'avons déjà dit, ont la décision de ce qui est de droit et de fait, comme aussi de tous les incidens qui peuvent arriver dans le cours du procès, tels que l'admission de témoins pour être ouïs en faveur du prisonnier, etc.

Cette espèce de judicature criminelle peut avoir son utilité, en tant qu'il ne s'agit que de découvrir la vérité ; matière dont la discussion n'est pas de mon sujet : mais en même temps le prisonnier est tellement au pouvoir des juges, qui peuvent même le détenir presque autant que bon leur semble, en multipliant ou en différant ses interrogatoires, que partout où elle est adoptée, on redoute autant d'être accusé que d'être coupable, et que l'on y évite, tant qu'on peut, de se mêler des affaires publiques. Nous verrons d'abord combien la manière de procéder devant des jurés, qui est particulière à la nation anglaise, est admirablement adaptée à la nature d'un état libre.

des autres hommes , à ces longs et secrets interrogatoires où , livré absolument à lui-même , il n'aura qu'une défense passive à opposer aux questions variées d'hommes sur les intentions desquels il ne sera point suffisamment rassuré , et où son cœur , flétri dans la solitude , ne sera soutenu ni par les conseils de ses amis , ni par les regards de ceux qui feront des vœux pour sa délivrance.

La sûreté du citoyen , et l'opinion de cette sûreté étant donc presque également essentielles à la jouissance de la liberté , et nécessaires à son maintien , ces deux choses ne doivent , par conséquent , jamais être perdues de vue dans l'établissement du pouvoir judiciaire ; et je crois qu'on peut , à cet égard , poser les règles suivantes.

Premièrement , je rappellerai ce que j'ai déjà dit , que le pouvoir judiciaire ne doit jamais être placé dans un corps indépendant , beaucoup moins encore entre les mains de celui qui est déjà le dépositaire de la force publique.

J'ajouterai que l'accusé doit avoir tous les moyens possibles de défense. La procédure , sur toutes choses , doit être publique. Les tribunaux doivent être tels , et leurs formes telles , qu'ils inspirent le respect , et jamais la terreur. Et les cas doivent être si bien déterminés , et les bornes si bien posées , que ni le pouvoir exécutif , ni les juges eux-mêmes , ne puissent impunément les passer.

Enfin , puisque l'avantage de vivre en société doit absolument s'acheter , non-seulement par le sacrifice d'une partie de la liberté (sacrifice au reste qui , dans un état bien institué , ne coûte rien à l'homme sage ) , mais encore par le sacrifice alarmant d'une partie de la sûreté personnelle ; en un mot , puisque tout pouvoir judiciaire est un mal , quoique nécessaire , il ne faut rien négliger de ce qui peut en diminuer les dangers. Et comme cependant il est un terme où il faut que la prudence humaine s'arrête , comme il est un moment où le sacrifice de la sûreté du particulier doit enfin se faire , et où la loi doit l'abandonner au jugement de quelques personnes , c'est-à-dire , pour trancher le mot , à une décision jusqu'à un certain point arbitraire ; il faut qu'elle ait reculé , le plus qu'il a été possible , ce moment où l'arbitraire doit prendre place , et que , lorsque le citoyen sera appelé à voir son sort décidé par les lumières incertaines de la conscience de ses semblables , elle ait tellement arrangé les choses , qu'il y trouve toujours des avocats , et jamais des adversaires.

---

## CHAPITRE XII.

*Continuation du même sujet.*

APRÈS ces observations, que j'ai cru absolument nécessaires pour pouvoir faire connaître l'esprit de la jurisprudence criminelle qui a lieu en Angleterre, et ce qu'elle a d'avantageux, je vais en donner l'exposé.

Lorsqu'une personne est accusée de quelque crime, le magistrat, qu'on appelle en Angleterre *justice*, ou *juge de paix*, expédie un ordre (*Warrant*) (1) de la faire saisir; mais ce warrant ne peut être qu'un commandement de se faire amener l'accusé; il doit l'entendre, et prendre par écrit ses réponses, ainsi que les diverses informations. S'il résulte de cette enquête, ou que le crime dont on accuse n'a pas été commis, ou qu'il n'y a pas de raison de soupçonner l'accusé, il doit le libérer

(1) Le warrant doit spécifier le motif d'arrestation, sous peine de nullité. C.

sans restriction. Si l'enquête donne un résultat contraire, il doit exiger de l'accusé une caution de paraître pour répondre à l'accusation (1), ou dans les cas de crimes contre lesquels la loi prononce une peine capitale, l'envoyer réellement en prison, pour subir son interrogatoire et son jugement aux prochaines sessions (2).

Mais la précaution de faire examiner un accusé avant de permettre son emprisonnement, n'est pas la seule que la loi ait prise en sa faveur; elle a de plus établi que sa cause serait de nouveau discutée, avant de lui faire courir le hasard quelconque d'une procédure. A chaque session, le shériff nomme ce qu'on appelle la grande assemblée des jurés (*grand jury*). Cette assemblée doit être de plus de douze hommes, et de moins de vingt-quatre, et est toujours formée des personnes les plus qualifiées d'un comté : sa fonction est d'examiner les preuves qui ont été données de chaque accusation. S'il ne se

(1) On a le droit d'être mis en liberté, sous caution, lorsqu'un statut supérieur ne l'a pas défendu pour le cas dont il s'agit, ou lorsque le crime pour lequel le prévenu est arrêté est une trahison, un meurtre; lorsqu'il a cherché à s'échapper de prison; lorsqu'il a été mis hors la loi, ou s'il s'agit d'un incendie. C.

(2) Dans le cas de flagrant délit, le juge de paix doit de même faire subir un interrogatoire à la personne saisie, avant de l'envoyer en prison. C.

trouve pas douze personnes dans l'assemblée qui trouvent qu'une accusation soit fondée, l'accusé est incontinent libéré; si au contraire il y en a douze qui s'accordent à trouver les preuves suffisantes, l'accusé est dit être sous le jugement, et est retenu pour subir la suite de la procédure (1).

Lorsque le jour est venu où l'accusation doit se juger définitivement, le prévenu comparaît à la barre du tribunal. Le juge, après lui avoir lu le *bill* qui contient les motifs de sa détention, doit lui demander comment il veut être jugé; et il répond, *par Dieu et la loi de mon pays*: ce qui est une réclamation des moyens que la loi lui donne pour sa justification. Le shériff nomme alors ce qu'on appelle la petite assemblée des jurés (*petty jury*): cette assemblée doit être composée de douze hommes, choisis dans le comté où le crime a été commis, possesseurs d'un fonds de terre de dix livres sterlings de revenu; et c'est leur déclaration qui doit décider du mérite de l'accusation.

(1) On appelle *bill d'indictment*, l'acte par lequel le grand-juge déclare que l'accusation est fondée. Ce bill doit indiquer exactement le nom de baptême, le surnom, l'état, l'âge et la qualité du prévenu. Il doit énoncer clairement le jour et l'endroit où le crime a été commis; spécifier le délit avec précision, et, dans certains cas, pour désigner le crime, employer des expressions consacrées par la loi.

Il fallait donc absolument que l'accusé eût une grande influence sur le choix de ces hommes, dont son sort dépend : aussi la loi lui en a-t-elle accordé une très-considérable, par le grand nombre de récusations qu'elle lui accorde.

Ces récusations sont de deux sortes. La première, qui s'appelle récusation *to the array* (*in universum*), est pour rejeter l'assemblée entière : elle a lieu dans le cas où le shériff, qui l'aurait formée, ne pourrait être regardé comme personne indifférente ; par exemple : s'il était intéressé dans l'accusation, s'il était parent ou allié de l'accusateur, ou, en général, de la partie lésée. La seconde espèce de récusation, qui s'appelle récusation *tho the polls* (*in capita*), se propose contre les jurés pris séparément ; et le chevalier Coke la divise en quatre cas. Celle qu'il appelle *propter honoris respectum* a lieu lors d'une différence de condition ; ainsi le prévenu pourrait récuser un lord dont il verrait le nom sur la liste. Celle *propter delictum* a pour but d'éloigner un homme qui aurait été flétri par un jugement. Celle *propter defectum* se propose contre un juré (*juror*) qui serait étranger, ou qui n'aurait pas un fonds de terre de la valeur fixée par la loi. Celle *propter affectum* est pour écarter tout juré qui pourrait avoir quelque intérêt à la condamnation de l'accusé ; celui, par exemple, avec qui il serait en procès ;

celui qui serait parent, allié ou associé de l'accusateur, ou d'une même corporation, etc, (1).

Enfin, pour rassurer jusqu'à l'imagination de l'accusé, la loi lui accorde, sans préjudice aux diverses récusations ci-dessus, la récusation *péremptoire* (2); c'est-à-dire, sans alléguer de raison, de vingt jurés successivement (3).

Lorsqu'enfin l'assemblée des jurés est formée et qu'ils ont prêté le serment, le procès est dit être ouvert, et l'accusateur produit les preuves de son accusation. Mais à la différence des règles prescrites par le droit civil, les témoins déposent en présence de l'accusé : il peut leur proposer des questions, produire des témoins en sa faveur, et les faire déposer sous serment. Enfin il a un conseil qui l'aide, non-seulement dans la discussion du

(1) Lorsque l'accusé est étranger, la moitié des jurés doivent être aussi étrangers : c'est ce qu'on appelle *jury de medietate linguæ*.

(2) Lorsque ces diverses récusations épuisent le *panel* qui doit être de quarante-huit jurés, on en nomme d'autres, sur un writ du juge, qui porte *decem*, ou *octo tales*; et on les nomme les *tales*.

(3) Lorsqu'un prévenu a récusé plus de trente-cinq jurés, ou plus de vingt, en matière de félonie, la loi en tire la conséquence, qu'il cherche les moyens d'éviter l'examen de son accusation, et elle le regarde comme convaincu. C.



point de droit qui peut se trouver compliqué avec le fait, mais aussi dans l'éclaircissement du fait lui-même, et qui lui indique les questions à faire, ou même les fait pour lui (1).

Ce sont là les précautions que la loi a prises pour les cas d'accusations ordinaires; mais dans les cas d'accusations pour crime de *haute trahison*, et de *misprision de trahison*, c'est-à-dire, de conspiration contre la vie du roi ou contre l'état, et de non-révélation (2), accusations qui supposent un parti et des accusateurs puissans, la loi a donné à l'accusé de nouvelles ressources.

Premièrement, aucune accusation, à moins qu'il ne soit précisément question d'avoir attenté sur la vie du roi, ne peut être reçue après trois années écoulées depuis l'offense. 2°. L'accusé peut, indépendamment de ses divers droits de récusation, récuser *péremptoirement* jusqu'à trente-cinq jurés. 3°. Il peut choisir deux conseils, pour l'assister pendant tout le temps de la procédure. 4°. Pour empêcher que les témoins qu'il a à produire ne

(1) Cependant cette dernière circonstance n'est point établie par la loi, si ce n'est dans les cas de trahison; elle n'est admise que par la coutume et par l'indulgence des juges.

(2) La peine de non-révélation est la confiscation des biens, et l'emprisonnement pendant la vie.

soient écartés, les tribunaux doivent lui accorder, pour les obliger à paraître, tous les moyens de contrainte qui sont usités dans des cas pareils. 5°. On doit lui livrer, dix jours avant le jugement, en présence de deux témoins, et pour cinq shellings, une copie de la procédure, qui doit contenir tous les faits sur lesquels porte l'accusation, le nom, la demeure et la profession des jurés qui doivent composer l'assemblée, et même de tous les témoins que l'on se propose de produire contre lui (1).

Lorsque, soit dans les cas de haute trahison, soit dans celui des crimes ordinaires, l'accusateur et l'accusé ont allégué leurs raisons, et que les témoins ont répondu aux questions, soit des juges, soit des jurés, l'un des juges prend la parole et fait une récapitulation de tout ce qui s'est allégué d'essentiel. Il établit aux jurés ce qui constitue précisément l'état de la question, il leur donne son opinion, non sur le fait, mais sur le point de droit qui peut servir à les guider dans leur décision. Cela fait, les jurés se retirent dans une chambre voisine; ils doivent y rester jusqu'à ce qu'ils se soient accordés entre eux, sans boire ni manger et

(1) Stat. 7. de Guill. III, c. 3; et 7. Ann. c. 21. Ce dernier acte ne devait prendre force qu'après la mort du défunt prétendant.

sans feu, à moins que le juge ne le permette autrement. Leur déclaration (*vere dictum*) doit porter précisément que le prévenu est *coupable*, ou *non coupable* du fait dont on l'accuse. Enfin, la maxime fondamentale de ce genre de procédure est que les jurés, pour condamner, doivent être unanimes.

Et comme le principal but de l'institution de l'épreuve par des jurés, est de soustraire les accusés à la décision des personnes revêtues d'une autorité quelconque permanente (1); non-seulement l'opinion que le juge délivre n'a de poids qu'autant que les juges veulent lui en donner; mais, de plus, leur déclaration doit porter aussi sur le point de droit qui se trouve immédiatement joint au fait : c'est-à-dire, qu'ils doivent établir et l'existence d'un certain fait, et donner la raison qui le rend contraire à la loi (2).

(1) *Junius* dit fort bien, que « le but ou l'intention des lois n'est pas de se fier sur ce que les hommes voudront faire, mais de prendre des précautions contre ce qu'ils pourront faire. »

(2) A moins qu'ils n'aient mieux donné un *special verdict*, ou déclaration sous réserve. « Quand les jurés (dit *Coke*) doutent de la loi, et ont l'intention de faire ce qui est juste, ils prononcent sur le fait, en se servant de cette clause. *Et super totâ materia petunt discretionem Justitiariorum.* » *Inst. IV, p. 41.* Nous observons ici, que

Cela est même si fort requis, qu'un bill d'*indictment* ou d'accusation, doit absolument avoir ces deux choses pour objet. Ainsi un *indictment* pour trahison doit porter, que les faits en question ont été commis dans un esprit de trahison (*proditorie*). Un *indictment* pour meurtre doit porter, que le crime a été commis de *malice délibérée*. Un *indictment* pour vol doit porter, que la chose a été prise avec intention de voler (*animo furandi*) etc. (1).

Les jurés sont même si fort les maîtres de leur déclaration, la loi a tellement craint que les pré-

ces paroles de Coke ne laissent aucun doute sur le pouvoir qu'ont les jurés de décider aussi du point de droit joint au fait dans un procès : pouvoir que la Constitution rend nécessaire à tous égards, surtout puisqu'un prisonnier en Angleterre ne peut récuser le juge, comme on le peut en droit civil, et pour les mêmes raisons pour lesquelles il peut récuser un témoin.

(1) On a si fort pour maxime qu'une assemblée de jurés doit décider, et du fait, et du crime qui y est attaché, que si un recueil de suffrages n'avait pour objet que la simple réalité du fait à la charge de l'accusé, le juge ne pourrait à cause de cela infliger aucun châtiment. Ainsi, dans le cas de *Woodfal*, qui avait été accusé d'avoir imprimé la lettre de Junius au roi, les jurés prononcèrent, *coupable d'avoir imprimé et publié, seulement*; ce qui fit que le prisonnier fut absous.

cautions qu'elle pourrait prendre à leur égard, n'eussent, ainsi qu'il n'est que trop ordinaire, un effet contraire à celui qu'il eût été d'abord naturel d'espérer, et qu'un pouvoir établi, pour leur faire observer certaines règles, ne s'occupât bientôt à les en faire sortir; que c'est un principe établi qu'un juré, en délivrant son opinion, ne doit avoir d'autre règle que son opinion elle-même; c'est-à-dire, que la croyance qui résulte dans son esprit, des faits respectivement allégués, de leur crédibilité, de celle des témoins, et même de toutes les circonstances dont, en son particulier, il peut avoir connaissance. Voici comme s'exprime le *chef de justice* Hale, dans son *Histoire de la commune loi*, chap. XII. §. 11.

« Les jurés doivent peser la crédibilité des témoins, et la force et efficace de leurs dépositions; »  
« en quoi, comme je l'ai dit ci-devant, ils ne sont »  
« pas précisément obligés de suivre les règles de »  
« la loi civile, par exemple : d'avoir deux témoins »  
« pour prouver chaque fait, à moins que ce ne »  
« soit pour un cas de trahison; ni de rejeter un »  
« témoin parce qu'il est seul; ni de croire toujours »  
« deux témoins, si la probabilité du fait se trouve »  
« ensuite d'autres circonstances, leur être contraire. Car le jugement ne se rend pas simplement ici sur la déposition des témoins, mais »  
« aussi sur celle des jurés; vu qu'il est possible

» qu'ils aient, en leur particulier, connaissance de  
 » la fausseté d'une chose qu'un témoin a déposé  
 » être vraie, ou qu'un témoin est inadmissible et  
 » ne mérite aucune créance, quoique rien n'ait été  
 » objecté contre lui, et qu'ils donnent leur suffrage  
 » en conséquence (1) ».

Si la sentence porte *non coupable* (*not guilty*) le prévenu est libéré, et ne peut, sous aucun prétexte, être jugé de nouveau pour raison du même crime. Si au contraire elle porte *coupable* (*guilty*), alors, mais seulement alors, les juges entrent en fonction, et prononcent la peine que la loi décerne (2). Mais

(1) Les mêmes principes et les mêmes formes s'observent dans les causes en matière civile. La seule différence est, que la *récusation péremptoire* n'est pas alors admise.

(2) Lorsque l'accusé est un des lords temporels, il jouit aussi du droit universel d'être jugé par ses pairs; mais la procédure diffère alors à quelques égards. Premièrement, quant au nombre des jurés : tous les pairs, lesquels en font alors la fonction, doivent être cités au moins vingt jours à l'avance. Secondement, lorsque la procédure a lieu pendant la session, il est dit être dans la *haute cour de parlement*; et les pairs réunissent alors la fonction de jurés et celle de juges : si le parlement n'était pas siégeant, la procédure serait dite être dans la cour du *haut intendant d'Angleterre*; ce qui est un office qui ne se renouvelle que dans cette occasion; et c'est alors ce haut intendant qui fait la fonction de juge. Troisièmement, l'unanimité n'est pas requise; et c'est le plus grand nombre, consistant en douze personnes, au moins, qui décide.

dans cette fonction encore ils ne sont point laissés à eux-mêmes : ils doivent absolument s'en tenir à la lettre ; aucune interprétation vague ne peut avoir lieu ; et quelque criminel que fût un fait, il resterait impuni, s'il se trouvait n'entrer expressément dans aucun des cas sur lesquels la loi prononce. Le nial de l'impunité d'un crime, c'est-à-dire, un mal dont une loi nouvelle peut tout de suite prévenir les conséquences, n'a pas paru, dans la législation anglaise, pouvoir entrer en comparaison avec le danger de violation d'une barrière si importante à la sûreté de l'individu (1).

A toutes ces précautions, prises par la loi pour la sûreté du sujet, il faut ajouter une circonstance, qui seule justifierait la partialité avec laquelle les jurisconsultes anglais donnent à leurs lois la préférence sur le droit civil : c'est que ces lois rejet-

(1) Je donnerai un exemple du scrupule des juges anglais à cet égard. Sir *Henri Ferrers* ayant été arrêté en conséquence d'un *warrant* qui le nommait *chevalier*, au lieu qu'il était *baronnet*, son valet *Nightingale*, prenant sa défense, tua l'officier. On déclara que, « vu le défaut du » *warrant*, le meurtre de l'officier qui voulait exécuter le » *warrant*, n'était pas un vrai meurtre, puisque ce n'était » pas un bon *warrant* ; c'est pourquoi il fut déclaré non- » coupable de meurtre et d'homicide. » *Reports de Croke*, P. III, p. 371.

tent la torture (1). Sans répéter ce que dit sur ce sujet l'admirable *Traité des délits et des peines*, je dirai seulement que la torture, ce moyen si révoltant en lui-même, aurait, surtout dans un état libre, les plus funestes conséquences. Il a été absolument nécessaire, en la rejetant, d'empêcher que, sous le prétexte de chercher la vérité, l'innocent ne fût livré à la vengeance de ses ennemis. Il a fallu, de plus, y soustraire le coupable convaincu lui-même, bannir entièrement un moyen dont l'effet inévitable serait de ne mettre aucune fin aux accusations (2).

(1) Coke dit, dans son troisième Institut, p. 35, que, lorsque Jean Holland, duc d'Exeter, et Guillaume de la Poole, duc de Suffolk, voulurent, sous Henri VI, renouveler les tentatives pour introduire le droit civil, ils commencèrent par la torture, dont l'instrument fut appelé *la fille du duc d'Exeter*.

(2) Le juge Foster rapporte, d'après Whitlock, que l'évêque de Londres ayant dit à Felton, qui avait assassiné le duc de Buckingham, que s'il ne voulait pas accuser ses complices, il n'avait qu'à se préparer à la torture, celui-ci répondit : *Si cela est ainsi, je ne sais qui je pourrai accuser dans l'extrémité du tourment; peut-être l'évêque Laud, ou quelque autre personne de ce tribunal.* « Admirable réflexion ! » ajoute Foster, « dans la bouche d'un enthousiaste et d'un scélérat. » Laud ayant proposé la torture, après quelque débat, les juges déclarèrent unani-



Pour ôter jusqu'à la possibilité des abus, c'est encore un usage invariable que la procédure soit publique. Le coupable ne comparait et ne répond que dans des lieux dont l'accès est ouvert à tout le monde; et les témoins lorsqu'ils déposent, le juge lorsqu'il délivre son opinion, les jurés lorsqu'ils rendent leur sentence, sont tous sous les yeux du public. Enfin le juge ne peut changer ni le lieu ni la manière de l'exécution d'un jugement; et le shériff, qui ôterait la vie à un homme d'une manière différente de celle que la loi prescrit, serait coupable de meurtre et poursuivi comme tel (1).

En un mot, la Constitution de l'Angleterre étant une Constitution libre, exigeait par cela seul (ainsi que je ne l'aurais que trop répété, si une vérité aussi fondamentale pouvait se répéter trop souvent), des précautions extraordinaires, pour prévenir les dangers de la puissance d'infliger des peines; et c'est surtout, considérée dans cet esprit, que *l'épreuve par des jurés* paraît une institution admirable.

mement que les lois d'Angleterre ne permettaient pas d'employer la torture.

(1) Et si toute autre personne que le shériff se chargeait d'une exécution à mort, fût-ce le juge lui-même, ce serait homicide. *Commentaires de Blackstone*, l. IV, ch. 14.

Non-seulement, par cette institution, le pouvoir judiciaire est absolument hors des mains de celui qui a le pouvoir exécutif; il est de plus hors des mains du juge lui-même. Non-seulement celui qui a le dépôt de la force publique ne peut la déployer qu'après en avoir reçu, pour ainsi dire, la permission de ceux qui ont le dépôt des lois; mais ceux-ci sont eux-mêmes retenus par un obstacle exactement pareil, et ils ne peuvent faire parler la loi que lorsque, aussi à leur tour, ils en ont reçu la permission.

Et ces personnes auxquelles la loi a donné exclusivement le pouvoir de décider qu'il y a lieu à infliger une peine, ces hommes sans le suffrage desquels le pouvoir exécutif et le pouvoir judiciaire sont condamnés à l'inaction, ne forment pas entre eux une assemblée permanente, et où ils aient eu le temps de voir en quoi leur puissance peut servir à leur intérêt particulier; ce sont des hommes pris tout à coup d'entre le peuple, qui n'ont peut-être jamais été appelés à cette fonction, et qui ne prévoient pas d'y être jamais rappelés.

Les nombreuses récusations déroutant, d'un côté, les menées de ceux qui, malgré tant de désavantages, voudraient s'obstiner à faire servir le pouvoir judiciaire à leurs vues, et excluant, de l'autre, les passions particulières, l'unique sentiment qui puisse influencer sur l'intégrité de ceux qui ont seuls

le droit de mettre la force publique en mouvement, dans l'instant de pouvoir qui leur est confié, est le souvenir que leur sort, comme citoyens, est lié à celui de l'homme sur le destin duquel ils vont prononcer.

Enfin cette heureuse institution est telle, que le pouvoir judiciaire, ce pouvoir par lui-même si formidable, qui dispose, sans résistance, de la vie, de l'honneur et des biens des citoyens, et qui, nonobstant toutes les précautions qu'on peut prendre pour le restreindre, doit après tout rester en grande partie arbitraire; ce pouvoir, dis-je, existe en Angleterre, remplit à tous égards le but de son institution, et n'est entre les mains de personne (1).

Dans tout ce que j'ai dit, au reste, des avantages de la jurisprudence criminelle qui a lieu en Angleterre, je n'ai eu en vue que son rapport avec la Constitution libre; et ce n'est que dans cette idée que je l'ai comparée avec la jurisprudence reçue dans d'autres états. Cependant, lors même que je fais abstraction de ces grands motifs que j'ai pré-

(1) La conséquence de cette institution est que personne, en Angleterre, ne saurait voir l'homme dont il pût dire : *Cet homme peut décider de ma vie ou de ma mort.* Si l'on pouvait, pour un moment, oublier le bonheur d'une telle institution, on devrait au moins en admirer l'invention.

sentés, je ne puis m'empêcher de trouver encore aux lois anglaises de grands avantages.

Elles n'exposent un accusé au péril d'une procédure, que sur l'avis de douze personnes au moins (1). Soit dans les prisons, soit devant le juge, elles ne ferment pas un seul moment l'accès à ceux qui ont des avis ou des consolations à lui donner : elles lui permettent même d'appeler tous ceux qui peuvent avoir à dire quelque chose en sa faveur. Enfin, ce qui est très-important, les témoins qui déposent contre lui doivent déposer en sa présence ; il peut leur proposer des questions, et, par une demande imprévue, déranger tout un système de calomnie. Toutes choses que refusent les lois établies dans d'autres états.

Si donc un accusé voit son sort se décider par des hommes (2) qui n'ont peut-être pas toute la sagacité que, dans des occasions délicates, il est avantageux de rencontrer dans un juge ; d'un autre côté la loi, par les extrêmes facilités qu'elle lui apporte, a tout au moins fait compensation. Si le juré n'a pas ce long exercice qui donne l'expérience, il n'a pas non plus la dureté de cœur qui en est la suite ; et apportant au pied du tribunal tous les principes, je dirai même tout l'instinct de

(1) Du *grand jury*.

(2) *Petti jury*.

l'humanité, il n'exerce qu'en tremblant la fonction redoutable à laquelle il se voit appelé; et dans les cas douteux, il se jette toujours du côté de la douceur.

J'ajouterai que, dans le cours ordinaire des choses, les jurés ont beaucoup d'égards aux directions du juge : que, lorsqu'étant d'accord sur le fait, ils sont embarrassés sur le degré de crime qui s'y trouve attaché, ils laissent la chose à la décision du juge, comme nous l'avons déjà dit, en rendant ce qu'on appelle un *spécial verdict* (sentence sous réserve) : que toutes les fois que les circonstances leur paraissent excuser un homme, cependant reconnu coupable, ils ajoutent, en rendant leur sentence, qu'ils le recommandent à la merci du roi; ce qui ne manque jamais d'opérer, tout au moins, un relâchement de la peine : que, quoique dans le cas d'absolution on ne puisse sous aucun prétexte ordonner une nouvelle *procédure par jurés*, on l'accorderait cependant dans celui d'une condamnation rendue sur des preuves fortement soupçonnées d'être fausses (1).

Enfin, ce qui établit une différence bien honorable aux lois d'Angleterre, c'est que, ne connaissant pas la torture, elles ne connaissent pas

(1) *Blackstone. Com. L. IV, c. 26.*

non plus de peine plus grande que la privation simple de la vie.

Toutes ces choses mettent une si grande douceur dans l'exercice de la justice criminelle, que le *trial by jury*, dont je viens de parler, est l'article de sa liberté auquel le peuple anglais est le plus fortement et le plus généralement attaché; et la seule plainte que j'aie entendu à cet égard, a été celle d'hommes qui, plus sensibles à la nécessité de l'ordre qu'aux égards dûs à l'humanité, trouvent que trop de coupables restent impunis.

---

## CHAPITRE XIII.

### CONCLUSION DU MÊME SUJET.

#### *Lois sur les emprisonnemens.*

---

MAIS ce qui met le comble au sentiment d'indépendance dont les lois d'Angleterre font jouir, sentiment qui est un des plus grands avantages attachés à la liberté, c'est la grandeur de leurs précautions sur la matière si délicate des emprisonnemens.

Premièrement: en accordant, dans le plus grand nombre de cas, la libération sous caution, et en ne laissant point, comme on l'a vu, les cas à la discrétion du juge, elles ont ôté les prétextes que les circonstances pourraient fournir de priver un homme de sa liberté.

Mais c'est surtout contre la puissance exécutive que la législation a tourné ses efforts; et ce n'est même que tard qu'elle a pu parvenir à lui arracher un pouvoir qui la mettrait en état d'enlever au peuple ses défenseurs, et de consterner ceux qui pourraient être tentés de le devenir, et qui ayant ainsi toute l'efficace de moyens plus odieux, sans en avoir les dangers, était l'arme la plus redoutable avec laquelle elle pût attaquer la liberté.

Les moyens indiqués originairement par les lois d'Angleterre, pour libérer un homme injustement emprisonné, étaient les writs appelés de *mainprize*, de *odio et atia*, et de *homine replegiando*: ces writs, qui ne pouvaient se refuser, étaient un ordre au shériff du comté où un homme était détenu, de s'enquérir des causes de la détention, et, suivant les cas, de le libérer, ou purement et simplement, ou sous caution.

Mais le moyen le plus usité, et même qui, étant le plus général et le plus sûr, a tacitement aboli tous les autres, est le writ d'*Habeas Corpus*;

ainsi appelé parce qu'il commence par les mots *Habeas Corpus ad subjiciendum*. Ce writ étant un writ de *haute prérogative*, devait sortir de la cour du *King's Bench* : son effet s'étendait dans tous les comtés indifféremment ; et le roi y ordonnait, ou était sensé y ordonner à celui qui détenait un de ses sujets, de le présenter devant le juge, avec la date et la cause de sa détention, pour ensuite se soumettre à ce que le juge ordonnerait.

Mais ce writ, qui pouvait être une ressource dans les cas de détentions violentes faites par des particuliers, ou d'emprisonnemens obtenus à leur requête, n'en était qu'une bien faible ou plutôt, n'en était pas une contre le pouvoir du prince ; surtout sous le règne des Tudors, et dans le commencement de celui des Stuarts. Et même dans les premières années de Charles I<sup>er</sup>, les juges du *King's Bench*, qui, par une suite de l'esprit du temps, et parce qu'ils tenaient alors leurs places durant le *benè placito*, étaient toujours dévoués à la couronne, décidèrent nettement « que lors- » que l'emprisonnement avait été fait par ordre » exprès du roi) ou des membres du conseil privé, » ils ne pouvaient, sur la présentation d'un writ, » ni libérer, ni admettre à cautionnement, en- » core que l'ordre d'emprisonnement ne portât » aucune cause. »



Ces principes , et la manière de procéder qui en était la suite , attirèrent l'attention du parlement ; et dans l'acte de la pétition des droits , passé la troisième année du règne de Charles I<sup>er</sup>. , il fut ordonné , que personne ne pût être détenu en conséquence de tels emprisonnemens.

Mais l'adresse des juges sut éluder l'effet de cet acte : ils ne refusèrent pas , à la vérité , de libérer un homme emprisonné sans cause ; mais ils apportèrent tant de délais à l'examen des causes , qu'ils obtenaient tout l'effet d'un plein déni de justice.

La législation s'interposa de nouveau ; et dans l'acte passé dans la seizième année du règne de Charles I<sup>er</sup>. , le même qui supprima la chambre étoilée , il fut ordonné « que dans le cas où quel-  
» qu'un serait envoyé en prison par le roi lui-même  
» en personne , ou par son conseil privé , on devra  
» lui accorder , sans délai , un writ d'*Habeas*  
» *Corpus* , et que le juge sera obligé d'examiner  
» et de décider , dans les trois jours qui suivront  
» le retour du writ , la légalité de l'emprison-  
» nement. »

Cet acte semblait ne pouvoir plus être éludé : il l fut cependant encore ; et par la connivence des juges , le détenteur pouvait , sans péril , attendre un second et un troisième writ , appelés un *aliàs* et un *pluries* , avant de produire le détenu.

26 May 1679  
Toutes ces différentes ruses donnèrent enfin la naissance au fameux acte d'*Habeas Corpus*, passé la trentième année du règne de Charles II, qui est regardé en Angleterre comme une seconde grande Charte, et qui a enlevé définitivement toutes les ressources de l'oppression (1).

Les principaux articles de cet acte sont : 1°. pour fixer les différens termes dans lesquels un prisonnier devra être produit : ces termes sont proportionnés à la distance des lieux ; et aucun ne peut excéder vingt jours.

2°. Tout officier, soit concierge de prison, qui ne produira pas le prisonnier dans le temps fixé, ou qui ne lui délivrera pas, soit à son agent, six heures après demande, une copie du *warrant* d'emprisonnement, ou qui transportera le détenu d'une prison à l'autre sans une des raisons exprimées dans l'acte, sera condamné, pour la première fois, à une amende de cent livres sterlings, et pour la seconde, à une amende de deux cents, au profit de la personne lésée, et de plus déclaré incapable d'exercer son office.

3°. Aucune personne, délivrée par *Habeas Corpus*, ne pourra être emprisonnée de nouveau

(1) Le véritable titre de l'acte est : *Acte pour mieux assurer la liberté du sujet, et prévenir l'exil au-delà des mers*

pour la même offense, à peine de cinq cents livres sterlings d'amende.

4°. Si une personne, emprisonnée pour trahison ou félonie, requiert, dans la première semaine d'un *terme*, ou dans le premier jour d'une session, d'être jugée dans ce terme ou dans cette session, sa demande devra lui être accordée, à moins que les témoins du roi ne pussent être produits dans ce même temps. Si cette personne n'est pas jugée au second terme, ou à la seconde session, elle sera mise en liberté.

5°. Celui des douze juges, ou le lord chancelier qui, sur la présentation du *warrant* d'emprisonnement, ou sur serment que le même est *dénié*, refuserait de délivrer un writ, sera seul condamné à une amende de cinq cents livres sterlings, au profit de la partie lésée.

6°. Aucun habitant d'Angleterre, excepté ceux qui, convaincus et jugés, demandent à être transportés, ne pourra être envoyé prisonnier en Ecosse, Irlande, Jersey, Guernesey, ou à quelque place que ce soit au-delà de la mer, sous la dénomination ou hors de la domination du roi : ceux qui exécuteront un tel emprisonnement, et leurs assistants, seront condamnés à une amende, qui ne pourra être moindre de cinq cents livres sterlings, au profit de la personne lésée, avec paiement du dommage au triple, seront déclarés incapables

d'aucun office, encourront toutes les peines d'un *præmunire* (1), et ne pourront recevoir le pardon du roi.

(1) Les statuts de *præmunire*, ainsi appelés du *writ* pour les faire exécuter, qui commençait par les mots *præmunire* (pour *præmonere*) *facias*, avaient originairement pour objet de s'opposer aux usurpations des papes. Le premier fut passé sous le règne d'Édouard I<sup>er</sup>, et a été suivi de plusieurs autres, qui, même avant la réformation, posèrent des bornes si efficaces, qu'elles attirèrent à l'un d'eux l'épithète d'*execrabile statutum*. Les délits contre lesquels ces statuts prononçaient, furent aussi appelés des *præmunire*; et, sous ce mot, on comprenait en général toute entreprise qui tendait à établir *imperium in imperio*, « en » prêtant à des *procédures* papales une obéissance qui appartient au roi seul. » La peine portée dans ces cas fut encore appelée un *præmunire*: elle s'est depuis étendue à plusieurs autres; et elle emporte la confiscation de tous les biens, et l'emprisonnement pendant la vie. *Commentaires de Blackstone*, ch. 8, liv. IV.

FIN DU PREMIER LIVRE.

# CONSTITUTION

DE

## L'ANGLETERRE.

---

### LIVRE SECOND.

---

#### CHAPITRE PREMIER.

##### *Avantages particuliers à la Constitution d'Angleterre.*

1°. Réunion de la puissance exécutive.

---

NOUS avons vu, dans les précédens chapitres, les ressources des diverses parties du gouvernement d'Angleterre, pour se balancer l'une et l'autre; et comme leur action et réaction mutuelles produisent la liberté de la Constitution, laquelle n'est autre chose que l'équilibre entre les pouvoirs qui gouvernent, je me propose actuellement de faire voir, que ces mêmes parties de la Constitution, qui la rendent si différente de celle des autres états

libres, ont de plus des avantages particuliers et très-grands ; avantages qui, jusqu'ici, n'ont point été suffisamment observés.

La première singularité du gouvernement de l'Angleterre, à titre d'état libre, c'est d'avoir un roi ; c'est d'avoir jeté dans la même place toute la force du pouvoir exécutif, et de l'avoir rendu inamovible. C'est-là aussi ce qui en a rendu le dépôt sacré et inébranlable : c'est en faisant un grand et un très-grand citoyen, qu'on a empêché qu'il ne s'en élevât plusieurs, et qu'on a prévenu des choses qui, dans toutes les républiques, ont amené la perte de la liberté, et avant qu'on la perdit, en ont empêché la jouissance.

Si l'on jette l'œil sur les états qui ont jamais été libres, on verra que le peuple y tournant toujours sa jalousie, ainsi qu'il était très-naturel, contre le pouvoir exécutif, mais ne pensant jamais au moyen de le limiter, qu'on a si heureusement employé en Angleterre (1), n'a jamais su faire autre chose que de le confier par des élections annuelles, c'est-à-dire, de s'en réserver la disposition. D'où il arrivait que le peuple, qui avait déjà la réalité de la puissance, y joignant encore

(1) Celui de rendre ce pouvoir dépendant du peuple, quant aux subsides dont il a besoin. (Voyez sur ce sujet le ch. 6 du liv. I.)

l'exercice actuel, la majesté se trouvait, par la loi et par le fait, former tout l'état; pour ébranler donc tout l'état, il n'y avait qu'à mettre en mouvement un certain nombre d'individus.

Dans un état petit et pauvre, la chose n'a pas d'inconvéniens, parce que chacun y est occupé des moyens de pourvoir à sa subsistance; parce que les objets de grande ambition y manquent; et parce que le mal ne saurait s'y compliquer. Dans un état qui travaille à s'aggrandir, la poursuite et le danger de l'entreprise inspirent une sagesse générale, et chacun y use sobrement de ses droits de citoyen.

Mais quand une fois ces motifs extérieurs venant à cesser, les passions et les vertus même qu'ils excitaient sont réduites à l'inaction, le peuple se retourne vers l'intérieur de la république; et chacun, en cherchant à y prendre part à toutes les affaires, cherche à retrouver une agitation dont son esprit ne peut plus se passer, et à exercer un pouvoir qui, tout petit qu'il est, ne laisse pas de flatter son amour-propre.

Les événemens précédens ayant naturellement donné du crédit à un certain nombre de citoyens, ils font servir la disposition générale à leurs vues particulières; la puissance législative est sans cesse en mouvement; étant mal informée et mal dirigée elle ébranle à chaque motion, les bases sur lesquelles

les lois , et conséquemment la liberté elle-même , sont fondées.

Il y a plus : ceux qui composent les assemblées publiques , n'ayant , vu leur grand nombre , aucun espoir de satisfaire leur ambition , ou , en général , leurs passions particulières , cherchent du moins à satisfaire leurs fantaisies , et ils accumulent les honneurs et les dignités sur quelque favori que la voix publique élève.

Mais comme dans un tel état on est , par la violence des mouvemens , presque toujours hors de la règle , il arrive qu'on n'y connaît jamais précisément le point des choses où l'on en est. Le pouvoir donné est déjà si grand , que ceux qui le donnent ne s'en doutent point ; et celui qui l'a n'en sait pas toute l'étendue : ce n'est qu'à la première occasion qu'il perce tout à coup le nuage qui lui dérobait le sommet , et s'y place. Le peuple , de son côté , ne le retrouve que pour voir son favori devenu son maître , et ne s'aperçoit du mal que pour trouver qu'il est sans remède.

Ce pouvoir acquis ainsi *subrepticement* , et n'ayant l'appui , ni de la loi , ni de l'ancien cours des choses , ni même le respect de ceux qui y sont soumis , ne peut se soutenir qu'en en abusant. Le peuple trouve enfin le moyen de se réunir quelque part : il se choisit un protecteur ; ce protecteur s'élève à son tour ; à son tour aussi il trahit ses engagemens ; le



pouvoir fait son effet ; et le défenseur devient tyran.

Ce n'est pas tout : les mêmes causes qui ont donné un maître à l'état, lui en donnent deux, lui en donnent trois. Toutes ces puissances rivales cherchent à s'engloutir mutuellement ; ce n'est que dissensions et que batailles ; et l'état est dans une convulsion continuelle.

Si, avec cela, le peuple était libre, il faudrait que ses maux fussent prodigieux pour pouvoir faire compensation ; mais il est esclave, et n'a point ce qui fait ailleurs le dédommagement de la servitude, je veux dire, la tranquillité.

Pour prouver toutes ces choses, si elles en avaient besoin, je n'aurais qu'à renvoyer à ce que chacun sait de Pisistrate et de Mégacles, de Marius et de Sylla, de César et de Pompée. Cependant, je ne puis me refuser à traduire un morceau de la harangue que faisait autrefois un citoyen de Florence : on y verra en abrégé l'histoire de toutes les républiques ; j'entends de celles qui, par leur liberté, en ont mérité le nom, et qui, de plus, ont passé un certain point de grandeur et de puissance.

« Et afin que rien de ce qui est humain ne soit  
» perpétuel et stable, c'est la volonté du ciel,  
» que dans tous les états, quels qu'ils soient, il  
» s'élève des familles fatales, qui en sont la ruine

» et la destruction. C'est de quoi notre répu-  
» blique, autant et plus qu'une autre, peut fournir  
» le déplorable exemple, comme devant ses mal-  
» heurs, non pas à une seule, mais à plusieurs  
» de ces familles. Nous avons eu d'abord les Buou-  
» delmonti et les Huberti. Nous avons eu ensuite  
» les Donati et les Cerchi; et aujourd'hui, chose  
» honteuse et ridicule! nous nous déchirons pour  
» les Ricci et les Albizi.

» Quand autrefois les Gibelins furent accablés,  
» chacun attendait que les Guelfes satisfaits vou-  
» draient vivre tranquillement; cependant il ne  
» s'était écoulé que peu de temps, qu'ils se divi-  
» sèrent de nouveau dans les factions des *Blancs*  
» et des *Noirs*. Quand les Blancs furent abattus,  
» de nouveaux partis s'élevèrent et de nouveaux  
» troubles les suivirent. Tantôt c'était des com-  
» bats en faveur des exilés, et tantôt des querelles  
» entre la noblesse et le peuple. Et afin de donner  
» à d'autres ce que nous-mêmes ne savions ni ne  
» voulions posséder tranquillement, nous con-  
» fiâmes notre liberté, tantôt au roi Robert, tantôt  
» à son frère, tantôt à son fils, et enfin au duc  
» d'Athènes; ne nous fixant ni reposant jamais  
» dans un aucun gouvernement, comme ne sa-  
» chant ni jouir de la liberté, ni supporter la  
» servitude (1) ».

(1) *Histoire de Florence* par Machiavel, liv. III.

La Constitution de l'Angleterre a prévenu de pareils malheurs. Non-seulement, en diminuant le pouvoir, ou plutôt l'exercice actuel du pouvoir du peuple (1), et en ne le faisant intervenir dans la législation que par ses représentans, elle a évité la violence irrésistible de ces grandes et générales assemblées, qui, de quelque côté qu'elles se jettent, abattent et prosternent tout; mais de plus, comme le pouvoir du peuple, lorsqu'il en a, et qu'il sait et veut s'en servir, est toujours prodigieusement formidable, la Constitution lui a formé un contre-poids; et c'est la puissance royale qui est ce contre-poids.

Pour lui donner la force nécessaire à une telle fonction, elle a premièrement placé de son côté, ainsi qu'on l'a vu, le pouvoir d'appeler et de faire disparaître le pouvoir législatif, et de s'opposer à ses résolutions.

Secondement, elle a encore jeté de son côté la totalité du pouvoir exécutif.

Enfin, pour établir toujours plus une sorte d'égalité, elle a donné à celui qu'elle faisait le chef unique de l'état tous les privilèges, tous les honneurs, toute la majesté, dont les dignités humaines sont susceptibles. Dans le langage de la

(1) Nous verrons ensuite qu'on a diminué le pouvoir du peuple pour augmenter d'autant plus sa liberté.

loi le roi est maître, et les peuples sont sujets : il est le propriétaire universel du royaume; toutes les dignités et les places sont des effets de sa libéralité; on ne s'adresse à lui qu'avec les expressions et l'extérieur d'une humilité presque orientale. De plus, sa personne est sacrée et inviolable; et conspirer contre lui, est un crime égal à celui d'une conspiration contre tout l'état.

En un mot, comme il était impossible de chercher à rendre l'équilibre réel sans sacrifier le but aux moyens, c'est-à-dire, sans détruire la liberté en voulant assurer la Constitution, on a du moins complété, en apparence, le déficient qu'il fallait absolument laisser, en jetant du côté du chef unique toute la force qui peut résulter de l'opinion. Et au milieu des agitations, qui sont absolument nécessaires pour que l'état conserve sa liberté, la puissance royale, qui est l'ancre qui doit le retenir dans certaines bornes, résiste non-seulement par la grandeur de son poids, mais par sa prise. .

La grandeur des prérogatives du roi, en donnant une stabilité générale à l'état, a donc diminué la possibilité des malheurs dont nous avons parlé ci-dessus: elle l'a prévenue tout-à-fait, en empêchant qu'il y ait aucun citoyen qui puisse jamais parvenir à une grandeur dangereuse.

Et pour parler d'abord d'un avantage dont la

multitude se laisse aisément frapper, je veux dire la naissance, il est impossible qu'elle produise jamais, en Angleterre, l'effet même un peu considérable. Car quoiqu'il y ait des seigneurs qui, outre de grandes richesses peuvent encore alléguer une naissance illustre, cependant cet avantage, continuellement comparé avec l'éclat du trône, se réduit à rien; parce que, dans la gradation universellement reçue des différentes dignités, et que l'Angleterre admet aussi, le titre de prince souverain et de roi met celui qui le porte hors de toute proportion.

L'étiquette même de la cour d'Angleterre y est conforme : les personnes qui appartiennent à la famille du roi ont le titre de prince du sang, et en cette qualité, une prééminence décidée (1); et les premiers seigneurs s'honorent des différens titres et offices de serviteurs dans sa maison. Lors donc qu'on laisse à part l'étendue et la réalité du pouvoir du roi, ainsi que les grandes et nombreuses espérances qu'il peut remplir, pour ne considérer que la majesté, et la force uniquement d'opinion qui en résulte; on trouvera cette force si grande, que vouloir l'attaquer par la simple prérogative

(1) Par un statut de la troisième année de Henri VIII, cela s'étend aux fils, petit-fils, frères, oncles et neveux du roi régnant.

de la naissance, qui n'est elle-même qu'une force d'opinion, et extraordinairement subordonnée, serait la chose du monde la plus absurde.

Si cette différence écrase ceux-mêmes qui devraient chercher à se la dissimuler, à plus forte raison frappe-t-elle le peuple. Et si, malgré le sentiment que tout anglais doit avoir de sa valeur, comme homme libre, il s'en trouvait quelqu'un dont les organes fussent assez délicats pour être ébloui par le faste et les armoiries d'un seigneur, il serait totalement aveuglé lorsqu'il viendrait à se tourner vers la majesté royale.

Le seul homme donc qui pourrait paraître, à ceux qui ne connaissent pas la Constitution de l'Angleterre, capable de mettre le gouvernement en péril, serait celui qui, par la grandeur de ses talens et de ses services, posséderait à un haut degré l'amour du peuple, et jouirait d'un grand crédit dans la chambre des communes.

Mais quelque grand que soit cet enthousiasme du public, des applaudissemens stériles sont tout le fruit que celui qu'il favorise peut en attendre. Il n'a à espérer ni consulat, ni dictature, ni en un mot aucun pouvoir à l'abri duquel il puisse démasquer tout à coup l'ambition qu'on voudrait lui supposer, ou, quand on ne lui en supposerait point, se corrompre insensiblement. La seule porte que la Constitution ouvre à son ambition,

plus ou moins grande, est une place dans le ministère, sous le bon plaisir du roi. Si, par de nouveaux services et la conservation de son crédit, il se met en état d'aspirer plus haut, la seule porte qui s'ouvre de nouveau, est celle de la chambre des seigneurs (1).

(1) A l'appui de ce que dit ici M. de Lolme, je citerai quelques passages d'une lettre du ministre Walpole a Georges II. « Depuis que Sulteney est parvenu, par son » éloquence, à captiver la multitude, sa popularité s'est » tellement accrue, qu'il donne à ce qui est mal l'apparence du bien... Il suffit qu'une mesure, si sage qu'elle » soit, vienne de moi, pour qu'il la rejette à l'heure même. » Il arrive de là, sire, que les affaires du plus grand intérêt sont en butte à l'opposition de cette idole du peuple. » Il lui suffit de déclarer que c'est un projet du ministère » pour le rendre suspect. Cent plumes sont à l'instant employées à le décrier, et l'esprit de contradiction se manifeste de toutes parts; les choses en sont venues au point » qu'on est contraint de renoncer aux plans les plus utiles, » ou, si la majorité de la chambre les approuve, on publie, » sans hésiter, qu'elle n'a été acquise que par la corruption. . . . . Le moyen le plus sûr que puisse employer » V. M., est d'appeler Pulteney à la cour. Il faut que vous » vous assujettissiez, sire, à vous entretenir avec lui des » affaires publiques, et à lui faire l'accueil le plus distingué... Comme il a déjà plusieurs fois refusé d'entrer » dans le ministère, à moins qu'il ne lui fût permis de le » composer à son gré, il faut y consentir; V. M. ne court » en cela aucun risque, parce qu'il sera toujours en votre

Mais ce pas de l'homme du peuple vers l'établissement de sa grandeur, en est en même temps un grand vers la diminution de cette puissance qui pouvait le rendre redoutable.

Premièrement, le peuple, voyant qu'il dépend beaucoup moins de ses suffrages, commence par cela seul à diminuer son attachement. Le voyant de plus décoré de prérogatives qui sont l'objet de sa jalousie, j'entends sa jalousie politique, et membre d'un corps qui a souvent des intérêts opposés aux siens, il s' imagine que cette grande et nouvelle dignité n'a pu être acquise qu'au moyen d'un pacte secret de le trahir. Suivant lui, son patron, subitement transformé, va prendre le contre-pied d'une conduite qui lui a valu ses succès et sa haute réputation, et démentir, en peu d'heures, des principes si long-temps et si haute-

» pouvoir de le renvoyer..... Si ces manières adroites  
 » réussissent à V. M., c'en est fait de son influence : il  
 » perdra en peu de temps la confiance de la multitude.  
 » Alors, sire, vous lui tournerez le dos, ainsi qu'à ses  
 » créatures..... »

Pulteney fut fait vicomte de Pulteney et comte de Balte, en 1742, et toute sa popularité s'évauouit.

Quand au système de corruption employé par le ministère anglais. ( Voy. un ouvrage intitulé : *Origine de la Constitution anglaise*. L'auteur a cité la lettre de Robert Walpole toute entière. ) C.



ment professés. En cela sûrement le peuple se trompe ; mais en quoi il n'aurait pas tort , ce serait de craindre que ce zèle si vif, si constant , j'ajouterais même si vrai , lorsqu'il avait pour lui le stimulant de l'intérêt particulier , le trouvant désormais souvent en opposition , n'en soit beaucoup tempéré.

Il y a plus : l'homme du peuple ne trouve pas même , dans sa nouvelle dignité , toute l'augmentation de grandeur et d'éclat qu'on pourrait d'abord imaginer.

Ci-devant il n'était , il est vrai , qu'un simple particulier ; mais il était l'objet auquel toute la nation s'intéressait : ses actions étaient annoncées par la voie des papiers publics ; et il faisait l'objet de la plus grande partie des conversations.

Toutes ces marques d'affection s'acquièrent quelquefois , je le sais , assez légèrement ; mais elles ne se soutiennent , quoi qu'on en puisse dire , que quand on rend des services réels : or le titre mérité , et universellement donné , de bienfaiteur de la nation , est toujours un très-beau titre , et qui peut fort bien se soutenir sans décoration. De plus , s'il n'était que membre de la partie inférieure du corps-législatif , d'un autre côté , il y était le premier ; et le mot *premier* est toujours un très-grand mot.

Mais à présent qu'il est fait lord , toute cette

grandeur, jusque-là indéterminée, se définit. En lui accordant des prérogatives établies et fixées par des lois connues, en ôte à son éclat cette incertitude si précieuse dans les choses d'imagination; et son prix tombe, justement parce qu'on l'évalue.

De plus, il est lord : il est des hommes qui ont peu de talens, et pas beaucoup de qualités estimables, qui sont lords aussi; sa place est pourtant d'être à côté d'eux; la loi ne lui accorde rien de plus; et tout ce que sa grandeur a de réel, se perd parmi un tas de grandeurs héréditaires et conventionnelles.

Et ce ne sont pas là les seules pertes que l'homme du peuple doit essuyer. Indépendamment des grands changemens qu'il voit au loin, il en éprouve autour de lui de non moins grands et bien plus réels.

S'élevant autrefois du milieu de la chambre des communes, ses talens et ses succès l'avaient aussitôt mis hors du pair; et poussé par la chaleur et la vivacité de la voix publique, ceux qui auraient été tentés d'être ses compétiteurs, étaient réduits au silence, ou même devenaient ses partisans.

Admis aujourd'hui dans une assemblée qui tient ses droits de sa naissance, il y trouve des hommes, jusqu'ici ses supérieurs, des hommes jaloux des talens de l'*homo novus*, et qui sont bien résolus, qu'après avoir été le chef dans la chambre des communes, il ne soit pas le premier dans la leur.

En un mot, les succès de l'homme du peuple étaient brillans, même redoutables; mais la Constitution, dans leur récompense même, lui fait trouver l'ostracisme. Son mouvement était grand, et sa course rapide; c'était, si l'on veut, un torrent qui allait tout renverser; mais ce torrent est nécessité, par l'arrangement des choses, à aller se jeter dans un vaste réservoir, où il se mêle et perd sa direction et son mouvement.

Je sais que l'on peut dire que, pour éviter le pas qui doit le priver de tant d'avantages, l'homme du peuple doit refuser la dignité qu'on lui offre, et attendre des succès plus grands et plus décisifs de son éloquence dans la chambre des communes, et de son crédit parmi le peuple.

Mais ceux qui lui donnent ce conseil ne l'ont pas bien examiné. Sans doute il est possible qu'il y ait, et même il y a des hommes en Angleterre qui, dans la poursuite actuelle d'un projet qu'ils croient utile au bien public, seraient capables de refuser, pour un temps, une place qui ôterait à leur vertu les moyens de s'exercer, ou même lui ferait courir des hasards. Mais malheur à celui qui persisterait dans un tel refus avec des vues dangereuses, et qui, dans un gouvernement qui a établi la liberté sur des bases si solides, voudrait faire accroire au peuple que son salut tient à la vertu, et à la vertu persévérante d'un seul citoyen. Ses desseins (et la chose ne

pourrait tarder), venant à être découverts, son obstination à se tenir hors du cours des choses, indiquerait des prétentions à des choses si extraordinaires, que tout ce qu'il y aurait de gens attachés à l'état dans quelque partie qu'ils fussent, sortiraient sur lui; et il tomberait accablé de tant de ridicule, qu'il vaudrait mieux pour lui tomber de la roche Tarpeïenne (1).

Enfin, lors même qu'on supposerait que le nouveau lord conserverait tout son crédit dans le public, ou, ce qui ne serait pas moins difficile, qu'un lord quelconque pût, par ses richesses et sa naissance, briller d'un éclat rival de la majesté royale, tous ces avantages, quels qu'ils fussent,

(1) Le lecteur objectera peut-être qu'il n'est pas possible qu'un homme, en Angleterre, entretienne des vues pareilles à celles que je suppose ici : c'est précisément ce que j'ai prétendu prouver. L'avantage essentiel qu'a le gouvernement anglais par-dessus tous ceux qui ont été appelés *libres*, et qui, de fait, ne le sont point, c'est qu'il n'y a personne en Angleterre qui puisse s'occuper sérieusement de la pensée de s'élever jamais jusqu'au niveau du pouvoir chargé de l'exécution des lois. Tous les hommes, dans l'état, quel qu'en puisse être le rang, l'opulence, ou l'influence, sont convaincus immédiatement que, de fait comme de nom, ils seront toujours *sujets*; et ils sont par là même forcés d'aimer, de défendre et de faire valoir des lois, qui garantissent au sujet, la liberté. On insistera dans la suite plus amplement sur cette observation.

ne pouvant lui attribuer la plus petite portion de pouvoir exécutif, ne seraient jamais que des avantages d'apparat. Trouvant tous les principes d'activité redoutablement consignés dans la puissance même qu'il voudrait attaquer, son crédit se consumerait en discours jamais réduits en action; et après s'être poussé, ainsi qu'on le suppose, jusqu'au pied même du trône, n'y trouvant pas le plus petit ruisseau du pouvoir indépendant qu'il puisse s'approprier, qui le vivifie en donnant au moins quelque apparence à son importance politique, il serait toujours forcé, quelque vigoureux qu'eût été son jet, de languir et de se sécher.

A Dieu ne plaise, cependant, que je veuille dire que le peuple anglais soit si fort réduit à l'inaction qu'il ne puisse, dans un temps d'oppression, se choisir un défenseur! Non, j'ai voulu seulement dire que les lois d'Angleterre n'ouvrent aucune porte à ces accumulations de pouvoirs qui ont perdu tant de républiques; qu'elles n'offrent à l'ambitieux aucun moyen de profiter de l'inadvertance, ou même de la reconnaissance du peuple, pour s'en faire le tyran; et que la force publique, dont le roi est dépositaire tant que les choses restent dans le cours légal, est absolument inébranlable: ce qui, pour le dire en passant, lui est un motif bien puissant de n'en point sortir (1).

(1) Il y a plusieurs événemens dans l'histoire de l'An-

---

CHAPITRE II.

## CONCLUSION DU MÊME SUJET.

*Le pouvoir exécutif est plus aisément contenu lorsqu'il n'est qu'un.*

---

— UN autre grand avantage, et qu'on ne soupçonnerait point d'abord, dans cette unité du grand magistrat de l'Angleterre, dans cette réunion, et pour ainsi dire, dans cette conservation de toutes

gleterre, qui mettent dans la plus grande évidence cette idée de la stabilité que le pouvoir d'une couronne peut donner à un état. Le premier qui se présente, c'est la facilité avec laquelle le grand duc de Marlboroug, et tout son parti dans le royaume, furent dépouillés de leurs emplois. Annibal, dans des circonstances à peu près semblables, continua la guerre malgré le sénat de Carthage : César tint la même conduite dans les Gaules ; et lorsqu'enfin on lui ordonna expressément de résigner le commandement, il fit marcher son armée à Rome, et y établit le despotisme militaire. Mais le duc, quoique entouré

les branches du pouvoir exécutif, c'est la facilité de le limiter.

Dans les états où l'exécution des lois est confiée entre plusieurs mains, et, dans chacune, avec des titres et des prérogatives différentes, cette division, et la mobilité de mesures qui en est la suite, dérobent sans cesse la véritable cause des maux de l'état ; et, dans l'éternelle variation des choses, aucun principe ne s'établit, et les meilleurs restent sans utilité.

Tantôt, ce sont des tribuns militaires, et tantôt des consuls : tantôt ce sont des patriciens qui envahissent tout, et tantôt ceux qu'on appelle

comme ces généraux, d'une armée victorieuse, et d'alliés, avec le secours desquels il continuait une guerre remplie de succès, le duc, dis-je, n'hésita pas de résigner sa commission au premier ordre qu'il en reçut. Il savait ses soldats absolument préoccupés en faveur du pouvoir contre lequel il se fut révolté ; il connaissait la profondeur des racines que le même préjugé avait poussées dans les esprits de toute la nation, et que tout concourait, dans le sein de cette nation, à soutenir ce pouvoir : il n'ignorait pas, que la nature même des prétentions qu'il eût voulu faire valoir, eût immédiatement fait tourner contre lui tous ses officiers et capitaines ; en un mot, il voyait que le bras de mer qu'il avait à repasser, était le moindre obstacle qu'il eût rencontré.

Un autre événement dont je ferai mention ici, c'est celui de la révolution de 1689. Si la splendeur et le pouvoir

*nobles* (1) : tantôt on est tyrannisé par des décemvirs, et tantôt par des dictateurs.

La tyrannie, dans tels états, ne renverse pas toujours les barrières, mais elle s'élance par-dessus : lorsqu'on la croit bornée dans un lieu, elle reparaît tout à coup dans un autre : elle ne se joue pas des efforts du peuple comme invincible, mais comme inconnue : saisie avec les bras d'Hercule, elle échappe avec les ruses de Protée.

Mais, en Angleterre, l'indivisibilité de la force exécutive des lois, et sa grandeur, ont toujours prévenu les erreurs du peuple, en dirigeant inva-

si anciennement établis d'une couronne n'avaient pas, de longue main ; détourné le peuple de penser à fixer les yeux sur quelques citoyens particuliers, s'ils n'avaient pas, en général, empêché tout individu dans l'état de parvenir à un certain degré de pouvoir et de grandeur, l'expulsion de Jacques II eût pu avoir des suites semblables à celles qui eurent lieu à Rome après la mort de César.

(1) Le point, d'être admissibles à tous les emplois publics, gagné enfin par les plébéiens, ayant rendu vaine l'ancienne distinction entre eux et les patriciens, il en résulta une union entre les grands plébéiens (*commoners*, ou membres des communes), revêtus de ces emplois, et les anciens patriciens : de là une nouvelle classe d'hommes, appelés *nobles* et *nobilitas* ; noms par lesquels Tite-Live, après cette époque, distingue constamment les hommes et les familles qui furent à la tête de l'état.



riablement sa vue et ses efforts sur un seul et même objet ; et la permanence de ce pouvoir a donné de la permanence et de la régularité aux précautions prises pour le restreindre.

Constamment tournés vers cette forteresse antique du pouvoir royal, ils en font, depuis sept siècles, l'objet de leurs alarmes ; ils en considèrent avec inquiétude toutes les parties ; ils en observent toutes les issues ; ils ont même percé la terre pour en découvrir les souterrains et les voies secrètes.

Réunis par la grandeur du danger, ils ont formé régulièrement leurs attaques ; ils ont établi, d'abord au loin, leurs ouvrages ; ils les ont ensuite rapprochés successivement ; et lorsque les barrières qu'ils avaient posées sont venues à être ébranlées par les efforts du dedans, ils les ont fortifiées par de nouvelles.

Après que la grande Charte eut été établie, quarante confirmations successives vinrent à l'appui. L'acte de la pétition des droits, et celui de la seizième année de Charles I<sup>er</sup>. les suivirent. Quelques années après l'on vit s'établir l'acte d'*Habeas Corpus* ; et le bill des droits parut ensuite. Enfin, quelles qu'aient été les circonstances, ils ont toujours eu dans leurs travaux l'incalculable avantage de connaître avec certitude le siège général des maux dont ils avaient à se défendre ; et

chaque malheur, chaque éruption particulière, en indiquant un endroit faible, a procuré un nouveau rempart à la liberté.

Pour tout dire en deux mots, le pouvoir exécutif est redoutable en Angleterre, mais il avertit, et reste pour toujours le même; ses ressources sont vastes; mais on les connaît : il a été fait l'attribut indivisible et inaliénable d'une seule personne; mais toutes les autres, de quelque ordre qu'elles soient, sont réellement intéressées à la contenir dans les bornes qui leur ont été posées (1).

(1) Ce dernier avantage de la grandeur et de l'indivisibilité du pouvoir exécutif, je veux dire, l'obligation où il met les plus grands personnages dans l'état, de faire sincèrement cause commune avec le peuple, sera discuté plus amplement dans la suite; et l'on proposera alors au lecteur une comparaison plus particulière entre les formes de gouvernement anglaise et républicaine.

---

---

CHAPITRE III.

## SECOND AVANTAGE.

*Division de la puissance législative.*

---

LA seconde singularité que l'Angleterre, comme ne formant qu'un seul état, et un état libre, offre dans sa Constitution, c'est la division de la puissance législative. Mais, pour mieux faire sentir les avantages de cette division, je dois poser quelques principes.

Sans doute il est très-essentiel, pour assurer la Constitution d'un état, d'y limiter le pouvoir exécutif; mais il l'est beaucoup plus d'y limiter le pouvoir législatif. Ce que celui-là ne fait que pas à pas (je veux dire, de renverser les lois), et par une suite plus ou moins longue d'entreprises, celui-ci le fait en un moment. Les lois n'ayant besoin, pour exister, que de sa volonté, il peut aussi les anéantir par sa volonté; et, si l'on veut me permettre l'expression, la puissance législative change la Constitution, comme Dieu créa la lumière.

Pour rendre donc stable la Constitution d'un état, il faut absolument y borner le pouvoir législatif. Mais au lieu que le pouvoir exécutif peut se borner, quoique réuni, et même ne se borne que mieux, le législatif, au contraire, pour pouvoir être borné, doit absolument être divisé. Car, quelques lois qu'il fasse pour se limiter lui-même, elles ne sont jamais, par rapport à lui, que de simples résolutions: les points d'appui aux barrières qu'il voudrait se donner portant sur lui et dans lui, ne sont pas des points d'appui. En un mot, on trouve, à arrêter la puissance législative lorsqu'elle est *une*, la même impossibilité qu'Archimède trouvait à mouvoir la terre (1).

Et non - seulement la division de la puissance législative est capable de la limiter, en faisant de chaque partie le point d'appui qui doit arrêter les autres; mais elle la limite réellement. Si elle a été divisée en deux parties, il est probable qu'elles ne se réuniront pas toujours, soit pour faire, soit pour défaire: si on l'a divisée en trois parties, la chance, qu'il ne se fera aucun changement, se trouve extrêmement augmentée.

Il y a plus. Une sorte de point d'honneur s'introduisant naturellement entre les diverses parties

(1) C'est qu'il manquait d'un point d'appui pour y placer ses instrumens.

du corps-législatif, elles ne se proposeront mutuellement que des choses tout au moins justifiables, et les changemens très-nuisibles seront prévenus avant leur naissance.

Si les pouvoirs législatif et exécutif diffèrent si fort, quant à la nécessité d'être divisés pour être limités, ils ne diffèrent pas moins quant aux autres conséquences de la division.

La division du pouvoir exécutif introduit nécessairement des oppositions de fait, même des violences, entre les diverses parties; et celle qui vient à bout de réunir à soi toutes les autres, se met incontinent au-dessus des lois. Mais l'opposition qui s'introduit, et qui, pour le bien des choses, doit s'introduire entre les diverses parties du corps-législatif, n'est jamais qu'une opposition de principes et d'intentions; tout se passe dans les régions morales; et la seule guerre qui se fasse, est une guerre de volontés et de nolontés, de voix pour ou contre, de *oui* et *non*.

De plus, lorsque, par la sorte de victoire de l'une des parties, toutes se réunissent, c'est pour donner l'existence à une loi qui a une très-grande probabilité d'être bonne; lorsque l'une d'elles succombe et voit sa proposition tomber, le pis qui en résulte est qu'une loi ne se fait point dans un temps donné; et il n'en coûte à l'état d'autre sacrifice que celui d'un être de raison, d'une spéculation.

tion plus ou moins utile, qui n'a pas eu son effet, mais qui pourrait l'avoir dans la suite.

En un mot, l'effet de la division du pouvoir exécutif est, ou l'établissement plus ou moins prompt du *droit du plus fort*, ou une guerre continuelle (1); celui de la division du pouvoir législatif, ou la vérité, ou le repos.

Règle générale, par conséquent : pour qu'un état soit stable, il faut que le pouvoir législatif y soit divisé : pour qu'il soit tranquille, il faut que le pouvoir exécutif y soit réuni.

Que si l'on avait quelque doute au sujet des principes posés ci-dessus, on n'aurait qu'à jeter les yeux sur toute la suite des opérations de la législation en Angleterre, pour en trouver la démonstration. L'on verrait avec étonnement combien, depuis la *restauration*, c'est-à-dire pendant un espace de plus de cent années, il y a eu peu de variation dans les lois du pays; bien que (et cette observation est importante) la législation ait été,

(1) On sait les hostilités fréquentes qui eurent lieu entre le sénat romain et les tribuns. En Suède il y a eu des contentions sans fin entre le roi et le sénat, dans lesquelles, tantôt l'un, tantôt l'autre, a emporté la balance. Et, en Angleterre, lorsque le pouvoir exécutif fut doublé, parce que le roi avait laissé prendre au parlement une existence perpétuelle et indépendante, il s'ensuivit immédiatement une guerre civile.

pour ainsi dire , dans une action continuelle ( et ce que tout homme sans passion avouera ), ait constamment procuré le bien public. Bien plus : si l'on excepte l'acte passé sous Guillaume III , qui rendait les parlemens triennaux , et qui fut révoqué par un acte suivant , sous Georges I<sup>er</sup> , qui les rendit septennaux , il n'y en a eu aucune , intéressant véritablement la Constitution , qui ayant été faite depuis l'époque dont nous parlons , ait ensuite été annulée.

Si l'on compare une telle constance aux bouleversemens continuels de la législation de quelques anciennes républiques , à la folie de plusieurs des lois que l'on y portait (1), et à la folie , plus grande encore , avec laquelle on y renversait les lois les plus salutaires le lendemain du jour qui les avait vu sanctionner : si l'on se rappelle les moyens extraordinaires auxquels la puissance législative , convaincue quelquefois qu'avec toute sa grandeur elle ne faisait que se mieux exterminer elle-même , y était obligée d'avoir recours , pour se donner des entraves (2), l'on sera persuadé de l'ines-

(1) Les Athéniens , entre autres lois , en avaient fait une qui défendait d'appliquer à d'autres usages qu'à l'entretien des théâtres et des spectacles , une partie des revenus publics.

(2) Dans quelques anciennes républiques , pour rendre

timable avantage qu'a, à cet égard, la Constitution de l'Angleterre (1).

Et cette division de la législation anglaise n'a été suivie d'aucune division de fait dans la nation : ce qui, en vérité, est une circonstance des plus heureuses. Chacune de ses parties constituantes possède assez de force pour faire respecter ses résolutions ; et cependant il n'en est point arrivé de division réelle dans les forces de l'état. Seulement une part, plus grande à proportion, de tout ce qui peut attirer la révérence du peuple, a été attribuée aux parties de la législation, dans lesquelles on ne pouvait placer qu'un degré de confiance moindre que dans les autres ; et les inégalités en fait de force

quelque loi permanente, on avait défendu que personne n'en proposât la révocation, sous peine de mort ; et ceux qui, pour le bien de l'état, dans une circonstance pressante, voulaient violer cette loi, comptant sur la compassion du peuple, paraissaient en public la corde au cou.

(1) Nous verrons dans la suite, que la vraie cause de l'uniformité et de la sagesse des opérations de la législation anglaise, c'est l'opposition qui heureusement a lieu entre les différentes vues et les différens intérêts des divers corps qui la composent : considération sans laquelle toutes les recherches politiques ne sont que des spéculations en l'air, et qui est la seule qui puisse conduire à des conclusions pratiques de quelque utilité.



réelle, qui ont eu lieu entre elles, ont été composées par la magie de la dignité.

Ainsi le roi, qui seul forme une partie de la législation, a de son côté la majesté du titre royal : les deux chambres ne sont en apparence que des conseils entièrement dépendans de lui ; elles ne s'assemblent, à ce qu'il paraît, que pour lui donner des conseils ; et elles ne s'adressent jamais à lui que de la manière la plus grave et la plus respectueuse.

Mais comme les nobles, qui forment le second ordre de la législation, se trouvent n'avoir, et quand au poids réel, et quand au nombre, aucune proportion avec la totalité du peuple (1), ils ont

(1) C'est faute d'avoir bien considéré ce sujet, que Rousseau se récrie quelque part contre ceux qui, parlant des états-généraux de France, « osent appeler le peuple le » *tiers-état*. » A Rome, où tout l'ordre que nous décrivons ici était inverse, où les faisceaux se baissaient jusqu'aux pieds du peuple, et où les tribuns, dont la fonction, semblable à celle du roi d'Angleterre, était de s'opposer à l'établissement de nouvelles lois, n'étaient qu'une espèce de magistrature subalterne ; à Rome, dis-je, il s'ensuivit désordres sur désordres. En Suède, et en Écosse avant l'union, des vices d'une autre nature prévalurent : dans le premier de ces royaumes, par exemple, un corps monstrueux de deux mille nobles subjuguait fréquemment et le roi et le peuple.

d'un autre côté reçu tout l'éclat des honneurs personnels et d'un titre héréditaire.

De plus, l'étiquette donne à leur corps une grande supériorité sur celui des représentans du peuple. Ils sont la *Maison* haute; et ceux-ci sont la *Maison* basse. Ils sont censés plus particulièrement le conseil du roi; et c'est dans le lieu de leur assemblée qu'est son trône.

Lorsque le roi vient en parlement, c'est de la chambre des lords qu'il fait citer les communes, et elles y comparaissent à la barre pour entendre sa déclaration. C'est encore auprès des lords, comme auprès de leurs juges, que les communes portent leurs diverses accusations. Lorsqu'ayant passé un bill, elles le leur envoient pour demander leur concurrence, elles députent toujours un certain nombre de leurs membres (1) : et eux-mêmes envoient les leurs par quelques-uns des assistans seulement de leur chambre (2). Lorsque les modifications, que l'une des chambres désirerait apporter à un bill présenté par l'autre, rendent une

(1) L'orateur de la chambre des pairs, qui est ordinairement le lord chancelier, doit descendre de son *sac de laine* pour venir recevoir le bill des communes.

(2) Qui sont les douze grands juges, et les *maîtres* de la chancellerie. L'étiquette règle aussi les égards avec lesquels deux d'entre eux, qui sont députés pour porter un bill aux communes, doivent le remettre.

conférence nécessaire, les députés de celle des communes au comité, formé alors de membres des deux chambres, doivent y être découverts. Enfin les bills, pour qu'ils aient reçu leur dernière sanction, doivent rester dans la chambre haute, pour y attendre le consentement royal.

De plus, les lords sont membres de la législation en vertu d'un droit inhérent à leur personne, et sensés assister en parlement pour leur propre compte et pour le soutien de leurs intérêts propres; et ils ont, en conséquence, le privilège de donner leur suffrage par procuration (1), et d'*entrer*, c'est-à-dire d'enregistrer un protêt contre les résolutions de leur chambre. En un mot, cette partie de la puissance législative étant destinée à balancer souvent le pouvoir du peuple, ce qu'il n'a pu recevoir en force réelle, il l'a reçu en splendeur et grandeur extérieure; et lorsqu'il ne peut résister par son poids, il en impose par son volume.

Enfin, ces diverses prérogatives qu'accorde la Constitution, faites pour se balancer l'une et l'autre, intimement liées avec l'état, fleurissant et se flétrissant dans les différentes vicissitudes de la

(1) Les membres de la chambre des communes n'ont pas ce droit, parce qu'ils sont, eux-mêmes, procureurs pour le peuple. Coke, Inst. IV, p. 41.

prospérité publique, quelques oppositions particulières qu'elles occasionnent, elles n'en sauraient produire aucune lorsqu'il s'agit du bien public, clairement reconnu. Et lorsque, pour se rassurer contre l'incertitude, toujours si grande, de raisonnemens *à priori* sur des sujets tels que celui-ci, on jette les yeux sur les *débats* des deux chambres depuis une longue suite d'années, et qu'on voit quelles lois ont été proposées, quelles acceptées, quelles rejetées, et quelles raisons ont été alléguées de part et d'autre, on est convaincu de la bonté des principes sur lesquels a été formée la législation anglaise.

---

---

CHAPITRE IV.TROISIÈME AVANTAGE PARTICULIER AU  
GOUVERNEMENT ANGLAIS.

*Le pouvoir de proposer des lois mis entre les  
mains du peuple.*

---

UNE troisième chose qu'il me reste à faire voir être particulière au gouvernement de l'Angleterre, c'est la manière dont il a réparti et réglé les fonctions des trois pouvoirs législatifs.

Si l'on y fait attention, on verra que, dans toutes les anciennes républiques, la fonction du peuple était d'*approuver* ou de *rejeter* ce qu'on lui proposait, et de donner aux lois la sanction finale. La sanction des personnes ou des corps chargés de l'exercice du pouvoir exécutif, était de préparer les lois et de les proposer ; et ils avaient toujours, ce que j'appellerai l'*initiative*, c'est-à-dire, le pouvoir de mettre la puissance législative en mouvement (1).

(1) Ce pouvoir, de considérer et approuver préalablement les lois à proposer au peuple, était dans les premiers

Cette *initiative*, ou ce droit exclusif de proposer dans les assemblées législatives, qui n'est attribué qu'aux seuls magistrats, est effectivement très-utile, peut-être même nécessaire, pour donner la permanence aux lois, comme aussi pour prévenir ces désordres et ces contentions à qui aura le plus de pouvoir, dont nous avons fait mention ci devant : mais en examinant de près la chose, nous trouverons cet expédient, suivi d'inconvéniens aussi grands que les maux auxquels on veut le faire servir de remède.

temps de la république romaine, constamment exercé par le sénat : les lois se faisaient *populi jussu, ex auctoritate senatûs*. Même, dans les cas d'élections, il fallait premièrement l'approbation l'*auctoritas* du sénat à l'égard des personnes préposées pour avoir les suffrages du peuple, *Tum enim non gerebat is magistratum qui ceperat, si patres auctores non erant facti. Cic. pro Plantio, 3.*

A Venise, le sénat exerce un pouvoir semblable à l'égard du *grand-conseil*, ou de l'assemblée des nobles. Dans le canton de Berne, toutes les propositions doivent être discutées dans le petit conseil, composé de vingt-sept membres, avant que d'être mises devant son conseil des *deux cent*, dans lequel réside la souveraineté de tout le canton. A Genève, la loi est « que rien ne sera traité dans le conseil » \**général*, ou assemblée des citoyens, qui n'ait été préalablement traité et approuvé dans le conseil des *deux cent*, et que rien ne sera traité dans les *deux cent*, qui n'ait été auparavant traité et approuvé dans le conseil » des *vingt-cinq*. »

Il est vrai qu'au commencement ces magistrats, ou ces corps, ont fréquemment recours à la puissance législative, pour en obtenir telles branches du pouvoir dont ils n'oseraient se saisir de leur chef, ou pour lever tels obstacles à leur autorité naissante dont ils craignent de s'affranchir péremptoirement. Mais lorsque leur pouvoir a acquis un certain point de stabilité en même temps que d'étendue, les manifestations de la volonté législative n'étant plus que des entraves à son exercice, ils ne voient en elles qu'un ennemi qu'ils doivent bien se garder de réveiller. En conséquence, ils convoquent l'assemblée le plus rarement qu'ils peuvent : lorsqu'ils le font, ils ont grande attention de ne rien proposer en faveur de la liberté; bientôt même ils s'en dispensent tout-à-fait; et le peuple, après avoir ainsi perdu le pouvoir de soutenir légalement ses droits, est exposé au plus haut degré de ruine politique, à l'impuissance de les réclamer; à moins de trouver quelques moyens indirects, par lesquels ils puissent de loin à loin réveiller ses privilèges dormans : moyens qui peuvent se trouver, et être efficaces dans de petits états, où il est aisé de prendre des mesures qui répondent aux fins proposées; mais dans les états d'une certaine étendue, on a toujours trouvé au bout, qu'ils n'ont fait naître que d'autres abus, de la même espèce que ceux qu'on avait voulu prévenir.

Mais comme le principe capital de la Constitution anglaise diffère totalement de celui qui forme la base des gouvernemens républicains, celle-là peut procurer au peuple des avantages auxquels ceux-ci ne sauraient atteindre. C'est le peuple, ou du moins ceux qui le représentent, qui ont l'*initiative*, c'est-à-dire, qui préparent les lois et qui les proposent. Et parmi les nouveautés que les politiques de l'antiquité pourraient trouver dans cette Constitution, celle de voir la personne chargée du pouvoir exécutif faire ce qu'ils croyaient nécessairement le lot du peuple; et le peuple, ce qu'ils regardaient comme la fonction indispensable de ses magistrats, ne serait sûrement pas celle qui les étonnerait le moins.

Je sais que l'on me fera l'objection que le roi d'Angleterre pouvant dissoudre, ou même ne pas convoquer son parlement, a un droit qui, par le fait, se trouve être le même que celui que je dis si dangereux.

A cela je répons, qu'il faut combiner toutes les choses ensemble. Sans doute, si le roi d'Angleterre eût pu exister sans son parlement, il y a long-temps qu'il se serait dispensé de le convoquer; et cette assemblée, ainsi que les assemblées nationales de plusieurs états, n'existerait que dans l'histoire.

Mais, ainsi que nous l'avons vu ci-dessus, les



besoins de l'état, et ceux du souverain lui-même, le mettant dans la nécessité d'avoir fréquemment recours à son parlement; et c'est alors qu'on voit la différence qu'il y a entre le droit de ne pas convoquer, lorsque la nature des choses oblige enfin à le faire; et celui, lorsqu'une assemblée est formée, d'être le seul qui y propose.

Dans le dernier cas, lors même qu'un prince, afin de garder les apparences, pourrait se résoudre à parler d'autre chose que de ses besoins, ce serait pour proposer, par manière d'acquit; le sacrifice de quelque prérogative dont il ne saurait que faire, ou pour réformer quelque abus que son inclination ne le porterait point à initier; mais il se garderait bien de toucher aux endroits que son ambition pourrait regarder comme délicats.

De plus, toutes ses commissions se faisant, ou paraissant se faire de son propre mouvement, et étant en quelque façon des effets de son zèle pour le bien public, tout ce qu'il ferait au-dessus de rien, ou tout au moins au-dessus de très-peu, serait suivant lui des choses fort considérables, et pour lesquelles on devrait avoir beaucoup de reconnaissance. Enfin, ce serait à lui à poser les modifications et les exceptions aux lois qu'il accorderait; ce serait encore lui qui en fournirait les expressions : il ne serait pas raisonnable d'attendre

qu'il se donnât de très-grands soins pour éviter les ambiguïtés (1).

Mais le parlement d'Angleterre n'est point, comme nous l'avons déjà dit, condamné à attendre patiemment, et en silence, les lois qu'on voudra bien lui proposer. A l'ouverture de chaque session, il prend lui-même en main le grand livre de l'état; il en ouvre toutes les pages, il en examine tous les articles.

Et il n'est pas si pressé de finir. Lorsqu'il a découvert des abus, il recherche quelles en sont les causes : lorsqu'ils proviennent de la violation des lois, il les raffermirait : lorsqu'ils viennent de leur imprévoyance, il y pourvoit par de nouvelles (2).

(1) Dans l'origine de la chambre des communes, les bills étaient présentés au roi sous la forme de pétitions. Celles auxquelles le roi avait assenti, étaient couchées sur les rôles du parlement, avec sa réponse; et à la fin de chaque parlement les juges les réduisaient en *statuts*. Divers abus s'étant glissés dans ces opérations, il fut ordonné que les juges formeraient le *statut* avant la fin de la session. Enfin, cela n'ayant pas suffi, les bills furent introduits dans la forme qu'ils ont aujourd'hui, c'est-à-dire, que c'est chaque chambre qui dresse le *statut* elle-même, dans la forme, et dans les termes qui doivent subsister après qu'il a eu l'assentiment royal.

(2) Jamais assemblée populaire ne posséda le privilège de

Le grand objet, surtout des subsides, n'est point, suivant lui, une chose sur laquelle il faille si fort se hâter : il est le seul juge de leur quantité, ainsi que de la manière et des moyens de les lever ; et il ne se détermine, à cet égard, que

déterrer, approfondir, et proposer quelque nouvelle mesure à prendre, comme l'ont les communes en Angleterre. En France, lorsqu'il était permis à leurs États-généraux de s'assembler, on avait peu d'égards à leurs *remontrances* ; et quant aux états particuliers des provinces, à peine osaient-ils en faire. En Suède le pouvoir de proposer des nouveautés appartenait dernièrement à une assemblée appelée le *Comité secret*, composé des nobles et de quelques ecclésiastiques ; aujourd'hui il appartient au roi. En Écosse, jusqu'à l'*union*, toutes les propositions mises devant le parlement étaient conçues par des personnes appelées les *lords des articles*. Quant à l'Irlande, tous les bills, préparés par le roi dans son conseil privé, sont proposés au parlement par le lord lieutenant, pour être approuvés ou désapprouvés : seulement il leur est permis de discuter entre eux ce qu'ils appellent les *chefs d'un bill*, qu'on prie ensuite le lord lieutenant de faire parvenir au roi, qui en tire les clauses qui lui conviennent, ou qui met de côté le tout, sans être tenu d'y donner tôt ou tard une réponse précise. Et pour ce qui est des gouvernemens républicains, jamais les magistrats n'y sont contents, qu'ils ne se soient emparés en entier du privilège important de *proposer* : et il ne faut pas croire que ce soit uniquement l'effet de leur ambition ; c'est aussi la conséquence de la situation où ils se trouvent, d'après les principes mêmes de cette forme de gouvernement.

quand il voit toutes les sûretés du sujet solidement établies. En un mot, la *législation*, dans un tel état des choses, n'est point un contrat *gratuit*, et où le peuple soit obligé de prendre ce qu'on lui donne, et comme on lui donne : c'est un contrat par lequel il achète et paie, et dont il prescrit les conditions et fournit lui-même les termes.

Ce n'est pas tout. Le parlement anglais a donné une plus grande étendue encore à ses prérogatives sur ce sujet si important. Non-seulement il s'est assuré le droit de proposer les lois, et la correction des abus, il a porté aussi le pouvoir exécutif à renoncer à toute prétention de faire la même chose. C'est même une règle constante, que ni le roi, ni son conseil privé, ne peuvent faire des changemens aux bills proposés par les deux chambres ; et le roi doit purement et simplement les approuver ou rejeter : précaution qui, pour peu qu'on y fasse attention, paraîtra avoir été nécessaire pour donner aux délibérations une liberté et une régularité complètes (1).

(1) Il est vrai que le roi envoie de temps-en-temps des messages à l'une ou l'autre des chambres ; et personne, je pense, ne voudrait qu'il n'y eût aucune correspondance entre lui et son parlement : mais ces messages sont toujours exprimés en termes généraux, ils ne sont faits que pour engager la chambre à aviser sur certains sujets ; il n'y est

J'avoue qu'il paraît très-naturel, dans la formation d'un état, de confier l'opération si importante, de préparer et de proposer des lois, à ceux dont les emplois et l'expérience doivent avoir consommé la sagesse. Mais la pratique a malheureusement démontré, que les grandes affaires mûrissent moins la tête, qu'elles ne corrompent le cœur; et il s'est trouvé que l'effet d'une précaution, qui paraît d'abord dictée par la prudence même, est de mettre le peuple, par rapport à une chose qui intéresse tant son salut, sur la défensive la plus désavantageuse, et de le livrer aux agressions continuelles de ceux qui joignent, aux plus grandes tentations de le tromper, les plus grands moyens d'y réussir.

Si l'on jette les yeux sur l'histoire des anciens

pas question d'articles ni de clauses particulières; les communes ne sont point obligées de déclarer formellement, dans un temps fixé, qu'elles acceptent ou rejettent la proposition du roi; en un mot, la chambre en agit à l'égard de ces messages, comme elle fait à l'égard des pétitions présentées par de simples particuliers. L'un ou l'autre membre ouvre l'avis sur le sujet exprimé dans le message du roi; on forme un bill de la manière usitée, il peut tomber chaque fois qu'il paraît sur la scène; et ce n'est jamais la proposition de la cour, mais l'avis de quelques-uns des membres de la chambre, que celle-ci discute, et qu'elle adopte ou rejette finalement.

états, dans les temps où le pouvoir exécutif, y étant encore dans la dépendance, était obligé de recourir souvent à la puissance législative, on verra, presque continuellement, celle-ci interrogée, et dirigée par ceux qui ne voulaient que la conduire au précipice, ne se mouvoir que pour faire des plaies à l'état.

Et ces hommes, sur la sagesse desquels la loi avait d'abord si fort compté, en vinrent à la fin au point de perdre tellement toute pudeur, que, quand les argumens ne suffirent plus, ils recoururent à la force; les assemblées législatives devinrent des champs de bataille, et leur puissance une vraie calamité.

Je sens très-bien, au reste, que la différence de circonstances empêcherait que les choses prissent en Angleterre une aussi funeste tournure (1). Mais d'un autre côté, qu'on se rappelle que la personne qui y est chargée du dépôt du pouvoir exécutif, réunit en elle toute la force et toute la majesté publiques. Qu'on se représente le grand et unique magistrat de la nation, poursuivant la sanction des lois qu'il aurait proposées, avec la vivacité de

(1) J'entends particulièrement ici la circonstance où se trouve le peuple, d'avoir délégué tout son pouvoir à des représentans. Les conséquences de cette institution seront discutées dans le chapitre suivant.

ses intérêts, qui sont toujours si grands, avec la chaleur de l'orgueil monarchique, qui ne veut point essayer de refus, et en déployant toute l'immensité de ses ressources.

Il était donc absolument indispensable que les choses fussent ordonnées en Angleterre comme elles le sont. Si les ressorts moteurs du pouvoir exécutif sont entre les mains du roi un dépôt sacré, ceux du pouvoir législatif sont entre les mains des deux chambres un dépôt qui ne l'est pas moins ; dès qu'il est question de les mettre en mouvement, le roi est frappé, à son tour, de la même immobilité où tous les autres doivent se tenir, dès qu'il est question de ses propres prérogatives : lorsqu'il est en parlement, il a laissé sa puissance à la porte ; et il n'a que son organe pour pouvoir dire *oui*, ou *non*. Si une masse, telle que la puissance royale, avait pu s'agiter dans le corps législatif, elle l'aurait incontinent bouleversé.

---

---

CHAPITRE V.

*Où l'on examine s'il serait avantageux à la liberté publique, que tout le corps du peuple donnât des suffrages pour faire passer les lois.*

---

MAIS, dira-t-on, quelle que soit la sagesse des lois d'Angleterre, quelles que soient leurs précautions par rapport à la sûreté du particulier, le peuple, ne les y sanctionnant pas expressément lui-même, ne saurait être regardé comme un peuple libre. L'auteur du *Contrat Social* va même plus loin, il décide que « le peuple anglais qui » pense être libre se trompe fort ; il ne l'est » que pendant l'élection des membres du parlement : sitôt qu'ils sont élus, il est esclave, il » n'est rien (1) ».

Avant de répondre à cette objection, j'observerai que le mot *liberté* est un de ceux dont on a le plus abusé.

(1) *Contrat Social*, Chap. XV.



Ainsi, à Rome, où le petit nombre, qui était réellement maître de tout, sentait qu'une autorité légitime, entre les mains d'un seul, mettait fin à ses tyrannies, il faisait accroire au peuple, que, pourvu que ceux qui les faisaient mourir militairement, qui les accablaient de misère et d'insultes, s'appelassent *consules*, *dictatores*, *patricii*, *nobiles*, en un mot, de tout autre nom que de l'épouvantable nom de *rex*, ils étaient libres, et qu'une aussi précieuse situation méritait qu'ils souffrissent tout pour la conserver.

C'est encore ainsi que des auteurs ont écrit de nos jours ; séduits par une admiration peu réfléchie pour les gouvernemens de l'antiquité, peut-être encore par le plaisir de contraster fortement dans la *lie* de nos temps modernes, ils n'ont su voir de modèle que dans l'institution de Sparte ou de Rome. Suivant eux, la seule affaire du citoyen est d'être *sans cesse assemblé sur la place*, ou de *marcher au combat* : être *vaillant*, *endurci aux travaux*, *dévoré d'un ardent amour de la patrie* (qui n'est au fond que l'ardent désir de nuire aux autres hommes, en faveur de la société dont on est membre), et *d'un ardent amour de la gloire* (1), (qui n'est encore que l'ardent désir

(1) Je prends ces mots dans le sens qu'on leur donnait dans les anciennes républiques, et que leur donnent ceux qui nous en parlent.

de les massacrer, pour s'en vanter ensuite) leur ont paru être les seules choses par lesquelles l'homme social méritât d'être estimé : et prodigant, pour appuyer de telles idées, des expressions exagérées, par conséquent dispensées d'être exactes, et les mots jamais infinis de *lâcheté*, d'*avilissement*, de *grandeur d'ame*, de *vertu*, il ne nous ont jamais dit la seule chose qui méritât d'être dite : savoir, si l'on était heureux dans ces états qu'ils nous exhortaient d'imiter.

Et tandis qu'ils méconnaissaient ainsi le seul but raisonnable des sociétés, ils n'ont pas moins méconnu celui de la règle qui devait les diriger. Ils ont été satisfaits lorsqu'ils ont vu le petit nombre qui décidait réellement de tout, s'acquiescer, de temps en temps, de la cérémonie illusoire de convoquer le grand pour paraître le consulter : et, donner son suffrage, quel que fût le désavantage de la forme, quelque inexécutée même que fût la loi qu'on prétendait faire en commun, leur a paru être la liberté.

Mais ces auteurs ont raison : celui qui contribue, par son suffrage, à la sanction des lois, a fait lui-même la loi ; en y obéissant il s'obéit à lui-même, il est donc libre. Jeu de mots, et rien de plus. Celui qui a voté dans une assemblée législative populaire, n'a pas fait la loi ; il n'y a contribué, ou paru contribuer, que pour sa mil-

lième, ou même sa dix-millième partie ; il ne lui a été permis, ni d'objecter, ni de discuter, ni de proposer de tempérament ; et il n'a pu dire que *oui* ou *non*. Lorsqu'une loi passe conformément à son suffrage, ce n'est point à ce suffrage qu'il doit de voir sa volonté réussir, c'est parce que d'autres ont occasionnellement voulu comme lui : lorsqu'une loi contraire à ses intentions est sanctionnée, il faut tout de même qu'il s'y soumette.

Il y a plus : lors même qu'on supposerait, que donner son suffrage constitue nécessairement la liberté, cette liberté ne peut jamais durer qu'un instant, après lequel il faut absolument s'en remettre à la discrétion d'un autre, c'est-à-dire donc n'être plus libre. Il faut, par exemple, que le citoyen qui a donné son suffrage, s'en rapporte à la bonne foi de celui qui les recueille ; et c'est plus d'une fois qu'on a vu s'en faire de fausses déclarations.

Il faut encore qu'il s'en rapporte à quelqu'un, pour l'exécution des choses qu'on vient de résoudre : et lorsque l'assemblée sera séparée, et qu'il se trouvera seul, vis-à-vis de ceux qui ont le dépôt de la force publique, vis-à-vis du consul, par exemple, ou du dictateur, il sera très-peu en sûreté, s'il n'a que celle d'avoir contribué, par son suffrage, à une loi dont ils ont résolu de se moquer.

Qu'est-ce donc que la liberté? La liberté, répondrai-je, autant qu'elle peut se trouver dans une association d'êtres, dont les intérêts sont presque toujours opposés, consiste en ce que *chacun, lorsqu'il respecte la personne des autres, et qu'il les laisse jouir tranquillement des fruits de leur industrie, soit sûr de jouir, à son tour, des fruits de la sienne, et que sa personne soit en sûreté*. Mais contribuer par son suffrage à établir cet ordre, cet enchaînement, au moyen duquel un homme noyé, pour ainsi dire, dans la foule, est sûrement protégé; indiquer les règles que doit suivre celui qui, muni d'une force considérable, est chargé de la défense des individus; pourvoir à ce qu'il ne les passe point : ce sont là les fonctions, les actes du gouvernement, et point du tout les parties qui constituent la liberté.

Pour tout dire en deux mots : contribuer par son suffrage à la sanction des lois, c'est avoir une portion quelconque de puissance; mais dans l'exercice de laquelle, encore une fois, on est très-éloigné de voir toujours sa volonté réussir. Vivre dans un état où les lois sont égales pour tous, et sûrement exécutées (quels que soient les moyens par lesquels on parvienne à ces avantages), c'est être libre.

Soit : nous convenons que donner son suffrage n'est pas la liberté, mais un moyen de l'établir,

moyen même qui peut dégénérer en une simple formalité : nous convenons de plus qu'il est possible qu'il en existe d'autres, et que décider qu'un état, de la Constitution et de l'administration intérieures duquel on n'a aucune connaissance, est un pays où le peuple *est esclave, n'est rien, n'est plus*, uniquement parce qu'on n'y retrouve pas les *comices* de l'ancienne Rome, est une décision certainement précipitée. Mais, d'un autre côté, il nous paraît que la liberté serait beaucoup plus complète, si tout le peuple était expressément appelé à dire son avis sur les règles qui doivent l'établir ; et que les lois d'Angleterre, par exemple, si elles se faisaient par le suffrage de tous, seraient plus sages, plus équitables, et surtout plus sûrement exécutées. Pour cette objection, comme elle est tout au moins spécieuse, j'entreprendrai d'y répondre.

Si dans une association quelconque d'hommes, il pouvait n'être question que d'établir une fois ce que chacun doit aux autres et à l'état ; si ceux qui sont chargés de pourvoir à l'exécution de toutes ces choses n'avaient ni une ambition, ni en général, des passions qu'un tel emploi excitât et donnât le moyen de satisfaire ; en un mot, si, ne regardant leur fonction que comme une tâche pénible, ils n'étaient jamais tentés de s'écarter de l'intention de ceux qui les ont proposés ; j'avoue

qu'alors il pourrait n'y avoir pas d'inconvénient à ce que chacun se donnât le plaisir de prendre une petite part au gouvernement de la société dont il est membre : ou plutôt je me trompe , dans une telle société , et parmi de tels êtres , il n'y aurait pas besoin de gouvernement.

Mais l'expérience nous apprend qu'il faut bien d'autres précautions pour obliger les hommes à être justes les uns envers les autres : et c'est , dans les principes même que l'on peut prendre à cet égard , qu'est la source la plus féconde des maux qu'on se propose de prévenir. Ces lois qui devaient être égales pour chacun , ne parlent bientôt plus que suivant que le dicte l'intérêt de ceux qui en sont les dépositaires : instituées pour la protection de tous , elles ne défendent bientôt plus que les usurpations de quelques-uns ; et le peuple continuant à les respecter , tandis que ceux qui en sont les gardiens les comptent pour peu , elles n'ont à la fin d'autre effet que de compenser l'inégalité des forces réelles dans le petit nombre de ceux qui sont de concert à se mettre à la tête de la société , et de rendre régulière et sans péril la tyrannie que ce petit nombre exerce sur le grand.

Remédier donc à des maux qui sont une suite nécessaire de la nature des choses , obliger ceux qui sont en quelque façon les maîtres de la loi à s'y conformer , rendre sans effet la conspiration

sourde, puissante, et sans cesse active de ceux qui gouvernent, voilà ce qui exige des lumières et un esprit de persévérance, qu'il ne faut point attendre de la multitude.

La plus grande partie de ceux qui la composent, distraits par les besoins plus pressans de la subsistance, n'ont ni le loisir, ni même, par l'imperfection de leur éducation, les connaissances nécessaires à de tels soins. La nature, d'ailleurs, avare de ses dons, n'a donné qu'à une petite portion d'hommes une tête capable des calculs compliqués d'une législation : et comme le malade se confie à un médecin, le plaideur à un avocat, de même le très-grand nombre des citoyens doit se confier à ceux qui sont plus habiles qu'eux, pour l'exécution de choses qui, en même temps qu'elles les intéressent si essentiellement, requièrent tant de qualités pour les bien faire.

A ces raisons, déjà si fortes, il s'en joint une autre, s'il se peut, plus décisive. C'est que la multitude, par cela seul qu'elle est une multitude, est incapable d'une résolution réfléchie.

Ceux qui font partie d'une assemblée du peuple, n'y sont excités par aucune vue nette et précise d'un intérêt présent et personnel. Se voyant d'ailleurs confondus dans la foule de ceux qui sont appelés à faire la même fonction ; sachant que leur résolution ne changera rien à la résolution géné-

rale, et que, de quelque côté qu'ils se jettent, le résultat, sera le même, ils n'entreprennent point d'étudier en quoi les choses qu'on leur propose s'accordent avec la totalité des lois existantes ou avec les circonstances ; parce qu'on n'entreprend point un très-grand travail, lorsqu'on est sûr qu'il ne produira aucun effet.

C'est cependant avec ces dispositions, et chacun se confiant sur tous, que l'assemblée se forme. Mais par une suite de ce que très-peu ont réfléchi sur ce qui doit en faire l'objet, très-peu y portent d'avis, ou du moins d'avis à eux et auquel ils tiennent. Comme il faut cependant prendre un parti, la plupart se décident par des raisons dont ils rougiraient de se payer dans les occasions bien moins sérieuses : un spectacle inusité, un changement dans le lieu de l'assemblée, un mouvement, une rumeur, sont, dans l'indécision générale, la raison suffisante de la détermination du grand nombre (1) ; et de l'agrégation de volontés, formées sans connaissance de cause et sans réflexion, se forme une volonté totale, qui est aussi sans réflexion.

(1) On peut voir dans l'histoire du peuple romain, de quelle importance il était de l'assembler dans un lieu plutôt que dans l'autre : il désapprouvait hors des murs, par exemple, ce qu'il approuvait lorsqu'il voyait le Capitole.



Si au milieu de tous ces désavantages, l'assemblée était laissée à elle-même, et que personne n'eût intérêt de la rejeter dans l'erreur, le mal, quoique très-considérable, ne serait cependant pas extrême ; parce qu'une telle assemblée n'étant jamais appelée à se décider que sur le *oui* ou sur le *non*, c'est-à-dire, n'ayant jamais que deux partis à prendre, il y a chance égale pour chacun d'eux ; et on pourrait du moins espérer, que de deux fois l'une elle rencontrerait le bon.

Mais la ligue de ceux qui ont part à l'autorité, ou à ses avantages, ne reste pas ainsi dans l'inaction. Ils veillent tandis que le peuple dort : uniquement occupés de leur pouvoir, ils ne respirent que pour l'augmenter : profondément versés dans les affaires, ils voient d'un coup d'œil toutes les conséquences des choses, et disposant des ressorts du gouvernement, ils font naître à leur gré tous les incidens qui peuvent influencer sur l'esprit d'une multitude qui n'est point sur ses gardes, et qui attend que quelque chose la décide.

Ce sont eux qui convoquent l'assemblée et qui la dissolvent ; ce sont eux qui lui proposent, et qui la haranguent. Habiles à profiter de tout, ils se servent également de la docilité du peuple pendant la calamité publique, et de son inconsidération dans un temps de prospérité. Lorsque les choses prennent une tournure contraire à leurs

espérances, ils le congédient. Lui faisant plusieurs propositions à la fois, et qu'il faut accepter *en bloc*, ils cachent ce qui va à leurs vues particulières, ou le colorent, en le joignant à des choses qu'ils savent devoir frapper agréablement le grand nombre (1). Présentant, dans leurs discours, des raisonnemens et des faits qu'on n'a point le temps de vérifier, ils jettent dans des erreurs lourdes, et cependant décisives; et les lieux communs de la rhétorique, aidés de leur influence personnelle, leur suffisent pour entraîner la majorité des suffrages.

D'un autre côté, le petit nombre de ceux, (car enfin il s'en trouve) qui, ayant réfléchi sur l'objet en question, voient les conséquences du pas qu'on va faire, perdu dans la foule, ne peut faire entendre sa faible voix au milieu de l'acclamation

(1) C'est ainsi que le sénat s'attribua à Rome le pouvoir des impositions. Il promit, lors de la guerre contre les Veïens, de donner une paye aux citoyens qui s'enrôleraient, et pour cela il établit un tribut. Le peuple, uniquement frappé de l'avantage actuel de ne pas servir à ses dépens, fut transporté d'une telle joie, qu'il s'assembla en foule devant la porte du sénat, et prenant les mains des sénateurs, il les appelait ses pères. *Nihil acceptum unquam à plebe, tanto gaudio traditur; concursus itaque ad curiam esse, prehensatasque exeuntium manus, patres verè appellatos, etc.* Tit. Liv, Lib. IV.

universelle. Il n'est pas plus le maître d'arrêter le mouvement général, qu'un homme, au milieu d'une armée qui est en marche, n'est le maître de ne pas marcher : en attendant, les suffrages se donnent ; une pluralité se déclare ; on l'appelle la volonté de tous : et elle n'est, dans le fond, que l'effet de la ruse de quelques ambitieux qui rient en secret (1).

(1) Je pourrais confirmer tout cela par une foule d'exemples tirés de l'histoire ancienne : mais qu'il me soit permis de n'en emprunter que de ma patrie, et *celebrare domestica facta* ; il n'y en a point qui prouvent mieux ce que je me propose ici. A Genève on fit en 1707 une loi, que l'on y tiendrait tous les cinq ans une assemblée générale du peuple, où l'on traiterait des affaires de la république ; mais les magistrats, qui redoutaient ces assemblées, ne tardèrent pas d'obtenir des citoyens la révocation de cette loi ; et la première résolution que prit le peuple, dans la première de ces assemblées, en 1712, fut de les abolir pour toujours. Le profond secret avec lequel les magistrats préparèrent la proposition qu'ils voulaient faire de cette abolition, et la manière imprévue dont on la fit connaître aux citoyens, lors, seulement, qu'assemblés ils furent requis de la passer aux voix, n'ont pu qu'imparfaitement justifier cette étrange détermination du peuple ; et la consternation qui saisit toute l'assemblée lorsqu'on proclama le résultat des suffrages, confirme l'opinion où sont bien des gens, que l'on eut recours alors à la fourbe. Ce mystère d'iniquité a été tenu secret jusqu'à ce jour : mais l'opinion commune, qui a été adoptée par Rousseau, dans ses *Lettres*

En un mot, ceux qui connaissent l'intérieur des républiques, et en général la manière dont les choses se passent dans les très-grandes assem-

*de la montagne*, est que les magistrats avaient instruit les secrétaires, à l'oreille de qui les citoyens devaient donner *de voix basse* leurs suffrages, de manière que, lorsqu'un citoyen disait *approbation*, il était censé approuver la proposition des magistrats; et lorsqu'il disait *réjection*, il était supposé rejeter les *assemblées périodiques*.

En 1738, les citoyens donnèrent force de lois à un petit Code de quarante-quatre articles, entre lesquels une seule ligne les oblige pour toujours d'élire leurs quatre *syndics*, c'est-à-dire, les chefs du conseil des vingt-cinq, d'entre les membres seulement de ce conseil: or, avant ce temps, leur choix était illimité. Ce fut alors aussi qu'ils laissèrent glisser dans la loi dont j'ai fait mention dans une note (*ci-dessus*, pag. 208.) le mot *approuvé*, transcrit d'un autre Code, et la conséquence de cela fut de rendre les magistrats maîtres absolus de la législation.

C'est ainsi que les citoyens, dépouillés successivement de tous leurs droits *politiques*, ne conservèrent guère plus que le plaisir d'être appelés une *assemblée souveraine* quand ils s'assembloient (idée qui entretenait pourtant parmi eux un esprit de résistance qu'il eut été dangereux aux magistrats de trop provoquer), et le pouvoir, au moins de *refuser*, d'élire les quatre *syndics*. C'est sur ce seul privilège que les citoyens firent, il y a quelques années, leur dernier effort; et un concours singulier de circonstances ayant heureusement excité et conservé parmi eux un esprit peu commun d'union et de persévérance, ils réussirent

blées, conviendront que le petit nombre qui est réuni, qui agit, et qui est vu, a un tel avantage vis-à-vis du grand nombre qui a les yeux tournés sur eux et qui est sans union, que même avec une adresse médiocre, ils sont toujours les maîtres des résolutions; que par une suite de la nature même des choses, il n'est pas d'ineptie à laquelle on ne puisse faire assentir un grand assemblage d'hommes; et que des lois seraient plus sages, et plus probablement dirigées à l'avantage de tous, d'être faites en jetant au sort, avec des dez, que par les suffrages d'une multitude.

enfin, en grande partie, à réparer les torts qu'on les avait induits à se faire à eux-mêmes depuis deux cents ans et plus. ( Un changement total s'est depuis ce temps-là opéré, par des forces étrangères, dans le gouvernement de la république ( en 1782 ); c'est pourquoi ce n'est pas ici le lieu de faire quelque observation ).

---

---

## CHAPITRE VI.

*Avantages , que recueille le peuple , du pouvoir de nommer des personnes qui le représentent.*

---

COMMENT le peuple remédiera-t-il donc aux désavantages nécessairement attachés à sa position ? Comment résistera-t-il à la phalange de ceux qui réunissent les honneurs , les richesses , les dignités , le pouvoir ?

Ce sera en employant , pour la défense , les mêmes moyens dont ils se servent pour l'attaque : c'est en empruntant leurs armes , leur ordonnance , leur discipline.

Ils sont en petit nombre , par conséquent aisément réunis : il faut donc leur opposer un petit nombre , pour être aussi réunis. C'est parce qu'ils sont en petit nombre qu'ils délibèrent sur tout , et ne suivent que des avis mûrement pesés ; c'est parce qu'ils sont en petit nombre qu'ils ont des formes qui leur servent , sans cesse , de point de ralliement , des maximes dont ils ne se départent pas , et des plans qu'ils ne perdent jamais de vue : encore une fois ,

donc , opposez-leur un petit nombre , et vous aurez tous ces avantages.

De plus , ceux qui gouvernent , par une nouvelle suite de ce qu'ils sont peu , ont une part plus considérable , par conséquent un intérêt plus vif , au succès quelconque de leurs entreprises. Faisant profession de mépriser leurs adversaires , et étant toujours sur l'offensive , ils s'imposent la nécessité de vaincre. Ils ont à faire ( eux qui sont excités par les plus puissans motifs , et qui veulent acquérir ) à une multitude qui , ne voulant que conserver , a de longs intervalles d'inaction et de sang-froid. Mais en se nommant des représentans et en concentrant ainsi sa puissance dans un petit nombre d'hommes , le peuple se donne le ressort qui lui manquait pour être à l'égalité , et il excite chez ses défenseurs , des passions qu'il ne saurait ressentir lui-même.

Chargés exclusivement du dépôt de la liberté publique , les députés du peuple seront excités par le sentiment de la grandeur des intérêts qui leur ont été confiés. Distingués du reste de la nation , et formant une assemblée particulière , ils défendront les droits dont ils sont les gardiens , avec toute la chaleur que donne l'esprit de corps. (1).

(1) Sans une telle disposition d'esprit , les communes de l'Angleterre n'eussent jamais maintenu leur droit de taxation avec tant de vigilance , contre les entreprises , souvent peut-être involontaires , des lords.

Placés sur un grand théâtre, ils espéreront de s'y distinguer; et la ruse et l'activité de l'ambition auront en tête la vivacité, la persévérance, que donne l'amour de la gloire.

Enfin, les représentans du peuple étant naturellement choisis parmi les citoyens les plus favorisés de la fortune, et ayant, par conséquent, beaucoup à conserver, auront, même dans les temps tranquilles, les yeux ouverts sur les motions du pouvoir. Leurs avantages les mettent dans le cas d'une comparaison continuelle avec ceux qui gouvernent, la jalousie qu'ils en concevront leur donnera une sensibilité extrême sur toutes les augmentations de leur puissance. Semblables à ces machines qui indiquent les opérations de la nature dans le temps qu'elles sont encore imperceptibles à nos sens, ils feront connaître au peuple ce qu'il ne voit jamais que trop tard; et leur plus grande proportion des biens, soit réels, soit de l'opinion, en feront, si je puis m'exprimer ainsi, les baromètres qui découvriront, dans leur principe, toutes tendances à des changemens de constitution (1).

(1) Tout ceci suppose *essentiellement*, que les représentans du peuple sont unis d'intérêt avec le peuple. Nous verrons bientôt que c'est-là le chef-d'œuvre de la Constitution d'Angleterre.



---

CHAPITRE VII.

## CONTINUATION DU MÊME SUJET.

*Le peuple retirerait peu d'avantages de la faculté de nommer ses représentans, s'il ne leur confèrait en même temps toute son autorité législative.*

---

LES observations qu'on a faites dans le chapitre précédent sont si claires, que le peuple, dans les gouvernemens où il a quelque part, a toujours senti la nécessité de toutes ces choses, et n'a jamais cru pouvoir remédier par lui-même aux désavantages de sa position. Toutes les fois que, réveillé par le sentiment de l'oppression, il a voulu faire usage de sa puissance, on l'a vu se mettre sous la conduite d'un petit nombre d'hommes, qui l'avaient éclairé et encouragé : et lorsque les circonstances ont exigé de sa part une conduite un peu soutenue, il n'a réussi qu'au moyen de la déférence la plus implicite aux chefs qu'il s'était choisis.

Mais ces conducteurs, ainsi choisis au hasard,

étant facilement intimidés par les terreurs du pouvoir , la confiance illimitée qu'on leur voue ne se déclarant jamais que quand le mal est extrême , et ne se soutenant que par un concours extraordinaire de circonstances , et auquel ceux qui gouvernent ne sont guère pris qu'une fois ; le peuple a presque toujours cherché à profiter des instans de supériorité que les événemens lui avaient donnés , pour rendre durables ces avantages qu'il voyait être passagers , et pour établir des hommes qui fussent spécialement chargés de sa défense , et que la Constitution avouât. C'est ainsi qu'à Lacédémone , le peuple obtint des éphores , et à Rome des tribuns.

Fort bien , dira-t-on ; mais le peuple romain ne permettait pas à ses tribuns de *rien conclure définitivement* ; il voulait *ratifier* lui-même les résolutions qu'ils avaient prises (1). Mais c'est cela même qui contribua surtout à en rendre l'institution vaine. Le peuple voulant mêler son avis à celui de ceux auxquels , dans sa sagesse , il s'était promis de s'en rapporter , voulant déclarer , avec cent mille suffrages , ce que ceux de ses conducteurs eussent déclaré tout de même ; détruisait par-là tout l'effet de ses précautions ; et pour conserver une apparence de souveraineté ( apparence bien chimérique , puisqu'enfin c'était sous la direction

(1) Rousseau, *Contrat social*.

d'autrui qu'il votait ), il retombait dans tous les inconvéniens dont nous avons parlé ci-dessus.

Les sénateurs, les consuls, les dictateurs, les grands personnages qu'il avait la prudence de craindre et la simplicité de croire, continuaient à être mêlés avec lui, et à déployer leur savoir faire; ils le haranguaient encore (1); ils changeaient encore le lieu des assemblées; prétendant que les augures n'étaient pas favorables, sous ce prétexte-là, ou sous d'autres, ils les dissolvaient ou les dirigeaient (2); et les tribuns, lorsqu'ils avaient pu parvenir à se réunir, avaient le désespoir de voir échouer, par des ruses misérables, des projets

(1) Valere Maxime rapporte, que les tribuns ayant voulu proposer des arrangemens au sujet des blés dans un temps de disette, Scipion Nasica contint l'assemblée en leur disant: « Silence, Romains: je sais mieux que vous ce qui con- » vient à la république. » *Tacete quæso Quirites; plus enim ego quàm vos, quid Reipublicæ expediat, intelligo. Quà voce audità, omnes pleno venerationis silentio, majorem ejus autoritatis, quam suorum alimentorum egerunt.*

(2) *Quid enim majus est si de jure Augurum quærimus*, dit Cicéron, qui était lui-même augure, et qui plus est, sénateur, *quàm posse à summis imperiis, et summis potestatibus, comitiatus et concilia vel instituta demittere, vel habita rescindere? Quid gravius, quàm rem susceptam dirimi, si unus augur Alium (id est, alium dieni) dixerit? De Legib., lib. II, §. 12.*

suivis avec les plus grandes peines et même les plus grands périls.

Lorsque, voyant la partie fortement liée, ils désespéraient de réussir par de tels moyens, ou craignaient de les user en les prodigant, ils recouraient à d'autres finesses. Ils donnaient au consul, par le moyen d'une simple formule (1), un pouvoir absolu sur la vie des citoyens; ou bien ils nommaient un dictateur. Le peuple se consternait à la vue de la mascarade d'état qu'on lui présentait; et les tribuns, quelque clairvoyans qu'ils fussent, tremblaient à leur tour, se voyant sans défenseurs (2).

D'autres fois ils calomniaient les tribuns devant l'assemblée elle-même; ou, les déchirant en secret, ils les décrédaient totalement. C'est ainsi que le peuple vit tranquillement massacrer Tibérius Gracchus, le seul romain réellement vertueux, le seul qui ait aimé véritablement le peuple. C'est ainsi que Caius, que l'exemple de son frère n'intimida

(1) *Videat consul, ne quid detrimenti respublica capiat.*

(2) « Les tribuns du peuple, » dit Tite-Live, grand admirateur du pouvoir des nobles, « et le peuple lui-même » n'osent, ni lever les yeux, ni souffler en présence d'un dictateur. » *Nec adversus dictatoriam vim aut tribuni plebis, aut ipsa plebs, attolere oculos, aut hiscere audebant.* Tit. Liv., L. VI, §. 16.

point, fut à la fin tellement abandonné, qu'il ne se trouva personne qui voulût même lui prêter un cheval pour fuir la fureur des nobles ; et qu'il fut obligé de se donner la mort lui-même, en invoquant les dieux sur ses inconstans concitoyens.

D'autres fois, encore, ils suscitaient des divisions parmi le peuple, des brigues effroyables se déclaraient tout à coup la veille d'une opération importante ; et les gens modérés évitaient des assemblées, où ce ne devait être que tumulte et que confusion.

Enfin, pour que rien ne manquât à la facilité avec laquelle ils abusaient les assemblées populaires, ils falsifiaient les déclarations du nombre des voix, ils allèrent même une fois jusqu'à voler les urnes dans lesquelles les citoyens devaient jeter leurs suffrages (1).

(1) On peut lire, par rapport à toutes ces choses, ce que dit Plutarque, surtout dans la *Vie* des Gracques. Au reste, je fais grâce au lecteur des assemblées où l'on arma une partie du peuple contre l'autre ; je ne lui parle que des temps qui précédèrent ou suivirent immédiatement la troisième guerre punique, c'est-à-dire, de ce qu'on appelle les beaux temps de la république.

## CHAPITRE VIII.

## CONCLUSION DE CE SUJET.

*Effets qu'a eu, dans le Gouvernement anglais,  
le parti qu'a pris le peuple de conférer tout  
son pouvoir à ses représentans.*

---

MAIS lorsque le peuple a confié son pouvoir à un petit nombre de personnes, les choses prennent tout de suite une bien différente tournure. Ceux qui gouvernent, trouvant qu'au lieu de ces assemblées qu'ils affectent de mépriser, et qu'ils ne se lassent point de comparer aux tempêtes et à l'*Euripe* (1), avec lesquelles même ils se croient en conséquence dispensés d'être justes; trouvant,

(1) Cicéron ne tarit point là-dessus: *Quid enim fretum, quem Euripum, tot motus, tantas et tam varias habere putatis agitationes fluctuum; quantas perturbationes; et quantos cæsus habet ratio Comitiorum.* (Or. pro Muræna.) *Concio*, dit-il encore, *quæ ex imperitissimis constat, etc.*, de *Amicitia*, §. 25.

dis-je, qu'ils ont à faire à des hommes qui n'ont, vis-à-vis d'eux, qu'une infériorité de convention, ils revêtent tout de suite d'autres sentimens, et se gardent bien, surtout, de leur parler des poulets sacrés, des livres Sibyllins, et des jours *blancs* ou *noirs*. Voyant leurs nouveaux adversaires exiger des égards, cela seul leur en inspire ; les voyant agir d'une manière constante, suivre des règles fixes, en un mot, avoir des *formes*, ils viennent à les considérer, par la même raison, qui les fait respecter eux-mêmes du peuple.

Les représentans du peuple, d'un autre côté, ne tardent pas à se donner tout ce qui peut servir à déployer avec effet le pouvoir dont ils sont dépositaires, tout ce qui peut faire ensorte que leurs résolutions soient le résultat de la réflexion, de la raison. C'est ainsi que l'on vit les députés du peuple anglais requérir, dès le temps de leur origine, d'être assemblés séparément : ils obtinrent ensuite de se nommer un président ; bientôt après, ils voulurent être consultés sur la dernière forme des actes auxquels ils donnaient naissance ; enfin, ils voulurent les dresser eux-mêmes.

Pour prévenir, dans leur intérieur, toute possibilité de surprise, c'est une règle que toute proposition, ou tout bill, doit être lu trois fois, à jours différens et indiqués ; avant de recevoir sa sanction finale : et avant chaque lecture du bill,

ainsi que lors de sa première introduction, il faut résoudre expressément qu'on doit continuer à s'en occuper : si le bill est rejeté, dans laquelle \* que ce soit de ces diverses opérations, il tombe, et ne peut plus être présenté dans cette session (1).

Les communes ont été surtout jalouses de la liberté de la parole dans l'intérieur de leur assemblée. Elles ont exigé expressément ; comme nous l'avons déjà dit, qu'aucun de leurs procédés ou propos ne pût être examiné ailleurs : enfin pour écarter des délibérations tout motif étranger à la chose même , elles n'ont laissé à leur président ni opinion ni suffrages ; elles ont même établi, comme règle, non-seulement que le roi ne leur pût faire proposer, mais même que son nom ne fût jamais prononcé (2).

(1) C'est encore une règle, dans la chambre des communes, que personne ne parle qu'une fois le même jour. Lorsque les diverses clauses d'un bill exigent une discussion plus libre, on en donne le soin à un *comité*, qui fait ensuite son rapport; quand l'objet est important, le comité est formé de toute la chambre, assemblée dans le même lieu, mais d'une manière moins solennelle, et sous un autre président, qu'on appelle le *Chairman* du comité. Pour former de nouveau la chambre, l'on remet *la masse* sur la table, et *le parleur* reprend sa place.

(2) Si quelqu'un parlait, dans son discours, de ce que le roi souhaite, de ce qu'il verrait avec plaisir, etc., il se-



Mais ce qui décide, surtout en faveur d'une Constitution où le peuple n'agit que par ses représentans, c'est-à-dire au moyen d'une assemblée peu nombreuse, et où chacun propose, délibère et discute, c'est qu'elle est la seule qui puisse avoir l'avantage immense, avantage que je ne saisi j'ai bien su faire sentir quand j'en ai parlé ci-devant (1), de mettre entre les mains du peuple les ressorts moteurs de la puissance législative.

Dans une Constitution où le peuple est appelé à prononcer sur les lois, ce ne sont que ceux qui sont vus, par conséquent ceux qui gouvernent, qu'on a le temps, ou même qu'on se soucie d'écouter, et ils acquièrent à la fin, ainsi qu'on l'a vu dans toutes les républiques, le droit exclusif de proposer s'il leur plaît, quand il leur plaît, comme il leur plaît. Prérogative telle, qu'elle mettrait une assemblée formée des plus grands génies à la merci de deux ou trois sots, et rend absolument illusoire le pouvoir si vanté du peuple : prérogative, en même temps, qui, se trouvant dans les mains de ses adversaires, le force à rester sans cesse passif, et lui ôte la seule ressource qu'il pourrait opposer à leurs attaques.

rait tout de suite *appelé à l'ordre*, comme voulant *influencer le débat*.

(1) Au chap. IV de ce livre.

Pour tout dire, en un mot : une Constitution *représentative* met le remède entre les mains de ceux qui sentent le mal ; mais une Constitution *populaire* met le remède entre les mains de ceux qui causent le mal ; et elle mène nécessairement au malheur, à la calamité politique, de confier les moyens et le soin de réprimer le pouvoir, à ceux qui ont le pouvoir (1).

(1) Indépendamment des considérations que M. de Lolme, vient de développer, et qui, en thèse générale, donnent la supériorité au gouvernement *représentatif* sur le gouvernement *populaire*, on pourrait tirer des argumens bien plus forts du changement des bases de l'ordre social, tel qu'il est établi chez les peuples modernes. Les dépouilles des nations vaincues étaient, chez les anciens, la source des richesses. Le commerce et l'industrie ont établi des relations bien plus fréquentes entre les peuples modernes. Les institutions ne doivent plus tendre à mettre les nations en état de vivre de pillage, mais à assurer à chacun la jouissance des fruits de son travail. Les républiques anciennes étaient presque toutes resserrées dans les murs d'une seule ville. Les états modernes rassemblent sous le même régime des millions d'habitans.

La guerre étant à Rome et dans la Grèce le but des associations, chaque citoyen ne pouvait voir son intérêt que dans le succès de tous. Dans les états modernes, les lois doivent composer l'intérêt général des intérêts particuliers.

La différence des peuples modernes aux peuples anciens, suffit pour faire voir combien sont fausses les conséquences

---

CHAPITRE IX.AUTRE DÉSAVANTAGE DES GOUVERNEMENS  
RÉPUBLICAINS.

*Le peuple est nécessairement trahi par ceux  
en qui il se confie.*

---

MAIS ces assemblées générales d'un peuple que l'on faisait prononcer sur ce qu'il n'entendait ni examinait, cette confusion dans laquelle l'ambitieux cachait ses artifices et allait sûrement à son but, n'était pas le seul mal des anciennes républiques. Il était un vice plus secret, mais frappant plus immédiatement sur le principe attaché à cette sorte de gouvernement.

Il était impossible que le peuple y eût jamais de véritables défenseurs. Ni ceux qu'il avait expressément choisis, ni ceux qui, favorisés par les cir-

que, dans les discussions du jour, l'on tire si souvent de la comparaison des époques historiques. C.

constances, dirigeaient ces assemblées (car le peuple, encore une fois, n'a du pouvoir que pour le donner ou le laisser prendre), ne lui pouvaient être unis par le sentiment des mêmes intérêts. Leur crédit les mettant en quelque sorte à l'égalité avec les dépositaires du pouvoir exécutif, ils pensaient peu à réprimer des vexations dont ils se voyaient à l'abri : bien plus, ils craignaient de diminuer une puissance qui devait être un jour la leur, si même ils n'y participaient pas déjà (1).

C'est ainsi que les tribuns n'eurent jamais de but sérieux et suivi, que celui de faire admettre le peuple, c'est-à-dire eux-mêmes, à toutes les dignités. Après avoir obtenu que les plébéiens fussent admis au consulat, ils obtinrent que les mariages fussent libres entre eux et les patriciens ; ils les firent ensuite admettre à la dictature, au tribunat militaire, à la censure ; en un mot, ils n'employaient le pouvoir du peuple qu'à augmenter des prérogatives qu'ils appelaient les prérogatives de tous, et dont il n'y avait en effet qu'eux et les leurs qui dussent jouir.

(1) Quelle apparence que des hommes, qui s'attendaient à devenir eux-mêmes préteurs, voulussent se prêter sérieusement à restreindre le pouvoir des préteurs ? que visant au consulat, ils pussent désirer d'en limiter la puissance ? que sûrs, par la faveur du peuple, d'être faits sénateurs, ils tâchassent réellement de borner l'autorité du sénat ?

Mais nous ne voyons pas qu'ils aient employé la puissance du peuple à des choses véritablement utiles au peuple. Nous ne voyons pas qu'ils aient limité le pouvoir terrible de ses magistrats, qu'ils aient jamais réprimé cette classe de citoyens qui sait faire respecter ses crimes ; en un mot, qu'ils aient jamais cherché, d'un côté, à régler, de l'autre, à renforcer le pouvoir judiciaire ; précautions sans lesquelles on s'agitait jusqu'à la fin du monde, sans trouver la véritable liberté ; précautions sans lesquelles, comme dit Pope, les lois seront toujours *trop faibles pour les forts, trop fortes pour les faibles*.

Le pouvoir judiciaire, ce *criterium* sûr d'un gouvernement, ne fut jamais à Rome qu'un instrument de tyrannie. Les consuls y exercèrent, dans tous les temps, le droit de vie et de mort ; les dictateurs l'eurent, les préteurs l'eurent, les tribuns du peuple l'eurent, le sénat, à plus forte raison l'eut ; et les trois cent soixante-dix déseigneurs, qu'il fit précipiter dans une fois, au rapport de Tite-Live, du haut du roc tarpéien, montrent assez ce qu'il savait faire. On peut même dire, qu'à Rome, le droit de vie et de mort, ou plutôt le droit de tuer, était attaché à tout pouvoir, quel qu'il fût, même à celui qui résulte simplement du crédit ou de la richesse ; et la seule conséquence du meurtre des Gracques, qui fut suivi de celui de trois cent,

et ensuite de celui de quatre mille citoyens désarmés, que les *nobles* assommèrent, fut d'engager le sénat à bâtir un temple à la concorde. La loi *Porcia, de tergo civium*, qu'on a si fort célébrée, n'avait d'autre effet que d'achever de rassurer, contre celle du talion, les consuls, préteurs, questeurs, etc., qui, ainsi que Verrès (1), faisaient battre de verges et mettre en croix, par fantaisie, les citoyens obscurs.

Enfin, ce qui montre avec combien peu de connaissance, même de l'histoire, on nous fait l'éloge du gouvernement de l'ancienne Rome, c'est que le sénat y eut dans tous les temps le pouvoir des impositions; celui de dispenser de l'effet des lois; celui même de les abroger (2).

(1) Si l'on jette les yeux sur Lacédémone, on verra, par les divers traits de la justice des éphores, que les choses n'y étaient guère mieux réglées. Enfin, à Athènes même, qui est la seule des républiques anciennes où il paraisse qu'il y ait eu de la liberté, on voit les magistrats procéder, à peu près, comme on fait aujourd'hui chez les Turcs : et je n'en donnerai pour preuve, que l'histoire de ce barbier du Pirée, qui, ayant répandu dans la ville la nouvelle de la défaite des Athéniens en Sicile, qu'il avait apprise d'un étranger qui s'était arrêté devant sa boutique, fut mis à la torture par ordre des Archontes, parce qu'il ne savait nommer son auteur. *Plutarque, Vie de Nicias.*

(2) On voit fréquemment les consuls enlever du capitole les tables des lois passées sous leurs prédécesseurs; et ce

En un mot, par une suite de la *communicabilité* du pouvoir, essentiellement attachée au gouvernement républicain, il est impossible qu'il y soit jamais soumis à des règles. Ceux qui y sont en état de le réprimer en deviennent par là même les défenseurs. Elevés, si l'on veut, de l'état le plus humble, et qui semblait le plus rassurer sur leurs vices, ils ne sont pas plus tôt arrivés à un certain point, qu'ils les portent au delà. Ils ne cherchaient précédemment qu'à voir observer les lois, ils ne pensent aujourd'hui qu'à s'en affranchir; et se voyant arrivés au niveau d'une société qui dispose de tout et jouit de tout, ils ne songent plus qu'à s'y agréger (1).

n'était point, comme on est d'abord tenté de croire, une violence qu'il n'y avait que le succès qui justifiait : c'était une suite du pouvoir exprès qu'avait le sénat, *cujus erat gravissimum judicium de jure legum*, ainsi qu'on peut le voir par plusieurs endroits de Cicéron. Les augures eux-mêmes, dit encore Cicéron, avaient ce droit. « Lorsqu'une loi n'a pas été proposée au peuple, dans la forme requise, les augures peuvent la supprimer : tel fut le sort de la loi *Tetia*, par décret du collège : tel celui des lois *Liviae*, sur l'avis de Philippe, consul et augure. » *Legem si non jure rogata est, tollere possunt; ut Tetiam, decreto collegii; ut Livias, consilio Philippi consulis et auguris.* De Legib. Lib II. §. 12.

(1) Cela leur est toujours aisé à effectuer. Dans les républiques, la classe d'hommes qui se trouve à la tête de l'état,

Le peuple (1), se voit, dans de tels états, dans l'inévitable nécessité d'être trahi par ceux qu'il rend, par sa faveur, puissans et indépendans des lois. Corrompant pour ainsi dire tout ce qu'il touche, il ne distingue un homme que pour attaquer sa vertu : il ne l'élève que pour le perdre, et conséquemment s'affaiblir lui-même. Que dis-je ! il lui donne des intérêts entièrement opposés aux siens, et l'envoie grossir le nombre de ses ennemis.

Ainsi, à Rome, lorsque la faible barrière qui fermait au peuple le chemin aux dignités et au pouvoir eut été renversée, celles des familles plé-

a constamment les yeux attachés sur le peuple, afin d'y démêler ceux qui ont acquis de l'influence sur lui, et de les attirer à son parti : et plus la forme du gouvernement est démocratique, plus cette attention est pour elle indispensable.

La constitution de Rome avait même expressément pourvu à cela. Non seulement les censeurs pouvaient transférer quelque citoyen que ce fut dans la tribu qu'il leur plaisait, même dans le sénat ( et sans doute ils ne manquèrent pas de faire un usage politique de ce privilège ) ; mais il était de règle, que toute personne avancée par le peuple à quelque office public, comme au consulat, à l'édilité, au tribunat, devint par-là même membre du sénat. Voyez Middleton. *Dissertation sur le sénat romain.*

(1) M. de Lolme aurait pu ajouter ici l'exemple de l'ancienne république de Genève, dans laquelle l'aristocratie, quand elle se voyait trop harcelée par le parti populaire, finissait par lui enlever ses chefs en se les agréant. C.



biennes que les suffrages du peuple commencent à y porter, formèrent, avec les anciennes familles patriciennes, une nouvelle combinaison, *nobiles* et *nobilitas*, qui n'étant composée d'aucune classe particulière d'hommes, mais de tous ceux qui étaient assez puissans pour s'y maintenir ou s'y faire admettre, on ne vit plus dans la république qu'une tête qui, composée de tout ce qu'il y avait d'accrédité et de riche, et disposant à son gré des lois, de la puissance et du peuple, ne garda plus ni modération ni mesure (1).

Toute Constitution qui n'aura pas égard à ces choses, sera donc une Constitution essentiellement imparfaite. C'est dans l'homme que sont les maux dont on a à se défendre : ce n'est donc que par des précautions générales qu'on peut se flatter de les prévenir. Si c'est une erreur funeste de n'attendre que justice et équité de ceux qui gouvernent, c'en est une, qui ne l'est pas moins, de s'imaginer que tandis que la vertu, la modération, sont le propre de ceux qui s'opposent aux abus du pouvoir, toute l'ambition, tout le désir de dominer se sont retirés dans l'autre parti.

(1) Ce fut, quoiqu'en disent ceux qui ont écrit sur ce sujet, un grand malheur pour le peuple romain, que l'abolition du patriciat; quoiqu'à dire vrai, cela ne pût manquer d'arriver.

Quoique l'homme sage, entraîné par le pouvoir des noms et la chaleur des contentions politiques, puisse quelquefois perdre de vue le but, il ne sait pas moins, que ce n'est pas contre les *Appius*, les *Coruncanus*, les *Cethegus*, mais contre tous ceux qui peuvent faire taire ou parler les lois, qu'il faut diriger ses précautions : que ce n'est pas le consul, le prêteur, l'archonte, le ministre, le roi, qu'il faut craindre ; que ce n'est pas non plus le tribun, ou le représentant du peuple, à qui il faut se fier implicitement, mais que les objets de notre jalousie doivent être tous ceux, sans distinction, qui, par quelque voie que ce soit, et avec quelque nom que ce soit, se sont donnés les moyens de tourner contre chacun la force de tous, et ont tellement arrangé les choses autour d'eux, que quiconque veut leur résister se trouve toujours seul contre mille.

---

## CHAPITRE X.

*Différence fondamentale entre le gouvernement anglais, et les gouvernemens que l'on vient de décrire. En Angleterre, ceux en qui le peuple place sa confiance, n'ont aucune part au pouvoir exécutif. Utilité du pouvoir qu'a la couronne.*

COMMENT la Constitution d'Angleterre a-t-elle donc remédié à des maux qui, du premier coup d'œil, semblent réellement irrémédiables ? Comment a-t-elle obligé ceux en faveur desquels le peuple s'est dépouillé, à une reconnaissance efficace et persévérante ? ceux qui ont une puissance particulière, à ne penser qu'à l'avantage de tous ? ceux qui font les lois, à n'en faire que de justes ? C'est en les y soumettant eux-mêmes, et en leur en ôtant, pour cela, l'exécution.

Le parlement peut établir le nombre de troupes réglées qu'il lui plaît ; mais tout de suite un autre pouvoir se présente, qui en prend le commande-

ment, qui en remplit tous les postes, et qui les fait mouvoir à son gré. Le parlement peut établir des impôts, mais tout de suite un autre pouvoir s'empare du produit, et a seul l'avantage et la gloire de la distribution. Le parlement peut, si l'on veut, annuler les lois qui servent de base à la sûreté du sujet, mais ce ne sont pas les fantaisies et les caprices de ses membres, ce sont les caprices et les fantaisies d'autres hommes qu'il aura satisfaits, lorsqu'il aura abattu les colonnes de la liberté.

Et il ne suffisait pas d'ôter aux législateurs l'exécution des lois, par conséquent l'exemption, qui en est la suite immédiate; il fallait encore leur ôter ce qui eut produit les mêmes effets, l'espoir de jamais s'attribuer cette autorité exécutive.

Cette autorité est devenue en Angleterre une prérogative unique, indivisible, attribuée inaliénablement et de longue main à une seule personne, par les lois les plus solennelles et la coutume la plus constante; et toutes les forces actives de l'état ont été réunies autour d'elle.

Pour en assurer toujours plus le dépôt, la Constitution a donné à celui à qui elle l'a confié toute la puissance qui peut résulter de l'opinion; elle lui a donné, surtout, la distribution et la conservation des grâces; et elle a intéressé l'ambition elle-même à le maintenir.

Elle lui a donné une part dans le pouvoir législatif; portion passive, à la vérité, et la seule qui puisse lui être assignée sans mettre l'état en danger, mais au moyen de laquelle il détourne les coups qu'on voudrait porter à son autorité constitutionnelle.

Enfin, il est la seule puissance existante par soi-même, et indépendante dans l'état. Le général, le ministre, l'homme en place, ne sont tels que par la continuation de son bon plaisir : il se délivrerait du parlement lui-même, si jamais il lui voyait prendre trop de consistance; et il n'a besoin que d'un mot pour anéantir toute puissance, quelle qu'elle fut, qui pourrait le mettre en danger : prérogatives redoutables ! mais sur lesquelles on se rassure, lorsqu'on pense, d'un côté, aux grands droits par lesquels elles ont été contre-balancées, et de l'autre, aux conséquences heureuses qui résultent de leur union.

De cette unité, et si je puis m'exprimer ainsi, de cette entière séquestration de l'autorité exécutive, s'ensuit d'abord cet avantage, que nous avons déjà fait remarquer dans un des chapitres précédens, que l'attention de toute la nation est dirigée vers un seul et même objet. Outre cela, le peuple jouit par ce moyen d'un autre avantage, le plus essentiel de tous : il peut donner sa confiance, sans donner du pouvoir sur lui-même, et contre

lui-même ; il peut établir des gardiens sans en faire ses maîtres.

Ceux à qui le peuple a délégué le pouvoir de faire des lois , sont sûrs d'en ressentir eux-mêmes tout le poids : ils peuvent augmenter le pouvoir exécutif ; mais ils ne sauraient s'en revêtir : ils ne peuvent pas le faire mouvoir , ils ne peuvent que lui délier les bras : ils tiennent leur importance ; leur existence même du besoin que ce pouvoir a d'eux : ils savent qu'aussitôt qu'ils auraient complété l'œuvre , et trahi la confiance du peuple , ils se verraient dissous , rejetés , comme des instrumens usés et désormais sans valeur.

La même disposition des affaires en Angleterre , y prévient aussi ce défaut essentiel inhérent au gouvernement de la multitude , dont il a été question au chapitre précédent.

Dans cette espèce de gouvernement , la cause du peuple , comme on l'a observé , est continuellement abandonnée et trahie. Les prérogatives arbitraires des pouvoirs gouvernans sont favorisées en tout temps , ouvertement ou sous main , non-seulement par ceux encore qui peuvent se promettre avec fondement d'en partager un jour l'exercice ; mais aussi par toute une foule d'autres gens , qui suivant la disposition ordinaire des hommes à avoir toujours trop bonne opinion de leur état et de leurs mérites , s'imaginent folle-

ment qu'un temps viendra où ils auront à leur tour quelque branche du gouvernement, ou même qu'ils sont déjà associés, de manière ou d'autre, à l'autorité qui gouverne.

Mais comme on a fait de cette autorité en Angleterre l'attribut indivisible et inaliénable d'un seul, tous les autres individus de l'état sont par-là même intéressés à la contenir dans ses bornes. De cette manière, la liberté est devenue la cause commune de tous; les lois qui l'assurent sont maintenues par des hommes de tout rang et de tout ordre; et l'acte de *Habeas Corpus*, par exemple, a pour zélés défenseurs les plus grands seigneurs du royaume, aussi bien que les moindres sujets.

Le ministre même, en conséquence de cette *inaliénabilité* du pouvoir exécutif, n'est pas moins intéressé que ses concitoyens à maintenir les lois sur lesquelles la liberté publique est fondée. Il a beau s'occuper de la jouissance de son autorité et des moyens de la retenir; il n'ignore pas qu'une intrigue de cour, un caprice, peuvent à chaque instant déranger ses plans, et le confondre avec la multitude; et que le ressentiment d'un successeur, long-temps écarté, pourrait l'envoyer languir dans le même cachot, que ses passions momentanées le tenteraient de préparer aux autres.

De la manière donc que les affaires sont arran-

gées, les grands se trouvent dans la nécessité de faire cause commune avec le peuple, pour restreindre le pouvoir gouvernant dans ses excès ; et ce qui n'est pas moins essentiel au salut public, ils sont forcés, par la même raison, à se garder de passer les bornes de leur puissance et de leur influence particulière : ainsi un esprit général de justice se répand dans toutes les parties de l'état.

Le particulier opulent, le représentant du peuple, le puissant pair, ayant sans cesse le coup d'œil d'une puissance formidable, d'une puissance à laquelle ils ne peuvent opposer que la sauvegarde des lois, et qui leur rendrait au centuple leurs plus légères violations, sont forcés de ne désirer que de bonnes lois, et de les observer jusqu'au scrupule.

Que le peuple craigne donc ( il le faut, pour sa liberté ), mais qu'il ne cesse jamais entièrement d'aimer ce trône, dépôt unique des forces actives de l'état.

Qu'il sache que c'est lui qui, prêtant une force immense au bras de la justice, la met en état d'amener en compte le faible comme le puissant transgresseur ; qui a supprimé, et sarclé, si je puis m'exprimer ainsi, toutes ces tyrannies, tantôt liguées, tantôt rivales, qui tendent sans cesse à germer du sein des sociétés, et qui sont d'autant plus terribles, qu'elles sont moins assurées.



Qu'il sache que c'est lui qui , faisant dépendre les grâces de la volonté d'un seul , a réduit dans une enceinte privée , ces projets dont la poursuite ébranlait antrefois les états , a changé en intrigues les conflits , les fureurs de l'ambition ; et que ces contentions , qui ne font que l'amuser aujourd'hui , sont les volcans qui embrasaient les anciennes républiques.

Que c'est lui qui , ne laissant voir au riche d'autre sûreté pour son palais que celle que le cultivateur a lui-même pour sa cabane , a réuni sa cause à la sienne ; celle du puissant à celle du faible ; celle du citoyen acéré à celle de celui qui est inconnu.

C'est le trône , surtout , c'est cette puissance jalouse , qui l'assure que ses représentans ne seront jamais que ses représentans ; et elle est la Carthage toujours subsistante qui lui répond de leur vertu.

---

---

## CHAPITRE XI.

*Pouvoirs que le peuple exerce lui-même. Election des membres du parlement.*

---

LA Constitution de l'Angleterre ayant lié le sort de ceux à qui le peuple confie sa puissance à celui du peuple lui-même, semble, par cette seule précaution, avoir tout fait pour sa sûreté.

Cependant, comme la suite des événemens peut, avec le temps, réaliser les choses qui avaient paru dans l'origine les plus improbables, il serait possible que les ministres du pouvoir exécutif, malgré même la grandeur des précautions spécialement prises pour empêcher leur influence, employassent enfin de tels moyens, qu'ils opérassent le sacrifice de quelques-unes des lois qui assurent la liberté. Lors même que ce danger serait réellement chimérique, il se pourrait du moins, que connivant à une administration vicieuse, et dispensateurs faciles du produit des travaux du peuple, les représentans du peuple lui fissent éprouver plusieurs des maux d'un mauvais gouvernement.

Enfin, comme leur devoir est non-seulement de le préserver des calamités d'un pouvoir arbitraire, mais de plus de lui procurer la meilleure administration possible, il se pourrait encore qu'ils montrassent à cet égard une tiédeur qui équivaldrait à des maux réels.

Il fallait donc que la Constitution eût aussi préparé le remède à toutes ces choses : or c'est dans le droit d'élection qu'il se trouve.

Lorsque le temps est venu où la commission que le peuple avait donnée expire, il se rassemble dans les différentes villes ou comtés ; il réélit ceux de ses représentans dont il approuve la conduite, et il rejette ceux qu'il sait avoir donné lieu à ses plaintes. Remède simple, et qui ne supposant que la connaissance de choses de fait, est entièrement à la portée du peuple : mais remède en même temps le plus efficace de tous ; car le mal dont on se plaint ne venant point d'un vice du gouvernement, mais des dispositions particulières d'un certain nombre de personnes, exclure ces personnes, c'est arracher jusqu'à la racine.

Mais je m'aperçois que pour faire sentir les avantages que le peuple anglais peut retirer du droit d'élection, et des moyens qu'il a de la mettre en œuvre, il est un autre de ses droits, dont il faut premièrement que je parle.

---

CHAPITRE XII.

## CONTINUATION DU MÊME SUJET.

*Liberté de la presse (1).*

---

LES maux d'un état ne venant pas seulement du défaut de ses lois, mais encore de leur inexécution, et d'une inexécution qui est souvent telle, qu'il est impossible de la soumettre à des peines, ou même à des qualifications déterminées, on a imaginé, dans plusieurs états, un moyen qui pût suppléer à l'imperfection des législations, et commencer où elles finissent; je veux parler de la censure, pouvoir, dont les effets peuvent être très-

(1) La liberté de la presse n'est établie en Angleterre, sur aucun acte particulier. Elle n'existe que parce qu'aucune loi n'en interdit l'usage, et que, parce que, régie par la législation générale, les délits qui en sont la suite, ne peuvent être constatés comme tous les autres, que par des jurés. Ce droit fait partie de la loi commune. C.

grands , mais dont l'exercice , à la différence du pouvoir législatif , doit être laissé au peuple.

Le but de la législation n'étant point , comme on l'a vu , de rechercher et d'exécuter les volontés particulières de chaque citoyen , mais uniquement de découvrir et de déclarer ce qui est l'intérêt général dans des circonstances données , il n'est point de l'essence de la chose que chacun soit consulté là-dessus ; et dès que ce moyen , qui paraît d'abord si naturel , de rechercher par l'avis de tous ce qui convient à tous , se trouve sujet , dans la pratique , aux plus grands inconvéniens , il ne faut pas hésiter de l'abandonner. Mais l'opinion générale formant seule le ressort du pouvoir censorial , on ne saurait atteindre le but , qu'en faisant que cette opinion même soit déclarée ; c'est uniquement d'elle qu'il doit être question ; et il faut , par conséquent , que ce soit le peuple lui-même qui parle et la manifeste. Un tribunal particulier de censure manque donc essentiellement son but : il a de plus de très-grands inconvéniens.

N'étant établi que pour prononcer sur des cas qui sont hors de la règle , il ne peut être soumis à aucune règle. D'ailleurs , par la nature de la chose , il ne saurait avoir de contre-poids constitutionnel ; et il présente le spectacle d'un pouvoir entièrement arbitraire , et qui , dans ses diverses

exertions, peut réduire les citoyens au désespoir, en affectant leur tranquillité et leur bonheur de la manière la plus cruelle. Il produit encore le très-grand mal, en dictant les jugemens du peuple, de lui ôter cette liberté de penser, qui est le plus beau privilege, ainsi que le soutien de la liberté proprement dite (1).

On peut donc compter comme un nouvel et très-grand avantage des lois de l'Angleterre, la

(1) Montesquieu, Rousseau, et même tous ceux, que je sache, qui ont écrit sur ce sujet, vantent avec beaucoup d'enthousiasme le tribunal de censure institué à Rome. Ils n'ont pas fait attention que ce pouvoir, remis entre les mains de magistrats particuliers, avec d'autres pouvoirs arbitraires qu'on y avait annexés, n'était qu'une pure ruse d'état, de même nature que celles dont nous avons parlé dans les chapitres précédens, inventée, comme toutes les autres, par le sénat, pour assurer son autorité. Le chevalier Thomas More, dans son *Système de Gouvernement*, qu'il a intitulé, *Relation de l'Utopie* ( de la Région heureuse ) a adopté sur ce sujet des opinions semblables; il ne veut point que le peuple puisse censurer les actions de ceux qui le régissent; et l'individu qui parle de la conduite du gouvernement, est chez lui digne de mort.

Je trouve une espèce de plaisir, je l'avoue, de faire observer au lecteur à cette occasion, qu'encore que j'aie été nommé par certaines gens l'avocat du pouvoir, j'ai néanmoins donné plus d'étendue à l'idée de la liberté, que plusieurs écrivains qui en font sonner le nom avec emphase.

liberté qu'elles laissent au peuple d'examiner et de censurer la conduite du gouvernement et de tous ceux qui en administrent quelque branche. Non-seulement elles assurent à chaque particulier le droit de présenter des pétitions, soit au roi, soit aux deux chambres : elles lui donnent encore celui de porter ses plaintes et ses observations quelconques au tribunal du public, par la voie de l'impression. Droit redoutable à ceux qui gouvernent, et qui, dissipant sans cesse le nuage de majesté dans lequel ils s'enveloppent, les ramène au niveau des autres hommes, et frappe sur le principe même de leur autorité.

Aussi ce privilège n'a été obtenu du pouvoir exécutif, que le dernier de tous, et avec la plus grande difficulté. La liberté, à tous autres égards, était déjà assurée, que les Anglais étaient encore, pour l'expression publique de leurs sentimens, sous un joug pour ainsi dire despotique. L'histoire est remplie des sévérités de la chambre étoilée, contre ceux qui osaient écrire en matière de gouvernement : elle avait réglé le nombre des imprimeurs et des presses, et établi un *licenceur*, sans l'approbation duquel rien ne pouvait être mis au jour. Ce tribunal, ne connaissant d'ailleurs point, dans sa procédure, *celle des jurés*, et décidant de sa seule autorité, trouvait coupables tous ceux qu'il plaisait à la cour de regarder comme tels ; et ce

n'est pas sans raison que Coke, dont les idées de liberté étaient encore teintes des préjugés du temps où il vivait, dit, après avoir fait l'éloge de ce tribunal, que quand les règles en sont observées, il tient toute l'Angleterre en repos.

Lorsque la chambre étoilée eut été abolie, le *long* parlement, dont l'autorité ne redoutait pas moins l'examen, fit revivre les ordonnances contre la liberté de la presse. Charles II, et après lui Jacques II, en obtinrent encore le renouvellement : l'acte expirant en 1692, fut, à cette époque, quoique postérieure à la révolution, continué pour deux années ; et ce ne fut qu'en 1694, que le parlement ayant refusé de le continuer encore, la liberté de la presse, ce privilège dont l'autorité semblait ne pouvoir se résoudre à se dessaisir, fut finalement établie.

Mais, en quoi consiste donc précisément cette liberté ? Serait-elle la liberté laissée à chacun d'imprimer tout ce qui lui vient dans la tête ? de calomnier, de noircir qui bon lui semble ? Non, les mêmes lois qui protègent la personne et la propriété du citoyen, ont encore pourvu à sa réputation ; et elles décernent contre les libelles proprement dits, à-peu-près les mêmes peines décernées partout. Mais, d'un autre côté, elles n'ont pas voulu, ainsi qu'il est en usage dans d'autres états, qu'un homme fût tenu pour coupable, par cela seul qu'il imprime :



et elles ne prononcent de peine que contre celui qui a réellement imprimé des choses criminelles, et qui est déclaré coupable par douze de ses pairs, choisis avec les précautions que nous avons indiquées précédemment.

La liberté de la presse, comme elle a lieu en Angleterre, consiste donc, pour la définir plus particulièrement, en ce que les tribunaux ou juges quelconques, ne peuvent prendre connaissance qu'après coup des choses qu'on imprime, et ne peuvent procéder en ce cas qu'en employant *la procédure des jurés*.

C'est même cette dernière circonstance, qui constitue surtout la liberté de la presse. Si le magistrat, quoique restreint à n'agir que sur des écrits déjà publiés, était le maître de ses décisions, il se pourrait que sur un article qui, comme celui-là, excite si particulièrement la jalousie du pouvoir, il soutînt tellement ses efforts, qu'il parvînt à couper à la fin toutes les têtes de l'hydre.

Mais que le juge soit mis en mouvement par un particulier, ou qu'il le soit par le gouvernement lui-même, son unique fonction est de prononcer la peine : c'est aux jurés à décider, et le point de droit, et le point de fait, c'est-à-dire à déclarer si un tel écrit a été réellement composé ou publié par un tel, si c'est bien contre un tel qu'il s'adresse, et si ce qu'il contient est criminel.

Et quoique la loi ne permette pas en Angleterre, qu'un homme accusé d'avoir écrit un libelle fasse la preuve des faits qu'il a avancés (chose qui aurait les plus fâcheuses conséquences, et qui est proserite partout)(1); d'un autre côté, le procès-verbal devant porter que les faits sont *faux, malicieux*, etc., et les jurés étant absolument les maîtres de leur *verdict*, c'est-à-dire étant les maîtres de faire entrer dans la formation de leur opinion, tout ce dont ils peuvent avoir connaissance, il n'est pas douteux qu'ils absoudraient, dans le cas où les faits avancés seraient d'une évidence reconnue, et d'une tendance généralement mauvaise.

Mais cela serait surtout vrai, s'il était question du gouvernement; parce qu'ils joindraient à cette connaissance le sentiment d'un principe généralement répandu en Angleterre, et qui a été dernièrement exposé avec force aux jurés, dans une cause assez célèbre: « que, quoique parler mal des » particuliers puisse être une chose blâmable, » cependant les actes publics du gouvernement » doivent être soumis à un examen public; et que

(1) Dans les actions pour dommages entre particuliers, le cas, si je ne me trompe, est différent; et le défendeur a la permission de produire des témoins pour les faits qu'il a avancés.

» c'est rendre service à ses concitoyens que de  
» s'en exprimer librement (1). »

Aussi cette extrême sûreté avec laquelle chacun peut communiquer ses idées au public, et le grand intérêt que chacun prend en Angleterre à tout ce qui tient au gouvernement, y a-t-elle extraordinairement multiplié toutes les espèces de papiers publics. Indépendamment de ceux qui, se publiant au bout de l'année, du mois, ou de la semaine, font la récapitulation de tout ce qui s'est fait ou dit d'intéressant dans leurs différens périodes, il en est plusieurs qui, paraissant journellement, ou de deux jours l'un, annoncent au public les opérations du gouvernement, ainsi que les diverses causes importantes, soit au civil, soit au criminel, avec les divers traits des plaidoyers réciproques. Dans le temps de la session du parlement, les *votes*, ou résolutions journalières de la chambre des communes, sont publiées avec autorité ; et les discours les plus intéressans, prononcés dans les deux chambres, sont recueillis en *notes*, et parcellément communiqués au public par la voie de l'impression (2).

(1) Voyez le discours de l'avocat *Glynn* en faveur de *Woodfall*, poursuivi par le procureur-général, pour avoir publié la lettre de Junius au roi.

(2) Ce n'est que depuis la fameuse affaire de Wilkes, que les journaux anglais peuvent publier en toute liberté

Enfin, il n'y a pas jusques aux anecdotes particulières de la capitale et des provinces qui ne viennent encore grossir le volume ; et les divers papiers, circulant et se réimprimant dans les différentes villes, se distribuant même dans les campagnes, où tout, jusqu'au laboureur, les lit avec empressement, chaque particulier se voit tous les jours instruit de l'état de la nation, d'une extrémité à l'autre, et la communication est telle, que les trois royaumes semblent ne faire qu'une seule ville.

Et c'est dans cette publicité même de toutes choses, qu'est ce pouvoir, que nous avons dit être si nécessaire pour suppléer à l'imperfection inévitable des lois, et qui contient dans leurs bornes ceux qui ont une portion quelconque de l'autorité. Convaincus que toutes leurs actions

les discours prononcés dans le parlement. Avant cette époque, les communes et la chambre des pairs prétendaient avoir le privilège de l'empêcher. Le parlement cita les journalistes à sa barre ; ils refusèrent d'y comparaître, le parlement envoya un officier chargé d'exécuter ses ordres ; les magistrats de la cité de Londres, par leur courageuse résistance, mirent les écrivains à l'abri de toutes poursuites, et envoyèrent l'officier du parlement en prison. A la vérité ces magistrats, dont deux étaient membres de la chambre des communes, furent envoyés à la tour de Londres ; mais, depuis cette époque, les journaux ont publié les discours du parlement sans éprouver d'opposition. C.

sont exposées au grand jour, ils n'osent se hasarder à ces acceptions de personnes, à ces connivences obscures, à ces vexations de détail, que l'homme en place se permet, lorsque exerçant son office, dérobé aux yeux du public, et, pour ainsi dire, en un coin, il sait que, s'il est prudent, il peut se dispenser d'être juste. Quelque soit l'abus qu'ils seraient tentés de se permettre, ils savent qu'il sera incontinent divulgué : le juré sait, par exemple, que sa décision, le juge, que sa direction, vont être communiquées au public ; et il n'est point d'homme en fonction qui ne se voie, à chaque fois, obligé d'opter entre son devoir, et le sacrifice de toute sa réputation d'intégrité.

Qu'on ne croie pas, au reste, que je parle avec trop de magnificence de cet effet des papiers publics. Je sais fort bien que toutes les pièces qu'ils renferment ne sont pas des modèles de logique ou de bonne plaisanterie : mais d'un autre côté, il n'arrive jamais qu'un objet intéressant véritablement les lois, ou en général le bien de l'état, manque de réveiller quelque plume habile, qui sous une forme ou sous une autre, communique ses observations et ses plaintes. J'ajouterai que, quoique l'homme irréprochable, victime pour un temps d'un préjugé malheureux, puisse, soutenu du sentiment de son intégrité, négliger des imputations, même graves, l'homme prévaricateur, n'en-

tendant que ce qu'il se dit déjà à lui-même, est bien éloigné d'avoir le même avantage; et que le trait le plus méprisable suffit pour percer de part en part celui qui a déjà sa conscience contre lui (1).

Ceux mêmes qui, par leur grandeur, semblent le plus au-dessus de la censure du public, ne sont pas ceux qui en ressentent le moins les effets. Ils ont besoin des suffrages de ce vulgaire qu'ils affectent de mépriser, et qui est, dans le fond, le dispensateur de cette gloire, objets de leurs soins ambitieux. Quoiqu'ils n'aient pas tous la bonne foi d'Alexandre, ils ne sont pas moins dans le cas de dire : *ô peuples ! que ne faisons-nous pas pour nous procurer vos louanges ?*

J'avoue que, dans un état où le peuple n'ose s'exprimer que pour dire des choses agréables,

(1) Je prendrai ici occasion d'observer que, bien loin que la liberté de la presse soit une chose fatale à la réputation des particuliers, elle en est le plus sûr rempart. Lorsqu'il n'existe aucun moyen de communication avec le public, chacun est exposé, sans défense, aux coups secrets de la malignité et de l'envie. L'homme en place perd son honneur, le négociant son crédit, le particulier sa réputation de probité, sans connaître ni ses ennemis, ni leur marche : mais lorsqu'il existe une presse libre, l'homme innocent met tout de suite les choses au grand jour, et écrase tous ses accusateurs à la fois, par une sommation publique de prouver ce qu'ils avancent.

soit le prince, soit ceux auxquels il a confié son autorité, peuvent quelquefois se méprendre sur les sentimens publics ; ou, qu'à défaut de cet amour dont on leur refuse les témoignages, ils savent se borner à inspirer la terreur, et trouver, du moins, leur satisfaction à voir la multitude consternée retenir ses plaintes.

Mais, lorsque les lois donnent un libre cours à l'expression des sentimens du public, ceux qui gouvernent ne peuvent se dissimuler les vérités désagréables qui retentissent de toutes parts. Ils sont obligés d'essayer même la plaisanterie ; et ce n'est pas toujours la plus mauvaise qui les afflige le plus. Ainsi que le lion de la fable, ils reçoivent les coups des ennemis qu'ils méprisent le plus ; et ils sont à la fin arrêtés court, et obligés de renoncer à des projets d'injustice, dont les soins, après tout considérables, ne leur attirent, au lieu de cette admiration qui est leur salaire et leur but, que mortification et que dégoût.

En un mot, quelqu'un qui réfléchira sur ce qui fait le mobile de ce qu'on appelle les grandes affaires, et sur la sensibilité insurmontable de l'homme à la façon de penser de ses semblables ; ne balancera pas à affirmer que, s'il était possible que la liberté de la presse existât dans un gouvernement despotique, et, ce qui ne serait pas moins difficile, qu'elle y existât sans changer la Consti-

tution, elle y formerait seule un contre-poids au pouvoir du prince. Que si, par exemple, dans un empire d'Orient, il se trouvait un sanctuaire qui, rendu respectable par l'ancienne religion des peuples, procurât la sûreté à ceux qui porteraient leurs observations quelconques, que delà sortissent des imprimés que l'apposition d'un certain sceau fit pareillement respecter, et qui, dans leurs apparitions journalières, examinassent et qualifiassent librement la conduite des cadis, des bachas, des visirs, du divan et du sultan lui-même, cela y introduirait tout de suite de la liberté.

---

### CHAPITRE XIII.

*Continuation du même sujet.*

---

UN autre effet très-considérable de la liberté de la presse, c'est qu'il met le peuple en état de déployer les moyens réels que la Constitution lui a donnés, d'influer sur le gouvernement.

Nous avons vu précédemment l'impossibilité où était un grand nombre d'hommes, appelés à se



décider en corps et sur-le-champ, de prendre un parti réfléchi. Mais cet inconvénient, suite inévitable de leur position, ne prouve point une infériorité personnelle vis-à-vis de ceux que quelques avantages particuliers mettent en état de les diriger. Ce n'est pas la fortune, c'est la nature qui a mis entre les hommes les différences essentielles ; et quelque qualification que puisse donner à l'assemblage de leurs semblables un petit nombre de personnes sans réflexion ; il n'est souvent entre l'homme d'état et tel homme de ce qu'ils appellent la lie du peuple, qu'une enveloppe qui, quoique grossière, n'a besoin pour disparaître que d'une occasion ; et c'est plus d'une fois qu'on a vu, du sein d'une multitude en apparence méprisable, sortir tout à coup des Viriatus, des Spartacus.

Ce ne sont donc, encore une fois, que les circonstances et le temps qui manquent au peuple ; et la liberté de la presse vient de remédier à ce désavantage. Par son moyen chacun peut, à loisir et en silence, s'instruire de tout ce qui tient aux questions sur lesquelles il doit se déterminer. Par son moyen une nation tient conseil et délibère, lentement à la vérité (car une nation ne s'instruit pas comme une assemblée de juges), mais sûrement et dans la meilleure forme. Par son moyen tous les faits sont à la fin éclaircis ; et par le choc de

diverses réponses et répliques, il ne reste que les argumens solides (1).

(1) Ce droit, de discuter publiquement des sujets politiques, est déjà seul un grand avantage pour le peuple qui en jouit. Si les citoyens de Genève, par exemple, ont mieux maintenu leur liberté, que le peuple n'a pu le faire dans les autres républiques de la Suisse, je crois qu'ils en sont redevables à l'ample droit qu'ils ont de faire des remontrances publiques à leurs magistrats. C'est ordinairement au conseil des *vingt-cinq* qu'ils les adressent; et ces magistrats sont obligés d'y répondre. Si leur réponse ne satisfait pas les citoyens remoutrants, ceux-ci prennent le temps (deux ou trois semaines) pour préparer une réplique, à laquelle les magistrats doivent aussi répondre; et le nombre des citoyens, qui se présentent à chaque nouvelle remontrance, s'accroît à proportion qu'on trouve la raison de leur côté. Les remontrances faites il y a quelques années, au sujet de la sentence portée contre le célèbre Rousseau, en sont un exemple mémorable : la première ne fut présentée que par quarante citoyens; le nombre de ceux qui accompagnèrent les suivantes, s'augmenta jusqu'à neuf cents. Cette circonstance, et l'apparat avec lequel ces remontrances (ou ces *représentations*, comme on les appelle plus communément) sont présentées, les a rendues la terreur des magistrats : elles ont même été plus utiles encore aux citoyens genevois pour prévenir les abus que pour y remédier; et il y a apparence que rien ne retiendra plus efficacement les magistrats de faire quelque démarche hasardée, que la crainte qu'elle ne donne lieu à une *représentation*.

Aussi, quoiqu'il soit très-permis de ne pas déférer implicitement aux résolutions tumultueuses d'un peuple que des orateurs agitent; d'un autre côté, lorsque ce peuple, laissé à lui-même, persévère dans des opinions que des écrits publics ont long-temps discutées, et dont ils ont surtout écarté toute erreur de fait, cette persévérance me paraît une décision extrêmement respectable; et c'est alors, quoique seulement alors, qu'on peut dire: *la voix du peuple est la voix de Dieu.*

Comment donc le peuple anglais peut-il agir, lorsqu'ayant une opinion véritablement à lui, il forme des plaintes contre l'administration? c'est, comme nous l'avons vu, par l'élection de ses députés; et le même moyen de communication, qui l'a éclairé sur les choses dont il se plaint, le met aussi en état d'y appliquer le remède.

Il sait, par ce moyen, quels avis ont été ouverts, par qui ils l'ont été, qui les a soutenus; il sait les raisons qui ont été alléguées; et par la manière dont les suffrages se donnent, il n'ignore aucun de ceux qui votent constamment pour soutenir des mesures pernicieuses.

Et, non-seulement le peuple connaît les dispositions de chacun des membres de la chambre des communes; mais la publicité de toutes choses lui fait connaître, de plus, les sentimens politiques de très-grand nombre de ceux que leur position

rend' propres à y avoir place. Et profitant , soit des occasions de vacance , que diverses causes rendent assez fréquentes, soit surtout de celle de l'élection générale, il purifie successivement , ou tout à coup, l'assemblée législative; et, sans changer le gouvernement, il en réforme le principe.

Quelques personnes douteront, je le sais, de ces vues patriotiques et suivies que je prête au peuple anglais, et m'objecteront le désordre de certaines élections. Mais ce reproche, qui, pour le dire en passant, ne convient guères dans la bouche de ceux qui voudraient que le peuple fit tout par lui-même; ce reproche, dis-je, quoique fondé jusqu'à un certain point, ne l'est pas autant que le croient ceux qui n'ont jeté qu'un coup d'œil momentané sur l'état des choses.

Sans doute, dans une Constitution où les grands sujets de crainte sont si efficacement prévenus, il est impossible que le peuple n'ait de grands intervalles d'inattention. Appelé alors tout à coup à se nommer des représentans, il n'a point examiné à l'avance ceux qui lui demandent son suffrage; et ceux-ci n'ont point eu, dans la tranquillité publique, d'occasion de se distinguer.

L'électeur convaincu, d'un autre côté, que celui qu'il choisira aura autant d'intérêt que lui-même au maintien de la liberté, n'entre point dans des recherches difficiles, et dont il voit qu'il peut se

dispenser. Obligé cependant de donner la préférence à quelqu'un, il se décide par des motifs qui ne sont excusables, que parce qu'il faut des motifs pour se décider, et que, dans ce moment, il n'en a pas d'autres; et j'avoue que, dans le cours tranquille des choses, et auprès d'électeurs d'un certain état, celui des candidats qui donne la plus belle fête, risque d'avoir beaucoup d'avantage.

Mais, lorsque d'un côté les démarches du gouvernement, et de l'autre, la connivence d'une majorité dans la chambre des communes viendraient à donner une alarme sérieuse à la nation, on verrait alors se déployer, pour le maintien de la liberté, les causes qui ont concouru à l'établir. Il se formerait une combinaison générale, et des membres actuels du parlement qui sont restés fidèles à la cause politique, et des personnes de toute condition d'entre le peuple. Des conférences, en pareil cas, s'établissent, des souscriptions même s'ouvrent pour soutenir les frais quelconques d'une opposition si nécessaire; et les motifs petits et particuliers étant réduits au silence à la vue du danger national, les sentimens professés, et même réduits en action, d'amour de la liberté, deviennent les seuls titres qui décident des élections.

C'est ainsi que se formèrent les parlemens qui supprimèrent les oppositions et emprisonnemens arbitraires, et la chambre étoilée. C'est ainsi que,

sous Charles II, le peuple, revenu de la sorte d'enthousiasme avec lequel il reçut un roi si longtemps persécuté, ne lui donna enfin que des parlemens composés d'une majorité d'hommes attachés à la cause politique. C'est ainsi que, persévérant dans une conduite que les circonstances rendaient nécessaire, le peuple éluda les ruses du gouvernement; et Charles ne se porta à dissoudre trois parlemens consécutifs, que pour se trouver sans cesse en tête les mêmes hommes qu'il croyait congédier.

C'est encore ainsi que Jacques II, à qui des promesses, qu'il était bien résolu de ne pas tenir, procurèrent d'abord toute la faveur du peuple, n'eût enfin à faire qu'à des parlemens patriotiques, que le peuple soutenait opiniâtement; et ayant voulu lui-même s'obstiner à son tour, il termina son règne par la catastrophe que chacun sait.

En un mot, ceux qui réfléchiront que la Constitution a tellement arrangé les choses, que la cause générale se trouve être celle de la liberté, et qu'il n'y a que des causes d'accident qui puissent engager des membres de la chambre des communes à favoriser des mesures qui y soient contraires, que le peuple n'a, par conséquent, qu'à en changer les membres pour la reformer, et qu'un parlement composé d'hommes nouveaux est, presque à coup sûr, un parlement populaire, seront si frappés de l'efficacité du droit d'élection, qu'ils conviendront

que le peuple est le maître final des ressorts du gouvernement.

Et, quoique ses plaintes n'aient pas toujours un effet prompt et immédiat (promptitude qui serait le symptôme d'une mobilité funeste dans les parties de la Constitution, et en amènerait tôt ou tard la ruine); cependant, lorsqu'on examinera attentivement le jeu et les ressources de ces mêmes parties, on ne trouvera point que ce soit une assertion trop hardie de dire, qu'il est impossible que des griefs, dans lesquels le peuple persévère, c'est-à-dire encore une fois, des griefs fondés, ne soient tôt ou tard redressés (1).

(1) La liberté de la presse a sans doute bien d'autres avantages, et M. de Lolme n'a fait qu'en énumérer une partie. Au nombre des plus grands, je compterai celui de mettre à profit les lumières et le génie des hommes que leur fortune ou leur état ont éloignés des places et de la représentation nationale. C'est ainsi, par exemple, que l'Angleterre doit au docteur Price, qui n'était qu'un simple particulier, l'institution de la caisse d'amortissement. C.

---

---

## CHAPITRE XIV.

### *Droit de résistance.*

---

MAIS toutes ces prérogatives du peuple, prises en elles-mêmes, ne sont que de faibles armes contre les forces réelles de ceux qui gouvernent. Toutes ces précautions, tous ces droits réciproques, supposent essentiellement que les choses restent dans le cours légal et prévu. Quelle serait donc la ressource du peuple, dans le cas où le prince, s'affranchissant subitement de tout lien, et se jetant, pour ainsi dire, hors de la Constitution, ne respecterait plus ni la personne, ni la propriété du citoyen, et voudrait ou régner sans parlement, ou le forcer de souscrire à ses volontés? ce serait la résistance.

Sans entrer ici dans la discussion d'une thèse qui obligerait de remonter aux principes des gouvernemens, par conséquent à un grand détail, et sur laquelle, d'ailleurs, les personnes sans préjugé sont assez d'accord, je me contenterai de dire (et



te sera assez pour le but que je me propose), que cette thèse est ainsi décidée par les lois d'Angleterre, et que la résistance y est regardée comme la ressource légitime et finale contre les violences du pouvoir.

Ce fut la résistance qui donna l'existence à cette grande charte, fondement de la liberté; et l'excès d'une puissance établie par la force, fut réprimé par la force (1). C'est le même moyen qui en a procuré, en divers temps, la confirmation. Enfin ça été la résistance à un roi, qui comptait pour rien ses engagements, qui a mis sur le trône la famille aujourd'hui régnante.

Il y a plus : cette ressource, qui n'avait été jusques-là qu'une voie de fait opposée à des voies de fait, fut, à cette époque, avouée par la loi elle-même. Les lords et les communes, solennellement assemblés, déclarèrent que « le roi Jacques II ayant

(1) Milord Littleton dit fort bien, dans ses lettres Persanes : « Si les privilèges du peuple d'Angleterre sont des concessions de la couronne, le pouvoir de la couronne même n'est-il pas une concession du peuple ? » on pourrait dire avec autant de vérité, et en des termes plus rapprochés du sujet de ce chapitre : si les privilèges du peuple furent une usurpation du pouvoir des rois, ce pouvoir même des rois fut originairement une usurpation (si ce fut par surprise, n'importe) de la liberté naturelle du peuple.

» fait ses efforts pour subvertir la Constitution du  
 » royaume, en rompant le contrat originel entre  
 » le roi et le peuple ; et ayant violé les lois fondamentales, et s'étant retiré du royaume, avait  
 » *abdiqué* le gouvernement, et que le trône, en  
 » conséquence, était *vacant* (1). »

Et de peur que ces principes, que la révolution constatait, ne fussent avec le temps comme ces secrets d'état, qui ne sont vrais que pour une certaine classe de citoyens, le même acte assura expressément à chaque particulier le droit de réclamer formellement contre les abus du pouvoir, et qui plus est, d'avoir des armes pour sa défense. Voici comment s'exprime le juge Blackstone, dans ses commentaires sur les lois d'Angleterre.

« Et pour la défense de ces droits, quand ils  
 » sont violés ou attaqués, les sujets d'Angleterre  
 » sont *entitrés*, premièrement, à l'administration  
 » et au libre cours de la justice dans les tribunaux  
 » de la loi ; secondement, au droit de présenter  
 » des pétitions au roi ou au parlement ; et enfin  
 » au droit d'avoir et employer des armes pour  
 » leur défense (2). »

Enfin, ce droit de s'opposer à la violence, sous

(1) Le bill des droits a donné depuis une nouvelle sanction à tous ces principes.

(2) *Blackstone. Comment. B. I, ch. I, p. 140.*

quelque forme et de quelque part qu'elle vienne, est si bien reconnu, que les tribunaux l'ont pris quelquefois pour motifs de leurs décisions. Je rapporterai là-dessus un fait assez singulier.

Un *connétable*, hors de son *precinct*, ou ressort, arrêta une femme nommée *Anne Dekins*; le nommé *Tooly* prit sa défense, et dans la chaleur de la querelle tua l'assistant du connétable. Poursuivi comme meurtrier, il alléguait pour sa justification que l'illégalité de l'emprisonnement était une *cause de provocation suffisante* pour rendre l'homicide excusable, et demandait en conséquence d'être admis au bénéfice du clergé. Les jurés ayant prononcé sur le point de fait, laissèrent le point de droit à la décision du juge, en rendant un *special verdict*, ou sentence sous réserve. L'affaire fut portée par devant le tribunal même du *King's Bench*, et de là elle fut encore ajournée, pour avoir l'opinion des douze grands juges. Voici l'opinion que délivra le juge *Holt*.

« Si un homme est emprisonné par une autorité  
» illégale, c'est une provocation suffisante à toutes  
» personnes, ensuite de leur compassion; beau-  
» coup plus lorsque l'emprisonnement est fait sous  
» couleur de justice. Quand la liberté du sujet est  
» attaquée, c'est une provocation à tous les sujets  
» de l'Angleterre : un homme doit s'intéresser  
» pour la grande chartre et les lois ; et si quelqu'un

» en emprisonne un autre illégalement, il est un » offenseur contre la grande charte. » Après quelque débat, occasioné surtout parce que le nommé Tooly ne paraissait pas avoir eu connaissance que le connétable fût hors de son *precinct*, sept des juges furent d'opinion que le prisonnier n'était coupable que de meurtre non volontaire; et il fut admis au bénéfice du clergé (1).

Mais c'est à l'égard de ce droit d'une résistance finale, que se voit surtout l'avantage d'un moyen tel que la liberté de la presse. Comme les plus grands droits du peuple ne sont rien, sans la perspective d'une résistance qui en impose à ceux qui oseraient ouvertement les violer, ce droit même de *résister* n'est rien, s'il n'existe un moyen de concert entre les diverses parties du peuple.

Chaque citoyen en particulier, inconnu à tous,

(1) *Rapports* de ces débats et jugés *in banco reginæ*, dans le temps de la feue reine Anne (2).

(2) George Custance, dans son *Tableau de la Constitution d'Angleterre*. Un officier de justice s'étant mis en devoir d'arrêter sir Henri Ferrer, le domestique du baronet prit la défense de son maître, et tua le connétable. La cour devant laquelle il fut traduit déclara que le warrant, dont l'officier de justice était porteur, donnant à sir Henri Ferrer le titre de chevalier, au lieu de celui de baronet, ce défaut de forme rendait l'arrestation illégale, et le prévenu fut acquitté. C.

supporte en silence des coups auxquels il ne voit pas que personne s'intéresse : laissé à sa force individuelle, il tremble vis-à-vis de la puissance redoutable et toujours prête de ceux qui gouvernent ; et ceux-ci sentant, s'exagérant même les avantages de leur position , peuvent, ou ce qui revient presque au même, croient pouvoir tout oser.

Mais lorsqu'ils voient qu'il n'est aucune de leurs actions qui ne soit exposée au grand jour ; que, par la vivacité avec laquelle tout se communique, la nation forme pour ainsi dire un tout *irritable*, dont aucune partie ne peut être touchée sans exciter un *frémissement* universel ; ils sentent alors que la cause de chacun est réellement la cause de tous, et qu'attaquer le dernier d'entre le peuple, c'est attaquer tout le peuple.

C'est ici encore qu'il faut remarquer l'erreur de ceux qui, ne voyant la liberté du peuple que dans sa puissance, ne voient sa puissance que dans son action.

Lorsque le peuple opère beaucoup par lui-même, il est impossible qu'il acquière jamais une connaissance exacte de l'état des choses. L'événement d'un jour détruit les idées qu'il avait commencé à prendre la veille ; et dans le mouvement continu, aucun principe, et surtout aucun concert n'a le temps de s'établir. Vous voulez que le peuple aime et défende ses lois et sa liberté ? Laissez-

lui donc le temps de savoir ce que c'est que lois et que liberté, et de se réunir sur leur objet : vous voulez une réunion, une *coalition*, qui ne peut s'obtenir que par un *procédé* lent et paisible; et vous secouez sans cesse le vase.

Je dirai plus : il est contradictoire que le peuple agisse, et qu'il soit réellement puissant. Si le sentiment de l'oppression l'a forcé de sortir de l'ordre légal, où il ne trouvait plus de sûreté, c'est pour se trouver tout à coup soumis à un petit nombre de chefs, d'autant plus absolus, que leur titre n'est point éclairci : si même il n'est question pour lui de camp et de discipline militaire.

Si c'est dans le cours ordinaire et légal que le peuple est appelé à se mouvoir, chacun des individus s'y voit obligé, pour le certain succès qu'il se propose, de se joindre à un parti; et ce parti ne saurait être sans un conducteur. Les citoyens se divisent, et prennent l'habitude de reconnaître des chefs, ils ne sont à la fin que les cliens d'un certain nombre de patrons; et ceux-ci enchaînent les bras, comme ils maîtrisaient les suffrages, comptent pour peu un peuple, dont avec une partie ils savent contenir l'autre.

Mais lorsque les ressorts du gouvernement sont placés absolument hors du peuple, leurs mouvemens sont par là même dégagés de tout ce qui pouvait les compliquer ou les masquer. Le peuple

considérant désormais les choses spéculativement, et n'étant, pour ainsi dire, que juge des coups, ne se fait que des idées justes; et ces idées, dans le repos général, gagnant et s'insinuant de proche en proche, il n'a enfin plus, sur l'objet de sa liberté qu'une volonté et qu'une âme.

Réuni ainsi en un tout, il est à chaque instant le maître de frapper le coup décisif qui doit mettre tout de niveau : semblable à ces puissances de mécanique, dont la plus grande efficace est celle de l'instant qui précède leur action, il a de la force précisément parce qu'il n'en déploie point encore; et c'est dans cet état d'immobilité, mais d'attention, qu'est son véritable *momentum*.

Ceux d'un autre côté, qui, soit par un effet de la fortune, soit en vertu d'une commission particulière du peuple, font mouvoir les ressorts du gouvernement, se voyant placés comme sur l'arène, et observés à distance par des hommes libres d'esprit de parti et qui n'ont en eux qu'une confiance conditionnelle, craignent d'exciter un mouvement qui serait la destruction, non pas de tout pouvoir, mais qui, quoiqu'il pût arriver ensuite, serait sûrement et d'abord celle du leur. Et à supposer que les causes, dont nous avons parlé ci-dessus, perdant subitement leur effet, ils s'apprêtassent à faire entre eux le sacrifice des lois qui sont la base de la liberté, venant à lever

les yeux sur cette vaste assemblée qui tient ses regards arrêtés sur eux, ils sentiraient se confirmer bien vite leur vertu vacillante, et se hâteraient de regagner des principes, hors desquels il n'est pour eux que ruine et que perdition.

En un mot, le grand nombre ne pouvant agir que pour être soumis, ou pour détruire, la seule part avantageuse qu'il puisse avoir dans une Constitution doit être, non pas d'intervenir, mais d'influer ; de pouvoir agir, mais non pas d'agir.

La puissance du peuple n'est pas lorsqu'il frappe, mais lorsqu'il en impose : c'est quand il peut tout renverser, qu'il n'est jamais dans le cas de s'émouvoir ; et Manlius renfermait tout en quatre paroles, lorsqu'il disait au peuple de Rome : *Ostende bellum, pacem habebitis.*

---



---

CHAPITRE XV.

*Preuves, tirées des faits, de la vérité des principes posés dans cet ouvrage.*

1. La manière singulière dont les révolutions se sont toujours terminées en Angleterre.
- 

CE n'est pas assez d'avoir prouvé par le raisonnement les avantages de la Constitution de l'Angleterre : l'on me demandera, sans doute, si les effets répondent à la théorie. Mais à cette question, qui, je l'avoue, est extrêmement en place, ma réponse est toute trouvée : ce sera celle que faisait, je erois, un lacédémonien : *venez et voyez.*

En lisant l'histoire d'Angleterre, on est surtout frappé d'une circonstance, qui distingue avantageusement le gouvernement anglais de tous les autres gouvernemens libres : c'est la manière dont les révolutions se sont constamment terminées en Angleterre.

Si nous jetons les yeux avec quelque attention sur l'histoire des autres états libres; nous verrons que les dissensions qui s'y sont élevées ont toujours fini par des accords, où l'on a eu soin sérieusement que de l'intérêt d'un *petit nombre*, tandis qu'on a eu peu d'égard à ceux de la multitude. Précisément le contraire est arrivé en Angleterre, où nous voyons les révolutions toujours suivies de précautions plus amples, et mieux calculées pour assurer la liberté générale.

L'histoire des anciennes républiques grecques, et surtout celle de la république romaine, dont il nous reste le plus de monumens entiers, fournissent des preuves frappantes de ce que je viens d'observer en premier lieu.

Quelle fut, par exemple, la conséquence de la grande révolution qui chassa les rois de Rome, et où le sénat et les patriciens furent les conseillers et les conducteurs du peuple? Denys d'Halycarnasse et Tite-Live nous l'apprendront : les sénateurs s'attribuèrent immédiatement ce pouvoir exercé par les rois, dont ils venaient de se plaindre si hautement. L'exécution des décrets qu'ils feraient à l'avenir, fut confié à deux magistrats, pris de leur corps, et entièrement dépendans d'eux (1),

(1) Ces magistrats ne dépendaient pas absolument du sénat, puisqu'ils étaient élus par le peuple. M. de Lolme

qu'ils appelèrent consuls, et qu'ils revêtirent de tous les signes extérieurs dont les rois s'étaient parés. On eut soin seulement de régler, que les haches et les faisceaux, symboles du pouvoir de vie et de mort sur les citoyens, que le sénat s'arrogea, ne seraient point portés devant les deux consuls, mais seulement devant un à la fois, pour ne pas doubler la terreur du peuple (1).

Ce ne fut pas tout : les sénateurs gagnèrent ceux qui avaient alors le plus à dire parmi le peuple, et les admirèrent dans leurs corps comme

observe bien, à la vérité, que les patriciens avaient de grands moyens d'influencer les électeurs. Mais il est difficile de croire que le peuple n'ait jamais consulté dans ses choix que le vœu des sénateurs. La violence que ceux-ci furent obligés d'employer si souvent, et les combats qui se livraient fréquemment sur la place publique, prouvent que le peuple sentait ses droits et savait résister.

L'étonnante justice qui caractérisa si long-temps les décisions des préteurs, est une nouvelle preuve du discernement que les plébéiens apportaient dans leurs choix ; la préture était une porte pour arriver au consulat : les magistrats qui remplissaient cette charge, aspirant aux premières dignités de la république, sentirent tous la nécessité de se faire remarquer par une impartiale sévérité. C.

(1) *Omnia jura (regum), omnia insignia primi consules tenuere; id modo cautum est, ne, si ambo fascces haberent, duplicatus terror videretur.* Tit. Liv. II. 1.

membres (1). Il est vrai que cette précaution était nécessaire, et que prudemment, ils ne pouvaient pas se dispenser de la prendre : mais il n'en est pas moins vrai, que les intérêts des personnages éminens dans la république étant ainsi mis en sûreté, la révolution fut terminée. Les nouveaux sénateurs, ainsi que les anciens, eurent grand soin de ne pas diminuer un pouvoir devenu le leur, en insistant sur les mesures à prendre pour la liberté du peuple. Ils firent plus : ils rendirent ce pouvoir plus terrible encore qu'il n'avait été; et le supplice auquel le consul condamna militairement ceux qui restaient attachés à l'ancienne forme, et ses propres fils (2), avertit le peuple de ce qu'il avait à attendre, si jamais il essayait de s'opposer à l'autorité de ceux qu'il venait de se donner pour maîtres sans y penser.

Parmi les lois ou coutumes oppressives que le sénat, après l'expulsion des rois, avait laissés en

(1) Ces nouveaux sénateurs furent appelés *conscripti*, de là le nom de *patres conscripti*, qui fut donné dans la suite indifféremment à tout le sénat. *Ibid.*

(2) M. de Lolme décide ici que l'ambition seule porta Brutus à condamner ses deux fils; ce moyen lui est nécessaire pour soutenir la thèse qu'il a entreprise. Mais une question aussi importante méritait au moins un examen plus approfondi. C.

vigueur, le peuple cria le plus contre celles qui, condamnant à l'esclavage les citoyens, quand ils ne pouvaient payer au temps stipulé leurs dettes avec les intérêts (qui étaient exorbitans à Rome), les livraient garrottés à leurs créanciers : de-là le nom de *Nexi*, qu'on donna à cette sorte d'esclaves. Les cruautés exercées par les créanciers sur des infortunés, dont le nombre devint fort grand par les calamités domestiques que leur attiraient les fréquentes guerres où l'on impliquait continuellement Rome ; ces cruautés, dis-je, soulevèrent enfin la masse du peuple : il abandonna la ville et ses concitoyens inhumains, et se retira de l'autre côté de l'*Anion*.

Mais cette seconde révolution, non plus que la première, ne procura que l'avancement de quelques particuliers. On créa un nouvel office appelé le tribunat. On y éleva ceux que le peuple avait mis à sa tête en abandonnant la ville. Leur fonction devait être de protéger à l'avenir les citoyens ; et on les revêtit pour cet effet de certaines prérogatives. Cette Constitution, il faut l'avouer, eut pu devenir très-avantageuse au peuple, du moins pendant long-temps, si l'on avait pris certaines précautions pour prévenir la trop grande importance personnelle que pouvaient acquérir ces nouveaux magistrats (1). Mais ceux-ci ne ju-

(1) Leur nombre, qui n'était que de dix, eût dû être

gèrent pas à propos de suggérer ces précautions ; et quant aux abus mêmes qui avaient originairement donné lieu aux plaintes du peuple, il ne fut plus question de les redresser (1).

Dans ces premiers âges, cependant de la république, le sénat et les praticiens étaient trop étroitement unis, pour que ces magistrats de nouvelle création, avec tous leurs privilèges personnels, pussent se faire admettre au consulat, ou dans le sénat, et séparer ainsi tout-à-fait leur condition de celle du peuple. Cette situation, où l'on devait souhaiter de les tenir toujours, produisit d'abord de très-bons effets ; et leur conduite répondit en grande partie à l'attente du peuple. Les tribuns se récriaient hautement sur le pouvoir exorbitant dont le sénat et les consuls s'étaient emparés : et il est à propos d'observer ici (ce dont bien des lecteurs seront surpris peut-être), que pendant soixante ans écoulés depuis l'érection des rois, le pouvoir que ces supérieurs s'étaient arrogé sur la vie des citoyens, n'avait été assujéti à aucune loi connue. Les tribuns insistèrent donc,

beaucoup plus grand ; et ils n'auraient jamais dû accepter le pouvoir laissé à chacun d'eux, d'arrêter tout court les mesures des autres par sa seule opposition.

(1) Aussi y eut-il dans la suite plusieurs autres séditions à ce sujet.

pour que l'on fit des lois que les consuls fussent obligés à l'avenir de suivre, afin qu'il ne leur fût plus permis de ne consulter que leur caprice dans l'exercice de ce dangereux pouvoir (1).

Quelque équitable que fut la demande, le sénat et les patriciens s'y opposèrent avec chaleur; et tantôt nommant des dictateurs, tantôt appelant les prêtres au secours, tantôt par d'autres moyens, ils surent toujours rendre inutiles les efforts des tribuns. Enfin pourtant, comme ceux-ci y aient alors de bonne foi, le sénat fut obligé de plier; et l'on passa la loi *Térentilla*, par laquelle il fut statué qu'on ferait un code général de lois.

Ces commencemens paraissaient promettre le meilleur succès à la cause du peuple: mais malheureusement le sénat sut obtenir, que le tribunat serait vacant pendant tout le temps qu'on travaillerait au code; il obtint aussi que le *conseil des dix*, appelé les *décemvirs*, qu'on devait charger de ce travail, serait pris d'entre les patriciens: ainsi les mêmes causes produisirent encore les mêmes effets; et le pouvoir du sénat et des consuls fut laissé dans le code, appelé la loi des douze tables, aussi indéfini que jamais. Quant aux lois

(1) *Quod populus in se jus dederit, eo consulem usurum, non ipsos libidinem, ac licentiam suam pro lege habituros.*  
Tit. Liv. III, 9.

dont nous avons parlé, concernant les débiteurs, dont le peuple n'avait cessé de se plaindre amèrement, et au sujet desquelles il était juste de leur donner quelque satisfaction, elles furent confirmées, et même rendues plus terribles, par les termes dans lesquels on les coucha.

Le vrai motif du sénat, quand il créa cette nouvelle magistrature des décemvirs, fut d'avoir un prétexte, en suspendant l'ancienne charge de consul, de suspendre aussi celle de tribun, et de se débarrasser ainsi du peuple pendant l'importante besogne de la confection du code. Pour être sûr de son fait à cet égard, il crut ne pouvoir mieux faire que de remettre toute l'autorité de la république entre les mains de ces nouveaux magistrats. Mais pour le coup le sénat et les patriciens éprouvèrent, à leur tour, le danger de confier le pouvoir sans réserve. Les décemvirs les trompèrent comme ils avaient eux-mêmes trompé le peuple : ils retinrent, de leur autorité privée, le pouvoir illimité qu'on leur avait confié ; et ils le firent sentir enfin aux patriciens, comme aux plébéiens, jusqu'à ce que l'union des deux partis contre eux produisit leur catastrophe.

Les anciennes dignités de la république furent rétablies, et avec elles le tribunat. Ceux du peuple qui avaient servi d'instrumens à la destruction du décemvirat, furent, comme il était naturel, élus



tribuns ; et ils entrèrent en fonction avec une prodigieuse provision de popularité, tandis que le crédit du sénat et des patriciens , par une suite de la longue tyrannie qui ne faisait que d'expirer, avait prodigieusement baissé. Ces deux circonstances réunies ne donnèrent que trop de facilité aux tribuns pour terminer cette révolution comme on avait fini les autres, en la faisant servir à leur agrandissement particulier. Ils firent ajouter de nouveaux privilèges personnels à ceux qu'ils possédaient déjà : ils obtinrent une loi qui ordonnait que les résolutions prises dans les *comices par tribus* (assemblée où les tribuns étaient admis pour proposer des lois nouvelles) seraient obligatoires pour toute la république ; loi par laquelle ils formèrent un *imperium in imperio*, et acquirent, comme Tite-Live dit, une arme des plus dangereuses (1).

Depuis ce temps la république fut sujette à de grandes convulsions, qui, comme toutes les précédentes, n'aboutissaient toujours qu'à augmenter le pouvoir du *petit nombre*. Les tribuns proposèrent fréquemment de libérer le peuple de ses dettes, de faire entre les citoyens le partage égal des terres conquises sur l'ennemi, de diminuer l'intérêt de l'argent prêté. Ces réglemens eussent été excellens, et il était bon de les proposer : mais

(1) *Acerrimum telum.*

malheureusement pour le peuple ils ne servaient que de prétextes aux tribuns. Les vrais points où ils visaient, c'était le consulat, la prétrise, et les autres offices du pouvoir exécutif : ils étaient destinés à les contrôler seulement ; et ils voulaient les partager. C'est à ces vues qu'ils firent constamment servir ce qu'ils paraissaient faire pour la cause publique. Par exemple, pour parvenir au consulat, ils s'y prirent de la manière suivante :

Après avoir, pendant plusieurs années, saisi toutes les occasions qui s'étaient présentées pour haranguer le peuple à ce sujet, après avoir même excité des séditions pour vaincre l'opposition du sénat, ils se prévalurent de la circonstance d'un *interregne*, c'est-à-dire, d'un temps où il n'y avait qu'eux seuls de magistrats dans la république ; et ils proposèrent aux tribus qu'ils avaient convoquées de passer les trois lois suivantes : 1°. de régler le taux du prêt à intérêt ; 2°. d'ordonner qu'aucun citoyen ne pût posséder plus de 500 acres de terre ; 3°. d'exiger que l'un des consuls fût pris du corps des plébéiens. Mais à cette occasion il parut évidemment, dit Tite-Live, quelles des lois dont il s'agissait étaient agréables au peuple, et laquelle des trois tenait à cœur à ceux qui les avaient proposées : car les tribuns acceptèrent les lois concernant l'intérêt de l'argent et les terres ; mais ils rejetèrent celle du consulat plébéien ; et les deux premiers

articles auraient été réglés dès ce temps-là, si les tribuns n'avaient déclaré que les tribus étaient convoquées pour accepter ou rejeter les trois propositions ensemble (1). Il s'ensuivit de grandes émotions pendant toute une année; et enfin les tribuns, par leur persévérance à exiger que les tribus donnassent leurs suffrages pour les trois *rogations* conjointement, obtinrent ce qu'ils voulurent, et vainquirent à la fois l'opposition du sénat et la répugnance du peuple.

Ils s'y prirent de la même manière, afin de se faire déclarer éligibles pour toutes les places du pouvoir exécutif et du crédit public dans l'état. Mais après que toutes leurs vues de cette espèce furent accomplies, la république n'en fut pas plus tranquille, et les intérêts du peuple n'en furent pas plus avancés. Il y eut de nouveaux combats pour l'admission actuelle des tribuns dans ces places, pour les procurer à leurs parens et amis, pour avoir le gouvernement des provinces et le commandement des armées. Il est vrai que de

(1) *A tribunis, velut per interregnum, concilio plebi habito; apparuit quæ ex promulgatis plebi, quæ latoribus gratiora essent; nam de fanore atque agro rogationes jubebant, de plebeis consulatu antiquabant: et perfecta utraque res esset, ni tribuni se in omnia simul consulere plebem dixissent.* Tit. Liv. VI. 39.

temps à autre quelque tribun patriote et humain s'appliquait sérieusement à s'adresser les griefs du peuple; mais l'histoire apprend qu'un tel homme était toujours sûr d'avoir contre lui ses collègues, et avec eux tout le corps de ces hommes à qui le peuple avait, en différens temps, conféré des consulats, des édilités, la censure et d'autres dignités sans nombre. Tous ces gens s'opposaient avec la dernière véhémence aux vrais patriotes, et les faisaient toujours finalement périr. Tel fut le sort des Gracques et de Fulvius (1).

Je me suis un peu étendu sur les effets que produisirent les différentes révolutions dans la république romaine, parce que son histoire nous est la mieux connue de toutes celles des anciens peuples, et que Denys d'Halycarnasse et Tite-Live nous en ont conservé des monumens considérables. Cependant l'histoire des républiques grecques n'aurait pas laissé de fournir nombre de faits qui prouvent également ma thèse : par exemple, la révolution qui chassa les Pisistrades d'Athènes; celle qui

(1) Chaque tribun, par le refus de participer aux actes de ses collègues, pouvait arrêter leurs décisions; les sénateurs surent profiter de ce vice de l'institution, et s'en firent un parti contre les entreprises des plus audacieux; ils avaient toujours l'adresse de mettre dans leurs intérêts l'un de ces magistrats du peuple. C.

établit les *quatre cents*, et puis les *trente*, qui furent à leur tour expulsés : toutes ces révolutions se terminèrent toujours à mettre le gouvernement entre les mains du *petit nombre*. La république de Syracuse, celle de Corcyre, dont Thucydide nous a transmis la relation assez circonstanciée, enfin celle de Florence, dont Machiavel a écrit l'histoire; toutes ces républiques furent dans leur temps des théâtres de convulsions populaires, qui finirent par des conventions, où l'on eut fort peu d'égards aux griefs du peuple, où on les oubliâ souvent entièrement, quelque beau semblant qu'eussent fait au commencement ceux qui jouaient le rôle de ses défenseurs (1).

Mais si nous jetons les yeux sur l'histoire d'Angleterre, elle nous offrira des scènes bien différentes : nous y verrons, au contraire, que les révolutions y ont toujours eu des résultats dont tous les ordres du peuple ont réellement et indifféremment profité.

Tout extraordinaires que ces faits paraissent, ils

(1) Les révolutions en France ont eu toutes la même issue. On en peut voir un exemple remarquable dans la note 2<sup>e</sup>., pag. 43 de cet ouvrage. L'histoire d'Espagne, du Dannemarck, de la Suède, de l'Écosse, etc., fournit des traits pareils. Mais j'ai différé de parler des états monarchiques, jusqu'à ce que j'aie fait certaines observations, qu'on trouvera dans le ch. XVII.

existent ; et il est clair , par toutes les circonstances qu'ils ont accompagnés, qu'on a été constamment redevable de ce phénomène à cette impossibilité, sur laquelle j'ai tant insisté, où étaient les représentans du peuple de s'approprier quelque branche du pouvoir exécutif, et de séparer par là leur condition de celle du reste du peuple.

Sans remonter jusqu'aux conventions faites avec les premiers rois de la lignée normande, arrêtons-nous à la *grande-charte*, qui sert encore de base à la liberté anglaise. Plusieurs circonstances dont nous avons rendu compte dans la première partie de cet ouvrage, concoururent alors pour renforcer le pouvoir de la couronne, si bien qu'il ne restait personne dans l'état qui eût d'autre parti à prendre que celui de mettre des bornes à ce pouvoir. De là la plus grande union entre tous les ordres du peuple : de là cette grande charte, qui s'étendit sur tout, qui pourvut à tout. Tous les objets qui peuvent naturellement inviter les hommes à vivre en société, furent réglés dans ses trente-huit articles. L'autorité judiciaire y fut fixée, la personne et la propriété des individus, la sûreté du marchand et de l'étranger garanties. Les citoyens de la plus haute classe renoncèrent à nombre de privilèges oppressifs, qu'ils étaient accoutumés de longue main à regarder comme leurs droits indubitables (1).

(1) Tous les possesseurs de terres s'engagèrent à éta-

L'esclave même se vit assurer ses instrumens de labourage, et ce fut peut-être le premier exemple, dans les Annales du monde, d'une guerre civile terminée par des stipulations en faveur de ces infortunés, à qui presque partout ailleurs l'avarice et l'ambition continuaient de refuser les droits de l'humanité.

Sous Henri III il s'éleva de grands troubles, qui furent tous terminés par les confirmations les plus solennelles de la grande charte. Sous Édouard I<sup>er</sup>, Édouard II, Édouard III, et Richard II, ceux à qui le peuple avait confié ses intérêts ne perdirent aucune occasion de renforcer toujours plus cette base de la liberté publique, et de prendre toutes les précautions qui pouvaient en multiplier les bons effets. Ils furent constamment persuadés que leur cause était la même que celle du reste du peuple.

Lorsque Henri de Lancastre fit valoir ses prétentions à la couronne, les communes reçurent la loi du vainqueur. Mais dans l'acte même, par lequel elles lui déférèrent la couronne sous le nom de Henri III, elles prirent les précautions qu'on voit dans le tome II de l'*Histoire du parlement*

ilir, en faveur de leurs tenans ou vassaux (*erga suos*), les mêmes libertés qu'ils s'étaient fait accorder à eux-mêmes par le roi. *Magn. Chart. 38.*

*anglais*. Frappés de la sagesse des conditions stipulées alors, les auteurs de cette histoire observent que les communes de l'Angleterre *n'étaient pas sottes alors*. L'expression est peut être elle-même plus que naïve. Ils devaient dire que les communes d'Angleterre eurent le bonheur de former une assemblée où chaque membre pouvait proposer et discuter librement ce qu'il voulait : qu'il ne leur fut pas possible de faire servir à leurs vues particulières ces avantages, ni en général la confiance que le peuple avait placée en elles : qu'en conséquence elles ne perdirent pas leur temps, et se firent accorder des conditions utiles de la part du pouvoir, dont dépendait à chaque instant leur dissolution et leur dispersion; s'appliquant ainsi sagement à procurer le salut du peuple, dans lequel seul ils pouvaient trouver le leur propre.

Pendant les longues contentions entre les maisons d'Yorck et de Lancastre, les communes restèrent spectatrices de troubles qu'il n'était pas en leur pouvoir de prévenir; elles reconnurent successivement les titres des vainqueurs, comme d'Édouard IV, de Richard III, et enfin de Henri VII, qui termina ces querelles; mais tout en les reconnaissant, elles surent constamment se prévaloir de l'importance des services qu'exigeait d'elles le



nouveau souverain, et obtenir des conditions favorables pour tout le corps du peuple.

A l'avènement de Jacques I<sup>er</sup>., que l'on peut regarder comme une espèce de révolution, puisqu'il plaça une nouvelle famille sur le trône d'Angleterre, les chefs de la nation ne stipulèrent rien qui ne fût favorable à la liberté générale.

Après l'avènement de Charles I<sup>er</sup>., il y eut des mécontentemens de la plus sérieuse espèce, qui furent cependant d'abord terminés par l'acte appelé *Pétition de droit*, lequel est encore regardé comme le tableau le plus précis et le plus exact des droits du peuple (1).

A la restauration de Charles II, la Constitution étant rétablie sur ses premiers principes, les mêmes effets s'en suivirent, qu'elle avait produits précédemment. Aussi voyons-nous que tout le cours de ce règne ne fut qu'une suite de précautions prises pour assurer la liberté générale.

(1) Je conviens que les troubles qui eurent lieu pendant la dernière partie de ce règne, contredisent en plein l'assertion qui fait le sujet de ce chapitre; mais ils prouvent en même temps la vérité des grands principes posés dans cet ouvrage. Ces troubles, qu'on peut m'objecter, ne tirent leur origine que du moment où Charles I<sup>er</sup>. se désista du pouvoir de dissoudre son parlement, c'est-à-dire, du moment où les membres de cette assemblée acquirent une autorité indépendante, personnelle et permanente, qu'ils tournèrent bientôt contre le peuple qui la leur avait conférée.

Enfin le grand événement qui eut lieu en 1689, confirme de la manière la plus frappante ce qui a été observé dans ce chapitre. C'est alors qu'on vit reparaître le phénomène politique d'une révolution, terminée par une suite d'actes publics, où les intérêts seuls du peuple en gros furent consultés; où l'on n'inséra point la moindre clause, même indirecte, pour favoriser l'ambition présente, ou les vues de grandeur future de ceux qui s'employaient à faire passer ces actes. Certes, si quelque chose est capable de nous donner une idée complète de l'excellence, et en même temps de la singularité des principes sur lesquels est fondé le gouvernement anglais, c'est la lecture attentive de ce système de pactes publics, auxquels la révolution de l'année 1689 a donné naissance, c'est-à-dire du bill des droits avec toutes ces différentes clauses, et les divers actes qui le confirment et fortifient, passés sous les deux règnes suivans, jusqu'à l'avènement de la maison d'Hanovre.

---

## CHAPITRE XVI.

## SECONDE DIFFÉRENCE.

*De quelle manière les lois pour la liberté du sujet sont exécutées en Angleterre.*

---

LA seconde différence dont j'ai parlé, entre le gouvernement anglais et celui des autres états libres, tombe sur l'objet important de l'exécution des lois. Sur cet article encore nous trouverons que tout l'avantage est du côté du gouvernement anglais ; et la comparaison qu'on fera entre l'histoire de ces autres états et celle d'Angleterre, conduira à faire observer, que toutes imparfaites qu'étaient, dans les autres états libres, les lois concernant la liberté des citoyens, leur exécution était encore plus défecueuse. En Angleterre, au contraire, non-seulement les lois pour la sûreté du sujet sont très-amples, mais la manière dont elles sont exécutées les rend encore plus avantageuses ; et la liberté des sujets anglais est autant favorisée par l'esprit de justice

et de douceur qui influe sur toutes les branches du gouvernement, que par la sagesse des lois mêmes.

Ici la république romaine nous fournira encore des exemples, qui prouvent la première partie de ce que l'on vient d'observer. Quand j'ai dit, au chapitre précédent, que dans les temps de troubles on n'avait rien stipulé pour le peuple en corps, j'ai voulu dire, rien qui dût finalement répondre au but. Lorsque le peuple était irrité jusqu'à un certain degré, ou lorsque sa concurrence était nécessaire pour exécuter certaines résolutions, ou pour faire réussir certaines mesures, qui intéressaient particulièrement ceux qui avaient le pouvoir en main, il n'eut pas été prudent à ceux-ci de témoigner ouvertement leur mépris pour les désirs du peuple : aussi eurent-ils soin d'ajouter toujours aux lois qu'ils faisaient passer, des déclarations générales en faveur de la liberté publique. Mais ces déclarations, et les principes qu'elles semblaient devoir établir, étaient ensuite ouvertement désavoués dans la pratique.

Ainsi lorsqu'on fit voter le peuple, environ un an après l'expulsion des rois, que le gouvernement monarchique ne serait jamais plus rétabli à Rome, et que celui qui l'entreprendrait, serait dévoué aux dieux, on ajouta un article, qui, en termes généraux, confirmait aux citoyens le droit qu'ils

avaient eu sous les rois, d'en appeler au peuple des sentences de mort passées contre eux. Mais (ce qui surprendra le lecteur), il n'y eut point de peine décernée contre les violateurs de cette loi : aussi voyons-nous dans Denys d'Halycarnasse et dans Tite-Live, que les consuls s'embarrassaient peu des appels des citoyens, et que dans l'exercice plus que militaire de leurs fonctions, ils se jouaient d'un droit qu'ils auraient dû respecter, quelque imparfaite et faible qu'en fût la sanction.

Dans la suite on ajouta un article de même teneur aux lois des douze tables : mais les décemvirs, à qui l'on confia d'abord l'exécution de ces lois, se conduisirent à cet égard plus mal encore que les consuls n'avaient fait avant eux ; et après leur expulsion (1), les magistrats qui leur succédèrent paraissent avoir, aussi peu que leurs prédécesseurs, respecté la vie des citoyens. Entre plusieurs exemples je n'en rapporterai qu'un seul, qui fera voir sous quels légers prétextes les citoyens étaient souvent exposés à perdre la vie.

(1) Après l'expulsion des décemvirs, on fit aussi une loi, pour qu'il ne fut pas permis de créer aucun magistrat duquel on ne peut appeler au peuple (*magistratus sine provocatione*, Tit. Liv. III, 55) ; et par cette loi le peuple pensait avoir aboli la dictature ; mais le fait qui va être rapporté, et qui arriva environ dix ans après, fait voir que cette loi ne fut pas mieux observée que les autres.

Spurius Mælius ayant été accusé de vouloir se faire roi, fut cité par le général de la cavalerie de comparaître devant le dictateur, afin de se justifier de cette imputation un peu singulière. Spurius se réfugia parmi la foule, le général de la cavalerie l'y poursuivit, et le tua sur la place. La multitude se montrant indignée d'une telle violence, le dictateur la fit assembler devant son tribunal, et déclara que Spurius avait été légitimement mis à mort, quand même il eut été innocent du crime dont on l'avait accusé, puisqu'il avait refusé d'obéir, lorsque le général de la cavalerie l'avait cité devant le dictateur (1).

Environ cent et quarante ans après le temps dont nous parlons, la loi pour l'appel au peuple fut statué pour la troisième fois : elle n'en fut pas mieux observée pour cela dans la suite; et non-seulement nous la trouvons fréquemment violée par les différens magistrats de la république; mais le sénat même, malgré cette loi, statua des exemples formidables aux dépens des citoyens. Nous en avons un dans trois cents soldats qui pillèrent la

(1) *Tumultuantem deinde multitudinem, incerta existimatione facti, ad concionem vocari jussit, et Mælium jure cæsum pronunciavit, etiamsi regni crimine insons fuerit, qui advocatus à magistro equitum, ad dictatorem non venisset.* Tit. Liv. IV. 15.

ville de *Rhegium*. Le sénat, de sa seule autorité, ordonna qu'ils fussent tous mis à mort. En vain le tribun Flavius fit des remontrances contre cette sévérité excessive, exercée sur des citoyens romains ; le sénat, dit Valère Maxime, persista dans sa résolution (1).

Toutes ces lois, pour garantir la vie des citoyens, avaient été passées jusqu'ici sans menacer de la moindre punition ceux qui les violeraient. Enfin la célèbre *loi Porcia* décerna la peine du bannissement contre ceux qui feraient fastiger et mourir un citoyen romain. Cependant nous voyons, par un grand nombre d'exemples postérieurs à cette loi, qu'elle ne fut pas mieux observée que les autres. Cela engagea Cains Gracchus à faire passer la *loi Sempronia*, munie d'une nouvelle sanction : mais elle fut tout aussi impuissante pour sauver sa vie et celle de ses amis, que la *loi Porcia*, l'avait été pour conserver la vie à son frère et à ses parti-

(1) *Val. Max. L. II, c. 7.* Cet auteur ne dit pas le nombre précis de ceux qui furent mis à mort à cette occasion ; il dit seulement qu'on en exécuta 50 à la fois pendant plusieurs jours consécutifs : d'autres auteurs en font monter le nombre à 4000. Tite-Live parle de toute une légion : *Legia campana, quæ Rhegium occupaverat, obsessa, deditione facta securi percussa est.* Tit. Liv. XV. *Epit.* J'ai suivi ici Polybe, qui dit qu'on n'en prit que 300, et qu'on les conduisit à Rome.

sans. Enfin, tous les événemens de ce temps-là prouvent manifestement que le mal était incurable. Je ferai mention ici d'un fait, comme fournissant un exemple remarquable du peu de scrupule des magistrats romains à ôter la vie aux citoyens. Un Memmius s'étant présenté pour prétendre au consulat, que briguit aussi un homme protégé par le tribun Saturnius, celui-ci fit saisir et expirer le premier sous les coups, au milieu de la place publique. L'insolence du tribun, au rapport de Cicéron, alla jusqu'à donner à cet acte de cruauté, en présence de tout le peuple assemblé, l'extérieur et la forme d'un acte de justice publique (1).

Ce n'est pas tout. Ce ne fut pas uniquement en

(1) Cicéron, dans son discours *pour Robirius*, dit que, dans l'assemblée du peuple, où il était défendu de la part des censeurs à l'exécuteur de jamais paraître, l'on y entendit retentir la formule fatale (*cruciatu carmina*), dont se servaient les magistrats pour faire exécuter un homme à mort; *I. lictor? colliga manus; caput obnubito; arbori infelici suspendito*. Memmius étant un citoyen considérable (comme on peut hardiment le supposer, puisqu'il briguit avec succès le consulat), tous les grands de la république prirent l'alarme à cette occasion atroce du tribun : le jour suivant le sénat adressa les paroles solennelles aux consuls, *videant ne quid detrimenti respublica capiat*, et le tribun fut tué dans une bataille rangée, qui se donna aux pieds du capitolé.



qualité d'hommes publics, et pour soutenir les prérogatives de leurs corps respectifs, que les magistrats romains se permettaient de parceller injustices. L'avarice et la rapine de chacun en particulier se joignit à l'ambition publique. On commença par opprimer les provinces. Bientôt ce mal attaqua l'Italie même, le cœur de la république, jusqu'à ce que la *loi Calpurnia de repetendis* fut faite pour l'arrêter dans ses progrès. Cette loi donnait le droit aux citoyens et aux alliés, de poursuivre le recouvrement de ce qui leur avait été extorqué par les magistrats et les grands; et dans la suite la *loi Junia* ajouta la peine du bannissement à l'obligation de faire restitution.

Mais le désordre ne fit que changer de forme. Les juges se montrèrent aussi corruptibles, que les magistrats s'étaient montrés tyrans. Ils trahirent, dans leurs provinces, la cause de la république qui leur était confiée, et ils aimèrent mieux partager le butin avec les consuls, les préteurs et les proconsuls, que de faire valoir les lois contre eux.

Il fallut avoir recours à d'autres expédients, pour remédier à ce nouveau mal. On fit des lois pour juger et punir les juges-mêmes; et surtout on fit de continuel changemens dans la manière de composer les assemblées. Mais la maladie était trop enracinée, pour pouvoir être guérie par les moyens ordinaires de la législation. Les juges prévarica-

teurs, pour se soustraire à la conviction, employèrent les mêmes ressources qui avaient sauvé les magistrats coupables; et ces changemens étonnans qui se firent dans la constitution des corps de judicature (1), au lieu d'arrêter la corruption des juges, ne firent que transférer à d'autres hommes le profit qu'il y avait à s'en rendre coupable. Déjà du temps des Gracques l'on se plaignait généralement, de ce qu'il n'y avait pas moyen de punir celui qui avait de l'argent à donner (2). Cicéron témoigne que de son

(1) Les juges, à l'assemblée desquels présidait ordinairement le préteur, étaient tirés du sénat jusqu'après la dernière guerre punique, lorsque la loi *Sempronia*, proposée par *Caius S. Gracchus*, statua qu'on les tirerait à l'avenir de l'ordre équestre. Dans la suite le consul *Cépion* fit recevoir une loi, par laquelle les juges devaient être pris également de l'un et de l'autre ordre. Bientôt après, la loi *Servilia* remit l'ordre équestre seul en possession de la judicature; et la loi *Livia* la rendit entièrement au sénat. Vint ensuite la loi *Plautia*, pour que les juges fussent tirés des trois ordres, savoir: des sénateurs, des chevaliers et des plébéiens. La loi *Cornelia*, conçue par le dictateur *Sylla*, remit le sénat dans la possession exclusive de la judicature. La loi *Aurelia* la rendit aux trois ordres. *Pompée* changea le nombre des juges, et les réduisit à soixante-quinze; il changea aussi la manière de les élire. Enfin *César* rétablit l'usage primitif, de ne tirer les juges que de l'ordre sénatorial.

(2) *App. de Bell. Civ.*

temps la même opinion était généralement reçue et avérée (1); et ses harangues ne sont remplies que de lamentations sur ce qu'il appelle la *fatalité* et l'*infamie* des jugemens publics.

L'impunité des juges corrompus n'était pas le seul mal qui travaillait la république. Tout l'empire fut enfin en convulsion. Les horribles vexations, et malgré leur notoriété, l'absolution d'un Aquilius, proconsul de la Syrie, et celle de plusieurs autres tyrans, coupables des mêmes crimes, réduisirent l'Asie au désespoir. Ce fut alors qu'éclata la terrible guerre de Mithridate, dont le tocsin fut le massacre de quatre-vingt mille Romains, commis en un jour par toutes les villes de l'Asie (2).

Ainsi, les lois et les jugemens publics non-seulement manquèrent la but pour lequel on les avait établis, mais ils devinrent même de nouveaux moyens d'oppression, ajoutés à ceux qui existaient déjà. Les personnes qu'on accusait, et que l'on condamnait, étaient des citoyens opulens dont on convoitait les richesses, des particuliers sur lesquels l'un ou l'autre corps trouvait prise, où le petit nombre de magistrats encore assez vertueux pour s'opposer au torrent de la corruption générale; tandis qu'on laissait impuni un Pison, dont Cicéron,

(1) *Act. in Verr. l. 5.*

(2) *Appian. de B. C.*

dans sa harangue contre lui, rapporte des choses qui font frémir, et un Verrès, coupable d'énormités de la même espèce.

De là une guerre plus formidable encore que la précédente, et à la malignité de laquelle il est étonnant que Rome n'ait pas succombé. La plus grande partie de l'Italie, irritée de la tyrannie des jugemens publics, se souleva tout d'un coup. Cicéron, qui nous apprend la cause de cette révolte, qu'il appelle la *guerre sociale*, rend compte du triste état de la république, et du mauvais usage qu'on avait fait des mesures prises pour y remédier.

« Il n'y a pas encore, dit-il, cent et dix ans que  
» la loi, pour le recouvrement de l'argent extor-  
» qué par des magistrats, fut proposée par le tribun  
» Calpurnius Pison. Plusieurs autres lois pour le  
» même effet, et de plus en plus sévères, suivirent  
» celle-ci : mais il y a eu tant d'accusations et tant  
» de condamnations, une guerre si formidable a  
» été excitée en Italie par la terreur des jugemens  
» publics, et lorsque les lois et les jugemens ont  
» été suspendus, l'oppression et le pillage de nos  
» alliés a tellement prévalu, que ce n'est point par  
» notre force, mais par la faiblesse des autres, que  
» nous continuons d'exister (1). »

Je suis entré dans ce détail à l'égard de la répu-

(1) *Cic. de Off. II. 75.*

blique romaine, parce que les faits (1), sur lesquels il est fondé, non-seulement sont remarquables par eux-mêmes, mais aussi, qu'on n'en saurait tirer de conclusion juste, à moins de les présenter au lecteur dans leur suite, et dans les rapports qu'ils ont les uns aux autres. On se tromperait très-fort en mettant ces faits sur le compte du luxe, qui prévalut dans les derniers temps de la république sur celui de la corruption des mœurs parmi les citoyens, et de l'abandon de leurs anciens principes. Ce ne sont là que des phrases qui peuvent servir à exprimer la manière dont le mal se manifeste, mais qui n'en développent point les causes.

Les troubles que nous venons de rapporter naquirent de la nature même du gouvernement républicain; d'un gouvernement dans lequel le pouvoir exécutif et suprême avait été concentré dans le corps de ceux en qui le peuple avait placé sa confiance, à côté duquel, par conséquent, il ne res-

(1) Sans doute les faits que vient d'énumérer M. de Lolme contribuèrent puissamment à amener la décadence de la république romaine, mais il tombe ici dans le défaut commun à ceux qui n'ont examiné les résultats historiques que sous un rapport. La cause qu'il a développée a produit de grands effets, mais il veut que ce soit la seule. On se tromperait, si l'on croyait d'après lui, que le luxe et la corruption des mœurs, et l'abandon des anciens principes, n'eurent aucune influence sur le sort de la république. C.

tait aucun autre poyvoir dans l'état, qui eût assez d'influence sur eux pour les obliger de se tenir dans les bornes de la justice et de la décence. En attendant, comme le peuple, destiné pour tenir ce corps en échec, donnait continuellement une part dans l'autorité exécutive à ceux à qui elle confiait le soin de ses intérêts, il augmentait le mal dont il se plaignait chaque fois qu'il prenait des mesures pour y remédier ; et au lieu de faire des levées de combattans contre les ennemis de sa liberté, comme il se l'imaginait, ce n'était au fond que de nouveaux associés qu'il leur fournissait,

De là cette désertion continuelle de la cause du peuple qui, dans le temps même des révolutions, quoique les passions du peuple fussent en jeu, et que les esprits fussent plus unis, se manifestait d'une manière frappante. Nous pouvons tracer les symptômes de la grande défectuosité politique dont nous avons fait mention ici, dans les premiers âges de la république aussi-bien que dans les derniers périodes de sa durée. Tant que Rome fut petite et pauvre, cette défectuosité y rendit inutiles tous les droits ou pouvoirs que le peuple possédait, et fit échouer toutes les mesures qu'il prenait pour défendre sa liberté, précisément de la même manière que, dans les époques les plus brillantes, elle fit périr tous les fruits que l'on se promettait des réglemens les plus salutaires, et tourner même ces

derniers entièrement au profit de l'ambition et de l'avarice du petit nombre. En un mot, la prodigieuse fortune de la république ne créa point le vice dans la Constitution, elle lui donna seulement l'essor (1).

Mais si nous jetons les yeux sur l'histoire de la nation anglaise, nous y verrons des effets tout différens s'ensuivre d'un gouvernement qui n'avait pas les mêmes défauts : nous verrons la cordialité avec laquelle les individus de tout ordre se sont toujours réunis pour donner les bornes requises au pouvoir exécutif, qu'ils savaient ne pouvoir jamais leur appartenir. Nous l'avons déjà dit lors des révolutions publiques : on fixa avec le plus grand

(1) Les considérations que M. de Lolme vient de développer, ne prouvent autre chose, sinon que le bonheur et la liberté de tous la citoyens n'étaient pas aussi bien garantis dans la république romaine, qu'ils le sont par la Constitution d'Angleterre. Il ne faut pas en tirer la conséquence que la véritable liberté est incompatible avec les formes républicaines. Cette question ne me semble pas pouvoir être résolue d'une manière générale. Le climat, l'étendue et la population du pays, le degré de civilisation, les mœurs et l'espèce d'industrie des habitans, sont des élémens qu'il faut examiner soigneusement, et dans chaque cas particulier, pour savoir si le gouvernement monarchique pourra seul garantir la paix et la liberté, ou s'il faudra lui préférer le gouvernement républicain. C.

soin les limites de ce pouvoir ; et quand la paix fut rendue à l'état, ceux qui restèrent à la tête de la nation manifestèrent une jalousie constante à maintenir les avantages que les efforts réunis de tous avaient obtenus.

C'est ainsi que, par un des articles de la Grande-Charte, le pouvoir exécutif ne doit toucher à la personne du sujet qu'en conséquence d'un jugement rendu contre lui par ses pairs ; et telle fut ensuite l'union générale pour le maintien de cette loi, que le jugement par des jurés (*trial by jury*), cette admirable manière de procéder, qui met le peuple si bien à l'abri de toutes les invasions du pouvoir, même de celles que l'on pourrait faire sous la sanction de l'autorité judiciaire, cette manière, dis-je, de procéder, a été conservée jusqu'à ce jour dans toute sa pureté primitive ; tandis qu'elle s'est altérée successivement, et enfin perdue totalement dans toutes les autres contrées de l'Europe où on l'avait connue (1). Ce n'est même pas assez

(1) La procédure par des jurés fut en usage parmi les Normands, long-temps avant qu'ils eussent envahi l'Angleterre : aujourd'hui elle est totalement perdue dans la Normandie. Ce fut même de très-bonne heure qu'elle commença à y dégénérer de sa première institution : Nous voyons dans l'*histoire du droit coutumier d'Angleterre par Hale*, que l'unanimité des jurés n'était point requise dans cette province pour leur *Verdict* ou rapport ; seulement, lorsque



dire, ce privilège d'être jugé par ses pairs a fait plus que se conserver en Angleterre : ce n'était d'abord que la prérogative des conquérans, des maîtres, appropriée exclusivement aux parties des nations qui avaient commencé par envahir et subjuguier le reste par les armes ; ici il s'est successivement étendu sur tous les ordres du peuple.

C'est non-seulement la personne, c'est aussi la propriété de l'individu qui a été mise en sûreté contre toute entreprise arbitraire du pouvoir exécutif. On a successivement réduit ce dernier à ne pouvoir toucher à la moindre portion de la propriété du sujet, pas même sous le prétexte des besoins de l'état, si ce n'est du consentement libre des représentans du peuple. Et le zèle de ces représentans à assurer à cet égard les intérêts de la

les jurés n'étaient pas d'accord, on en sortait quelques-uns de leur nombre, et l'on en mettait d'autres à leur place, jusqu'à ce qu'on eût obtenu par ce moyen l'unanimité. En Suède, où, selon l'opinion des savans du pays, la *procédure par des jurés* a pris naissance, il ne s'est conservé, dans quelques contrées reculées de ce royaume, que quelques formalités de cette institution ; car, d'ailleurs, les jurés y sont établis à la vie, et ont un salaire en conséquence. (Voy. *l'État de la Suède par Robinson*.) En Écosse, le voisinage de l'Angleterre n'a pu y conserver aux jugemens par jurés, leur ancienne et vraie forme : l'unanimité des jurés n'y est point requise, à ce qu'on m'a dit, pour former un verdict ; c'est la majorité qui décide.

nation, dont les leurs propres étaient inséparables; ce zèle, dis-je, a été si sincère et si constant, que le privilège de se taxer eux-mêmes, fondé d'abord sur la tenure la plus précaire, et simplement comme un mode de gouvernement adopté par le souverain pour sa propre convenance, est devenu, avec le temps, un droit établi du peuple, que le souverain a trouvé à la fin nécessaire de reconnaître solennellement et à diverses reprises.

Il y a plus, les représentans du peuple ont appliqué ce droit de *taxation* à un usage bien plus noble encore que celui de la seule préservation de la propriété; avec le temps ils l'ont converti heureusement en moyen, régulier et constitutionnel, d'influer sur les motions du pouvoir exécutif. Au moyen de ce droit, ils ont gagné l'avantage d'être continuellement appelés à concourir dans les mesures du souverain, de voir celui-ci donner la plus grande attention à leurs requêtes, et remplir scrupuleusement les engagemens qu'il contracte avec eux. C'est ainsi que de tous les peuples, tant anciens que modernes, l'Anglais seul a obtenu le bonheur unique d'avoir sa part dans le gouvernement, en élisant des représentans qui, par les circonstances particulières où ils se trouvent, et par l'étendue de leurs droits, ont à la fois, et la *volonté* de servir fidèlement leurs commettans, et la *capacité* de le faire.

Aussi les communes n'ont-elles pas été contentes d'avoir établi, une fois pour toutes, la liberté du peuple, par les moyens dont nous venons de faire mention : ils ont ensuite fait de la conservation de ces moyens l'objet principal de leurs soins (1), et saisi toutes les occasions qui se présentaient pour leur donner, pour ainsi dire, une nouvelle vie.

C'est ainsi que, sous Charles 1<sup>er</sup>, ce privilège du peuple, d'accorder des subsides à la couronne, ayant été attaqué d'une manière qui ne pouvait qu'alarmer toute la nation, les communes, sans perte de temps, soutinrent ce droit important, ce grand boulevard constitutionnel de tous leurs autres droits, et se hâtèrent de combattre dans son origine toute entreprise à cet égard qui put servir d'exemple, et produire finalement la ruine entière de la liberté publique.

Ils ne s'arrêtèrent pas là ; ils étendirent leurs soins à tous les abus quelconques qui s'étaient introduits. L'autorité judiciaire, par exemple, dont le pouvoir exécutif s'était emparé imperceptiblement, tant pour la personne que pour la propriété

(1) La première opération des communes, au commencement d'une session, c'est de nommer quatre grands comités. L'un est le comité de la religion, un autre celui des griefs, un autre de cours de justice, enfin un autre pour le commerce, etc. Ces comités sont permanens pour toute la session.

de l'individu, fut abrogée par le même acte qui abolissait la cour de la chambre étoilée; et la couronne fut ramenée à son vrai office constitutionnel, savoir, à maintenir et protéger, par sa force, l'exécution des lois.

Les efforts de la législation, qui suivirent celui-ci, ont porté encore plus haut les privilèges du peuple : ils ont mis la couronne dans l'impuissance de saisir et emprisonner, même pour peu de temps, la personne du sujet, excepté dans les cas fixés par la loi, et dont les juges propres doivent décider.

Et il ne faut pas croire que cette liberté sans exemple, ainsi amplifiée aux dépens du pouvoir exécutif, soit devenue le privilège exclusif des grands et des puissans. Tous les sujets, sans distinction, ont droit d'en jouir : ce fut l'injure faite à un citoyen commun qui donna l'existence à l'acte par lequel on a entièrement consolidé cette branche intéressante de la liberté publique. « L'oppression » d'un particulier obscur (dit le juge Blackstone) » fit naître le fameux acte d'*Habeas Corpus*, » Junius a cité cette observation du juge, et elle vaut bien la peine que nous la répitions ici, par la juste idée qu'elle donne de cette disposition de tous les ordres à s'unir pour la défense de la liberté commune, qui est un trait caractéristique du gouvernement Anglais (1).

(1) Le particulier dont il est question ici, fut un nommé

Cette union générale pour la liberté publique ne s'est point bornée à former seulement des lois qui la garantissent ; elle a opéré avec la même vigueur, lorsqu'il s'est agi de faire punir ceux qui avaient entrepris de les enfreindre ; et le souverain s'est vu constamment réduit à en sacrifier les violateurs, lors même qu'ils se trouvaient ses zélés serviteurs, à la justice de sa patrie.

Si l'on demande des exemples de ce que j'avance ici, je puis renvoyer les curieux jusque sous le règne d'Édouard 1<sup>er</sup>. On verra là des juges, atteints et convaincus d'avoir commis des exactions énormes dans l'exercice de leurs offices, condamnés par sentence du parlement (1). Et quand on fait attention aux énormes amendes qu'on leur imposa, lesquelles

*François Jenks*, qui ayant proposé en 1676 à Guildhall, de supplier le roi pour avoir un nouveau parlement, fut examiné devant le conseil privé, et envoyé en prison, où on le garda environ deux mois, au moyen des délais employés par les différens juges auxquels il s'adressa pour avoir un *Habeas Corpus*. Voyez *State-Trials*, T. VII, anno 1676.

(1) Le chevalier Ralph de Hengham, chef de justice du banc du roi, fut mis à une amende de 7000 marcs ; le chevalier Thomas Wayland, chef de justice des plaidoyers communs, subit la confiscation de tout son bien ; et le chevalier Adam de Stratton, premier baron de l'échiquier, fut condamné à 34000 marcs d'amende.

ils furent en état de payer, à ce qu'il paraît, on peut conclure hardiment que dans cette enfance même de la Constitution, le remède fut appliqué un peu tard à la maladie : cependant il fut appliqué enfin.

Sous Richard II, on vit statuer des exemples de la même espèce. Michel de la Pole, comte de Suffolk, qui avait été chancelier du royaume, le duc d'Irlande, et l'archevêque d'York, ayant abusé de leur pouvoir en poursuivant des mesures qui tendaient au renversement de la liberté publique, furent déclarés coupables du crime de haute trahison ; et un grand nombre de juges, qui, comme tels, s'étaient prêtés à leurs vues, furent enveloppés dans la même condamnation (1).

(1) Les plus notables de ces juges étaient le chevalier Robert Belknap, et le chevalier Robert Trésilian, chef de justice du banc du roi. Le dernier avait mis par écrit une suite de questions tendantes à conférer une autorité despotique à la couronne, ou plutôt aux ministres susdits, qui avaient trouvé moyen de se rendre entièrement maîtres de la personne du roi. Le chevalier Robert Trésilian proposa ces questions aux juges qu'on avait assemblés pour cet effet, et ils opinèrent en leur faveur. L'une entr'autres des opinions de ces juges, ne tendait à rien moins qu'à annuler d'un seul coup tous les droits des communes, en leur ôtant le privilège important, mentionné ci-dessus, d'entamer tous les sujets de débats qu'elles jugeaient à propos, et de

Sous le règne de Henri VIII, le chevalier Thomas Empson, et Edmon Dudley, après avoir été les promoteurs des exactions commises sous le règne précédent, furent les victimes du zèle des communes à défendre la cause du peuple. Sous le roi Jacques I<sup>er</sup>, ni la dignité du chancelier Bacon, ni ses grandes qualités personnelles, ne purent le mettre à couvert de la censure la plus sévère, pour les mauvaises pratiques dont il s'était rendu coupable. Sous Charles I<sup>er</sup>, les juges ayant osé imiter l'exemple de ceux sous Richard II, en opinant contre les droits du peuple, éprouvèrent de la part des communes la même vigilance qui avait opéré la catastrophe des premiers. Le lord Finch, garde du sceau, fut obligé, pour se sauver, de passer la mer. Les juges Davenport et Crawley furent emprisonnés, et l'on arracha le juge Berkley du banc où il siégeait, comme nous l'apprend Rushworth.

Sous le règne de Charles II, nous trouvons de

les discuter librement : on voulait interdire aux communes, sous peine d'être punis comme traîtres, de délibérer sur aucune matière hors celles limitées par le roi. Tous ceux qui avaient trempé dans les déclarations susdites des juges, furent convaincus de haute trahison. On en pendit quelques-uns, entr'autres le chevalier Robert Trésilian : les autres ne furent que bannis, par l'intercession des évêques. Voyez l'*Histoire parlementaire d'Angleterre*, T. I.

nouveaux exemples de cette vigilance des communes. Les chevaliers Williams Scroggs, lord chef de justice du banc du roi, François North, chef de justice des plaidoyers communs; Thomas Jones, l'un des juges du banc du roi, et Richard Weston, l'un des barons de l'échiquier, furent accusés par les communes, pour avoir montré de la partialité dans l'administration de la justice, et le juge Scroggs, contre lequel on prouva complètement certaines accusations positives, fut démis de ses emplois.

Les divers exemples produits ici, sont pris de différentes périodes de l'histoire d'Angleterre, pour faire voir que ni l'influence, ni la dignité des infracteurs des lois, lors même qu'ils avaient été les plus intimes serviteurs de la couronne, ne furent jamais capables d'en imposer au zèle des communes pour maintenir les droits du peuple. On pourrait peut-être rapporter d'autres exemples tendant au même but; je crois néanmoins devoir avertir ceux qui voudront se donner la peine de pareilles recherches, que la raison du danger, toujours indubitablement attaché aux infractions des lois, les leur fera trouver moins fréquens qu'ils ne pensent peut-être.

La régularité introduite dans les opérations du pouvoir exécutif en Angleterre a été si grande, le peuple y a été accoutumé conséquemment à s'attendre de ce côté-là à une justice si exacte, que le



souverain même, pour s'être permis une fois de violer la sûreté du sujet, n'échappa point à la sévérité de la censure. L'attentat commis par ordre de Charles II, sur la personne du chevalier Jean Coventry, consterna la nation; et la violence que se permit alors le souverain, pour satisfaire son ressentiment particulier (licence que, dans certains autres pays, des classes entières d'individus s'arrogent comme un droit), cette violence, dis-je, excita une fermentation générale: « Cet événement » (dit l'évêque Burnet) excita un furieux tumulte » dans la chambre-basse. — Il donna de grands » avantages à tous ceux qui étaient opposés à la » cour; et les noms de partis de la *cour* et de la » *patrie*, qui paraissaient oubliés jusques-là, reprirent vigueur (1). »

Telles sont les bornes posées par le gouvernement anglais aux opérations du pouvoir exécutif: bornes qui n'ont point leurs pareilles dans aucun autre état libre, ancien ou moderne; et qui doivent leur existence à la circonstance même qui paraissait la rendre impossible, je veux dire à la grandeur de ce pouvoir, qui n'a abouti, par l'événement,

(1) Voyez l'*histoire de Burnet*, T. I. a. 1669. Le parlement passa un acte à cette occasion, qui donnait une plus grande étendue aux précautions prises pour la sûreté personnelle du sujet: on le cite toujours sous le nom d'acte de *Coventry*.

qu'à réunir pour l'objet usurpé, les vœux et les efforts de tous les ordres du peuple.

De cette force et de cette stabilité particulière du pouvoir exécutif en Angleterre, il en a résulté une autre conséquence très-avantageuse (dont nous avons parlé plus haut, et qu'il est à propos de répéter dans ce chapitre, destiné à confirmer les principes avancés dans les précédens), je veux dire la continuation de cette union générale des hommes de tous les rangs, et un esprit de justice mutuelle répandu par là dans tous les ordres (1).

(1) C'est en vain que l'on opposerait à M. de Lolme, les nombreuses et successives violations de lois et de privilèges qui causèrent en Angleterre tant de révolutions. Ces révolutions conduisirent à un état stable, à une Constitution dans laquelle tous les droits nécessaires sont garantis, et qui, par l'équilibre des pouvoirs, assure la liberté des sujets les plus obscurs; tandis que les révolutions de la république romaine conduisirent au despotisme des empereurs. Au milieu des troubles de l'Angleterre, les bases d'une bonne Constitution que le peuple avait déjà obtenues dans la grande Charte, furent pour lui un point d'appui inébranlable, un guide sûr et infallible qui borna ses prétentions, et dirigea ses mouvemens de manière à maintenir l'ordre au milieu du désordre; c'était la résistance à l'oppression d'un peuple qui connaît les droits dont il doit jouir, et les moyens qui pourront les lui assurer. A Rome au contraire, les troubles étaient excités par la lutte de deux partis qui cherchaient à se saisir de la puissance, et qui, parvenus à leur but,

Toute environnée que se trouve la couronne par les bornes dont on vient de parler, elle a conservé sa prérogative indivisible. Elle possède encore toute sa force effective, et n'est liée que par ses propres engagements, et par la considération de ce qu'elle se doit à elle-même, de ses intérêts les plus chers.

Les grands et les riches de la nation, qui, assistés par le peuple en corps, ont pu renfermer l'exercice de cette autorité dans des limites si bien définies, ne sauraient se promettre qu'elle s'y contiendra, que tant que eux-mêmes continueront, par leur conduite juste, à mériter cette assistance du peuple, qui seule peut les faire paraître respectables aux yeux du souverain; et ils ne sauraient espérer que la couronne continuera d'observer les lois, qui leur assurent leurs richesses, leurs dignités et leur liberté, qu'autant qu'eux-mêmes continueront de les observer.

Il y a plus : tous les efforts qu'ils continuent de faire pour maintenir leurs droits contre la couronne, sont des encouragemens qu'ils donnent au reste du peuple pour défendre les siens contre eux. Leur constante opposition à tout procédé arbitraire de ce pouvoir, est une déclaration conti-

oubliaient toute idée de justice et d'ordre, pour satisfaire des vengeances et des intérêts particuliers. C.

nuelle qu'ils font, contre tout acte d'oppression, que les avantages supérieurs dont ils jouissent pourraient les inviter à commettre contre leurs co-sujets d'un ordre inférieur. Et il ne faut pas croire, par exemple, que cette censure sévère qu'ils concurent à faire passer sur une action violente et inconsidérée de leur souverain, ne fut qu'une limitation des actions immédiates des futurs rois anglais : non, ce fut une précaution plus étendue, prise pour assurer la liberté publique; ce fut un engagement solennel, de tous les puissans de l'état, avec tout le corps du peuple, pour respecter scrupuleusement la personne du plus petit d'entre ce peuple.

Et, de fait, la constante conduite des deux chambres du parlement nous fait voir que ces observations ne sont point d'une pure spéculation. En remontant jusqu'aux temps les plus reculés, on verra toujours les membres de la chambre-basse scrupuleux à ne s'arroger aucune distinction qui pût leur ôter l'affection du peuple (1). Dès que

(1) Dans tous les cas de crime public, jusqu'à la moindre violation de la paix publique, les membres des communes n'ont aucun privilège quelconque par-dessus ceux du reste du peuple : ils peuvent être mis en prison par un juge de paix, et leur procès peut leur être fait en conséquence; de la même manière qu'à tout autre sujet. En matière civile seulement, ils ne peuvent être saisis durant le temps que

les privilèges qui leur avaient paru nécessaires pour s'acquitter de leur devoir, ont été jugés onéreux à la communauté, ils les ont toujours retranchés. Et lorsqu'il y en a eu d'entre eux qui ont fait servir ces privilèges, ou, en général, l'influence qui dérivait de leur situation, à quelque but oppressif, ils ont cherché eux-mêmes à les faire punir.

Ainsi nous voyons sous Jacques I<sup>er</sup>, le chevalier Gilles Mompesson, de la chambre-basse, après s'être rendu coupable de monopoles, et d'autres actes onéreux au peuple, non-seulement expulsé, mais accusé et poursuivi avec la plus grande chaleur par la chambre, et finalement condamné par les seigneurs à être publiquement dégradé de son rang de chevalier, tenu à jamais infâme; et pour toute sa vie en prison.

Sous le même règne, le chevalier Jean Bennet, de la chambre-basse, trouvé coupable de diverses pratiques commises en sa qualité de juge de la cour *prérogative* de Canterbury, comme d'avoir extorqué des sommes exorbitantes, etc., fut chassé de la chambre, et poursuivi pour ces crimes.

dure une session, ni pendant les quarante jours qui la précèdent, et les quarante qui la suivent; mais pendant tous ces temps même on peut leur intenter un procès, quant à leurs biens, pour toute dette juste.

En 1641, Henri Benson, député de Knaresborough, ayant été découvert à vendre des protections, éprouva la même indignation de la chambre, et fut expulsé.

Enfin, pour faire voir combien il est notoire que ni la qualité de représentant du peuple, ni même aucun degré d'influence dans la chambre, n'en sauraient dispenser aucun membre de l'observance exacte des règles de la justice, les communes frappèrent en une occasion le coup de censure le plus sévère sur leur orateur même, pour avoir une seule fois osé convertir les fonctions de sa charge en moyen de faire son profit particulier. Le chevalier Jean Trevor, orateur de la chambre basse, ayant, dans la sixième année du règne de Guillaume III, reçu mille guinées de la cité de Londres, « comme une gratification de la » peine qu'il s'était donnée lorsqu'il s'était agi » de passer le *bill des orphelins*, » fut déclaré coupable de haut crime et de malversation, et expulsé de la chambre. La chétive somme même de vingt guinées, qu'un autre membre, M. Hungenford, avait eu la faiblesse d'accepter pour le même sujet, parut mériter l'attention de la chambre, et il en fut pareillement chassé (1).

(1) On pourrait alléguer d'autres exemples de l'attention de la chambre-basse sur la conduite de ses membres, tant

Si nous tournons les yeux sur la chambre des seigneurs, nous trouverons qu'ils ont de même toujours eu soin que leurs privilèges particuliers ne tournassent point au détriment de la justice commune due au reste du peuple (1). Ils ont constamment donné les mains à tout ce qui leur a été proposé à ce sujet par les communes. Et de fait, si l'on considère le nombre de privilèges oppressifs que les *nobles* s'arrogent dans presque tous les autres pays, la hauteur et la violence avec laquelle ils les maintiennent, on ne prisera pas peu le corps de la noblesse anglaise (et en même temps le gouvernement dont elle fait partie), pour avoir donné son consentement libre à ce que ses privilèges fussent confinés comme ils le sont;

antérieurs que postérieurs à celui-ci. On peut voir à ce sujet la relation de la conduite des communes dans l'affaire du projet de la *compagnie pour la mer du Sud*; et quelques années après dans celle de la *corporation charitable*, projet frauduleux, particulièrement oppressif pour les pauvres, pour lequel on expulsa divers membres.

(1) En cas de crime public, ou même d'une simple violation de la paix publique, le pair peut être emprisonné par un juge de paix, jusqu'à ce qu'il trouve caution; et l'on peut faire le procès aux pairs selon le cours commun de la loi, pour tout crime au-dessous de la félonie. En matière civile, ils ne peuvent en aucun temps être saisis personnellement; mais on peut obtenir exécution quant à leurs biens, de la même manière qu'à l'égard des autres sujets.

aujourd'hui, c'est-à-dire, précisément au point où il le fallait pour obtenir les fins constitutionnelles de cette chambre.

Dans l'exercice de leur autorité judiciaire en matière civile, les seigneurs ont manifesté un esprit d'équité qui n'est aucunement inférieur à celui qu'ils ont montré dans leur capacité législative. Ils se sont acquittés de cette fonction (de toutes la plus sujette à tentations), avec une intégrité supérieure à celle dont puisse se vanter une assemblée judiciaire de toute autre nation quelconque. Et je ne pense pas de m'avancer trop en soutenant, que la conduite de la chambre des seigneurs, en leur qualité de juges civils, a constamment été telle, qu'elle l'a mise au-dessus de la médisance et du soupçon même (1).

Le privilège même dont ils jouissent, de juger exclusivement leurs membres en cas d'accusation qui peut affecter leur vie (droit que l'on dirait, au premier coup d'œil, devoir répugner à l'idée d'un gouvernement régulier, et alarmer le reste du

(1) Les pairs d'Angleterre jouissent encore de quelques privilèges dont voici les principaux. Dans toutes les lois qui pourraient attenter aux droits de la pairie, les lords ont de droit initiative. Un pair absent peut autoriser un autre pair à voter pour lui. Chaque pair a le droit, lorsque la chambre adopte une opinion à laquelle il est contraire, d'inscrire une protestation sur les registres. C.



peuple); ce privilège, dis-je, a constamment été employé par les seigneurs à rendre justice à leurs co-sujets. Jetons les yeux sur les *procès de l'état*, ou sur l'histoire d'Angleterre, et nous ne trouverons point, ou que très-peu d'exemples, de pairs, réellement coupables des crimes dont ils étaient accusés, qui aient tiré quelque avantage de n'avoir pas été jugés par des jurés de la chambre des communes.

Cette modération et cette justice des deux chambres du parlement, dans l'exercice de leur pouvoir (si opposée à ce qu'on a vu plus haut, de la conduite des puissans dans la république romaine), n'a pas été la seule conséquence heureuse de la jalousie salutaire de ces deux corps contre le pouvoir de la couronne. Ce même motif les a engagés aussi à donner toute leur attention à un autre point essentiel à la liberté publique, à confiner les cours de justice dans les limites requises.

Dès les premiers temps ils ont favorisé les plaintes contre l'influence de la couronne sur ces cours, et enfin ils ont fait passer des lois pour la prévenir. Par toutes ces mesures (il est essentiel de le remarquer), ils déclaraient de la manière la plus forte, qu'aucun sujet ne devait penser à s'exempter de la soumission due au cours uniforme de la loi. Et les exemples sévères qu'ils ont concouru à éta-

tuer aux dépens des juges qui s'étaient rendus les instrumens de la passion du souverain, ou des vues de ses ministres, sont de terribles leçons aux juges qui leur ont succédé, pour ne s'aviser jamais, en faveur même du plus grand individu, de se détourner de cette ligne de justice, que la sagesse réunie des trois branches de la législation leur a marquée.

Cette situation singulière des juges anglais relativement aux trois pouvoirs constitutans de l'état, et aussi la protection formidable qu'ils sont sûrs d'en recevoir, aussi long-temps qu'ils continuent d'être les fidèles ministres de la justice, ont à la fin produit une telle impartialité dans la distribution de la justice publique en Angleterre, ont introduit dans les cours de justice une habitude si forte de n'avoir aucun égard à l'influence ni à l'opulence des parties contendantes, ont procuré à chaque individu un accès si facile à ces cours, et une telle certitude d'obtenir justice, que l'on chercherait en vain rien de pareil dans tout autre gouvernement. Philippe de Commines, il y a trois cents ans, louait déjà, dans les termes les plus énergiques, l'exactitude avec laquelle on rendait la justice en Angleterre aux sujets de tous les ordres (1); et l'impartialité avec laquelle elle est

(1) Voyez la note 1<sup>re</sup>, page 56, de cet ouvrage.

administrée de nos jours, doit à plus forte raison encore, remplir d'étonnement tout étranger qui a l'opportunité de venir observer les usages de ce pays (1).

En effet, l'administration de la justice publique

(1) On voudra bien me permettre de me citer moi-même comme témoin de fait. Peu après que je fus venu en Angleterre pour la première fois, on commença un procès dans une des cours de justice contre un prince qui touchait de bien près à la couronne; et à peu près dans le même temps, un seigneur soutenait un autre procès pour la propriété de certaines mines de plomb très-considérables en Yorkshire. J'observerai que dans les deux cas la décision fut contraire aux parties les plus puissantes : je n'en fus pas autant étonné que je l'aurais été, si je n'avais été, de longue main, informé de la grande impartialité qui règne dans la procédure en Angleterre; j'étais préparé à voir de mes yeux des exemples de cette espèce. Une chose cependant me surprit, je l'avoue, c'est que personne ne parut l'être, pas même de la rigueur avec laquelle on avait suivi le cours ordinaire de la loi, particulièrement dans la première de ces causes : ces procédures, que j'étais disposé à considérer comme des exemples signalés de justice, à la production desquels devaient avoir plus ou moins coopéré quelques circonstances du temps, ou une vertu peu commune de la part des juges, cette procédure, dis-je, fut regardée de tous ceux à qui j'en entendis parler, comme le cours ordinaire des choses, auquel on s'attendait. Cette circonstance devint pour moi un motif très-puissant à m'enquérir de la nature d'un gouvernement qui produisait de pareils effets.

a été portée en Angleterre à un tel degré d'impartialité, que l'on peut dire, avec la plus exacte vérité, que toute infraction des lois, fût-elle commise par les hommes les plus puissans, et même par la direction spéciale des premiers serviteurs de la couronne, sera réparée publiquement et complètement; et le moindre des sujets obtient une telle réparation, dès qu'il a le courage de se présenter et d'implorer les lois de son pays. Il faut avouer que voilà des circonstances bien extraordinaires; que, pour être croyables aux yeux de ceux qui savent la difficulté qu'il y a d'établir des lois justes parmi les hommes, et d'en procurer ensuite l'exécution requise, elles ne doivent être moins que de fait, et qu'on ne saurait en rendre raison, qu'après avoir levé les yeux sur la Constitution du gouvernement même, c'est-à-dire, après avoir considéré les rapports dans lesquels se trouve le pouvoir exécutif (ou la couronne), vis-à-vis des deux corps qui forment avec lui la législation, ceux où se trouvent ces deux assemblées vis-à-vis de la couronne, et l'une de l'autre, et enfin la situation de tous les trois à l'égard de tout le corps du peuple (1).

(1) Ce qui a été dit plus haut de l'impartialité avec laquelle la justice est administrée dans tous les cas en Angleterre, n'étant pas de nature à être prouvé en alléguant

Enfin, une autre circonstance très-remarquable dans le gouvernement anglais, et qui seule dénote quelque chose de particulier et d'excellent dans sa

simplement des faits, je ne suis point entré là - dessus dans des particularités. Je rapporterai cependant ici deux cas, qui me paraissent devoir frapper le lecteur.

Le premier de ces cas est le procès commencé en 1763 par quelques compagnons - imprimeurs, contre les messagers du roi, pour en avoir été arrêtés et emprisonnés pendant un court espace de temps, en vertu d'un *général Warrant*, ou pris de corps, des secrétaires d'état; et celui qui fut intenté ensuite, par un autre particulier, contre un de ces secrétaires mêmes. Dans ces actions on adhéra scrupuleusement à toutes les formes de la procédure usitée entre particuliers, et tant le secrétaire d'état, que les messagers, furent finalement condamnés. Ce que je prie, après cela, le lecteur d'observer, c'est qu'en faisant attention à toutes les circonstances qui accompagnèrent cette affaire, on aurait de la peine à proposer un cas où les ministres pussent être plus tentés de se prévaloir d'une influence illicite, pour empêcher le cours ordinaire de la justice. Il faut noter encore, que les actes pour lesquels ces ministres furent condamnés, n'étaient pas de ces actes d'oppression manifeste, que personne ne pourrait entreprendre de justifier. Ils n'avaient fait que suivre une pratique, dont ils avaient des exemples consignés dans leurs bureaux; et leur cas, si j'en ai été bien informé, fut tel, que tout autre dans de pareilles circonstances, se serait cru autorisé à en agir comme eux.

L'autre cas présente un trait singulier de cette confiance

nature, c'est cet esprit de douceur extrême avec laquelle la justice criminelle est administrée en Angleterre; sur cet article, surtout, on peut dire que l'Angleterre diffère de tous les autres pays du monde.

Lorsqu'on considère les punitions usitées dans les autres états de l'Europe, on est étonné de voir avec quelle cruauté les hommes y traitent leurs

avec laquelle tout sujet anglais réclame ce qu'il pense être ses justes droits, et dans cette certitude avec laquelle les remèdes de la loi lui sont ouverts dans tous les cas. Je veux parler de l'arrêt exécuté sous le règne de la reine Anne, en 1708, contre la personne de l'ambassadeur russe, que ses créanciers firent prendre hors de son carrosse, pour la somme de cinquante livres sterlings qu'il leur devait. Ce n'est pas tout : les conséquences qu'eut ce fait sont encore plus remarquables. Le czar ressentit vivement cette injure, et demandait que le shériff de Middlesex, avec les officiers qui avaient exécuté l'arrêt, fussent punis de mort. « Mais » à l'étonnement de cette cour despotique, dit le juge » Blackstone, de qui je tire ce fait, la reine chargea son » ministre de répondre qu'elle ne pouvait faire infliger de » peine à aucun de ses sujets, même au dernier, qu'autant » qu'elle se trouvait autorisée par la loi d'Angleterre. » Le parlement passa à cette occasion un acte, qui défendit d'arrêter, soit un ambassadeur, soit ceux de ses domestiques qu'il a fait enregistrer chez le secrétaire d'état, et de saisir ses effets. On envoya à Moscow, par un ambassadeur extraordinaire, une copie de cet acte, bien peinte et enluminée.

semblables. A la vue seule de ces punitions on demeure convaincu, quand on ne le serait point par d'autres circonstances, que les hommes qui, dans ces états, ont fait ces lois, et qui président à leur exécution, craignent peu pour eux-mêmes ou pour leurs amis, d'être jamais les victimes de ces lois, si inconsidérément établies (1).

(1) M. de Lolme me paraît ici ne pas avoir assez examiné le sujet qu'il traite, ou se livrer à une aveugle prévention pour la Constitution anglaise. Il faut faire une distinction entre la procédure criminelle de l'Angleterre et son Code pénal. La première, vraiment digne d'admiration, est le plus sûr garant de la liberté individuelle. Mais le second, formé d'un mélange de lois saxonnes, normandes et anglaises, est loin d'atteindre le but que doit se proposer toute législation sociale. L'atrocité des peines, dans certains cas; les actions innocentes qu'elles punissent, sous le nom de crimes; et la disproportion générale des châtimens aux délits, portent l'empreinte des temps de barbarie où elles prirent naissance, des révolutions qui se sont succédées en Angleterre, et d'une profonde ignorance de la part du législateur dans cette partie. A la vérité, quelques-unes de ces lois sont tombées en désuétude, mais elles ne sont point abrogées. Les généreux efforts de sir James Romilly avaient déjà obtenu quelques importantes réformes. Mais la mort est venue l'arrêter dans sa carrière. Cependant, d'après l'accroissement progressif de la majorité, qui le seconda à différentes reprises, on a lieu d'espérer que l'Angleterre verra bientôt disparaître ces vestiges de barbarie. C.

Dans la république romaine, des circonstances pareilles à celles dont nous avons fait mention, ont produit les plus grandes défauts dans l'espèce de justice criminelle qui y eut lieu. La classe des citoyens qui étaient à la tête de la république, et qui surent fort bien se dispenser mutuellement de toute loi ou pratique trop sévère, non-seulement se permit de grandes libertés, comme nous avons vu, en disposant de la vie des citoyens inférieurs, mais elle avait introduit de plus un extrême degré de cruauté dans l'exercice des pouvoirs iniques qu'elle s'était arrogés à cet égard (1).

Turnons les yeux sur les républiques grecques, et nous n'y verrons pas les choses mieux conduites. D'après leur nature démocratique, et les révolutions fréquentes auxquelles elles furent sujettes, on se serait naturellement attendu à y voir employer avec douceur une autorité, que ceux qui en jouissaient devaient sentir n'être que précaire : mais, par un effet de la violence qui accom-

(1) La manière ordinaire dont le sénat s'y prenait pour mettre les citoyens à mort, était de les faire précipiter de la roche Tarpéienne. Quelquefois les consuls, ou d'autres magistrats particuliers, faisaient expirer les citoyens sur la croix ; d'autres fois, et plus communément, ils les faisaient fustiger jusqu'à la mort, après leur avoir fait attacher la tête entre les branches d'une fourche, c'est ce qu'ils appelaient *cervicem furcæ inserere*.



pagnait ces mêmes révolutions, un esprit d'irrégularité et de cruauté s'était emparé des Grecs dans l'exercice du pouvoir de punir. On connaît les lois peu mesurées de *Dracon*, que l'on disait écrites, non avec de l'encre, mais avec du sang. Les sévères lois des douze tables, chez les Romains, étaient pour la plus grande partie empruntées des Grecs; et c'était une opinion vulgaire à Rome, que les cruautés exercées par les magistrats sur les citoyens, n'étaient qu'une imitation de l'exemple que leur avaient donné à cet égard les Grecs (1).

Enfin, l'usage de la torture, cette méthode d'administrer la justice, où l'on peut dire que la folie est jointe à la cruauté, avait été adopté par les Grecs, en conséquence des mêmes causes qui avaient concouru à produire l'irrégularité de leur justice criminelle: et cette pratique continue encore de nos jours sur le continent européen, par une suite de l'arrangement général des choses, qui y opère une certaine nonchalance pour remédier aux abus de l'autorité publique.

(1) César reproche expressément ce fait aux Grecs, dans son discours en faveur des complices de Catilina, que Saluste nous a transmis: *Sed eodem illo tempore Græciæ morem imitati (Majoris Nostri) verberibus animadvertēbant in cives, de condemnatis ultimum supplicium sumptum.*

Mais la nature du gouvernement, qui a procuré au peuple anglais tous les avantages décrits plus haut, l'a délivré aussi, à plus forte raison, des moyens d'oppression les plus crians, lesquels prévalent dans d'autres pays.

Cette légèreté à disposer des droits les plus précieux de l'humanité, ces insultes faites plus ou moins inévitablement à la nature humaine dans les autres états, par une suite de leurs formes de gouvernement, tout cela est banni du milieu d'une nation, dont heureusement les intérêts sont commis aux soins de gens, qui continuent d'être eux-mêmes sujets aux lois qu'ils concourent à faire, et exposés à toute pratique tyrannique qu'ils laissent introduire; de gens qui, par-là même qu'ils possèdent des avantages par-dessus le reste du peuple, n'en sont que plus exposés aux abus que leur devoir est de prévenir, et aux dangers dont il leur est enjoint de défendre la communauté (1).

(1) Les historiens remarquent que les communes, sous le règne de Charles II, se hâtèrent de faire annuler l'ancien statut, de *Hæretico comburendo* (pour brûler les hérétiques) aussitôt qu'il fut connu publiquement que l'héritier présomptif de la couronne était catholique. Peut-être n'auraient-elles pas montré tant de diligence et d'empressement si elles n'avaient été convaincues que leurs membres ou leurs parens peuvent subir un jugement tout comme tout

Aussi voyons-nous, dès les premiers temps, l'usage de la torture entièrement étranger à l'Angleterre : et tous les efforts pour l'introduire ont constamment échoué, quels que fussent le pouvoir et le crédit de ceux qui l'entreprirent, ou les circonstances des temps où la tentative fut réitérée (1).

C'est à la même raison qu'il faut attribuer le scrupule remarquable, avec lequel on a évité dans les lois anglaises toute sorte de sévérité cruelle dans les punitions, que l'expérience a fait juger nécessaire d'établir pour la sûreté de la société. La plus grande vengeance qu'exercent ces lois, pour les crimes les plus énormes, ne va ja-

autre individu de parmi le peuple, pendant qu'on pourra produire contre eux une loi expresse et couchée par écrit.

(1) On peut revoir sur ce sujet la remarque 1<sup>re</sup>, p. 196 de cet ouvrage, où il est fait mention de l'opposition qu'éprouvèrent le comte de *Suffolk* et le duc d'*Exeter*, lorsqu'ils voulurent introduire la torture : cet attentat fut même une des causes de l'accusation intentée dans la suite contre le dernier.

Il faut lire aussi la remarque 2<sup>e</sup>, à la pag. 196, où l'on rapporte la déclaration formelle des juges contre la torture, dans le cas de *Felton*, qui avait assassiné le duc de *Buckingham*.

mais au-delà d'une simple privation (1) de la vie (2).

La législation anglaise a été si soigneuse d'établir la clémence, même envers des criminels

(1) M. de Lolme a oublié que le crime de filouterie était puni de mort en Angleterre; que les commentateurs anglais ont inventé une corruption du sang pour légitimer la confiscation des biens de l'aïeul, au détriment du petit-fils, lorsque son père s'était rendu coupable de félonie, que les biens du suicide sont également confisqués; que par la loi commune les corporations perdent leurs privilèges par les fautes de leurs membres, et que des lois absurdes punissent dans certains lieux le crime de sorcellerie. C'est à l'énorme disproportion des peines que l'on a attribué en Angleterre la fréquence des délits. A la vérité les jurés, dans la manière de répondre aux questions qu'on leur soumet, trouvent le moyen de mitiger la rigueur excessive de la loi. Mais c'est justement ce qui prouve combien la législation anglaise est défectueuse sous ce rapport. C.

(2) On trouve dans l'histoire, à l'année 1605, un trait singulier du soin qu'a la législation anglaise, de ne pas laisser introduire des exemples de cruauté. Lorsque ceux qui étaient impliqués dans la conjuration des poudres eurent reçu la sentence de mort, la proposition fut faite à la chambre-basse, pour demander au roi d'en surseoir l'exécution, jusqu'à ce qu'on eût délibéré sur quelque punition extraordinaire à infliger aux criminels; mais la proposition fut rejetée. Elle eut le même sort dans la chambre-haute. (Voy. l'Histoire parlementaire de l'Angleterre, t. V, a. 1605.

convaincus, comme le principe fondamental du gouvernement, que l'on a inséré un article exprès dans le grand pacte public, qui a eu lieu lors de l'importante époque de la révolution, pour proscrire toute punition cruelle et inusitée (1). On est allé jusqu'à ajouter une clause pour cet effet au serment que les rois prêteraient à leur couronnement; leur imposant ainsi l'obligation perpétuelle, « de faire exécuter la justice avec douceur (2). »

(1) *Bill des Droits*, art. 10. « On n'exigera point de » caution excessive; on n'imposera point d'amende exorbitante; on n'infligera pas des peines cruelles et inusitées. »

(2) Ce même esprit de la législation anglaise, qui lui a fait prendre de telles précautions en faveur même des coupables atteints et convaincus, l'a engagée d'autant plus à pourvoir en faveur de ceux qui sont seulement soupçonnés ou accusés d'avoir commis un délit quelconque. De là le zèle avec lequel on s'est prévalu de toutes les occasions importantes, entre autres de la révolution, pour faire confirmer et renforcer l'institution des jugemens par jurés, les lois touchant les emprisonnemens, et, en général, ce système de jurisprudence criminelle, dont nous avons fait la description dans la première partie de cet ouvrage, et auquel nous renvoyons le lecteur.

## CHAPITRE XVII.

## DÉVELOPPEMENT DU GOUVERNEMENT ANGLAIS.

*En quoi la monarchie anglaise, en tant que monarchie, diffère de toutes les autres monarchies connues.*

LA thèse constamment soutenue dans cet ouvrage, et que je pense avoir suffisamment munie de comparaisons tirées de l'histoire des autres pays, c'est que la liberté visible dont jouit la nation anglaise est essentiellement due à l'impossibilité où sont ses conducteurs, ou en général, tous les gens en crédit chez elle, de s'emparer d'une branche quelconque du pouvoir exécutif, pouvoir exclusivement et immuablement assuré à la couronne. De là ce soin et cette inquiétude avec laquelle ces hommes ont constamment les yeux attachés sur l'exercice de ce pouvoir. De là leur persévérance à observer les engagements de toute espèce qu'ils peuvent avoir contractés avec le reste du peuple.

Une considération importante se présente ici d'elle-même. Comment la couronne, en Angleterre, peut-elle (aussi constamment que nous voyons qu'elle le fait) se conserver tout le pouvoir exécutif dans l'état, et de plus, inspirer aux grands de la nation la conduite, si avantageuse à la liberté publique, dont nous faisons mention ici? Ce sont là des effets que le pouvoir d'aucune autre *couronne* de la terre n'a jusqu'ici pu produire.

Nous voyons bien que dans tous les états de forme monarchique, les hommes élevés par-dessus le reste du peuple par leur opulence ou par leur crédit personnel, ont toujours formé des combinaisons entre eux contre le pouvoir du monarque. Mais il est bon d'observer que leurs vues, en formant ces combinaisons, ne tendaient à rien moins qu'à limiter l'autorité souveraine d'une manière générale et impartiale. Ils cherchaient à se soustraire entièrement à cette autorité, ou même, selon les circonstances, à l'anéantir entièrement.

C'est ainsi que nous voyons, dans tous les états de la Grèce, les rois finalement détruits et exterminés. Les mêmes événemens ont eu lieu en Italie, où l'on a vu, dans les anciens temps, l'existence éphémère de plusieurs petits royaumes, ainsi que nous l'apprennent les historiens et les poètes. Nous savons même de quelle manière une telle révolution a eu lieu à Rome.

Dans des temps plus près des nôtres, nous voyons les souverainetés monarchiques, qui s'élevaient sur les ruines de l'empire romain, détruites l'une après l'autre par de puissantes factions; et des circonstances à peu près semblables ont eu lieu en différens temps dans les divers royaumes de l'Europe.

En Suède, en Danemarck, en Pologne, par exemple, nous voyons les souverains fréquemment réduits par les *nobles* à l'état de simples présidens de leurs assemblées, de chefs purement ostensibles du gouvernement.

Dans d'autres contrées, comme en France et en Allemagne, où les monarques, possesseurs de domaines considérables, se trouvaient mieux en état de maintenir leur pouvoir, les grands ont osé leur faire la guerre, tantôt seuls, tantôt conjointement. La même chose est arrivée successivement en Écosse, en Espagne et dans les royaumes modernes de l'Italie.

Enfin, ce n'a été qu'au moyen d'armées permanentes que la plupart de ces *rois* ont pu, peu à peu, revendiquer les prérogatives de leurs couronnes; et ce n'est qu'en continuant de tenir ces forces sur pied, qu'à l'exemple des monarques de l'Orient, ou pour mieux dire, à l'exemple de tous les monarques qui jamais existèrent, ils ont pu se conserver ces prérogatives.



Comment donc , encore une fois , la couronne d'Angleterre peut-elle conserver le grand nombre des siennes sans le secours d'aucune force pareille ? comment peut-elle retenir tout le pouvoir exécutif de l'état ? car il faut bien observer que la couronne d'Angleterre ne reçoit aucun secours pour cela des forces régulières qu'elle a à sa disposition ; et si quelqu'un doute de ce fait , il n'a qu'à jeter les yeux sur l'étonnante sujétion au pouvoir civil où le militaire est retenu , pour se convaincre qu'un roi anglais ne doit la conservation de son autorité à rien moins qu'à son armée (1).

Supposons que les armées d'un roi d'Espagne ou de France , par exemple , pussent être anéanties tout d'un coup , assurément il ne se passerait pas six mois avant que le pouvoir de ces souverains fût réduit à rien. Quelques formidables que soient actuellement leurs prérogatives , elles leur échapperaient et se démembreraient immédiatement (2) : et supposé qu'il continuât d'exister sous eux une forme de gouvernement régulière , ils se trouveraient réduits à une influence peu différente de

(1) Henri VIII , le prince le plus absolu qui peut-être ait jamais régné , ne tenait point d'armée sur pied.

(2) Tel fut le cas des divers royaumes de l'Espagne , et de la France même , dans des temps peu éloignés des nôtres.

celle qu'ont les doges de Venise ou de Gênes dans le gouvernement de leurs républiques (1).

Comment donc (je ne saurais trop répéter une question que je regarde comme la plus intéressante en fait de politique) comment se peut-il que la couronne d'Angleterre, dénuée de toute force armée, puisse éviter des dangers auxquels tous les autres souverains sont exposés? Comment peut-elle, sans aucune force pareille, effectuer des choses incomparablement plus grandes, que n'en peuvent effectuer les autres souverains avec leurs armées formidables? Comment soutient-elle ces efforts universels, inconnus dans toute autre monarchie, qui, comme on l'a vu, sont constamment et publiquement mis en œuvre contre elle? Comment leur résiste-t-elle avec une force qui ôte aux individus jusqu'à l'espoir de réussir à toute autre chose qu'à mettre des bornes justes et générales à l'exercice de son autorité? Comment enfin imprime-t-elle à tous les grands de l'état, ni plus ni moins que la jalousie constante qu'il faut de son pouvoir, pour les nécessiter, dans l'exercice même de leurs droits et privilèges incontestables, à continuer de briguer et de mériter l'affection du reste du peuple?

(1) Ou de celle qu'on avait bien voulu laisser aux rois de Suède avant la dernière révolution de ce royaume.

Je réponds que ces grands, qui, même dans des temps paisibles, sont si formidables aux autres monarques, se trouvent en Angleterre partagés en deux assemblées; et ce qu'il est essentiel d'ajouter, que des principes sur lesquels cette division est faite, il en résulte nécessairement la solidité et l'indivisibilité du pouvoir de la couronne.

Le lecteur a pu remarquer dans le cours de cet ouvrage, que je l'ai conduit beaucoup au delà des limites dans lesquelles s'étaient contenus jusqu'ici les auteurs qui ont écrit sur le gouvernement; ou plutôt que j'ai suivi une route entièrement différente de celle que ces auteurs avaient prise. Mais comme l'observation que je viens de faire, sur la stabilité du pouvoir de la couronne en Angleterre, et sur la cause de cette stabilité, est neuve dans son genre, il n'est pas surprenant que les principes qui servent à démontrer la vérité de mon observation, diffèrent totalement de ceux qu'on a regardés jusqu'ici comme les fondemens de la politique. Le lecteur pourrait s'attendre que je lui exposasse ici ces principes d'une manière qui ne lui laissât rien à désirer sur cette matière: mais cela nous engagerait dans des discussions aussi longues qu'étrangères au sujet de ce livre, sur ce qui constitue réellement la base du gouvernement et de l'autorité parmi les hommes. Je me contenterai donc de prouver cette observation par des faits; ce

qui après tout est encore plus que ce que les écrivains en fait de politique n'ont coutume d'entreprendre pour appuyer leurs spéculations.

Comme je m'étais principalement proposé de faire voir comment la grande liberté dont les Anglais jouissent est le résultat de la forme toute particulière de leur gouvernement, et à cette occasion, de comparer celle-ci avec la forme républicaine, mon intention a été, dès le commencement, de m'en tenir à la circonstance qui constitue la différence essentielle de ces deux formes de gouvernement, et qui est en même temps la cause immédiate de la liberté anglaise : cette circonstance consiste en ce que toute l'autorité exécutive de l'état se trouve hors des mains de ceux en qui le peuple place sa confiance. Quand à la cause éloignée de cette liberté, je veux dire à la stabilité du pouvoir de la couronne, au moyen de laquelle cette autorité exécutive est si bien garantie, je me serais peut-être tu là-dessus, si je ne me trouvais dans l'absolue nécessité d'en faire mention ici, pour obvier aux objections que les plus difficiles de mes lecteurs pourraient faire sans cela, tant aux observations que je leur ai déjà présentées, qu'à quelques autres qui suivent bientôt.

D'ailleurs je confesse ici que j'ai souvent appréhendé dans le cours de cet ouvrage, que mes lecteurs en général, induits en erreur par l'identité des

noms , n'attachassent un sens trop étendu à ce que j'ai dit touchant l'utilité du pouvoir de la couronne en Angleterre ; qu'ils ne pensassent , par exemple , que j'attribue la supériorité de la forme du gouvernement anglais sur la forme républicaine , uniquement à ce que la première approche plus de la nature des monarchies établies dans les autres parties de l'Europe , et que j'envisage toute espèce de monarchie comme préférable en elle-même au gouvernement républicain. Ce n'est nullement mon opinion. J'ai pour cela trop de prédilection , ou si l'on veut de préjugé , en faveur du gouvernement sous lequel je suis né ; et si d'un côté j'en connais les défauts , je sais aussi de l'autre tout le prix des avantages qui les y compensent.

Voilà ce qui m'a fait hâter en quelque façon de me prévaloir de la première occasion qui se présenterait pour m'expliquer sur ce sujet , pour faire voir que le pouvoir de la couronne en Angleterre pose sur des fondemens tout-à-fait différens de ceux qui servent d'appui au même pouvoir dans d'autres contrées , et pour engager le lecteur à observer (ce qui suffira pour le présent) , que comme la monarchie anglaise , par sa nature , diffère de toutes les autres , tout ce qui est dit ici de ces avantages lui est particulier , et ne doit être entendu que d'elle seule.

Mais pour en venir aux preuves de la solidité

que donne au pouvoir de la couronne, en Angleterre, la coexistence des deux assemblées qui concourent à former le parlement anglais, je commencerai par indiquer au lecteur divers actes connus des deux chambres, par lesquels elles ont tour à tour frustré les entreprises de l'une contre les prérogatives de l'autre.

Sans aller chercher des exemples plus loin que le règne de Charles II, nous voyons que sous ce prince, la chambre des communes avait commencé à adopter la méthode d'ajouter à leurs bills de subsides, tel autre bill qu'elle avait envie de faire passer. Cet usage coactif, que les communes voulurent faire de leur privilège, d'ailleurs indubitable, d'accorder des subsides, aurait totalement détruit l'équilibre entre elles et la couronne, si on leur avait permis de s'en emparer. Mais les seigneurs se mirent en devoir de maintenir cet équilibre : ils se plaignirent avec beaucoup de chaleur de plusieurs exemples de cette innovation ; ils exigèrent que les bills fussent conçus *selon l'usage ancien et décent du parlement* ; et à la fin la chambre haute se fit une règle constante de rejeter sans examen tous les bills attachés aux bills des subsides.

Environ la trente-unième année du même règne, un parti nombreux prévalut dans la chambre-basse, dont les vues, s'il en faut croire les historiens de

ce temps, ne se bornaient pas uniquement à servir fidèlement ses constituans, et à procurer le bien de l'état. Entre les bills que ce parti proposa dans la chambre, il y en eut un pour exclure du trône celui qui en était le plus proche héritier. Ce point, comme l'on voit, était de la plus haute importance; et l'on peut très-fort douter si les assemblées législatives ont le droit de former une résolution à cet égard, sans le concours expressément déclaré du corps du peuple. Quoi qu'il en soit, et la couronne et la nation furent délivrées du danger d'une telle innovation, par l'intervention des lords, qui rejetèrent le bill dès sa première lecture.

Sous le règne de Guillaume III, peu d'années après la révolution, la chambre-haute en voulut à la couronne : un parti puissant s'y forma, dont les vues, selon Burnet, dans *l'Histoire de son temps*, étaient fort profondes : une entre autres était de rogner à la couronne sa prérogative d'assembler les parlemens, et de juger les temps les plus convenables pour le faire (1). En conséquence ces sei-

(1) Une autre de leurs propositions fut d'arrêter dans leur chambre tous les bills des subsides, jusqu'à ce qu'ils eussent obtenu le droit de taxer leurs terres eux-mêmes, comme aussi de faire nommer un comité combiné de pairs et de membres des communes, pour conférer ensemble sur l'état de la nation : « Comité, dit Burnet, qui serait bientôt « devenu un conseil d'état, sous l'inspection duquel il eût

gneurs concurent et proposèrent dans leur chambre un bill pour arrêter que le parlement siégerait d'année en année; mais le bill, après avoir passé dans la chambre-haute, fut rejeté par les communes (1).

Peu après l'avènement de Georges I<sup>er</sup>., il se fit une autre tentative dans la chambre-haute, pour extorquer à la couronne une prérogative, qui est des plus précieuses pour elle, et l'unique moyen qu'elle a pour arrêter les vues dangereuses que pourrait entretenir quelque jour cette chambre, qui a le pouvoir d'arrêter toutes sortes de bills : je veux dire le droit d'agréger de nouveaux membres à cette chambre, et de juger du temps où il peut être nécessaire de le faire. En conséquence un bill fut présenté, et passa dans la chambre des pairs, pour limiter les membres de cette chambre à un nombre fixé, qu'il ne fut pas permis de passer : mais après beaucoup de mouvemens que l'on s'était donnés pour assurer le succès de ce bill, il fut à la fin rejeté par la chambre-basse.

Enfin, les diverses tentatives qu'une majorité

» fallu faire passer toutes les affaires, et qui n'a jamais été  
» proposé, que lorsque la nation s'est trouvée sur le point  
» de s'engager dans une guerre civile. » Voyez l'*Histoire*  
de Burnet, an 1693.

(2) Le 28 novembre 1693.



dans la chambre-basse a faites à son tour, pour mettre des bornes plus étroites à l'influence que donne à la couronne la distribution d'emplois et d'autres avantages, ont été frustrées par la chambre-haute; et tous les bills proposés touchant les emplois, depuis le commencement de ce siècle, ont constamment échoué dans cette dernière chambre (1).

Le succès avec lequel ces deux puissantes assemblées ont paré ainsi les attaques ouvertes l'une de l'autre contre le pouvoir de la couronne, n'est pas le seul effet avantageux pour celle-ci qui s'en soit suivi : leur coexistence, et les principes sur lesquels chacune est constituée, en ont produit un autre plus étendu, quoique moins remarqué d'abord, celui de prévenir même de pareilles attaques dans l'avenir; et cela encore dans des temps où la couronne était par elle-même incapable de défendre son autorité. Les vues de l'une des deux chambres

(1) Observons cependant que malgré l'équilibre que M. de Lolme suppose si parfait dans la Constitution anglaise, une des lois fondamentales de cette Constitution, le droit d'*Habeas Corpus*, a été suspendu plusieurs fois, pour donner au pouvoir exécutif le moyen de repousser des attaques réelles ou supposées. L'obligation d'employer dans certains cas, un pouvoir qui n'a pas été accordé par la loi un moyen d'exception, dénote un vice dans la Constitution. C.

ont toujours détruit à cet égard les vues opposées de l'autre ; c'est ainsi que , dans les côtés opposés d'une équation, les qualités égales, positives ou négatives, se détruisent l'une l'autre.

Nous avons de cela plusieurs exemples remarquables ; ceux entre autres d'une minorité du souverain. Si l'on ouvre l'histoire des autres nations, on trouve que cet événement a constamment été accompagné d'invasions ouvertes de l'autorité, ou même de son partage complet et irrévocable. En Angleterre, au contraire, soit que l'on jette les yeux sur le règne de Richard II, de Henri VI, ou d'Édouard VI, on y verra l'autorité royale paisiblement exercée par les conseils nommés pour assister ces princes, et remise entière entre leurs mains lorsqu'ils furent parvenus à l'âge de majorité.

Mais rien ne saurait être allégué de plus remarquable sur ce sujet, que la manière dont les deux chambres en ont agi, lorsque le trône étant vacant, il dépendait d'elles, non-seulement d'y placer qui elles voulaient, mais aussi d'en régler les prérogatives comme elles jugeaient à propos. Des circonstances semblables n'ont jamais manqué, dans d'autres royaumes, d'y produire le partage de l'autorité royale, quelquefois même celui de l'état. En Suède, par exemple (pour ne parler que du royaume qui a paru le plus ressembler à celui d'Angleterre), lorsque la reine Christine se vit réduite à la nécessité

d'abdiquer, et que la couronne fut transférée à celui qui devait être son plus proche héritier, le pouvoir exécutif de l'état fut immédiatement divisé; on en distribua une partie parmi les nobles; on assigna l'autre au sénat, où les nobles seuls pouvaient être admis, et dont le nouveau roi ne devait être que le président.

A la mort de Charles XII, qui ne laissa point d'héritiers mâles; la disposition de la couronne (dont Charles XI avait su rendre de nouveau le pouvoir absolu) retourna aux états, et ils la déférèrent à la princesse Ulrique et au prince son époux: mais le sénat se saisit, comme dans le cas précédent, de l'autorité attachée à la couronne, du pouvoir d'assembler les états, de faire la guerre et la paix, de traiter avec les puissances étrangères, de disposer des places, de l'administration du revenu public, du commandement de l'armée et de la flotte: ce sénat était composé de seize membres; la majorité des suffrages devait décider dans tous les cas: le seul privilège du nouveau roi était d'avoir deux voix; et s'il refusait, dans quelque cas que ce fût, d'assister à l'assemblée, la besogne n'en devait pas moins se faire, et avoir son effet, sans lui (1).

(1) Le sénat avait fait faire un sceau pour apposer aux résultats de ses délibérations, en cas que le roi refusât de

En Angleterre la révolution de 1689 se termina d'une manière tout-à-fait différente. Il est vrai que l'on amputa à la couronne les prérogatives nuisibles à la liberté publique, que le dernier roi s'était arrogées, et cela du commun accord des deux chambres. Mais il ne fut pas même question de procéder à un démembrement, ou à quelque transport de l'autorité royale. Les prérogatives retranchées à la couronne furent annulées, et n'existèrent plus dans l'état; mais toute l'autorité exécutive, dont on jugea la continuation nécessaire au gou-

préter le sien. Le lecteur trouvera encore quelques détails sur l'ancien gouvernement de Suède, dans le chap. XIX.

Il s'était fait en Danemarck des réglemens de la même nature, et qui continuèrent à subsister avec quelques légers changemens, jusqu'à la révolution, qui, dans le siècle passé, mit tout le pouvoir de l'état entre les mains du roi, sans aucune réserve. Les différens royaumes qui divisaient anciennement l'Espagne, étaient gouvernés à peu près de la même manière.

Et en Écosse, théâtre de divisions causées par l'anarchie et l'aristocratie, toutes les grandes charges de l'état furent non-seulement démembrées de la couronne, mais elles furent encore rendues héréditaires dans les principales familles du corps de la noblesse : telles étaient celles de grand-amiral, grand-intendant, grand-connétable, grand-chambellan, et grand-justicier; ce dernier emploi réunissait un pouvoir analogue à ceux de grand-chancelier et de président du banc du roi, en Angleterre.

vernement, lui fut conservée dans son entier, comme elle l'avait eue auparavant.

C'est de la même manière que toute cette autorité de la couronne fut déférée dans la suite à la princesse qui succéda au roi Guillaume III, et qui

La minorité d'un roi, ou son inaptitude à gouverner, de même que les discussions qui pouvaient s'élever dans l'état étaient autant de circonstances, dont les chefs de la nation écossaise ne manquaient jamais de se prévaloir, pour prendre les rênes du gouvernement : un exemple remarquable du droit qu'ils prétendaient avoir dans ces occasions, paraît dans un bill passé en l'an 1703, pour fixer la succession à la couronne, après le décès de la reine, sous le titre d'*Acte pour la sûreté du royaume*.

Chaque année, au premier novembre, le parlement d'Écosse devait s'assembler de sa propre autorité, et fixer ses jours de séance comme bon lui semblait.

Le roi devait donner son assentiment à toutes les lois qu'avaient résolues, et que lui présentaient les états, ou nommer des personnes convenables pour le faire.

Un comité de trente-un membres, choisis par un parlement, à qui seul ils devaient rendre compte, devait s'appeler le conseil du roi, et gouverner pendant la vacance.

Le roi ne devait conclure aucun traité avec les puissances étrangères, sans le consentement du parlement.

Toutes les charges et tous les postes, tant civils que militaires, de même que les pensions que le roi accordait auparavant, devaient toujours, à l'avenir, se donner par le parlement. Voyez *Débats parlementaires*; 2<sup>e</sup>. 1703.

n'y avait pas d'autre droit que celui que le parlement lui conféra. Et c'est ainsi qu'on l'assura d'avance aux princes de Hanovre qui ont succédé depuis à cette princesse (1).

Ce n'est pas tout : il me reste un fait des plus extraordinaires à rapporter , auquel je prie le lecteur de faire attention. Nonobstant toutes les révolutions dont j'ai fait mention , et quoique le parlement ait siégé toutes les années depuis le com-

(1) J'ai dit plus haut , que l'indivisibilité du pouvoir de la couronne résulte de la Constitution particulière du parlement anglais : j'ajouterai ici , comme une nouvelle preuve du fait , qu'il n'en est pas du conseil privé du roi , comme ci-devant du sénat en Suède : ce conseil n'est revêtu d'aucune partie du pouvoir exécutif , qui est entièrement concentré dans le souverain ; si je suis bien informé , on ne compte pas même les voix des membres de ce conseil : et de fait , le style constant de la loi est *le roi en conseil* , et non *le roi et le conseil*. Il est vrai qu'on voit quelquefois une cause annexée à certains bills , portant que les affaires mentionnées dans ces bills seraient transigées par le roi en conseil : mais ceci n'est qu'une pure précaution , prise dans la vue de faire transiger les affaires les plus importantes d'une plus grande nation de la manière la plus solennelle , et de prévenir toute objection que l'on pourrait , dans la suite , tirer de l'incertitude où l'on pourrait être sans cela , si le roi avait réellement consenti , ou non , à certaines transactions particulières. Le roi nomme les membres du conseil privé , ou les exclut en rayant leurs noms du livre.

mencement de ce siècle, avec la liberté la plus constante et la plus illimitée, tant par rapport aux objets, qu'à l'égard de la manière de ses délibérations, malgré la foule innombrable de propositions qui se sont faites dans tout cet intervalle; telle a été pourtant l'efficace de chacune des deux chambres, pour détruire, prévenir ou qualifier les vices de l'autre, que la couronne n'a pas été obligée une seule fois de faire usage de sa négative : le dernier bill rejeté par un roi d'Angleterre, c'est celui pour les parlemens triennaux, réprouvé par le roi Guillaume III, en 1692 (1).

Un autre exemple encore plus remarquable de cette déférence du parlement pour l'autorité royale, à quelque cause qu'on l'attribue, et qui montre combien peu son *esprit de corps* le porte réellement, au milieu de la chaleur quelquefois apparente de ses débats, à en envahir le pouvoir exécutif; je veux parler de la facilité avec laquelle il a abandonné toutes les branches essentielles de ce pouvoir, même après que le concours des circonstances qui avaient précédé l'en avait effectivement mis en possession; exemple cependant assez rare dans l'histoire d'Angleterre. Je vais en rapporter seulement quelques traits. Le premier qui se présente

(1) Peu d'années après il donna son assentiment à ce bill, lorsqu'on y eut fait divers changemens.

est l'acte que le parlement, de son bon vouloir, passa la première année qui suivit la restauration de Charles II, par lequel il annula, d'un seul coup, et le pouvoir absolu de créer des lois, et toutes prétentions à ce pouvoir, qu'il s'était arrogé pendant les précédens troubles. Par le statut 15 de Charles II, c. 1, il fut défendu, sous peine d'un *præmunire*, de soutenir que l'une ou l'autre des deux chambres du parlement, ou les deux ensemble, jouissent, sans la participation du roi, de l'autorité législative. La quatrième année après la restauration, une autre branche essentielle de l'autorité royale fut aussi rendue à la couronne, sans aucun débat. Enfin, par le statut 16 de Charles II, c. 1, on révoqua l'acte qui portait, qu'en cas que le roi vînt à négliger de convoquer un parlement au moins une fois tous les trois ans, les pairs feraient circuler des ordres pour l'élection; et que si eux-mêmes manquaient aussi à cela, les anciens membres se rassembleraient pour en élire de nouveaux.

Il faut observer ici que sous le même règne dont je parle, le parlement passa l'acte d'*Habeas Corpus*, aussi bien que les autres actes préparatoires; et en général témoigna un désir de veiller à la liberté du sujet, peut-être supérieur à celui qu'il a eu en toute autre circonstance mentionnée dans l'histoire d'Angleterre: ce qui est une autre



preuve frappante de ce qui a été dit dans un des chapitres précédens, sur la manière dont les troubles qui agitaient la nation se sont toujours finis. Nous trouvons ici une suite de parlemens qui se sont toujours fait une gloire de pourvoir au bien général du peuple, et se sont scrupuleusement attachés à ces espèces de clauses, auxquelles les grands dans les autres états n'ont jamais daigné faire une attention sérieuse, et qu'ils ont toujours négligé d'insérer dans les conventions par lesquelles se rétablissait la paix intérieure; de plus, nous voyons ces mêmes parlemens abandonner sans regret, ces branches principales de l'autorité suprême, que les grands qui environnent le trône dans les autres monarchies limitées, ont toujours tâché de s'arroger; et que les rois, après les avoir perdues, ne pouvaient jamais recouvrer que par la force des armes, jointe à la ruse, ou par des émeutes populaires. Ce sont autant de particularités dans les affaires politiques, qui ne sont certainement pas indignes de remarque. Il y a encore une circonstance qui ne contribue pas peu à la solidité du pouvoir exécutif que possède la couronne d'Angleterre (ce qui fait le sujet de ce chap.), c'est que ceux même qui semblent être capables de l'en arracher, sont en quelque façon empêchés d'en avoir la pensée (1).

(1) Je vais citer une autre preuve des vues réellement

« Comme une autre preuve de la solidité avec laquelle la couronne se soutient en Angleterre, on peut citer l'aisance avec laquelle, en pourvoyant à sa propre sûreté et à celle de l'état, elle a pu priver tout sujet de ses divers emplois, quelque grand, et même dangereux, que son pouvoir parût être. Un exemple bien remarquable de cette espèce parut, quand le grand duc de Marlborough se vit tout à coup privé de toutes ses charges. Voici la relation qu'en donne le doyen Swift dans son

désintéressées du parlement, quant aux droits de la couronne, même du fort penchant qu'a cette assemblée pour rendre le roi dépositaire général du pouvoir exécutif de la nation, je veux parler de la manière dont il a accoutumé de pourvoir à ce que les résolutions qu'il peut prendre de temps en temps, quant aux choses qui exigent une certaine vigueur, soient exécutées sans délai; c'est toujours en s'adressant au roi pour cet effet, en le priant d'interposer son autorité pour que la chose ait lieu. Même les communes, quand elles veulent faire imprimer leurs journaux, s'adressent à la cour avec promesse de rembourser les frais. Il est certain que s'il y avait dans ces corps quelque inquiétude, quelque ambition réelle (je veux parler de sa conduite en général) qui tendit à s'emparer du pouvoir exécutif de l'état, il n'abandonnerait pas ainsi les moyens qu'il a de s'en rendre maître : sa propre autorité lui fournit un prétexte de se créer des officiers qui ne dépendissent que de lui, d'avoir un trésor à part, en un mot de se mettre sur un pied respectable; vu aussi que la cour ne pourrait s'opposer avec

*histoire des quatre dernières années du règne de la reine Anne.* « Tellement, dit-il, que la reine » se vit obligée, en privant une seule tête d'un » si haut poste, de se défaire à la fois de tous ses » embarras : sa majesté le détermina à ce dernier » expédient; comme le parti le plus court et le » plus sûr; et pendant la vacance de Noël, écrivit » une lettre au duc pour lui signifier qu'elle n'a- » vait plus besoin de ses services.

» Le présent siècle (continue le même auteur), » ne fournit peut-être pas de preuve plus claire

décence au désir qu'il pourrait avoir de publier ses propres journaux, et qu'il n'y a pas apparence que le public le désapprouvât : le fait dont je parle peut paraître de peu d'importance à quelques-uns de mes lecteurs; mais il ne me semble pas tel à moi : j'avoue qu'il ne m'arrive jamais de voir un article dans les papiers publics, où il est fait mention d'une adresse au roi, pour emprunter son pouvoir exécutif, quant au petit objet ci-dessus, sans m'arrêter un moment. Il faut, en vérité, qu'il y ait des causes d'une bien singulière nature, pour produire dans une assemblée d'un si grand poids, des vues si désintéressées, qui l'empêchent de pousser plus loin ses avantages; pour lui inspirer cette grande retenue dans les affaires politiques, dont nous avons déjà parlé, avec une indifférence si marquée en général pour tout ce qui regarde le pouvoir exécutif, qu'il ne croit dû qu'à la couronne, qu'il semble réellement qu'il en serait embarrassé s'il se l'arrogeait, ou qu'il ne saurait quel fruit en retirer.

» de l'instabilité du pouvoir qui n'est pas fondé  
» sur la vertu ; et cela put faire voir aux princes  
» qui possèdent le cœur de leurs sujets, que le  
» pouvoir excessif de tout individu, quoiqu'ap-  
» puyé d'immenses richesses, peut, avec de la  
» fermeté, être anéanti dans un moment, sans  
» qu'il en résulte rien de dangereux pour l'état.  
» Ce seigneur, qui était sans contredit un des  
» plus grands hommes qu'il y eût alors dans le  
» monde chrétien, se vit privé tout à coup de  
» son pouvoir, de son crédit et de son influence;  
» et excepté un petit nombre d'amis et de secta-  
» teurs, le reste s'évanouit avec le temps, etc. »

\* L'auteur que je viens de citer attribue la facilité avec laquelle un homme d'un rang aussi distingué que le duc fut terrassé, aux avantages nécessaires aux princes, de posséder l'affection de leurs peuples, et à la faiblesse naturelle du pouvoir qui n'est pas fondé sur la vertu. Mais ces raisons ne sont pas suffisantes. L'histoire ancienne de l'Europe nous fournit une suite continuelle d'événemens qui prouvent le contraire. Nous y voyons des exemples sans nombre de princes constamment occupés à résister, à la tête d'une armée, à des sujets revêtus de dignités éminentes dans le royaume, et qui ne les surpassaient sûrement pas en vertu, quoiqu'ils voulussent les égaler en autorité; ou d'autres fois vivant toujours comme

des ~~vaseaux~~ sous quelque homme puissant, à qui ils n'osaient résister, vû l'impossibilité qu'il y avait de *renverser en un moment et tout à coup* son pouvoir, par une simple lettre, quoique accompagnée *d'un peu de fermeté* (pour me servir des expressions du doyen Swift) et cela sans aucune conséquence dangereuse.

Quelques rois même, tels que Henri III en France, à l'égard du duc de Guise, et Jacques II en Écosse quant aux deux comtes de Douglas successivement, eurent enfin recours à la trahison et à l'assassinat ; et c'est à des expédiens d'une semblable nature qu'ont toujours recours les monarques d'Orient ; aussi n'est-il pas bien sûr qu'ils puissent jamais en employer d'autres (1).

Même aujourd'hui dans les monarchies de l'Europe, nonobstant l'extérieur imposant qui les environne, il en coûte plus ou moins à l'autorité

(1) On pourrait aussi rapporter le cas de l'empereur Ferdinand II, et du duc de Valstein, qui paraît avoir fait alors grand bruit dans le monde. — Les comtes de Douglas avaient quelquefois à leur suite 2000 cavaliers. (Voyez *Robertson*, Histoire d'Écosse.) Comme on prévint le duc de Guise, quelques heures avant sa mort, du danger qu'il courait de se trouver chez le roi, il répondit : *on n'oserait*.

Si Marie, reine d'Écosse, avait eu autant de pouvoir que la reine Anne, elle aurait peut-être évité les fausses démarches qui lui ont attiré une fin si tragique.

royale quand il s'agit de congédier un ministre d'état ; surtout si , pendant le temps de sa charge , il se trouve acquis un degré considérable d'influence. Il est ordinairement relégué dans une de ses terres , que la cour lui nomme : on ne lui permet pas même de se montrer dans la capitale ; encore moins lui permet-on de se plaindre au peuple , et d'adresser des discours en public ni à des personnes suspectes qui jouissent de quelque emploi considérable ; et en un mot de donner essor à son ressentiment en employant des moyens suggérés par le dépit et quelquefois le désespoir ; qui , suivant la constitution de ce pays-ci (l'Angleterre) , passent pour fort innocens.

Mais la dissolution du parlement , c'est-à-dire , le congé de tout le corps que composent les grands de la nation , assemblés pour créer ou abolir des lois , est une circonstance remarquable dans le gouvernement d'Angleterre , et mérite un plus haut degré d'attention , que la chute d'un simple particulier , privé de ses emplois , quelque crédit qu'il ait acquis. Quand on considère la facilité et la manière complète avec lesquelles s'effectue cette séparation en Angleterre , on ne peut qu'être convaincu de la force peu commune , quoique peut-être cachée , du fondement de l'autorité royale ; surtout si on fait attention à ce qui se passe dans d'autres pays.

En France, par exemple, nous voyons la cour, malgré le redoutable extérieur qui l'environne, user de la dernière précaution à l'égard du parlement de Paris : assemblée qui n'a que le pouvoir de juger, sans avoir celui de faire des lois ou de former de justes prétentions, en un mot, qui est bien éloigné d'avoir la même importance dans le royaume que celui d'Angleterre. Le roi ne se rend jamais à cette assemblée, pour y signifier ses intentions, ou tenir un lit de justice, sans être accompagné de ses gardes, et sans les préparatifs les plus imposans, préférant toujours de s'y montrer plutôt comme général d'armée, que comme roi.

Et quand le feu roi, ayant pris sérieusement l'alarme des procédés de ce parlement, résolut enfin de le casser, il se retrancha, pour ainsi dire, avec son armée, et fit partir de ses gardes qui, avec le plus grand secret et la plus grande célérité, surprirent de grand matin et à la même heure chaque membre dans sa maison, en le faisant partir sur-le-champ pour une province éloignée qu'on lui assignait, sans lui donner le temps de se reconnaître, moins encore de communiquer avec ses collègues.

Mais en Angleterre, la personne qui est revêtue de l'autorité royale, n'a besoin d'aucune autre arme, ni d'autre artillerie, que les marques extérieures de sa dignité, pour dissondre le parlement.

Le roi s'avance au milieu de ses membres, en leur disant qu'ils sont congédiés, et ils le sont : il leur dit qu'ils ne forment plus d'assemblée, et ils n'en forment plus. Semblable à la baguette de Popilins (1), une séparation met à l'instant fin aux plus vifs débats et aux mesures les plus violentes. Les paroles qui la leur annoncent, semblables à un enchantement, ne leur frappent pas plus tôt les oreilles, que tout leur pouvoir législatif se trouve comme engourdi : quoiqu'ils soient peut-être encore assis sur leurs sièges, ils ne se regardent plus comme formant une assemblée, ni comme collègues les uns des autres. Comme si quelque étrange instrument, ou quelque vertu talismanique, eussent été employés au milieu d'eux, tous les liens de leur union se trouvent rompus ; et ils sortent sans avoir même la pensée de continuer leur séance une seule minute (2).

(1) Celui qui arrêta l'armée du roi Antiochus.

(2) Il ne se trouve pas même alors dans Londres assez de chevaux de poste pour les transporter dans leurs provinces respectives, lorsque la déclaration qui annonce que le parlement est dissous, porte aussi qu'on va en élire un nouveau.

Quand une séparation s'annonce par un crieur public, accompagné de quelques hérauts, elle produit les mêmes effets.

A ce que nous avons rapporté de l'expédient dont se ser-



A toutes ces observations, qui ont eu pour but de démontrer la solidité particulière de la couronne d'Angleterre, j'en ajouterai une autre que fournit l'histoire entière de ce pays, qui est que quoiqu'il y ait eu souvent dans ce royaume des difficultés intérieures, des troubles accompagnés d'effusion de sang, et qu'on ait fait plus d'une fois la guerre

vit le feu roi de France pour effectuer la cassation du parlement de Paris, on peut ajouter la manière dont la cour d'Espagne, peut-être plus despotique que celle de France, s'y prit il y a quelques années pour se défaire des Jésuites, dont les menées secrètes et l'influence en affaires politiques lui avaient donné de l'ombrage. Ils furent saisis à force armée, au même moment, et au même jour, dans chaque ville ou bourg de cette grande monarchie, où ils demeuraient, pour les conduire ensuite en toute diligence sur des vaisseaux qui les attendaient pour les transporter ailleurs : tout le plan de cette affaire s'exécuta avec un secret et une diligence fort au-dessus de ce qu'on rapporte des plus fameuse conspirations.

La séparation du parlement que Charles II avait convoqué à Oxford, est un événement fort curieux : on en trouve un détail fort circonstancié dans l'Histoire d'Angleterre par Oldmixon.

Si de certains changemens quelque imperceptibles qu'ils puissent paraître d'abord aux yeux du public, ont jamais lieu, il peut venir un temps où la couronne d'Angleterre n'aura plus le pouvoir de dissoudre le parlement, c'est-à-dire que cette séparation ne produira plus les mêmes effets qu'à présent.

au roi, cependant ce n'a presque jamais été que par des personnes qui formaient des prétentions expresses à la couronne. Même pendant que Cromwel la disputait à main armée contre Charles I<sup>er</sup>., ce fut, comme chacun qui a lu cette période de l'histoire d'Angleterre le sait, au nom même du roi qu'il lui fit la guerre.

On pourrait exprimer ce que je viens de dire d'une manière plus générale encore, et avec plus de certitude, en disant qu'on n'a employé les armes en Angleterre contre l'autorité royale, que lorsqu'il s'agissait de maintenir les droits de la nation en général; c'est-à-dire, quand on était indécis sur le sort de la couronne, ou qu'il s'élevait de toutes les parties du royaume des plaintes sur le gouvernement, ou sur les altérations dans le culte: on peut alléguer pour exemple de ces plaintes, celles qui occasionèrent la guerre contre le roi Jean, qui finit par la passation de la grande Charte; les guerres civiles sous le règne de Charles I<sup>er</sup>., et la révolution de 1689. D'après de tels événemens, on peut aussi conclure que la couronne ne saurait compter sur sa sécurité, qu'autant qu'elle continue à remplir ses engagemens envers la nation, et à respecter ces lois qui forment le pacte qui la lie avec le peuple. Et les dangers évidens, ou du moins les alarmes et les continuelles inquiétudes où se sont constamment plongés les rois d'Angleterre,

toutes les fois qu'ils ont voulu combattre la volonté de la nation en général, prouvent manifestement que tout ce qu'on a observé ci-dessus, quant à la sécurité et à la remarquable stabilité en quelque sorte annexées à leur titre, doit s'entendre, non du pouvoir de l'homme guidé par le caprice, mais de l'autorité légitime du chef de l'état (1).

(1) On pourrait faire une observation de plus sur ce sujet ; c'est qu'en Angleterre, lorsque le possesseur de l'autorité royale s'en est trouvé privé par quelque révolution, il l'a recouvrée ou disputée avec plus de peine qu'ailleurs : dans tous les autres pays du monde, un roi *de jure* (qui a droit de succession), a des avantages sur celui qui est élu, beaucoup plus grands que ceux que la même circonstance peut produire en Angleterre. Le pouvoir des autres souverains n'est pas si fermement établi que celui d'un roi d'Angleterre ; mais par contre leur titre est plus indélébile, c'est-à-dire jusqu'à ce que leurs antagonistes les ayant détruits eux et leurs familles, ils possèdent à son suprême degré le pouvoir de renouveler leurs prétentions, et de troubler l'état. Cette espèce de prééminence que certaines familles s'arrogent, et en général ces droits de primautés auxquels les hommes conviennent de donner tant de forces, cessent presque entièrement de produire quelque effet en Angleterre contre la personne revêtue de l'autorité royale, aussitôt que les parties et les ressorts de la Constitution ont été mis en mouvement ; en un mot, dès que la machine du gouvernement a commencé d'avoir son plein jeu. — Une

## CHAPITRE XX.

## CONTINUATION DU MÊME SUJET.

TOUTES les circonstances que nous venons de décrire dans le chapitre précédent, sont réellement fort singulières : les personnes qui connaissent l'histoire d'autres pays, ne peuvent que remarquer avec une espèce d'étonnement, cette stabilité du pouvoir de la couronne en Angleterre, cette solidité mystérieuse, cette force intérieure et attractive qui la met en état de pousser, d'un pied ferme, ses opérations légitimes au milieu des clameurs et du tumulte qui l'environne pour l'ordinaire, et sans avoir besoin de force armée pour en imposer.

fermentation générale dans la nation, semblable à celle qui a produit les troubles précédens, est la seule chose réellement à craindre.

Le repos intérieur dont jouit la nation anglaise depuis près d'un siècle, et qui a suivi la révolution de 1689, est une preuve remarquable, de la vérité de ce qu'on a observé ci-dessus, et je ne crois pas que, tout bien considéré, quelque autre pays puisse se flatter d'un pareil avantage.

De démontrer la manière dont toutes ces choses se soutiennent, et par quels secrets moyens elles s'opèrent, ce n'est pas, comme je l'ai dit auparavant, mon dessein de l'essayer ici : les principes d'où une telle démonstration doit partir, supposent une recherche de la nature de l'homme et des choses humaines, qui appartient plutôt à la philosophie (quoiqu'à une branche qu'on n'a pas encore approfondie) qu'à la politique : du moins une telle recherche est certainement hors de la portée de ceux qui n'ont fait qu'effleurer cette science (1).

Cependant j'avais une raison très-essentielle pour rapporter tous les faits ci-dessus concernant la stabilité particulière du pouvoir de la couronne en Angleterre, parce qu'ils mènent à une observation de la plus importante nature en politique, qui est que cette stabilité donne lieu à plusieurs branches essentielles de la liberté anglaise, qui sans cela ne subsisteraient pas. Car il est très-nécessaire de considérer, dans chaque science, quoique cela échappe quelquefois aux yeux des spéculateurs, qu'il faut

(1) Elle peut, s'il plaît au lecteur, appartenir à la *métapolitique*, dans le même sens que nous disons *métaphysique*; c'est-à-dire à la science des choses qui sont hors de la classe des objets physiques, ou des substances. Il y a encore quelques mots là-dessus dans la préface qui est à la tête de cet ouvrage.

pour que les choses puissent exister qu'elles soient *possibles* ; que pour que les réglemens politiques, de quelque genre que ce soit, puissent avoir leur effet, ils ne doivent souffrir aucune contradiction directe, soit ouverte ou cachée, quant à la nature des choses ou aux autres circonstances du gouvernement. En raisonnant d'après ce principe, nous trouvons que la stabilité du pouvoir exécutif en Angleterre, et le poids qu'elle donne à toute la machine de l'état, a procuré à la nation anglaise, considérée comme libre, divers avantages qu'il aurait été impossible d'obtenir dans les autres états dont nous avons parlé ci-devant, quelque degré de vertu publique qu'on puisse supposer à ceux qui, dans ces états, dirigeaient le peuple, ou jouissaient du pouvoir de créer des lois (1).

L'un de ces avantages, c'est la liberté extraordinaire dont le peuple anglais jouit aux dépens du gouvernement. Dans la république romaine, par exemple, nous voyons le sénat revêtu de nombre de pouvoirs, qui allaient à détruire totalement la liberté des citoyens ; et la continuation de ces pouvoirs n'était, sans doute en grande partie, due

(1) Je serais très-satisfait si ceux qui composent la partie la plus sensée de mes lecteurs, saisissaient bien le but de ce chapitre : au reste, il est considérablement augmenté de plus qu'il n'était dans les éditions précédentes.

qu'à la criminelle lâcheté de ceux à qui le peuple s'en était remis pour les réprimer, peut-être au dessein tout formé par ceux-ci de ne point toucher à ces prérogatives. Cependant, si nous considérons attentivement la situation constante des affaires dans cette république, nous aurons beau supposer ces gens sincèrement attachés à la cause du peuple, il apparaîtra toujours qu'au bout du compte, il n'était pas possible de lui procurer une entière sûreté. Le droit qu'avait le sénat de nommer subitement un dictateur, dont le pouvoir n'était soumis à aucune loi, celui de revêtir les consuls d'une autorité à peu près pareille, et le parti qu'il prenait de statuer quelquefois des exemples de justice arbitraire, tout cela faisait des ressources, dont il pouvait n'être pas prudent de priver totalement la république; et bien qu'on s'en servît la plupart du temps pour détruire la juste liberté du peuple, il faut convenir néanmoins qu'elles furent souvent aussi les moyens de sauver la république.

D'après le même principe, nous trouverions peut-être que l'*ostracisme*, cette méthode arbitraire de bannir les citoyens, était une ressource nécessaire à la république d'Athènes. Peut-être qu'un noble Vénitien, par la même raison, ne ferait pas difficulté de convenir, que quelque terrible que puisse paraître, aux nobles mêmes, l'inquisition d'état établie dans sa république, il serait

néanmoins imprudent de l'abolir entièrement. Et que sais-je, si un ministre en France, quelque vertueux, quelque modéré qu'il fût, ne dirait pas la même chose à l'égard des emprisonnemens secrets qui se font par *lettres de cachet*, et des autres dispenses du cours ordinaire des lois qu'on se permet, non-seulement dans ce royaume, mais dans toutes les autres monarchies de l'Europe. Je ne doute pas un instant qu'un homme, tel que je viens de le supposer, ne m'avouât franchement que les expédiens dont je viens de parler n'aient été, en mille occasions, horriblement prostitués pour assouvir la passion et la vengeance personnelle des ministres ou de leurs partisans : mais il ne laisserait peut-être pas d'ajouter, qu'après tout la couronne, malgré l'apparence de son immense force, ne peut éviter de recourir quelquefois à de pareils expédiens, et qu'elle ne saurait, sans le plus grand danger, les désavouer publiquement et y renoncer absolument.

C'est donc une circonstance fort avantageuse du gouvernement anglais, que sa solidité lui rend de pareilles ressources superflues, et que les représentans du peuple, non-seulement ont été constamment bien intentionnés pour procurer la liberté publique, mais que la situation générale des affaires les a aussi mis en état de porter leurs précautions à cet égard aussi loin qu'ils l'ont fait. Et certes,



lorsqu'on réfléchit à quelles prérogatives la couronne a sincèrement renoncé en Angleterre, qu'en conséquence de l'indépendance conférée aux juges, et de la méthode des *jugemens par jurés*, elle est privée de tous les moyens d'influer sur le cours réglé de la loi, tant pour le civil que pour le criminel, qu'elle a renoncé à tout pouvoir de saisir le bien des individus, et même de restreindre, en quelque manière que ce soit, pour le plus court espace de temps, la liberté de leurs personnes, on ne sait ce qu'on doit le plus admirer, ou la vertu publique de ceux qui ont privé le pouvoir exécutif suprême de toutes ces dangereuses prérogatives, ou la nature de ce même pouvoir, qui l'a mis en état de les céder sans se ruiner, ou la forme heureuse du gouvernement anglais, qui fait persévérer si fidèlement dans leur devoir ceux qui ont la confiance du peuple, ou la solidité de ce gouvernement, qui peut laisser au peuple une liberté si grande (1).

(1) Dans le temps des invasions du prétendant, aidé des nations ennemies, l'acte d'*Habeas Corpus* fut en effet suspendu (ce qui, en passant, peut servir de preuve, qu'à proportion qu'un gouvernement est en quelque danger que ce soit, il est nécessaire de diminuer la liberté du sujet); mais le pouvoir exécutif ne faisait pas cela de son chef; car ceux qui représentaient le peuple avaient délibéré murement là-dessus; et en conséquence de la suspension de l'acte, la détention des individus fut fixée à un certain temps li-

Un autre grand avantage dont jouit la nation anglaise , c'est la liberté de la presse , qui n'existe dans aucune autre monarchie de l'Europe , quelque bien établie qu'elle puisse paraître au premier coup-d'œil : et l'on pourrait même démontrer qu'elle ne saurait y exister. Nous voyons ces monarchies attacher l'œil le plus vigilant sur tout ce qui se publie , et prêter l'attention la plus jalouse aux discours tant soit peu libres des individus. On dirait d'abord que l'on se donne au moins beaucoup trop de peine inutile sur ce sujet : mais si l'on considère la conduite uniforme de tous ces gouvernemens , leur soin constant et infatigable à cet égard , on sera convaincu , sans creuser davantage , qu'il doit y avoir au fond quelque nécessité urgente pour leur faire prendre ces précautions.

Dans les états républicains , des raisons qui dans

mité. Malgré que , vu les circonstances , on eut raison de craindre des ennemis cachés dans l'intérieur du royaume , cependant on ne s'écarta qu'en ce seul point du cours ordinaire des lois : les personnes détenues par ordre du gouvernement devaient être traitées de la même manière que celles qu'on arrêtaient pour des procès particuliers ; on ne devait procéder contre elles qu'en public ; elles devaient être jugées par leurs pairs , et avoir tous les moyens accoutumés de légitime défense , tel que l'appel des témoins , récusation péremptoire de jurés , etc.

le fond sont les mêmes, engagent ceux qui sont à la tête à gêner de la même manière le peuple. Dans la république romaine, par exemple, la liberté d'écrire était bridée par les plus sévères lois (1); et quant à celle de parler elle n'était guère moins gênée : on peut le conclure de divers effets ; et je pourrais produire nombre d'exemples de la crainte avec laquelle les citoyens communiquaient dans certaines occasions leurs opinions politiques aux consuls ou au sénat. Dans la république de Venise, la presse est surveillée avec la dernière rigueur ; et l'abstinence de parler en aucune manière de la conduite du gouvernement, est la maxime qu'on inculque au peuple dans toute sa domination (2).

(1) La loi des douze tables avait établi peine de mort contre l'auteur d'un libelle : et ce n'était pas des *jurés*, comme chez les Anglais, qui devaient décider si un écrit était un libelle. *SI QUIS CARMEN ACCENTASSIT, ACTITASSIT, CONDIDISSIT, QUOD ALTERI FLAGITIUM FAXIT, CAPITAL ESTO.*

(2) J'en ai vu moi-même une preuve un peu singulière, que je demande la permission de rapporter. J'étais en 1768 à Bergame, la première ville vénitienne que l'on trouve en sortant du Milanais, à environ 120 milles de Venise. Je me promenais le soir dans le voisinage de cette place ; et voulant savoir les noms de plusieurs lieux que je voyais à quelque distance, je joignis un jeune villageois pour les lui demander. Je m'aperçus bientôt qu'il ne manquait pas

A cet égard, donc, on peut encore vanter le gouvernement anglais pour avoir eu, à la tête du peuple, des gens qui non-seulement ont été constamment disposés en faveur de la liberté de ce peuple, mais aussi à qui il a été possible de la procurer ; et pour avoir pu par sa stabilité, admettre cette grande liberté de parler et d'écrire dont nous voyons jouir le peuple anglais. Qu'il est précieux, ce privilège ! il fournit à chaque homme le moyen d'exposer ses griefs au public, et lui laisse la plus grande probabilité du redressement du tort qu'il peut avoir souffert par quelque acte d'oppression : il laisse de plus le pouvoir à chaque sujet de communiquer son opinion sur toutes les affaires publiques ; et en lui donnant ainsi de

d'esprit, et j'entrai en conversation avec lui. Il avait grande envie de voir Venise, et me demanda si mon intention était d'y aller ? Je répondis qu'oui, sur quoi il m'avertit d'abord, quand j'y serais, de ne pas parler du prince (*del principe*) ; c'est ainsi que le gouvernement vénitien veut être appelé, apparemment pour imprimer au peuple une grande idée de l'union qui règne entre ses membres. Comme j'avais envie de l'entendre jaser sur ce sujet, je fis l'ignorant, et lui demandai pour quelle raison je ne devais point parler du prince ? Alors, selon la manière des Italiens qui, quand ils sont vivement affectés d'une idée, s'expriment volontiers par gestes, il passa rapidement la main sur son cou, voulant me faire entendre que la corde ou le billot seraient la conséquence immédiate d'une telle liberté.

l'influence sur les sentimens de la nation , et par conséquent sur la législation même, qui tôt ou tard est obligée de déférer à ces sentimens, il lui procure une sorte d'importance législative, bien plus efficace et plus utile que quelque droit formel qu'il pût avoir de voter, par un simple *oui* ou *non*, sur des propositions générales qui lui seraient subitement offertes, sur la formation desquelles on ne l'aurait point consulté, et auxquelles on ne lui laisserait ni le temps ; ni l'occasion de rien objecter ou de modifier.

Un privilège tel que celui-ci, en entretenant chez le peuple le sentiment continuel de sa sûreté, et en lui fournissant des preuves indubitables que le gouvernement, quelle que soit sa forme, n'est finalement destiné qu'à assurer la félicité de ceux qui s'y soumettent ; un tel privilège, dis-je, est l'un des plus grands avantages de la liberté, et en même temps sa marque caractéristique la plus évidente. Si des sujets, totalement privés de ce privilège, jouissent dans certains intervalles d'une espèce de sécurité quant à leur personne et à leurs biens, ils peuvent, tout au plus, se regarder alors comme la propriété bien administrée de maîtres qui entendent bien leurs intérêts propres : mais il n'y a que le droit de contrôler sans danger la conduite de ceux qui sont placés à la tête, qui constitue une nation libre (1).

(1) Si l'on pèse bien les avantages que la liberté publique

La liberté sans bornes dont jouit le parlement d'Angleterre dans ses débats, est aussi une conséquence de la stabilité remarquable du gouvernement. Tous les souverains ont paru jaloux des privilèges d'assemblées de ce genre, qui attirent à un si haut degré l'attention du reste du peuple, qui à la suite du temps contractent un si grand nombre de liaisons étroites avec le gros de la nation, et acquièrent tant d'influence par la grande part qu'il faut nécessairement qu'elles aient dans la régie des affaires; en un mot, par les services considérables qu'elles peuvent rendre au peuple en général (1). De là il est arrivé qu'en tout pays les monarques, ou les simples chefs, ont fait des efforts pour se passer des secours de pareilles assemblées, malgré les grands avantages qu'ils au-

retire de l'instruction des jugemens par jurés, et de la franchise de la presse, on trouvera que l'Angleterre est réellement plus démocratique, de beaucoup, qu'aucun autre état que l'on connaisse. Le pouvoir judiciaire, et celui de la censure, y sont entre les mains du peuple.

(1) Et qu'elles rendent en effet à présent jusqu'à ce qu'elles puissent se défaire de la gêne de l'impartialité et de modération; chose que, vu que ce sont des hommes qui les composent, elles ne manquent jamais de faire quand leur pouvoir est généralement établi et que des occasions favorables se présentent. Les souverains n'ignorent pas cela et par conséquent le craignent.

raient pu retirer de leurs services pour le gouvernement de l'état ; ou si, par les circonstances où ils se sont trouvés, ils ont cru qu'il leur était nécessaire d'en convoquer, ils ont fait les plus grands efforts pour diminuer leurs privilèges et leurs prétentions au droit législatif, qu'ils trouvaient bientôt si nuisibles à leur sûreté : en un mot, ils ont toujours trouvé impraticable de mettre une entière confiance dans des assemblées de cette nature.

On pourrait citer ici Cromwel, parce qu'il était soutenu d'une armée nombreuse, et jouissait d'autant de pouvoir qu'aucun monarque du continent. Même après qu'il eut *purgé*, par le moyen du colonel Pride, à la tête d'un corps de troupes, le parlement qui était assemblé lorsque son autorité fut affermie, expulsant ainsi tous ses antagonistes au nombre d'environ deux cents, il trouva bientôt son pouvoir en danger par leurs menées, et fut à la fin réduit à employer la violence, comme chacun le sait. Trouvant, malgré cela, qu'une telle assemblée était absolument nécessaire pour rendre légitime son autorité militaire; il convoqua ce parlement qu'on appela *barbone* (déclarné). Il en avait lui-même choisi les membres au nombre d'environ cent vingt, et ils avaient reçu de lui chacun en particulier leur sommation; cependant, malgré cette circonstance et le manque

total de capacité dans la plupart des membres, il commença, fort peu de mois après, quoiqu'environné d'une armée victorieuse et puissante, à ressentir de vives alarmes de leurs procédés; il les entendit bientôt parler de leur mission divine, et de l'autorité qu'ils avaient reçue de Dieu; enfin, s'apercevant qu'il ne pouvait se fier à eux, il se servit d'un second colonel pour les congédier. Étant alors honoré du titre légal de *protecteur*, il se hasarda de convoquer un parlement choisi par la majeure partie du peuple: mais quoique l'existence de ce parlement fût fondée, et pour ainsi dire entée sur la sienne, et quoiqu'il eût des bandes de soldats apostés dans les avenues, pour écarter les membres qui refuseraient de prendre de certains engagemens particuliers avec lui; malgré tout cela, dis-je, il se hâta si fort sur la fin de la séance de se débarrasser d'eux, qu'il se servit d'un vain prétexte, et employa l'artifice pour en accourcir le temps de dix ou douze jours (1). Il convoqua de rechef une quatrième assemblée; mais, quoique les élections eussent été ménagées de telle sorte à lui procurer une offre formelle de

(1) Le temps de leur séance devait être de cinq mois; mais Cromwel prétendit que les mois ne devaient être que de 28 jours; vu que c'était la manière de compter pour les paiemens de la flotte et de l'armée.



la couronne, durant la première séance, il se hâta de mettre fin à la seconde, plein de ressentiment de ses mauvais succès (1).

On peut aussi alléguer ici l'exemple des empereurs romains, dont le pouvoir semblait si énorme. Ils témoignaient ordinairement la plus grande jalousie dans leur conduite envers le sénat ; et cette assemblée, que la prévention du peuple, qui la regardait comme les anciens restes de la république, avait comme rendue nécessaire, ne pouvait se tenir que sous l'épée nue des gardes prétoricennes.

Les rois de France même, quoique leur autorité soit aussi indubitable, aussi universellement respectée que fortement soutenue, ont eu de fréquentes inquiétudes sur les droits que voulait s'arroger le parlement de Paris, assemblée de bien moins d'importance que celui d'Angleterre. On a déjà parlé de l'alarme que le feu roi prit enfin au sujet de ses mesures, de même que de l'expédient dont il se servit pour le casser. Et quand le roi

(1) On peut rapporter en peu de mots la conduite que tiennent les assemblées dont on parle quant à leurs souverains ou chefs, quel que soit leur titre, lorsqu'ils les convoquent. Si le monarque n'est pas soutenu par la force des armes, elles le dominent si fort, qu'elles le mettent hors des rangs : si son pouvoir git dans l'épée, elles forment des connexions avec les troupes.

d'aujourd'hui jugea à propos de rétablir ce parlement (démarche bien prudente au commencement de son règne), il prit en même temps toutes les précautions qu'inspire la jalousie, pour diminuer les privilèges sur lesquels il pût fonder quelques prétentions éloignées ou des droits qui tendissent à diminuer l'autorité suprême.

On peut objecter que l'orgueil des rois ou des chefs d'un état, leur inspire naturellement de l'aversion pour de telles assemblées, et leur fait mépriser les services importants qu'ils en pourraient retirer pour le bien de leurs royaumes. J'accorde que cela peut être ainsi. Mais si nous examinons la situation générale des affaires dans différens états, et les exemples que nous fournit leur histoire, nous trouverons aussi que l'orgueil de ces rois s'accorde dans le fond avec l'intérêt et le repos de leurs sujets, et que s'ils empêchent les assemblées dont nous parlons de se tenir, ou étant convoquées de s'arroger une trop grande part dans l'administration des affaires, c'est sans doute par pure nécessité.

C'est pourquoi on peut compter pour un très-grand avantage, qu'en Angleterre on ne soit pas dans ce cas; car le gouvernement est formé de manière que le grand pouvoir exécutif peut permettre aux deux chambres de s'assembler, et placer en elle une entière confiance, surtout lorsqu'elles ne

concourent qu'à former des lois et à maintenir les liens qui font la base de l'état.

En effet, les deux chambres du parlement jouissent de la plus parfaite liberté dans leurs débats, soit qu'ils roulent sur des abus ou sur de nouveaux réglemens à faire, de quelque espèce que ce soit, elles ne sont soumises à aucune restriction quelconque, et peuvent proposer et agiter quelles matières il leur plaît. La cour ne doit point s'ingérer dans leurs délibérations; on ne doit pas faire mention de ses desirs, pas même la nommer dans les débats. En un mot, ce qui rend la liberté de délibérer qu'ont les deux chambres, réellement illimitée et sans réserve, c'est le privilège, ou plutôt la souveraineté, dont chacune jouit au-dedans de ses murs, en conséquence de quoi rien de ce qui se fait on dit en parlement n'est contrôlé ailleurs. Et ceux qui connaissent l'histoire de l'Angleterre ne diront sûrement pas que ces privilèges du parlement n'ont rien de réel que le papier où ils sont écrits, que la cour les a méprisés quand elle a voulu, et que les deux chambres se sont paisiblement soumises à leur violation. Au contraire, on avouera généralement que ces avantages remarquables, cette entière exemption de toute gêne, même de crainte, en un mot, cette liberté illimitée dans les débats, que le parlement a si grand soin de maintenir, et que la cour est si disposée à ac-

corder , tout cela se pratique d'année en année pendant un long espace de temps , sans produire le moindre relâchement dans l'exécution des lois , le moindre degré d'anarchie ; on avouera , dis-je , que c'est là certainement un phénomène très-singulier en politique.

On peut dire que la solidité remarquable du pouvoir exécutif en Angleterre produit , quant aux objets dont je parle , un double avantage pour le peuple. D'abord , elle ôte aux grands de la nation toute vue ambitieuse qui tendrait à s'emparer de ce pouvoir , prévenant par là ces querelles plus ou moins sanglantes qui naîtraient de leurs débats , et tendraient à l'anarchie si souvent fatale à d'autres pays. En second lieu , elle inspire à ces grands cette noble émulation qui les porte , avec tant d'efficacité , à y mettre de justes bornes. Sur quoi j'observerai , que cette stabilité qu'on remarque dans le pouvoir exécutif de la couronne en Angleterre , offre un éclaircissement sur la manière peu commune dont les guerres civiles se sont toujours terminées dans ce pays , en comparaison de celle dont ces événemens l'ont été ailleurs. Lorsque , dans un précédent chapitre , j'ai fait mention de cette singularité dans le gouvernement en Angleterre , c'est-à-dire de l'exactitude , de l'impartialité et du soin général qu'on a eu à rétablir une paix solide après les troubles domestiques , j'ai borné

mies comparaisons aux preuves tirées des gouvernemens républicains, renvoyant à parler des monarchies, que j'eusse introduit l'importante observation renfermée dans ce chapitre; savoir, que le pouvoir des cours dans les autres royaumes n'a pu de lui-même produire les mêmes effets qu'en Angleterre, c'est-à-dire n'a pas été capable d'inspirer aux grands de l'état rien qui puisse se comparer à cette noble émulation dont j'ai parlé plus haut, ni même les porter à se joindre insensiblement, pour la cause commune, avec le reste du peuple.

Dans les autres monarchies (1) ceux qui, durant les troubles, étaient à la tête du peuple, trouvant qu'ils pouvaient profiter de la circonstance pour diviser plus ou moins l'autorité suprême (ou quelquefois l'état), et se l'arroger, l'ont toujours fait de la même manière et par les mêmes raisons qu'on l'a vu arriver constamment dans les anciennes républiques; ces gouvernemens monarchiques étant à cet égard purement républicains, par ce moyen l'autorité suprême se trouva enfin dans les mêmes bornes illimitées qu'elle avait

(1) Je veux dire, avant qu'on eut mis en usage d'avoir les nombreuses armées sur pied qu'entretiennent aujourd'hui toutes les cours de l'Europe. Depuis cette époque, qui n'est pas fort ancienne, aucune cour n'a traité avec ses sujets; comme il arriva en France lorsque la guerre pour le bien public y fut terminée. J'en ai fait mention plus haut.

auparavant. Mais en Angleterre, les grands de la nation se trouvant dans une situation toute différente, ne perdaient pas le temps à la poursuite des motifs que ceux des autres pays avaient coutume d'avoir pour but, et où ils se flattaient d'arriver. Chaque membre de la législature s'apercevait clairement, d'après l'examen des affaires et de ses propres sentimens, que le pouvoir suprême et exécutif de l'état doit enfin se réunir sur une seule tête, et continuer tel; étant de plus persuadé que, ni les avantages personnels, ni le pouvoir d'aucune faction, mais la loi seule, pouvait après cela lui servir de justes bornes, il ne lui restait d'autre pensée ni d'autre but que celui de concourir à former avec soin des lois qui devaient être la base permanente de la liberté générale, et à restreindre un pouvoir qu'il jugeait si impraticable de s'arroger à lui-même ou procurer à son parti. J'ai cru nécessaire d'ajouter ces observations à celles que j'ai faites au chapitre XV, où je renvoie le lecteur.

Cette grande licence d'éplucher et traiter à fond les sujets qui concernent les affaires politiques, ne s'est pas bornée aux membres de la législature, ou renfermée dans l'enceinte de Westminster, c'est-à-dire dans le circuit du terrain où les deux chambres se tiennent : le même privilège est accordé aux autres ordres de la nation, dans lesquels

on se livre sans contrainte à l'esprit de parti , et où ces nombreuses et irrégulières assemblées jouissent d'une pleine sécurité , ce qui , surtout quand il s'agit du gouvernement , cause tant d'inquiétude aux souverains des autres pays. Les particuliers même , dans de telles assemblées , peuvent s'intéresser personnellement à ce que les démarches qu'on fait en public et qu'ils souhaitent voir suivre , aient un bon effet : ils peuvent dresser des requêtes et les présenter à la cour ou aux deux chambres , soit pour faire révoquer les mesures qu'on a déjà prises , soit afin d'empêcher la passation de certains bills qu'on est à examiner , ou enfin pour obtenir celle de quelque nouvelle ordonnance : ils peuvent , chacun séparément , signer ces requêtes : la loi ne s'explique point sur leur nombre ; on peut même dire qu'elle n'a point pourvu aux moyens d'empêcher les abus qui pourraient naître de cette licence.

La presse , ce puissant instrument politique , est aussi à leur disposition : ils peuvent s'en servir pour désigner le temps , le lieu , et le but de leurs assemblées ; de plus , il leur est permis d'exposer au public et insinuer les avantages qui peuvent résulter des notions qu'ils désirent qu'on adopte.

Ces assemblées peuvent se réitérer , et tout individu peut donner son avis comme il lui plaît sur

les sujets proposés, quelque opposé qu'il fut même aux vues ou aux desseins approuvés du gouvernement. Tout membre de la législature peut, s'il le juge à propos, avoir entrée parmi eux, et remettre sur le tapis les matières qui n'ont pas eu le succès qu'il espérait, dans la chambre dont il est membre. L'homme d'état frustré de ses espérances, le ministre congédié y trouvent aussi accès : ils peuvent y apporter tout le poids de leur crédit et de leurs liaisons, et faire jouer tous les ressorts pour engager l'assemblée à prendre leurs intérêts; on les invite même à mettre tout en œuvre et à remuer ciel et terre : ils parcourent ainsi toute la province d'un congrès à l'autre : les clameurs s'augmentent, et on redoute les plaintes : on dirait que la Constitution va s'ébranler jusque aux fondemens. Mais ces efforts puissans trouvent toujours, d'une manière ou d'autre, un degré proportionné de réaction : de nouvelles difficultés, et à la fin des obstacles insurmontables barrent le chemin à ceux qui voudraient prendre quelque avantage de la fermentation générale, pour s'élever sur les ruines de l'autorité suprême : une force secrète se fait sentir, et ramène peu à peu les choses à un état de calme et de modération ; et cette mer si orageuse, si profondément agitée en apparence, s'arrête toujours à de certaines limites qu'elle semble n'avoir pas la force de passer : *sic non plus ultra*.



L'impartialité avec laquelle la justice est administrée pour toutes les classes d'hommes en Angleterre, provient aussi en grande partie de la ferme stabilité du gouvernement : le degré même où cette impartialité surprenante est portée, est une de ces choses qui, quoique impossible en d'autres pays, ne le sont point en Angleterre. Dans les anciennes républiques, d'après les exemples qu'on a déjà cités, et d'autres qu'on pourra encore alléguer, il est évident qu'il n'y avait aucune réparation pour les actes d'injustice que commettaient les hommes en crédit, ou les riches, à l'égard des classes inférieures de citoyens qu'ils voulaient opprimer. Autrefois dans les monarchies de l'Europe il se commettait d'horribles abus de ce genre. De nos jours encore, nonobstant le haut degré de force que plusieurs gouvernemens ont acquise, il est très-difficile aux sujets des classes inférieures d'obtenir réparation, par voie de droit, contre certains individus : dans quelques pays même il est impossible ; et quelque notoire que soit l'injure, il y a encore du danger à se plaindre ouvertement. Même dans la monarchie de l'Europe où le gouvernement est sagement, tant par force réelle, que par les établissemens avantageux qui concernent la police, il s'élève quelquefois de grands démêlés entre les individus quant à la facilité d'obtenir justice ; et dans plu-

sieurs cas, il est pour le moins aussi difficile et aussi précaire de chercher du redressement, que d'ôter aux personnes lésées tout désir de tenter l'entreprise. On ne doit pas non plus attribuer ces abus dont nous parlons, et qui se commettaient autrefois et se commettent encore en divers états de l'Europe, on ne doit pas les attribuer, dis-je, uniquement au manque de fermeté dans les chefs de ces états. Dans quelques pays, le souverain, en voulant supprimer ouvertement ces abus, exposerait à la fois son autorité entière, et dans d'autres il verrait les obstacles se multiplier de telle sorte sur son chemin, qu'il se trouverait forcé, et peut-être bien vite, d'abandonner l'entreprise. Car comment un monarque pourra-t-il se soutenir seul contre l'attente reconnue, les espérances réunies de tous les grands qui l'environnent, et contre les prétentions hardies d'individus puissans ? et dans une république ; que doivent faire des magistrats, quand ils trouvent que leur refus de protéger un coupable en crédit et qui tient le même rang qu'eux, ou de permettre à un riche citoyen de soustraire un parent ou un favori à la sévérité des lois, que ce refus, dis-je, va produire, suivant toute apparence, de grandes divisions parmi eux, ou peut-être des rumeurs populaires ?

Si nous jetons les yeux sur la stricte et univer-

celle impartialité avec laquelle on rend la justice en Angleterre, nous serons bientôt convaincus qu'il y a quelque différence essentielle entre son gouvernement et ceux des autres pays, et que son pouvoir est fondé sur des causes d'une toute autre nature. Les individus du plus haut rang n'ont pas même la pensée de former la plus petite opposition au cours du droit. Les plaintes du plus simple particulier, si elles sont faites à temps, et soutenues suivant la manière ordinaire, obtiennent aussitôt une attention sérieuse. L'oppresséur du plus grand crédit, quoique au milieu d'une suite de gens à son service, même au plus haut période de son orgueilleuse carrière, et malgré qu'il soit environné de mille flatteurs ou partisans, est arrêté court à la vue de l'ordre légitime qu'on lui remet entre mains, et un huissier suffit pour l'amener et le traîner devant le tribunal.

Telle est la *grandeur* et la *force* non interrompue de la loi (1), telle est en un mot la continuité du pouvoir suprême, de l'irrésistible supériorité qu'il produit, que l'étendue de ces effets cesse, à la fin, d'être une manière d'observation pour le public.

Les grands et les riches ne doivent pas non plus chercher du redressement par une autre voie que

(1) *Lex magna est et prævalabit.*

par celle qui est ouverte à tous : le souvenir même s'est astreint à n'en pas suivre d'autre ; et l'expérience a montré qu'il peut sans danger confier sa personne et ses biens au secours lent et litigieux du droit (1).

Un autre avantage très-grand qui résulte de cette stabilité remarquable du gouvernement d'Angleterre, dont nous faisons ici le détail, est que cela s'opère sans le secours d'une armée sur pied, moyens ordinaires qu'emploient les autres couronnes. A cette occasion je citerai un passage du docteur Adam Smith (2), dans un ouvrage qui s'est publié depuis que ce chapitre fut écrit pour la première fois, dans lequel il y a certainement une opinion étonnée : et qui, par le mérite reconnu de l'auteur, attire l'attention. Ce savant, frappé sans doute de la nécessité d'un pouvoir suffisant de réaction, d'une force assez considérable du gouvernement, pour résister aux agitations

(1) Je me rappelle que durant mon premier séjour dans ce pays, je remarquai les affiches qu'on avait appliquées d'espace en espace, en dehors de la clôture du parc de Richmond, et où étaient écrits ces mots : « Quiconque sera » attrapé faisant du dommage sur ce terrain, sera pour- » suivi par le droit. »

(2) *Recherches sur la nature et les causes du pouvoir et des richesses des nations*. L. V. Chap. 1, t. II, p. 313—314.

qui accompagnent la liberté, a jeté les yeux autour de lui, et a jugé d'après je ne sais quelles fausses apparences, que la couronne d'Angleterre tirait sa singulière stabilité des troupes qu'elle a à sa solde : il s'exprime ainsi : « Un souverain qui se » sent appuyé, non-seulement par l'aristocratie » naturelle du pays, mais encore par une armée » bien disciplinée, ne saurait s'inquiéter que peu » des plaintes les plus tumultueuses et des discours les plus séditieux, qui sont pour l'ordinaire sans fondement. Il peut en toute sûreté les pardonner ou n'y avoir aucun égard, et la persuasion de sa supériorité l'y porte naturellement. *Ce degré de liberté, qui approche de la licence, ne peut se tolérer que dans les pays où le souverain est appuyé d'une armée bien disciplinée* (1). »

Le système ci-dessus est fondé sur une espèce de prévention, qu'un souverain qui a une armée à son commandement jouit d'une force réunie, irrésistible, qui n'est sujette à aucun accident, à aucune difficulté, et qui ne souffre point d'exception ; mais c'est là une supposition qui ne s'ac-

(1) Le dessein de l'auteur, dans tout ce passage, est de montrer qu'entretenir des armées sur pied, sous une bonne discipline, ne saurait nuire à la liberté publique, et peut même en certains cas lui être utile, en délivrant le souverain de toute inquiétude à ce sujet.

corde pas, avec l'expérience. Si un souverain avait un pouvoir extraordinaire attaché à sa personne, et qu'il pût, par exemple, inonder à la fois des légions entières d'insurgens, on les repousser et les détruire par des tourbillons de fluide électrique, alors il pourrait effectivement user de la patience dont on a parlé plus haut : quoiqu'il n'y eût vraisemblablement pas apparence qu'il voulût s'accommoder paisiblement des *plaintes* et des discours *séditieux* de ses sujets, cependant il pourrait en toute sûreté le faire ou ne le pas faire, suivant son bon plaisir. Mais une armée n'est pas une seule arme, comme on le suppose ici, qui puisse se manier à volonté. Elle est formée d'officiers et de soldats qui ressentent les mêmes passions que le reste du peuple, la même disposition à soutenir leur intérêt personnel et leur crédit, quand ils s'aperçoivent de leur force, et que l'occasion s'en présente (1). C'est pourquoi, quelle sera la ressource du souverain, si dans cette armée, sur le secours de laquelle il se fonde, le même esprit de parti qui fait agir ses autres sujets s'y montre aussi ? où se réfugiera-t-il, si les mêmes

(1) Un exemple postérieur à l'époque à laquelle cet ouvrage fut écrit, la conduite de plusieurs régimens au commencement de la révolution vient à l'appui de ce que dit ici M. de Lolme. C.

caprices politiques, soutenus par l'ambition réelle de quelques chefs, si la même impatience, et enfin peut-être la même perfidie, qui agitent toute la nation, commencent à s'insinuer aussi dans l'armée.

Le point le plus essentiel de l'art de régner, dans les gouvernemens soutenus par une continue force armée, est de prévenir de pareils dangers. Mêler les troupes nationales avec les étrangères à leur solde, les disperser en corps nombreux dans tout le pays, et changer continuellement leurs garnisons, voilà les méthodes qu'on emploie; qu'il n'appartient pas plus à notre sujet de détailler, que les expédiens extraordinaires dont se servent les monarques d'Orient à ces mêmes fins. Mais une précaution essentielle à rapporter ici, et que les gouvernemens dont nous parlons ne manquent jamais de prendre avant toute autre, c'est de priver leurs sujets laïques d'une liberté qui, transmise à la soldatesque, serait accompagnée de conséquences dangereuses; empêcher de si mauvais exemples de se communiquer à ceux qui ont leur vie et leur pouvoir en dépôt, c'est-là ce que le sentiment de leur amour-propre leur suggère; et, en conséquence, ils mettent tout en œuvre pour empêcher qu'une si terrible contagion ne se communique et ne se propage.

On peut établir comme une maxime générale,

que, là où le souverain cherche dans son armée la sûreté de sa personne et de son autorité, les mêmes lois militaires qui contiennent cette armée doivent s'étendre à toute la nation : non quant aux devoirs de soldats et aux manœuvres, mais quant à tout ce qui a rapport au respect dû au souverain et à ses ordres. La loi martiale, qui renferme ces points délicats, doit être universelle. Les réglemens que dicte la jalousie, quant aux séditions et au mépris des ordres, ne sauraient être observés à la rigueur sur cette partie de la nation qui assure l'obéissance du reste ; et cela sur tous les grades, depuis le soldat à l'officier, et de-là au chef même du système militaire, pendant qu'on laisse jouir la classe inférieure et la plus nombreuse du peuple d'une licence effrénée : cette secrète disposition, qui inspire aux hommes de résister à leurs supérieurs et de les contrecarrer, ne saurait être soumise à de si terribles freins d'un côté, et abandonnée à la licence et au dérèglement de l'autre.

Dans un pays où l'on entretient une armée capable d'en imposer à la nation, cette armée jouira à son avantage de la licence dont on vient de parler, pendant qu'elle la réprimera dans le peuple. Tout officier et tout soldat dans un tel pays prétendent à une supériorité sur les autres individus ; et à proportion que le gouvernement se confie en leurs secours, ils s'attendent à un degré



plus ou moins grand de soumission de la part du reste du peuple (1).

(1) Au commencement du passage qu'on examine ici, l'auteur (le docteur Smith) dit : « Où le souverain est lui-même le général, et les principaux d'entre les nobles et les premières familles l'état-major d'une armée ; où le pouvoir militaire est entre les mains de ceux qui ont le plus grand intérêt au maintien de l'autorité civile, parce qu'ils ont le plus de part ; là, dit-il, une armée sur pied ne saurait nuire à la liberté : au contraire, elle peut en certains cas lui être utile, etc., etc. » Dans un tel pays, une armée ne saurait nuire à la liberté : non, du moins pas à la liberté de la grande et petite noblesse, surtout s'il y règne assez d'esprit et d'harmonie pour s'unir contre le souverain. L'union du pouvoir civil avec le pouvoir militaire, dans le corps aristocratique de la nation, ne laisse aucune ressource au souverain et au peuple. Si les anciens rois d'Écosse avaient imaginé l'expédient d'une armée sur pied, et avaient confié le commandement de cette armée, soudoyée par eux, à ces grands et petits nobles qui s'étaient rendus héréditaires les places d'amiraux, de grands intendants, de hauts connétables, de grands maréchaux, de juge général, de shérif de provinces, etc., ils n'auraient remédié qu'imparfaitement aux désordres qui régnaient dans le gouvernement de leur pays ; ils n'auraient fait que fournir à ces nobles de nouvelles armes l'un contre l'autre, contre le souverain et contre le peuple.

Si les membres du parlement britannique, qui, quelquefois, remplissent la nation de la chaleur de leurs débats, avaient chacun une armée à leur commandement, et qu'il

Le même auteur termine ses observations concernant la sécurité du pouvoir d'un souverain qui est soutenu par la force des armes, en ajoutant : « C'est dans de tels pays seulement qu'il n'est pas » nécessaire que le souverain soit d'une autorité » illimitée, pour réprimer les désordres qui naissent » de cette licence effrénée. » L'idée qu'expriment ces paroles s'accordant avec celles qu'on a déjà discutées, je ne dirai plus rien là-dessus. La raison que j'ai eue d'insérer ce passage, est que cela me fait remarquer une circonstance singulière dans le gouvernement d'Angleterre. Par cette expression *il n'est pas nécessaire que le souverain soit nanti d'un pouvoir illimité*, l'auteur paraît croire qu'un souverain, à la tête d'une armée qui lui assure son pouvoir, a coutume d'attendre, pour se mettre en mouvement, qu'il en ait reçu la permission, c'est-à-dire qu'il soit *nanti* du pou-

la pussent employer à soutenir leurs précautions, le reste du peuple ne s'en porterait pas mieux pour tout cela. Heureusement on s'est assuré des épées, et la violence est bannie de leurs débats.

L'auteur que nous citons a regardé sans doute un gouvernement comme une simple machine qu'on fait mouvoir de divers côtés, et une armée comme un pur instrument. Et semblable à plusieurs autres savans, pendant qu'une certaine considération les frappe, il en a négligé d'autres non moins importantes.

voir de le faire. Cette notion de l'auteur que nous citons, peut s'appliquer au gouvernement solide et bien réglé de ce pays; mais le système ou principe politique ne se trouve sous aucun autre. Dans toutes les monarchies (et il en est de même dans les républiques), par le pouvoir exécutif de l'Etat, ou suppose comprendre dans son origine, et par sa nature, toute espèce d'autorité légale : tous ses motifs passent pour légitimes; et ils ne cessent de l'être que lorsqu'ils sont arrêtés par quelque règlement positif fait exprès. Le souverain, de même que le magistrat civil, à moins qu'il ne se trouve bridé par quelque loi formelle, peut opprimer impunément les sujets quand bon lui semble; il peut leur faire rendre compte de leurs actions, et les interpréter faussement, après cela infliger des peines à son gré; à ces égards on peut croire qu'il abuse, mais ne va pas au-delà de son pouvoir. En un mot, l'autorité du gouvernement est supposée illimitée, tant qu'il n'y a point de bornes visibles qui la gênent : au-delà et en-deçà de ces bornes gît toute la liberté des sujets.

En Angleterre c'est tout l'opposé. Ce n'est pas l'autorité du gouvernement, c'est la liberté du sujet qu'on suppose illimitée. Toutes les actions de l'individu passent pour légitimes jusqu'à ce qu'on nomme la loi qui leur donne une autre dénomination. *L'onus probandi* passe ici du sujet au

prince. Le sujet n'est pas obligé en tout temps de justifier sa conduite. Quand le souverain ou le magistrat trouvent à propos d'user d'autorité, il faut qu'ils déterrent et exhibent la loi sur laquelle ils se fondent dans leurs démarches, et qui les autorise à publier leurs défenses contre les sujets (1).

(1) Je prendrai la liberté d'alléguer un autre fait qui me regarde, parce qu'il peut servir d'éclaircissement aux observations ci-dessus; ou du moins à ma manière de les exprimer. Je me rappelle que quand je commençais à remarquer les opérations du gouvernement anglais, j'avais un préjugé d'une nature toute différente de celui de l'auteur dont nous venons de discuter les opinions: je me tenois pour dit, que chaque branche de la liberté dont jouit le sujet dans ce pays, était fondée sur quelque loi positive qui la lui assurait. Quant à la liberté de la presse, je ne doutais point que cela ne fût ainsi, et qu'il n'existât quelque loi particulière, ou plutôt nombre de paragraphes dans les livres de droit, où cette liberté était désignée et particulièrement spécifiée: et comme celle d'écrire se portait dans ce temps-là fort loin, et excitait la plus grande attention (le tumulte causé pour l'élection de Middlesex n'étant pas encore apaisé), je souhaitais de voir les lois que je supposais exister, ne doutant pas qu'il n'y eût quelque chose de remarquable dans la manière dont elles étaient conçues. J'examinai les ouvrages de jurisprudence que j'eus occasion de me procurer, tels que les *Dictionnaires de droit de Jacob et Cunningham*, les *Instituts de Wood*, et les *Commentaires du juge Blackstone*, mais inutilement. Je trouvai aussi

Ce système dans la jurisprudence, dont je viens de parler, tirant sa force de l'esprit général qui fait mouvoir toutes les parties du gouvernement, est même porté si loin, que tout incident, ou la moindre circonstance qui peut autoriser un délinquant à se soustraire, quoique avec grande peine, au pouvoir des lois, suffit pour le mettre à l'abri du châtiment, quelque connus que soient du public le dérèglement de ses mœurs et le crime de sa conduite (1).

moyen de voir le *Digeste des lois d'Angleterre*, par *Cormyn*, et je fus encore trompé : cet auteur, quoique son ouvrage consiste en cinq volumes in-folio, n'avait pas eu, non plus que ceux dont je viens de parler, assez de place pour y insérer la loi intéressante que je cherchais. A la fin il me vint à la pensée, quoique pas d'abord, que cette liberté de la presse était permise, parce qu'elle n'était pas défendue, et que cela seul suffisait pour l'autoriser. Ceci me porta, lorsque ensuite je pensai à écrire sur le gouvernement de ce pays, à donner la définition de cette liberté, en y ajoutant la considération importante de tous les procès intentés pour la publication d'ouvrages ou d'écrits défendus, et qui doivent se décider par des jurés.

(1) On pourrait citer nombre d'exemples, même d'un genre assez plaisant, pour affirmer ce que je viens de dire. Le plus petit défaut dans les termes d'une citation suffit pour la rendre nulle.

Je ne me rappelle pas le nom de cet écrivain séditieux, qui, ayant publié un abominable écrit, avait cependant

Les bornes si étroites, dans les fonctions du gouvernement, paraissent sans doute fort extraordinaires : aussi cela ne se voit dans aucun autre pays que dans celui-ci, et il ne pourrait pas non plus exister ailleurs. La situation des autres gouvernemens étant telle qu'ils ne sauraient ainsi se laisser exclure de l'espace illimité qui est hors de l'atteinte des lois, pour être bornés à ce petit circuit qu'une juste prévoyance a tracé. L'autorité de ces gouvernemens étant plus ou moins incertaine, il y faut un degré de prudence qui y réponde (1).

Le fondement de cette maxime du droit, qui borne l'exercice du pouvoir suprême aux cas seuls

échappé au châtimement, et répondait à ses amis, qui lui reprochaient sa témérité : *Je savais bien que ce que j'écrivais me mènerait à un doigt de la potence*. S'étant attaché dans ses réponses à toutes la précision de la loi, il avait pu amener les choses au point qu'il avait souhaité.

(1) On pourrait aussi faire voir que la grande douceur qu'on emploie en Angleterre dans l'administration de la justice criminelle, tant à l'égard du peu de sévérité avec laquelle on punit le crime, qu'aux fréquens pardons qu'on accorde, que cette douceur, dis-je, est particulièrement liée avec la *stabilité* du gouvernement : l'expérience démontre qu'il est inutile d'employer trop de sévérité à l'égard des malfaiteurs ; et le pouvoir suprême n'a pas besoin de montrer aucun mauvais exemple aux magistrats subalternes à cet égard.

exprimés par une loi écrite , ce fondement , dis-je , fut posé lors de la passation de la grande Charte : cette restriction fut spécifiée dans un de ces articles généraux , que les nobles , réunis avec le peuple , avaient pu obtenir du souverain. La couronne alors tirait de ses domaines étrangers cette stabilité et cette force intérieures quant à la nation anglaise , qui sont maintenant annexées d'une manière imperceptible à la branche civile de sa charge , et qui , quoique elles opèrent par différens moyens , continuent à maintenir cette espèce de confédération contre elle , et l'union entre les différens ordres du peuple. Par l'article de la grande Charte à laquelle on fait allusion , le souverain s'engagea de ne *courir sus*, ni *envoyer contre* le sujet autrement que par la décision des pairs , et la loi du pays (1). Cet article fut cependant négligé dans la suite , en conséquence du droit que le roi prétendit avoir dans ses *proclamations* , surtout par l'institution du tribunal de la *chambre étoilée* , qui fondait ses démarches , non-seulement sur ces proclamations , mais aussi sur les règles particulières qu'elle jugeait à propos de se faire. Par l'abolition de ce tribunal ( de même que de celui de haute commis-

(1) ..... *Nec super eum ibimus , nec super eum mittimus nisi per legale iudicium parium vel per legem terræ.*  
Cap. XXIX.

sion) sous le règne de Charles I<sup>er</sup>., la clause ci-dessus énoncée dans la grande Charte fut mise en exécution, et il parut par l'évènement, que cette restriction même, qui paraît singulière quant à l'autorité suprême et à ses fonctions, n'est que ce que les choses en elles-mêmes et la force de la Constitution peuvent supporter (1).

Je tiens que la maxime de droit, que nous avons décrite ci-dessus, et son exacte observation par l'autorité suprême, est ce qui caractérise le plus particulièrement la manière dont l'Angleterre est gouvernée, et est la preuve la plus convaincante de la liberté réelle qui résulte de tout son

(1) Le tribunal de la chambre étoilée était comme une cour d'équité en matières criminelles : elle se chargeait de décider des cas d'offense lorsque les tribunaux ordinaires, quand ils n'avaient aucun ordre de la cour, à cet effet, refusaient de le faire, soit à cause du silence de la loi écrite là-dessus, soit ensuite des règles particulières qu'ils avaient établies dans leurs juridictions respectives ; ce qui est exactement la fonction du tribunal de chancellerie (et de l'échiquier), quant aux cas de propriété. La grande utilité des tribunaux de ce genre, a fait qu'on a soutenu et constitué les cours d'équité quant aux matières civiles ; mais l'expérience a montré, comme on l'a observé plus haut, qu'il ne peut résulter aucun grand inconvénient de permettre au sujet la liberté qu'il a acquise par l'abolition totale de tous tribunaux arbitraires, quant aux matières criminelles.



gouvernement. La méthode du pouvoir exécutif de régler ainsi ses mouvemens sur de telles lois, et sur celles-là seulement qui sont vérifiées et promulguées d'avance, ne saurait être le résultat de cette espèce de stabilité que la couronne pourrait recevoir d'un corps de troupes, ou, comme l'auteur ci-dessus l'a exprimé, de ce que le souverain a une armée à ses ordres : une manière d'agir si uniforme est même opposée aux fonctions de général, vu que le succès de ses opérations dépend en grande partie de leur promptitude, et de ses mouvemens imprévus.

En général, cette stabilité du pouvoir de la couronne d'Angleterre, dont nous avons fait le détail, ne saurait être le résultat de cette espèce de force que procure une armée : de tels moyens sont trop précaires, trop compliqués et trop sujets aux accidens ; en un mot, cette force n'approche pas de ce degré de fermeté nécessaire pour contrebalancer, et enfin apaiser ces grandes agitations parmi le peuple, qui semblent quelquefois menacer le gouvernement et vouloir renverser l'ordre établi. Une armée bien disciplinée peut, il est vrai, servir à empêcher les commencemens de ces troubles et calmer l'impatience du peuple, mais elle ne saurait le contenir quand une fois il a franchi ses barrières.

Si des preuves et des considérations générales ;

nous passons aux simples faits, nous trouverons qu'effectivement la couronne d'Angleterre ne compte pas sur le secours de l'armée qu'elle a à ses ordres, ni ne l'a jamais fait. Dès les premiers temps, c'est-à-dire, long-temps avant que les princes de l'Europe eussent adopté la méthode de tenir des armées sur pied, les rois d'Angleterre jouissaient d'une autorité aussi entière et aussi étendue que celle qu'ils possèdent à présent. Après qu'ils eurent perdu les secours qu'ils tiraient de leurs domaines d'outre-mer, il commença à se former au-dedans du royaume un certain arrangement, qui leur fournit un autre genre de force, non moins solide; et ils tirèrent de la branche civile de leur autorité royale, ce pouvoir assuré qu'aucun autre monarque ne posséda jamais, qu'au moyen de légions et de gardes prétoriennees, ou de corps de janissaires ou de *Strélitz*.

Pour parler d'un période remarquable dans l'histoire d'Angleterre, on dira que, quoique les princes de la maison de Tudor n'eussent pas d'autres forces apparentes que de simples suites de gens qui composaient leur maison, cependant ils étaient en état d'exercer une autorité égale à celle des plus grands despotes qui aient jamais régné, égale à celle des Domitiens ou des Commodes, des Amurats ou des Bajazets : elle était même plus grande, si nous considérons la lenteur avec laquelle elle a gagné de

profondes racines , et cet extérieur de légalité qui l'accompagnait dans toutes ses branches.

La résistance que les rois de la maison de Stuart étaient en état de faire , quoique sans le secours des armes , et soutenus seulement de l'autorité civile de leur royauté , pendant longues années , contre l'esprit inquiet et remuant qui commença à agir sur la nation , et malgré ces vives disputes sur la politique et la religion qui s'élevèrent alors ; cette résistance , dis-je , est encore plus remarquable que le pouvoir exorbitant des Tudors même , sous le règne desquels il y eut des préjugés universels d'une nature toute contraire.

Les débats commencèrent avec le règne de Jacques I<sup>er</sup>. , cependant il eut le bonheur de soutenir d'un air tranquille le commencement de l'orage , et de transmettre son autorité entière à son fils. Il est vrai que Charles I<sup>er</sup>. fut à la fin écrasé sous les ruines de la Constitution ; mais si nous considérons qu'après avoir fait les concessions , si importantes au peuple , contenues dans la *Requête de droit* (petition of right) , il fut en état , seul et sans armes , de maintenir son terrain , sans perte ou danger réel , pendant onze ans , c'est-à-dire , jusqu'à l'an 1640 et suivans ; si nous considérons cela , dis-je , nous serons portés à croire qu'il aurait évité les infortunes qu'il éprouva à la fin , s'il eut été mieux conseillé.

Les événemens qui sont arrivés sous le règne de Jacques II offrent une preuve de cette solidité, qui fait l'apanage de la couronne d'Angleterre. Quoique toute la nation, sans excepter même l'armée, fut en quelque sorte réunie contre lui, il fut en état de régner pendant quatre années entières, faisant tête à tout, sans éprouver aucune résistance ouverte. Ce ne fut pas non plus sans difficulté qu'on trouva des raisons suffisantes pour lui résister dans la suite (1). Car, quoiqu'il ne soit pas douteux que, par les circonstances, Jacques II n'eut été enfin détrôné, et peut-être d'une manière tragique, cependant, sans le secours du prince d'Orange, cet événement aurait été différé de quelques années. Cette autorité, sur laquelle Jacques comp-

(1) M. Hume est un peu trop ardent à disculper Jacques II. Il commence la peinture abrégée qu'il fait de son caractère, par le représenter comme un prince *qu'on peut, par le fait, appeler plus malheureux que criminel*. Cependant, si on considère les pactes solennels contractés, non-seulement par ses prédécesseurs, mais aussi par lui, et qu'il tâcha de rompre; comment il a attaqué de sang froid et de propos délibéré la liberté et la religion du peuple, sans juste sujet, et en un mot, comment il était totalement destitué de tout prétexte de nécessité et de propre défense, que la plupart des princes qui ont eu des démêlés avec leurs sujets, avaient plus ou moins de raison d'alléguer; si on considère tout cela, dis-je, on le regardera peut-être comme le monarque le plus criminel qui ait jamais existé.

taît si fort, ne fut pas autrement anéantie lorsqu'elle le fut, que par un prompt et considérable secours de troupes, qui furent amenées du continent pour lui résister, semblable à une forteresse solide qui, quoique sans ouvrages extérieurs, ne peut être forcée que par le secours du canon.

Si on examine la manière dont ce pays a été gouverné depuis la révolution, on verra clairement que ce n'a pas été par le moyen de l'armée que la couronne a à ses ordres, qu'elle a pu conserver et exercer son autorité. Ce n'est pas par le moyen de leurs soldats, que les rois de la Grande-Bretagne empêchent la manière dont se font les élections de leur être nuisibles; car ces soldats doivent évacuer les lieux où se font ces élections, un jour avant qu'elles commencent, et n'y rentrer qu'un jour après qu'elles sont finies. Ce n'est pas par le moyen de leurs forces de terre qu'ils empêchent les divers ordres de magistrature civile du royaume, d'envahir et diminuer leurs prérogatives; car ces forces ne doivent pas agir, que cette dernière ne les appelle, étant sous sa direction. Ce n'est pas par le moyen de leur armée qu'ils inspirent aux deux branches de législature ce respect pour leur autorité royale que nous avons décrit ci-devant; puisque chacune de ces deux branches a le droit annuel de licencier cette armée (1).

(1) Le peuple en général a été, dès les premiers temps,

Il y a une autre circonstance qui, indépendamment de toutes les autres, prouve que le pouvoir exécutif de la couronne n'est pas soutenu par l'armée. Je veux dire l'assujétissement même dans lequel on tient le militaire quant au pouvoir civil de ce royaume.

Dans un pays où le pouvoir suprême de l'état est soutenu par l'armée, le soldat qui, à l'égard des autres individus, a de son côté l'avantage de la force, étant de plus autorisé par la loi, acquiert aussitôt, ou plutôt s'arroe un ascendant général; et le souverain, loin de le décourager, ressent une satisfaction intérieure en voyant l'instrument sur lequel repose son autorité, recevoir une nouvelle force par le respect du peuple, et une espèce de sanction générale, quoique simplement extérieure.

Et non-seulement la soldatesque en général, mais aussi ceux qui la commandent, prétendent

si peu accoutumé à voir employer la force pour influencer sur les débats du parlement, que l'entreprise de Charles I, accompagné d'une suite d'environ deux cents personnes, pour saisir les *cinq membres*, fut réellement l'étincelle qui mit le feu au tas de matières combustibles que les précédentes difficultés avaient accumulées. Le parlement, en conséquence de ce fait, prit prétexte de faire à son tour des préparatifs militaires; et puis la guerre civile commença.

aussi, chacun en son particulier, à une prééminence : commandans en chef, officiers, soldats ou janissaires, tous voudraient, dans leur propre état, s'arroger quelque sorte de privilège exclusif; et ces privilèges, soit honorifiques ou lucratifs, prennent fortement racine et deviennent onéreux au reste du peuple, à mesure que le gouvernement a plus ou moins besoin du secours de la force militaire, et suivant qu'il l'emploie plus ou moins souvent. Cela ne se peut autrement.

Maintenant, si nous examinons ce qui se passe en Angleterre, nous y trouverons un ordre dans les choses, tout différent de celui que je viens de décrire. Tous les tribunaux militaires sont constamment subordonnés à ceux du droit civil. Les officiers qui ont abusé de leur autorité particulière, quoique seulement à l'égard de leurs soldats, peuvent être cités devant un tribunal ordinaire, et forcés à donner satisfaction; même tout abus d'autorité notoire, commis par les membres des cours martiales, quand ils sont assemblés pour juger leurs gens, et déterminer les cas qui concernent purement le militaire, les rend repressibles devant un juge civil (1).

(1) On pourrait rapporter un grand nombre d'exemples pour prouver l'assujétissement du pouvoir militaire au pouvoir civil : j'en alléguerai seulement un qui est très-remar-

A tout ce que l'on vient de dire concernant la prééminence de l'autorité civile sur le militaire en

quable, et qui se trouve inséré dans les feuilles périodiques de 1746.

Un lieutenant de marine, nommé *Frye*, avait été accusé, pendant qu'il était aux Indes occidentales, d'avoir refusé d'obéir au capitaine, qui lui commandait d'aider à un autre lieutenant à conduire un officier prisonnier à bord du vaisseau : les deux lieutenans voulaient que le capitaine donnât cet ordre par écrit. Pour ce fait, le lieutenant *Frye* fut jugé à la Jamaïque par une cour martiale, et condamné à quinze ans de prison, et en outre déclaré incapable de servir le roi. Il fut amené ensuite en Angleterre; et son cas ayant été connu du conseil privé, et paraissant de nature à pouvoir être éclairci, on le relacha. Quelque temps après il intenta une action contre le chevalier *Chaloner Ogle*, qui avait présidé à cette cour martiale, et obtint une sentence en sa faveur de mille livres sterlings de dédommagement (il fut aussi prouvé qu'il avait été détenu quatorze mois dans la plus sévère prison avant que d'être jugé). Le juge l'informa de plus qu'il était libre d'attaquer tout membre de cette cour martiale qu'il pourrait découvrir. La suite de l'affaire est encore plus remarquable.

Le lieutenant *Frye* ayant donc eu recours à la voie de droit, le chevalier *Jean Willer*, lord président des plaids-communs, lâcha un writ contre l'amiral *Maine* et le capitaine *Rentone*, qui avaient assisté à la susdite cour martiale, qui se trouvèrent alors en Angleterre, et étaient membres d'une autre cour martiale qui se tenait dans ce temps-là à Deptfort, dont le dit amiral *Mayne* était de plus président; et ils furent arrêtés à la rupture de la séance.



général, il est inutile d'ajouter que tous les délits qui se commettent par le soldat contre les individus des autres classes du peuple, sont de la compétence d'un juge civil. Tout usage qu'il fait de

Les autres membres ressentirent vivement ce qu'ils crurent une insulte; ils s'assemblèrent deux fois à ce sujet, prirent des *résolutions* que le juge avocat devait remettre au conseil de l'amirauté, afin de les présenter ensuite au roi. Dans l'exposé de leurs griefs ils demandaient « satisfaction du » sanglant affront fait à leur président, de la part de toutes » les personnes, quelque considérable que fût leur office, » qui avaient procuré ou conseillé de manière ou d'autre » cet arrêt : se plaignant en outre que, par ledit arrêt, » l'ordre, la discipline et le gouvernement des armées navales de sa majesté se trouvaient anéantis, et le statut 13 » de Charles II, rendu nul et sans effet. »

Les altercations à ce sujet durèrent quelques mois. A la fin la cour martiale crut qu'il était de la prudence de céder, et envoya au lord président Willer, une lettre signée par dix-sept officiers, tant amiraux que chefs d'escadre et autres qui la composaient, dans laquelle elle reconnaissait que « *les résolutions des 16 et 28 mai étaient injustes et illi-* » *cites, et en conséquence demandait pardon à sa sei-* » *gneurie et à toute la cour des plaids-communs de ce qui* » *s'était passé.* »

Le juge Willer lut cette lettre en pleine assemblée, et ordonna qu'on l'enregistrât, comme *un avis à tous les siècles, que quiconque prétend se mettre au-dessus de la loi, se trouve à la fin trompé.* Cette lettre, de même que l'acception du juge Willer, furent insérées dans la gazette suivante, 15 novembre 1746.

ses armes, à moins qu'il n'en soit expressément requis du magistrat, dont il doit attendre les ordres, en quelque occasion que ce soit, l'expose à être chargé d'un meurtre dont on ne découvrirait pas les vrais auteurs. Il lui est inutile d'alléguer devant un juge le devoir ou les usages de son état, pour pallier quelque faute, il n'est pas même écouté; s'il est demandé par un tribunal de police, on doit le délivrer aussitôt. Et on ne peut pas dire, en général, que la faveur que témoigne l'autorité suprême de l'état au militaire, ait toujours été telle que d'inspirer à la masse du peuple une disposition à se laisser maîtriser par le soldat, ou de mettre si fort les magistrats ou les jurés de son parti que de décider avec partialité en sa faveur (1).

La subordination du pouvoir militaire à l'autorité civile, portée au point où elle est en Angle-

(1) Le lecteur peut voir dans les feuilles périodiques de 1770, le tumulte qui s'éleva à l'occasion d'un général d'armée (le général Gansell), qui s'était prévalu du voisinage de ses soldats pour empêcher certains officiers du shériff de le saisir à Whiteall. Il parut cependant que ce général n'avait fait autre chose que de faire avancer quelques-uns de ses gens pour inquiéter et épouvanter les officiers du shériff, et profita d'un moment favorable pour s'évader. Cette rumeur violente était sans doute l'effet de l'esprit de parti qui régnait alors; mais cela fait voir néanmoins quelles étaient à ce sujet les idées du peuple.

terre, est une autre marque caractéristique ou distinctive du gouvernement anglais.

Il est assez clair qu'un roi ne cherche pas d'appui dans son armée, lorsqu'il prend si peu de peine pour la gagner par des faveurs et l'attirer dans ses intérêts (1).

En général, si on considère toutes les différentes branches qui constituent le gouvernement de ce pays, on trouvera que l'armée ne saurait procurer au souverain aucune force permanente sur laquelle il puisse compter, ni le succès de quelque démarche en se prêtant à ses vues, quelque éloignées qu'elles fussent.

La publicité des débats du parlement porte tous les individus, les soldats comme les autres, à faire quelque attention aux matières politiques; et la liberté de parler, d'imprimer et d'intriguer, s'étendant à tous les ordres dont ils sont environnés, rend ces soldats susceptibles d'adopter tout sentiment qui peut se trouver contraire aux vues du souverain qui les paie.

(1) Sous ce rapport les choses ne sont plus en Angleterre dans le même état. L'armée de terre y a acquis beaucoup plus d'importance depuis les dernières guerres. D'ailleurs, les privilèges de plusieurs villes anglaises qui défendaient d'établir des casernes pour y placer des garnisons permanentes ont été éludés ou adroitement violés, et le pouvoir militaire en a acquis plus de prépondérance. C.

Ce serait encore pire si le souverain était engagé dans une querelle avec un corps nombreux de la nation. L'intérêt général s'acroîtrait avec la chaleur des débats dans le parlement : les particuliers qui composent les différentes classes du public, feroient preuve de leur éloquence sur les mêmes sujets d'altercation, ce qui ne contribuerait pas peu, dans des temps aussi critiques, à gagner la soldatesque : le souverain ne pourrait obvier à un tel mal, ni même ne saurait comment s'y prendre, ou quand il y trouverait un remède, ce serait trop tard. Un prince engagé dans la querelle que nous supposons, aurait à peine fait ses premiers préparatifs, son plan ne serait qu'à moitié formé, que ses troupes l'abandonneraient. Et plus l'armée d'un tel prince serait puissante, plus par le nombre de ses soldats elle paraîtrait propre à sa destination ; et plus le danger serait grand.

C'est ce qu'éprouva Jacques II, d'une manière bien frappante. Il avait poussé le nombre de son armée à trente mille hommes. Mais quand le jour vint, dans lequel il aurait eu besoin de leur secours, quelques-uns passèrent du côté de l'ennemi, d'autres mirent bas les armes ; et ceux qui restèrent sous le drapeau, témoignèrent plus d'inclination à être spectateurs de la querelle, que d'y prendre part. En un mot, il fut obligé de tout

abandonner, sans avoir fait aucun usage de leur assistance (1).

(1) Les troupes firent de grandes réjouissances le jour de l'absolution des évêques, même en présence du roi, qui s'était rendu ce même jour-là exprès sur la bruyère de Hounston. Il n'avait pu engager un seul régiment à approuver ses mesures quant à la torture et aux lois pénales. Le fameux vaudeville *lero lero tillibulero*, qu'on dit avoir eu tant d'influence sur l'esprit du peuple de ce temps-là, et dont l'évêque Burnet dit, « *que jamais une chose de si peu* » *d'importance ne produisit tant d'effet; car toute l'ar-* » *mée et enfin tout le monde de la ville et de la campagne* » *le chantait continuellement.* »

Une armée nombreuse, déjà formée d'avance, se trouverait être, dans la situation présente des choses, un grand obstacle à un roi d'Angleterre qui aurait des vues contraires à la liberté de ses sujets : il n'est pas possible qu'il y donnât son attention pour la bien discipliner, d'autant moins que ses mesures à cet effet ne s'accorderaient guères avec celles qu'il doit prendre avec le reste du peuple.

Si un roi d'Angleterre, qui souhaiterait anéantir la présente constitution, et rendre son autorité semblable à celle des autres souverains de l'Europe, me faisait l'honneur de me consulter sur les moyens d'y réussir, je lui répondrais : que la première démarche qu'il devrait faire, et avant même qu'on soupçonnât son projet, serait de congédier son armée, se réservant seulement une forte garde, qui n'excéderait pas douze cents hommes. Ceci fait, il pourrait par le moyen de son crédit et des avantages du trône, se mettre à contreminer les lois fondamentales qu'il désapprouve, usant d'autant de modération que possible, afin d'avoir plus de

D'après toutes les circonstances que nous avons rapportées ci-devant, il est clair que le pouvoir de la couronne en Angleterre gît sur des fondemens qui lui sont tout particuliers, et que sa sécurité et sa force dépendent de moyens tout différens de ceux qui procurent les mêmes avantages, mais très-imparfaitement et à grands frais dans les autres monarchies.

C'est sans le secours de ses troupes, que le roi d'Angleterre manifeste son intrépidité à l'égard de tout individu puissant, ou de partis entiers, avec laquelle il remplit ses fonctions et les devoirs de la royauté. C'est encore sans ce même secours qu'il peut balancer cette licence qui ne connaît point de bornes chez le peuple, faire usage de cette force supérieure qui s'accroît toujours à

temps pour agir. Et quand à la fin les choses seraient amenées à un état de crise, alors je lui conseillerais de former une autre armée, de ses amis, ou de cette classe du peuple que la tournure et les incidens des précédentes querelles auraient attachés entièrement à ses intérêts. Avec cette armée il pourrait alors courir le hasard; le reste dépendrait de son généralat, et même beaucoup de sa réputation à cet égard.

Je conclurai cependant cet avis, que je suppose être donné au roi d'Angleterre, par lui faire observer que sa situation, à tout prendre, est pour le moins aussi avantageuse que celle d'aucun roi de la terre; et enfin que tout le fruit qu'il pourrait recueillir de la réussite de son plan ne vaudrait pas la peine d'en entreprendre l'exécution.

mesure qu'elle trouve de la résistance, tenir le gouvernail du grand navire de l'état au milieu des vents et de la tempête, et le remettre en équilibre lorsqu'il vient à pencher de quelque côté (1).

(1) Il y a nombre de circonstances dans le gouvernement d'Angleterre, que les spéculateurs qui souhaitent des améliorations, telles qu'une réforme dans le parlement ou autres semblables, ne pensent peut-être pas à prendre en considération. Si cela est, il est à craindre qu'ils ne trouvent nombre d'obstacles qu'ils ne soupçonneraient pas; et que, pendant qu'ils ne visent qu'à la réforme et l'amélioration, ils ne viennent à heurter le *talisman* d'où dépend tout l'édifice de l'état, ou que, semblables à la fille du roi *Nisus*, ils ne viennent à couper le cheveu fatal auquel le sort de la nation est attaché.

« Le grand vice de la Constitution anglaise est dans le système des élections, et c'est sur ce point qu'insistent principalement les amis de la réforme. Les choix confiés à quelques pairs, ceux qui sont laissés aux bourgs pourris (*rotten borough*), et la vénalité des autres nominations, donnent au ministère toute latitude pour s'assurer de la majorité des voix dans le parlement, en sorte que ce ne sont plus les représentans de la nation qui font les lois et qui accordent les subsides et les levées d'hommes; mais, si l'on peut s'exprimer ainsi, les représentans du ministère. De nombreux et intolérables abus découlent nécessairement de cette source. La certitude de pouvoir disposer de la majorité, rend illusoires les redditions de compte, permet d'augmenter les impôts, de manière à satisfaire les intérêts particuliers comme les inté-

C'est de la branche civile de son office, que la couronne tire cette force avec laquelle elle s'assujéti même le militaire, et le tient sous le joug des lois, sans exemple dans tout autre pays. C'est d'un heureux arrangement dans les choses que dérive cette fermeté ininterrompue, cette solidité invisible qui procurent au sujet et une protection si assurée et une liberté si étendue. C'est de la nation qu'elle tire cette autorité avec laquelle elle gouverne. Ses ressources sont l'union et non la contrainte; une autorité sans gêne, et non la terreur; et elle continue de régner au milieu du

rêts généraux; d'entretenir d'énormes armées sur pied, et, enfin de créer des lois d'exception pour étouffer les plaintes lorsque la souffrance les rend trop bruyantes. On se tromperait cependant si l'on croyait que la liberté n'existât plus pour les sujets anglais. L'indépendance de plusieurs corporations, l'exacte répartition de la justice, la liberté de la presse et les opinions nationales balancent jusqu'à un certain point les abus dont j'ai parlé plus haut. Aussi la majorité de la nation anglaise ne se prononce-t-elle pas en faveur de la réforme. La crainte de tomber dans un état pareil à celui d'où sort la France, retient ceux qui confondent réforme et révolution. L'attachement aux anciennes formes qui ont servi à conquérir la liberté, arrête ceux qui n'ont pas observé qu'elles ne produisent plus le même effet. Enfin, le nom et le caractère de quelques-uns des hommes qui se sont mis à la tête des réformateurs, repoussent ceux qui l'auraient vue d'un œil plus favorable. C.



tumulte des passions volontaires de ceux qui lui obéissent (1).

---

## CHAPITRE XIX.

*Jusqu'à quel point les exemples des nations privées de leur liberté sont applicables à l'Angleterre.*

---

Tous les gouvernemens, disent les auteurs qui ont écrit sur ce sujet, ont en eux-mêmes le principe de leur destruction ; principe inhérent aux causes mêmes de leur prospérité : ainsi, continuent-ils, tous les avantages du gouvernement anglais ne sauraient le sauver des vices cachés qui le minent. Montesquieu prononçant à la fois sur l'effet et sur la cause, dit que la Constitution anglaise per-

(1) Plusieurs personnes, contentes de voir la hauteur et les dimensions extérieures d'un bâtiment, croient qu'il n'est pas nécessaire d'en examiner la solidité des fondemens. C'est pourquoi les lecteurs qui ne s'accommoderont pas du long chapitre que je viens de finir, peuvent le regarder comme une espèce de digression ou de parenthèse dans le corps de cet ouvrage.

dra sa liberté, qu'elle périra, de même que Rome, Lacédémone et Carthage périrent : qu'elle périra, lorsque le pouvoir législatif sera plus corrompu que le pouvoir exécutif.

Quoique je sois fort éloigné de penser qu'aucun établissement humain puisse échapper au destin auquel toute la nature est sujette, et que l'idée que j'ai des grands avantages du gouvernement anglais ne me préoccupe pas tellement, que je veuille encore lui attribuer celui de l'éternité, j'observerai néanmoins ici en général, que, comme il diffère, par sa structure et par ses ressources, de tous ceux que l'histoire nous a fait connaître, on ne peut pas dire qu'il soit exposé aux mêmes dangers. Juger de l'un par l'autre, c'est juger par analogie là où il n'y a point d'analogie. Mon respect pour l'auteur que je viens de citer ne m'empêchera donc pas de dire, que son opinion n'a pas, dans cette occasion, le même poids chez moi qu'elle a dans beaucoup d'autres.

Comme il a négligé, à l'exemple de tous les auteurs de systèmes politiques, d'examiner attentivement la vraie nature du gouvernement, du pouvoir et de la liberté parmi les hommes, il n'est pas étonnant que les principes qu'il a posés ne soient pas toujours aussi clairs et aussi justes, qu'on devait l'attendre d'un tel génie. Lorsqu'il parle de l'Angleterre, par exemple, ses observa-

tions sont beaucoup trop générales ; et quoiqu'il ait eu souvent occasion de converser avec des personnages qui avaient été personnellement engagés dans les affaires publiques de ce pays , et qu'il ait été lui-même témoin oculaire des opérations du gouvernement anglais , cependant , lorsqu'il entreprend de le décrire , il nous dit plutôt ce qu'il conjecture , que ce qu'il a vu.

Les exemples qu'il cite , et les causes de dissolution qu'il assigne , confirment particulièrement cette observation. Pour ne parler que du gouvernement de Rome qui , s'étant écroulé par degrés , et pour ainsi dire de lui-même , pourrait fournir matière à raisonner le plus conséquemment , il n'avait aucun rapport à celui de l'Angleterre. Le peuple romain , dans les derniers temps de la république , n'était pas un peuple de citoyens , mais de conquérans , Rome n'était pas un état , mais la tête d'un état. Par l'immensité de ses conquêtes , il lui arriva à la fin de n'être en quelque sorte qu'une partie accessoire de son propre empire. Sa puissance devint si grande , qu'après l'avoir conférée , il ne fut plus , à la longue , en son pouvoir de la reprendre : et , dès-lors , elle en devint elle-même la sujette , par la même raison par laquelle les provinces l'étaient.

Ainsi la chute de Rome fut un événement particulier à sa situation ; et le changement des mœurs ,

qui accéléra cette chute, eut en cela un effet qu'il ne pouvait avoir que dans cette situation. Des hommes qui avaient attiré à eux toutes les richesses de l'univers, ne pouvaient plus se contenter du souper de Fabricius, ni de la chaumière de Cincinnatus. Le peuple, devenu maître des greniers de la Sicile et de l'Afrique, ne se vit plus réduit, pour sa subsistance, à piller ceux de ses voisins. Outre cela, tous les ennemis qu'il pouvait avoir étant exterminés, Rome, puissance militaire, cessa d'être une armée, et ce fut le moment de la corruption : si tant est que l'on doive donner ce nom à ce qui était la conséquence inévitable de la nature des choses.

En un mot, le destin de Rome était de perdre sa liberté, en perdant son empire ; et de perdre cet empire alors qu'elle commencerait d'en jouir.

Mais l'Angleterre forme une société fondée sur des principes absolument différens. Toute la liberté et tout le pouvoir n'y sont pas accumulés, pour ainsi dire, en un point, de manière à ne laisser tout autre part que l'esclavage et la misère, et, par conséquent, rien que des semences de division et d'animosité secrète. D'un bout de l'île à l'autre, les mêmes lois y ont lieu, et les mêmes intérêts y prévalent : toute la nation, d'ailleurs, concourt également à la formation du gouverne-

ment; par conséquent, aucune partie de cette nation n'a lieu de craindre que les autres ne fournissent subitement les forces nécessaires pour détruire sa liberté, et toute sa masse n'a de soi aucun besoin de ces espèces de vertus féroces, indispensablement nécessaires à ceux qui, par la situation où ils se sont mis eux-mêmes, sont continuellement exposés à de pareils dangers, et qui après avoir envahi ne retiennent rien.

La situation du peuple anglais diffère donc essentiellement de celle du peuple de Rome. La forme du gouvernement anglais ne diffère pas moins de celle de la république romaine; et les grands avantages que la première a sur l'autre, pour préserver la liberté du peuple, ont été décrits au long dans le cours de cet ouvrage.

Ainsi, par exemple, la ruine totale de la république romaine fut causée, principalement, par le pouvoir exorbitant que l'on permit à plusieurs de ses citoyens d'acquérir successivement. Dans les derniers temps de la république, ces citoyens disposèrent entre eux des provinces de l'état, à peu près comme ils auraient pu disposer de leur propres terres; et leurs successeurs, non-seulement firent comme eux, mais ils poussèrent l'insolence tyrannique jusqu'à se céder les uns aux autres, par des pactes formels et exprès, la vie de plusieurs milliers de leurs concitoyens. En Angleterre, la

grande et constante autorité de la couronne, et son poids, prévient, comme nous avons vu, ces désastres dès leur naissance; et le lecteur doit se rappeler ce qui a été dit sur ce sujet.

A la fin, la ruine de la république, comme chacun sait, fut achevée. L'un de ces puissans citoyens trouva moyen d'exterminer tous ses compétiteurs; il s'empara de tout le pouvoir dans l'état, et établit pour toujours une monarchie arbitraire. Un établissement si subit et si violent du pouvoir monarchique, avec toutes les conséquences fatales qui résulteraient d'un tel événement, est une calamité qui ne saurait arriver en Angleterre: nous voyons que cette espèce de pouvoir y existe déjà, et qu'il y est solidement établi par des lois fixes, et sur des fondemens réguliers et bien connus.

Il n'est pas à craindre non plus que ce pouvoir, au moyen des prérogatives légales qu'il possède déjà, s'en approprie insensiblement d'autres, et se rende enfin tout à coup absolu. Le privilège important, d'accorder à la couronne les subsides dont elle a besoin, est entre les mains de la nation, comme nous l'avons observé: et quelque étendues que puissent être les prérogatives d'un roi d'Angleterre, il dépend constamment du peuple de lui accorder, ou de lui refuser, les moyens de les exercer.

Ce droit qu'a le peuple d'Angleterre, fait la grande différence entre lui et toutes les autres

nations dont le gouvernement est monarchique. Il lui donne de même un grand avantage sur celles dont la forme est républicaine, et il lui procure des moyens d'influer sur la conduite du gouvernement, non-seulement plus efficaces, mais aussi (ce qui va plus directement au but de ce chapitre) incomparablement plus solides et plus durables, que ne sont ceux réservés au peuple dans les états républicains.

Dans ces états, les droits politiques laissés ordinairement au peuple, sont ceux de voter dans les assemblées générales, soit pour passer des lois, ou pour élire des magistrats. Mais, ainsi que les avantages qui dérivent de ces droits généraux de voter ne sont jamais bien clairs aux yeux des peuples; de même ils n'ont pas généralement une idée complète des conséquences qui peuvent s'ensuivre de telle manière particulière de voter. Cela fait qu'ils n'entretiennent jamais une préférence bien décidée et constante pour une méthode plutôt que pour une autre; et il n'a été toujours que trop facile dans les républiques, soit par des propositions insidieuses faites dans certains temps au peuple, soit par des exemples concertés de longue main, ou par d'autres moyens, de réduire d'abord ses privilèges politiques à de pures cérémonies et formalités, et enfin de les abolir tout-à-fait.

Dans la république romaine, par exemple, l'usage

constant, pendant cinquante ans, était de diviser les citoyens en *centuries* lorsqu'ils devaient donner leurs suffrages; ce qui réduisait, pendant tout ce temps, le droit du plus grand nombre à peu près à rien. Après que les tribuns eurent introduit la manière de les appeler aux suffrages par tribus, le gros des citoyens n'eut à la vérité plus le même désavantage, mais les grands privilèges des magistrats dans toutes les assemblées publiques, le pouvoir qu'ils s'attribuèrent de faire passer les citoyens d'une tribu à l'autre, et nombre d'autres circonstances, continuèrent de rendre aux citoyens leurs droits de plus en plus inutiles: et de fait on ne voit pas, lorsque ces droits leur furent enfin entièrement ôtés, qu'ils en aient témoigné beaucoup de mécontentement.

En Suède, dont le gouvernement, avant la dernière révolution, tenait beaucoup de la forme républicaine, le droit laissé au peuple était d'envoyer des députés aux états du royaume, lesquels devaient donner leurs voix sur les résolutions à prendre dans cette assemblée. Mais ce privilège du peuple était d'abord grandement diminué par diverses circonstances désavantageuses, où se trouvaient placés ces députés à l'égard du corps ou *ordre* des nobles. On l'avait encore rogné, en privant les députés du droit de présenter librement leurs propositions aux états, pour les leur faire



approuver ou rejeter , en attribuant le droit exclusif de former ces propositions , à une assemblée privée , appelée le *comité secret*. Enfin , ce qui rendait ce droit du peuple toujours plus illusoire , c'était le privilège accordé à l'ordre des nobles , d'avoir un nombre de membres dans ce comité secret double de celui de tous les autres ordres ensemble. La révolution a mis en quelque sorte fin à ce droit ; et il ne paraît pas que le peuple se soit beaucoup embarrassé de se le conserver (1).

La situation des affaires en Angleterre est bien différente de celle que nous venons de décrire. Les droits politiques du peuple y sont inséparablement liés avec le droit de propriété : droit aussi difficile à invalider par artifice , que dangereux à attaquer par force. Aussi voyons-nous que les rois les plus arbitraires , lors même qu'ils ont déployé tout leur pouvoir , n'ont jamais tenté de le violer qu'avec les plus grandes précautions. Un roi d'Angleterre , qui voudrait rendre esclave son peuple , devrait commencer par où les autres rois finissent ;

(1) Je pourrais produire des exemples sans nombre , d'états républicains où le peuple a été porté tôt ou tard à consentir à la perte totale de ses privilèges politiques. Dans la république de Venise , par exemple , c'était originairement le peuple qui avait le droit , aujourd'hui confiné à un certain nombre de familles seulement , de faire des lois , et d'élire le doge et les autres magistrats.

et il ne pourrait entreprendre de priver ses sujets de leurs privilèges politiques, sans déclarer la guerre en même-temps à toute la nation, et attaquer d'abord chaque individu dans son intérêt le plus permanent, et auquel il s'entend le mieux.

De plus, le moyen qu'a le peuple d'Angleterre d'influer sur le gouvernement, non-seulement est en quelque manière à l'abri du danger de lui être enlevé ; mais il a encore un autre avantage important : c'est celui de conférer naturellement, et pour ainsi dire nécessairement, à ceux à qui le peuple confie ses intérêts, le grand privilège, décrit plus haut, de débattre entre eux toutes les questions qu'ils croient pouvoir contribuer au bien de leurs constituans, et de former de tels bills qu'ils jugent à propos, et dans les termes qu'ils veulent.

Ce privilège de mettre de nouveaux sujets en délibération, et en un mot, de proposer de nouvelles lois, qui en Angleterre est accordé aux représentans du peuple, met une autre différence très-sensible, entre la constitution de ces pays et le gouvernement des autres états libres, soit monarchies limitées ou républiques, et empêche ce qui dans ces états se trouve un moyen presque infailible de renverser les lois qui favorisent la liberté publique : c'est de les pervertir de longue

main et par des menées secrètes, comme font souvent ceux qui sont revêtus du pouvoir exécutif dans un état.

Dans ces états, le droit d'*action* ou de proposer des lois, étant toujours décerné à ceux qui y jouissent du pouvoir exécutif, non-seulement ils gagnent un ascendant général sur l'esprit du peuple au moyen des propositions insidienses et faites à propos, et le portent à révoquer les lois qui gênent leur autorité; mais de plus, quand ils ne jugent pas à propos de témoigner ouvertement leur envie à cet égard, ou craignent peut-être de ne pas réussir, ils ont une autre ressource qui, quoique plus lente dans ses opérations, n'en a pas moins d'effet par la suite: c'est de négliger l'observation des lois qu'ils désapprouvent, ou d'en refuser le bénéfice aux simples particuliers qui les réclament, et, en un mot d'introduire des méthodes qui sont entièrement déroatoires. Ces méthodes deviennent ensuite des us respectables, et enfin obtiennent force de loi.

Le peuple, même où il a part au législatif, étant toujours obligé d'obéir, n'a aucun moyen pour mettre de nouvelles entraves au cours de ces fausses méthodes, et pour faire donner un vrai sens à la loi qu'il s'est imposée. L'unique ressource des citoyens, dans cet état des choses, est d'être continuellement ou à faire des remontrances, ou à

employer la force ouverte; et faisant toujours d'inutiles efforts, soit par trop de précipitation ou trop de lenteur, ils ne peuvent défendre leurs droits sans se rendre coupable de désobéissance ou de rébellion.

Et quoique tous les politiques, qui sont toujours à proposer pour exemple dans les gouvernemens mixtes, s'accordent à dire que la liberté, quand elle est une fois perdue, ne peut se recouvrer (1), il arrive cependant que la maxime *principiis obsta*, qu'ils regardent comme l'antidote de l'esclavage, et qu'ils ne cessent jamais, par conséquent, de recommander, outre qu'elle exige un certain degré de vigilance incompatible avec la situation du peuple, est presque impraticable.

Mais la commission de représenter les griefs, qui, dans d'autres gouvernemens, est toujours l'avant-coureur des troubles domestiques, celle de chercher du redressement par voie de droit, qui excite si fort la jalousie du pouvoir dans un état, sont en Angleterre des emplois attachés aux représentans du peuple.

Il peut avoir été long-temps dans un état d'indolence pour ses intérêts les plus précieux, ses

(1) « Vous, nations libres, ressouvenez-vous de cette » maxime : qu'on peut acquérir la liberté, mais on ne peut » la recouvrer quand une fois elle est perdue. » Rousseau, *Contrat social*, ch. VIII.

représentans peuvent avoir été négligens et s'être trompés ; à l'instant où ces derniers reviennent de leurs erreurs , ou se ressouviennent de leur devoir , ils commencent , au moyen du privilège dont nous parlons , à réparer les pertes que la liberté publique a souffertes ; ils s'instruisent eux-mêmes , et tout le peuple , de ce qui fait le grand et essentiel objet de leurs intérêts ; ils prennent les précautions nécessaires pour prévenir la continuation des abus dont ils ont à se plaindre , et l'introduction de ceux qui sont à craindre ; et quelques formidables que puissent d'abord paraître les avantages dont le pouvoir gouvernant est nanti , il est ainsi constamment ou contenu ou renvoyé dans ses anciennes limites.

C'est à l'exercice de ce même privilège qu'on doit attribuer les fréquentes confirmations et les divers commentaires de la grande Charte , qui eurent lieu sous les différens règnes. Ce fut par son moyen qu'on révoqua , sans opposition , l'acte qui portait que les ordres émanés du trône devaient avoir force de loi : par cet acte la liberté publique semblait être ruinée sans ressource , et le parlement qui l'avait passé , paraît avoir fait ce que les Danois firent environ cent ans après. C'est encore par là que fut abolie , d'un consentement général , la cour de la *chambre étoilée* , tribunal qui , quoiqu'il ne fût pas approuvé , était devenu

si respectable par la longueur du temps qu'on l'avait laissé subsister, qu'il semblait avoir fixé pour toujours l'autorité illégitime qu'il donnait à la couronne. Enfin ce fut par cette prérogative qu'on ôta au conseil privé, le droit qu'il s'était arrogé d'emprisonner les sujets sans admettre de caution, et sans même en dire la cause : ce droit fut d'abord déclaré illégal par la *requête de droit* (*petition of right*) ; et les diverses tentatives tant de la cour que des juges, pour invalider cette déclaration, en employant, ou continuant des méthodes qui y étaient dérogatoires, trouvèrent à chaque fois de l'opposition ; mais cela s'opéra d'une manière paisible par de nouvelles déclarations, et enfin par le fameux acte d'*Habeas Corpus* (1).

(1) On pourrait aussi alléguer comme un exemple les warrants généraux. L'expédition de ces warrants avec le nom de la personne qu'on doit arrêter, laissé en blanc, a été une coutume qu'ont suivie pendant plus de soixante ans les secrétaires d'état ou leurs clercs. Dans un gouvernement constitué d'une différente manière, c'est-à-dire dans lequel les magistrats ou le pouvoir exécutif auraient possédé l'ame de la législation, il est difficile de dire comment la dispute se serait terminée ; ces magistrats n'auraient été que peu disposés, je pense, à dresser et publier une déclaration qui aurait rogné l'autorité qu'ils s'étaient arrogée. A Genève, le magistrat, au lieu de casser le jugement porté contre Rousseau, dont les citoyens se plaiguaient, aima mieux

Je saisisrai cette occasion pour faire observer, en général, au lecteur, comment les différentes parties du gouvernement anglais s'assistent et se supportent mutuellement. C'est parce que toute l'autorité exécutive de l'état est unie à la couronne, que le peuple peut sans danger commettre le soin de sa liberté à ses représentans : c'est parce qu'il n'a part au gouvernement que médiatement, par ces représentans, qu'il peut jouir du grand avantage de dresser et proposer de nouvelles lois ; mais pour cet effet, il est absolument nécessaire qu'il existe dans l'état un pouvoir tel que la *couronne*, c'est-à-dire un *veto* revêtu d'une autorité extraordinaire.

C'est, d'un autre côté, parce que la balance du peuple est placée dans le droit d'accorder à la couronne les subsides dont elle a besoin, que cette dernière peut être laissée, sans danger, dépositaire de cette grande autorité ; et que le droit, par exemple, dont elle est revêtue, de jager des temps convenables pour assembler et dissoudre les parlemens, droit absolument nécessaire à sa conservation, peut exister sans produire, *ipso facto*,

adopter ouvertement la maxime que les *usages* établis sont de suffisans prétextes pour déroger à la loi écrite, et peuvent la suspendre. C'est ce qui augmenta encore plus les clameurs.

la ruine de la liberté publique. Le plus beau gouvernement de la terre , ou plutôt le seul qui jusque ici ait été fondé sur des principes vraiment conformes à la nature humaine, était en danger d'être détruit totalement, lorsque Barthélemy Colomb passait en Angleterre pour enseigner à Henri VII le chemin du Mexique et du Pérou (1).

Pour finir sur ce sujet, qui pourrait ouvrir un champ infini de spéculations, j'observerai un avantage particulier au gouvernement anglais, et qui peut, plus que tout autre, contribuer à sa durée. Si l'on y fait bien attention, on s'apercevra que toutes les passions politiques de l'homme y trouvent leur exemple, et soit qu'on en considère la partie monarchique, aristocratique, ou démocratique, on y trouvera tous ses pouvoirs ordonnés, de cette manière régulière qui tend inévitablement à s'établir tôt ou tard dans toutes les sociétés humaines.

Supposons, pour un moment, que la forme du gouvernement anglais, au lieu d'avoir été l'effet du concours fortuit de plusieurs circonstances heureuses, eût été établie d'après le plan arrêté d'un

(1) De la manière dont les choses sont établies en Angleterre, la dissolution d'un parlement de la part de la couronne n'est qu'un appel au peuple, ou à un autre parlement.



homme qui eût découvert d'avance, et par le raisonnement, tous les avantages que l'expérience nous a appris devoir en résulter, lorsqu'il se serait agi de les faire envisager aux gens capables de juger de ce que cet homme avait à leur proposer, voici comment il aurait dû à peu près leur parler :

« Rien, leur aurait-il dit, n'est plus chimérique  
» qu'un état d'entière égalité, ou d'entière liberté  
» parmi les hommes. Dans toute société humaine,  
» il s'y élèvera nécessairement quelque autorité.  
» Cette autorité, après avoir été confinée par  
» degrés dans un nombre d'hommes toujours plus  
» petit, tombera enfin, par une nécessité cons-  
» tamment la même, entre les mains d'un seul  
» conducteur; et ces deux effets, dont l'histoire  
» fournit des exemples journaliers, provenant de  
» l'ambition d'une partie des humains, et des di-  
» verses affections et passions de l'autre, sont ab-  
» solument inévitables.

» Admettons donc ce mal tout d'un coup, puis-  
» qu'il est impossible de l'éviter. Établissons un  
» chef parmi nous, puisque tôt ou tard il faudra  
» en avoir un : de cette manière nous préviendrons  
» les conflits qui s'élèveraient entre les compéti-  
» teurs pour cette station. Mais surtout n'en éta-  
» blissons qu'un, de peur qu'un entre plusieurs,  
» après s'être élevé successivement sur les ruines  
» de ses rivaux, ne s'établisse lui-même, que nous

» le voulions ou non , par une suite des combinai-  
» sons les plus pernicieuses.

» Donnons-lui tout ce qu'il nous sera possible  
» de donner sans mettre en danger notre sûreté.  
» Appelons-le notre souverain ; autorisons-le à  
» considérer l'état comme son patrimoine ; enfin ,  
» accordons-lui tels privilèges personnels qu'aucun  
» de nous ne puisse jamais espérer de l'égaliser , et  
» nous verrons que ce que nous étions d'abord  
» enclins à considérer comme un grand mal , est  
» réellement une source d'avantages pour la com-  
» munauté , nous n'en serons que mieux en état  
» de mettre des bornes à un pouvoir que nous  
» aurons ainsi fixé à un point : nous n'en aurons  
» que mieux intéressé celui que nous aurons mis  
» en possession de tant d'avantages , à remplir fidè-  
» lement son devoir ; et nous en aurons fait ainsi ,  
» pour chacun de nous , un puissant protecteur  
» dans l'intérieur ; et , quant à toute la commu-  
» nauté , un défenseur contre les ennemis du  
» dehors , supérieur à toute tentation de trahir  
» l'état.

» Vous observerez aussi , ( continuerait cet  
» homme ) , que dans tous les états il s'y élève na-  
» turellement , autour de celui ou de ceux qui se  
» trouvent revêtus de l'autorité publique , une  
» classe de gens qui , sans avoir aucune part réelle  
» à cette autorité , en partagent néanmoins le

» lustre , et qui par là même qu'ils prétendent  
» d'être distingués du reste de la société, en de-  
» viennent une classe distincte : et cette distinc-  
» tion, quoique de pure opinion , et subreptice  
» dans son origine, devient à la longue une source  
» d'effets insupportables.

» Réglons donc ce mal aussi, dès que nous ne  
» pouvons le prévenir entièrement. Établissons  
» cette classe d'hommes, qui sans cela, végéterait  
» parmi nous à notre insu, et acquerrait insensible-  
» ment les plus pernicioeux privilèges : accordons-  
» leur ces distinctions visibles et non équivoques,  
» dont on connaîtra mieux, par ce moyen, la  
» nature et l'étendue, et qui en risqueront moins  
» de devenir dangereuses à la longue. Par ce même  
» moyen, nous ôterons l'espoir à d'autres d'usur-  
» per ces distinctions ; et comme il ne suffira plus  
» à l'avenir d'y prétendre, pour se faire de cette  
» prétention un titre à les obtenir, il en arrivera  
» que tout individu qui ne sera pas expressément  
» compris dans cette classe distinguée, devra con-  
» tinuer de se confesser lui-même un homme du  
» peuple. Enfin, de même que j'ai dit ci-devant  
» de nous choisir un maître, afin de ne pas en  
» avoir cinquante, je dis ici : établissons trois cents  
» seigneurs, pour ne pas avoir dix nobles.

» D'ailleurs, notre fierté s'accordera mieux  
» avec une supériorité qu'elle ne pensera plus à

» disputer. Ceux-là même qui s'en trouveront  
» avantagés, nous voyant les premiers à la recon-  
» naître, ne se croiront pas dans la nécessité  
» d'être insolens pour nous en fournir la preuve.  
» Sûrs de leurs privilèges, toute mesure violente  
» de leur part, pour les maintenir, ou du moins  
» pour les amplifier, leur sera interdite : ils ne se  
» combineront jamais avec beaucoup de véhémence,  
» si ce n'est dans les cas où ils auront  
» réellement lieu de se croire en danger ; et de là  
» même que nous les aurons rendus incontestablement  
» grands, nous aurons la chance de les  
» voir souvent se conduire en citoyens modestes  
» et vertueux.

» Enfin ces grands, unis en assemblée régulière,  
» formeront un corps intermédiaire dans l'état,  
» c'est-à-dire, une partie fort utile du gouvernement.

» Après cela, continuerait notre législateur,  
» il faut que nous influions aussi sur le gouvernement,  
» cela est nécessaire pour notre sûreté ; il  
» ne l'est pas moins pour celle du gouvernement  
» lui-même. Mais l'expérience doit vous avoir  
» appris qu'une grande multitude d'hommes ne  
» saurait agir, à moins d'être, sans le savoir,  
» l'instrument des desseins d'un petit nombre de  
» personnes, et que le pouvoir du peuple n'est  
» jamais que le pouvoir de quelques chefs de parti

» qui, sans qu'on puisse, la plupart du temps,  
» dire quand, ni comment, ont su s'emparer de  
» la direction de son exercice.

» Prévenons donc aussi cet inconvénient. Effec-  
» tuons ouvertement ce qui autrement s'effectue-  
» rait en secret. Confions notre pouvoir, avant  
» qu'il nous soit enlevé par adresse. Ceux que  
» nous en aurons ainsi expressément fait les dépo-  
» sitaires, délivrés de l'inquiétude de se le conser-  
» ver, n'auront pour objet que de le rendre utile.  
» Ils ne nous en craindront que plus, pour n'avoir  
» pas été obligés de nous en imposer; et au lieu  
» d'un petit nombre de conducteurs qui croiraient  
» dériver toute leur importance de leur dextérité,  
» nous aurons des représentans d'office, auxquels  
» nous pourrions demander compte des maux de  
» l'état.

» Mais surtout, en composant ainsi notre gou-  
» vernement d'un petit nombre de personnes,  
» nous préviendrons tout désordre qui pourrait y  
» arriver, du danger de devenir jamais général.  
» Bien plus, nous le rendrons susceptible de com-  
» binaisons et de ressources inestimables, et qui  
» seraient impossibles dans celui de tous les gou-  
» vernemens qui ne saurait jamais être que sédi-  
» tion et que confusion.

» Bref, en nous dépouillant expressément nous-  
» mêmes d'un pouvoir, dont nous n'aurions eu

» tout au plus que la jouissance apparente, nous  
» aurons le droit de faire des conditions pour nous-  
» mêmes : nous exigerons que notre liberté soit  
» augmentée : nous nous réserverons surtout de  
» veiller et censurer une administration, qui ne  
» se trouvera établie que de notre consentement.  
» Pour n'en être que les spectateurs, nous en ver-  
» rons mieux les défauts : pour n'y avoir eu au-  
» cune part, nous l'en corrigerons mieux (1). »

La Constitution anglaise étant fondée sur les principes que nous venons de décrire, l'on ne saurait faire aucune comparaison juste entre elle et le gouvernement de tout autre état ; et, puisqu'elle garantit à ses sujets, non-seulement la liberté, mais une satisfaction à tous égards générale, et bien supérieure à celle dont on jouit sous les autres gouvernemens, cette considération seule, sans autre, doit faire conclure qu'elle a aussi plus d'apparence d'être durable.

(1) Il pouvait ajouter : « Comme nous ne chercherons  
» pas à contrarier la nature, mais plutôt à la suivre, nous  
» pourrons nous procurer une législation douce : ne nous  
» alarmons pas sans sujet du pouvoir d'un seul homme ; il  
» ne faudra ni *roche tarpeïenne*, ni *conseil de dix* : en  
» laissant expressément au peuple la liberté d'examiner la  
» conduite du gouvernement, et de chercher à le corri-  
» ger, nous n'aurons besoin ni de prisons d'état, ni de  
» mouchards. »

Que l'on observe tellement la manière frappante dont elle s'est maintenue, au milieu de commotions si générales, que sa destruction paraissait d'abord inévitable. On l'a vue se relever après les guerres entre Henri III et ses barons, après l'usurpation de Henri IV, et après les longues et sanglantes querelles entre les maisons-d'Yorek et de Lancastre : totalement détruite en apparence après la catastrophe de Charles I<sup>er</sup>., on eut beau faire les plus grands efforts pour introduire en sa place une autre forme de gouvernement; à peine Charles II eut-il été rappelé, que cette Constitution fut rétablie sur ses anciens fondemens.

Cependant, comme ce qui n'est pas arrivé dans un temps peut arriver dans un autre, il est possible que des révolutions futures (qui sont des événemens qu'aucune forme de gouvernement ne saurait totalement prévenir) finissent d'une manière différente du passé. De nouvelles combinaisons pourraient avoir lieu entre les pouvoirs qui régleraient l'état alors, dont la nature fût telle, qu'elles prévinsent le rétablissement de la Constitution sur ses anciens et vrais fondemens, lorsqu'enfin la tranquillité serait rendue à la nation; et ce serait certainement être bien hardi, que d'oser avancer, que non-seulement la forme extérieure, mais aussi le véritable esprit du gouvernement anglais, résisteraient aux chocs, si les mêmes dangers, auxquels

ils ont été exposés dans les temps antérieurs, venaient à se reproduire.

Je dis plus : les changemens funestes dont nous parlons peuvent s'introduire dans des temps paisibles, ou du moins par des moyens en apparence constitutionnels. Par exemple, quelque faction particulière peut tirer avantage du caractère foible ou de l'inconduite de quelque roi : on peut préoccuper le peuple, et se servir de sa prévention pour le faire concourir à des mesures qui tournent à sa propre ruine : des plans de réforme apparente dans la Constitution, fournis par des hommes qui ne connaissent pas bien les vrais principes et les fondemens du gouvernement, peuvent produire des effets tout-à-fait contraires à ceux qu'on s'en promettait, et préparer réellement la ruine de ce gouvernement (1). La couronne, d'un autre côté,

(1) Au lieu de chercher les principes de la politique dans leur vraie source, c'est-à-dire dans la nature des affections humaines, et dans celle des liens secrets qui unissent les hommes en société, on a traité cette science de la même manière qu'on traita la physique du temps d'Aristote, reconstruisant continuellement aux causes occultes, et à des principes d'où il n'y avait pas des conséquences utiles à tirer. Ainsi, pour fonder des assertions particulières, on a affecté d'employer le mot *constitution* dans un sens personnel; comme dans ces expressions : *la constitution aime, la constitution défend*, etc. Dans d'autres temps on a eu recours au



pent, par l'acquisition des domaines étrangers, acquérir une indépendance, par rapport au peuple, qui serait fatale : et si (pour ne pas particulariser davantage les choses) l'on me demandait d'indiquer les principaux événemens qui, s'ils avaient jamais lieu, opéreraient la ruine immédiate du gouvernement anglais, je répondrais que le gouvernement anglais ne sera plus, soit lorsque la couronne ne dépendra plus de la nation pour ses subsides (1),

*luxe*, pour rendre raison de certains événemens; dans d'autres à une cause plus occulte, qu'on a appelée *corruption* : on a tiré encore, pour la même fin, nombre de comparaisons du corps humain. On trouve à chaque instant des défauts de ce genre dans les ouvrages de *Montesquieu*, quoique homme d'un si grand génie, et des écrits duquel on peut tirer tant de lumières. Et ce n'est pas l'obscurité seule des écrivains en politique, et l'impossibilité d'appliquer leurs spéculations à la pratique, qui doit nous prouver qu'il y a des difficultés particulières et peu communes qui accompagnent la recherche des vérités politiques; la perplexité singulière qu'éprouvent généralement les hommes les plus habiles, lorsqu'ils entreprennent de discuter quelque question politique abstraite, justifie encore cette observation, et nous avertit que les vrais et premiers principes de cette science ont leur siège dans le profond du cœur et de l'entendement humain.

(1) Cette idée est absolument celle que *Montesquieu* a exprimé en ces termes : « Lorsque le pouvoir législatif sera » plus corrompu que le pouvoir exécutif. » Proposition

ou lorsque les représentans du peuple commenceront à partager l'autorité exécutive (1).

que M. de Lolme s'attache à réfuter dans ce chapitre, et à laquelle il finit par revenir. C.

(1) Et si quelque jour un changement dangereux devait avoir lieu dans la constitution anglaise, dont le peuple ne pût pas découvrir d'abord la tendance pernicieuse, des atteintes portées à la liberté de la presse, et au pouvoir des jurés, pourront lui servir de tocsin.

---

CHAPITRE XX.

*Quelques idées sur les tentatives qu'on pourrait faire en divers temps pour diminuer le pouvoir de la couronne, et sur les fâcheuses conséquences qui en résulteraient.*

---

L'AUTORITÉ de la couronne, en Angleterre, tient à des racines plus profondes et en plus grand nombre, qu'on ne le pense en général, comme on l'a déjà observé dans un des chapitres précédens; et il n'y a aucun lieu de craindre que dans des temps de paix ordinaires, elle vienne à perdre quelque branche essentielle de ses prérogatives, par les spéculations de pure théorie dont se repaissent les politiques. Cependant il n'est pas absolument impossible que, par le concours de plusieurs circonstances, il ne puisse arriver quelque chose de semblable. D'abord on pourrait se prévaloir de la minorité, ou de l'inexpérience et des bévues de la personne qui occuperait le trône, ainsi qu'on

en a un exemple remarquable sous le règne de George I<sup>er</sup>., lorsque le bill qu'il fixait dorénavant le nombre des pairs était à l'examen dans la chambre des communes, à qui il avait été envoyé de la haute, où il avait passé. Le roi connaissait alors si peu ses propres intérêts, de même que la Constitution du gouvernement qu'il était venu présider, que s'étant laissé persuader par le parti qui souhaitait que le bill eût lieu, que le rejet qu'en faisait la chambre des communes ne devait s'attribuer qu'à l'idée où elle était que ce bill ne lui agréait pas, il se laissa gagner pour lui envoyer dire que cette opinion était mal fondée, et que si elle approuvait le bill il y donnerait son assentiment (1). Vu les conséquences sérieuses qui devaient résulter d'un tel bill, le fait est certainement très-remarquable (2).

Outre les désavantages particuliers que peut éprouver le souverain en défendant ses droits, il peut arriver d'autres inconvéniens, tels que les longs murmures du peuple sur de certains abus dans l'administration. Le public alors étant en général appliqué, et à remédier aux abus dont il se plaint, et à en prévenir de semblables pour l'avenir, souhaiterait peut-être voir ôter à la couronne la

(1) Voyez la Collection des *débats de parlements*.

(2) On a parlé de ce bill plus haut.

prérogative qui y a donné lieu : on verrait pour le coup dans tous les esprits une disposition générale à approuver de telles mesures violentes, si tant est qu'on les effectuat. Mais en même temps on ne ferait pas réflexion que la seule conséquence essentielle qui résulterait d'ôter à la couronne cette branche d'autorité qui fait le sujet des murmures du public, serait de l'avoir transférée de son lieu dans un autre, et confiée à des hommes nouveaux, qui auraient tout l'air d'en faire un plus grand abus que celui qui la possédait auparavant.

En général, on peut établir comme une maxime, que dans toute espèce de gouvernement, il faut qu'il s'y manifeste quelque autorité, et qu'elle soit fixée quelque part : si la Constitution n'admet point de roi, le pouvoir suprême est entre les mains des magistrats. Si, par contre, un gouvernement, quoique limité, tient de la monarchie, ce qu'on retranche des prérogatives du souverain doit toujours cependant subsister, et passer ensuite à un sénat ou à une assemblée des grands de la nation, quel que soit le nom qu'on lui donne.

Ainsi, dans le royaume de Suède, qui, ayant été une monarchie limitée, peut fournir des exemples très-applicables au gouvernement de ce pays; dans ce royaume, dis-je, nous trouvons que le droit de convoquer les états généraux (ou le parlement) a été ôté à la couronne; mais en même

temps on peut remarquer que les sénateurs suédois se l'étaient arrogé. Je veux parler ici du gouvernement de Suède, tel qu'il était avant la dernière révolution.

\* La prérogative dont jouissaient les rois de Suède, de conférer des charges et des emplois ; avait aussi été fort diminuée. Mais ce qui manquait à l'autorité royale, le sénat en était en possession ; il avait droit de nommer trois personnes pour chaque place vacante, et le roi en devait choisir une.

Le roi de Suède n'avait qu'un pouvoir limité, quant au pardon des délits ; mais le sénat jouissait de même de ce qui manquait à cette prérogative ; et il nommait deux personnes, sans le consentement de qui le roi ne pouvait exempter aucun criminel du châtiment qu'il avait mérité.

Le roi d'Angleterre a un pouvoir exclusif quant aux affaires étrangères, la guerre, la paix, les traités, etc. ; quant à tout ce qui concerne le militaire, ayant à sa disposition les troupes de terre, la marine, etc. Le roi de Suède n'avait aucune de ces grandes prérogatives ; mais elles n'en existaient pas moins : tout ce qui avait rapport aux objets ci-dessus, se traitait dans le sénat, la majorité des voix en décidait ; le roi devait s'y conformer, et son seul privilège était d'avoir deux voix (1).

(1) Le sénat de Suède était ordinairement composé de

Si nous poussons plus loin nos recherches sur ce sujet, nous trouverons que le roi de Suède ne pouvait pas élever qui il lui plaisait au grade de sénateur, comme le peut le roi d'Angleterre quant à la place de membre du conseil privé; mais les états de Suède, dans l'assemblée desquels la noblesse jouissait de très-grands avantages, possédaient une partie du droit dont je parle, conjointement avec le roi. Quand il vaquait quelque place dans le sénat, il nommait trois personnes, et le roi devait en choisir une.

seize membres. Pour les affaires de petite importance, il formait deux corps, dans chacun desquels il fallait qu'il y eût sept membres pour valider les affaires qui s'y traitaient : quand il s'agissait de quelque chose d'important, les deux corps se réunissaient et formaient le sénat entier : il fallait dix membres pour donner force aux délibérations. Quand le roi ne pouvait ou ne voulait pas y assister, le sénat passait outre, et on s'en rapportait également à la pluralité des voix.

Comme le sceau du roi était nécessaire pour mettre en exécution ce que le sénat avait résolu, Adolphe Frédéric, père du roi régnant, essaya, par le refus de prêter le sien, d'acquiescer l'autorité qu'il ne pouvait se procurer par son suffrage, et d'arrêter ainsi les résolutions du sénat. En conséquence de cette prétention il s'éleva de grands débats, qui continuèrent pendant quelque temps ; mais enfin, en 1756, le roi fut obligé de céder au sénat, qui fit faire un sceau, qu'on appela le *sceau du roi*, et qu'il apposait à ses procédures, quand le roi refusait de prêter le sien.

Le roi d'Angleterre peut en tout temps priver ses ministres de leurs emplois respectifs. Le roi de Suède n'en pouvait pas faire de même; mais le sénat jouissait par contre de ce droit, et il pouvait ôter l'emploi aux sénateurs et à toutes les personnes qui avaient part à l'administration.

Le roi d'Angleterre a le pouvoir de dissoudre ou tenir assemblé tant qu'il lui plaît son parlement. Le roi de Suède ne l'avait pas; mais les états pouvaient eux-mêmes prolonger le temps de leurs séances, comme ils le jugeaient à propos.

Les personnes qui pensent que les prérogatives d'un roi ne sauraient être trop limitées, et que le pouvoir perd toute son influence sur les dispositions et les vues de ceux qui en sont nantis, suivant le nom qu'on adopte pour exprimer les charges qui le confèrent; ces personnes-là, dis-je, peuvent être contentes, sans doute, de voir ces branches d'autorité qui avaient été ôtées à un roi, distribuées en différentes classes, et partagées entre les représentans du peuple: mais ceux dont l'avis est que le pouvoir n'est jamais si bien limité et réglé, que quand il est réuni en un point unique et indivisible, qui tient la nation en respect; qui savent que les noms ne changent rien à la nature des choses, que les représentans du peuple, aussitôt qu'ils sont revêtus d'une autorité illimitée, en deviennent *ipso facto* les maîtres, ces personnes, dis-



je, ne penseront pas que ce fût un bien bon règlement dans l'ancienne Constitution de Suède, d'avoir privé le roi des prérogatives autrefois attachées à la couronne, pour en revêtir ou le sénat ou les députés du peuple, et d'avoir ainsi confié une partie des fonctions de l'autorité publique, à ces mêmes personnes dont le véritable emploi devait être seulement d'y veiller et de la contenir dans de justes bornes.

C'est à l'indivisibilité du pouvoir suprême en Angleterre qu'on doit attribuer le zèle pour l'intérêt commun, qu'on remarque dans tous les ordres; et de là naît, comme une conséquence naturelle, la liberté dont jouissent tous les sujets de quelque condition qu'ils soient. C'est l'observation qu'on a faite dans tout le cours de cet ouvrage. La moindre réflexion sur le cœur humain suffit pour nous convaincre qu'elle est véritable, et prouve en même temps le danger qu'il y aurait à faire des changemens dans la présente Constitution, par où ce zèle pour le bien commun pourrait dégénérer; à moins que nous ne soyons en même temps portés à croire que la nature, d'une main partielle, fasse les hommes de cette île d'une toute autre trempe que de celle de l'amour-propre et de l'ambition, dont elle les a toujours formés dans les autres pays (1).

(1) Il peut se faire des réglemens, qui, par leurs consé-

Mais l'expérience du passé ne nous permet pas du tout d'adopter une idée si agréable. En par-

quences, fassent perdre l'équilibre dans un état, même quoique ceux qui les proposent n'en pénètrent pas le but. Lorsque dans le premier siècle on passa le bill qui portait que la couronne devait abandonner la prérogative de dissoudre le parlement alors assemblé, le peuple en général ne pensa pas du tout aux fâcheuses conséquences qui devaient s'en suivre : bien loin de là. Le roi lui-même ne ressentit pas de grandes appréhensions à ce sujet, autrement il n'aurait pas donné son consentement : et les communes, à ce qu'il paraît, n'avaient que des idées bien faibles du grand changement que ce bill devait bientôt apporter dans la situation de leurs affaires politiques.

Quand la couronne de Suède fut, pour la première fois, dépouillée de toutes les différentes prérogatives dont nous avons parlé, il ne paraît pas que cela se soit effectué promptement et ouvertement ; mais il est très-probable que le tout avait été préparé de longue-main par des réglemens indirects faits à propos, et dont à peine quelqu'un pouvait prévoir le but, lors de leur formation.

Lorsqu'il s'agissait du bill dont on a parlé plus haut, par lequel la chambre des pairs devait être fixée pour l'avenir à un certain nombre de membres, qu'on ne devait pas passer, il y eut à peine quelqu'un qui fit attention aux grandes conséquences qui devaient résulter de ce bill pour la constitution. Le roi même n'y vit certainement aucun mal, puisqu'il envoya publiquement un message pour en accélérer la passation : démarche dont je ne saurais dire jusqu'à quel point elle était irrégulière et blâmable. Le bill fut, à ce qu'il paraît, généralement approuvé du public. Le sort en

courant l'histoire de ce pays, nous y verrons que les soins qu'ont pris les législateurs pour le bien être des sujets, ont toujours été proportionnés aux circonstances où ils se sont trouvés. Lorsque

fut long-temps douteux dans la chambre des communes ; et elles n'acquirent pas non plus une grande gloire dans l'esprit du gros de la nation, en la rejetant à la fin : et le juge Blackstone, comme je le trouve dans ses commentaires, ne paraît pas avoir beaucoup réfléchi sur ce bill et sa réjection, vu qu'il se contente d'observer que les communes « souhaitaient de tenir la porte de la chambre- » haute aussi ouverte que possible. » Cependant il ne se mit jamais sur le tapis, dans le parlement, un bill qui fut d'une plus grande importance pour la constitution, puisque sa passation aurait libéré la chambre-haute, tant dans son pouvoir judiciaire que dans celui de faire des lois, de toute restreinte quelconque quant au gouvernement, soit de la part du roi, soit de celle de la nation. Il n'est même pas douteux qu'elle n'eût acquis avec le temps le droit d'élire ses propres membres : quoiqu'il serait inutile de marquer ici par quelle suite d'événemens intermédiaires cela aurait pu s'effectuer. S'il y avait effectivement un tel projet chez les premiers inventeurs de ce bill, c'est ce qui ne paraît pas ; mais un certain nombre de membres de cette chambre y auraient pensé assez tôt, si le bill en question avait eu force de loi ; et ils auraient certainement réussi pourvu qu'ils eussent eu la patience d'attendre. Il s'en serait ensuivi d'autres changemens également importans dans la substance, et peut-être dans la forme extérieure du gouvernement.

par la minorité ou l'humeur facile du prince régnant, ou d'autres circonstances, on commença d'écarter la crainte d'une autorité supérieure, on abandonna aussitôt plus ou moins la cause publique, et la recherche de la prépondérance et des postes lucratifs tint lieu de patriotisme. Lorsque sous le règne de Charles I<sup>er</sup>, l'autorité de la couronne fut totalement éclipsée pendant un certain temps, ces mêmes hommes qui, jusqu'alors n'avaient parlé que de grande Charte et de liberté, tâchèrent aussitôt de les fouler toutes les deux au pied, en face du public.

Dès ce temps-là, l'ancienne Constitution du gouvernement ayant été rétablie, on a défendu avec beaucoup de chaleur et d'intérêt les grandes barrières de la liberté; mais s'il s'est fait quelques lois partiales ou faux réglemens, surtout depuis la révolution de 1689; si on a laissé subsister quelques abus nuisibles à de certaines classes d'individus (faits de la vérité desquels je ne me propose pas ici de me rendre garant), on trouvera certainement, qu'au fond, ces lois et ces abus étaient tels, que les membres de la législature savaient bien que, suivant toute apparence, ni eux ni les leurs n'en souffriraient pas.

Si, par quelque nouveau règlement qui tendit à restreindre l'autorité royale, ou par quelque prompt révolution dans les affaires politiques,

quelque corps particulier ou classe d'individus venait jamais à acquérir une certaine indépendance et même à avoir part à l'administration, on verrait aussitôt le zèle pour le bien public et le patriotisme, tant des législateurs que des grands, cesser avec sa cause, et l'aristocratie, comme si elle n'attendait que l'occasion, éclater tout à coup et se répandre dans le royaume.

Ceux qui sont présentement les ministres, étant alors les compétiteurs de la couronne, se mettraient à l'instant au-dessus des lois, et bientôt après assureraient le même privilège à leurs partisans.

Comme dans cette même époque on n'aspire-rait qu'à se rendre indépendans et à commander aux autres, l'acte d'*Habeas Corpus*, et en général toutes les lois précieuses aux sujets de tout ordre, et qu'ils envisagent comme leur boulevard, tomberaient dans le mépris, et on n'en parlerait que comme d'un recours qui ne convient qu'à des campagnards ou à de simples bourgeois : on les mettrait même bientôt de côté, comme portant ombrage aux prudentes et salutaires innovations du sénat.

Prétendre que les sujets de tout ordre ont un droit égal de propriété, et soutenir que tout homme est libre, serait une assertion qu'on y regarderait comme erronée, et que le juge même

sur son tribunal tournerait en ridicule, et la liberté de la presse, maintenant soutenue avec tant de zèle par toutes les classes d'individus, serait tout à coup décriée et même supprimée, comme ne servant qu'à nourrir l'insolence et l'orgueil d'une nation rebelle.

Et qu'on ne croie pas qu'il fût facile au peuple abusé, dont nous voyons les représentans se défendre avec tant de chaleur contre le pouvoir *indivisible* de la couronne, de trouver au milieu de cette dévastation de tout ce qu'il a de plus cher, des hommes également disposés à mettre un frein à l'autorité usurpatrice d'un corps de nobles, pendant qu'ils verraient jour à s'y frayer aussi une route.

Ce ne serait plus le temps où le peuple, quels que fussent les hommes qu'il avait choisis, était sûr de les trouver toujours prêts à se réunir avec zèle pour le maintien de chaque branche considérable de la liberté publique.

Comme de la confiance du public, il résulterait alors des vues qui tendraient à s'attirer quelque branche de pouvoir au préjudice de ses semblables, sans avoir égard aux lois, il arriverait que partout où le peuple chercherait des ministres, il ne trouverait que des traîtres. Corrompant, pour ainsi dire, tout ce qu'ils viendraient à toucher, ils n'accorderaient de faveur à quelque individu que

pour étouffer son zèle pour le bien public, et pour répéter ce que j'ai dit dans un chapitre précédent, « en élevant un homme ils lui inspireraient aussitôt » des vues directement contraires aux leurs, et » l'enverraient augmenter le nombre de leurs » ennemis. »

Toutes ces considérations font voir avec une sorte d'énergie combien il est nécessaire d'user du plus grand ménagement dans la tâche difficile de mettre de nouvelles bornes à l'administration. Que la partie la moins éclairée du peuple, dont le zèle doit être maintenu par des objets visibles, regarde donc, si elle veut, la couronne comme le siège des maux auxquels elle est exposée ; de faux préjugés de telles gens sont moins à craindre que l'indifférence quant aux affaires politiques, et ils se laisseront plus aisément conduire que réveiller ; mais en même temps que ceux qui sont les plus éclairés dans la nation se ressouvient continuellement, que la Constitution ne subsiste que par le moyen d'un parfait équilibre, par la chaîne qui lie le pouvoir avec la liberté.

Rendu sage par l'exemple de plusieurs autres nations, et par ceux que fournit l'histoire même de ce pays, que le peuple dans la chaleur de ses débats, pour la défense de la liberté, prenne toujours garde de n'atteindre que le but et jamais de le passer, de se contenter de mettre des bornes

à l'administration, sans jamais la diviser en tant de différentes branches.

Au milieu des alarmes que peut, en de certains temps, causer l'autorité vraiment imposante de la couronne, qu'on se ressouvienne d'un côté, que le pouvoir même des Tudors trouva des bornes et fut enfin annulé, et de l'autre qu'on regarde comme une maxime fondamentale, que toutes les fois que la perspective du pouvoir personnel et de l'indépendance, quant à l'autorité dans le gouvernement, s'offrira aux yeux des membres de la législature, ou de ceux en général en qui le peuple doit avoir sa confiance, il n'y aura plus rien à espérer. Le Hollandais, au milieu d'une tempête, quoique se reposant sur la force éprouvée des remparts qui le garantissent, frémit encore, sans doute, à la vue du terrible élément qui l'environne; mais tous ceux de sa nation se crurent perdus quand les vers se mirent à leurs pilotis (1).

(1) On peut, sans y prendre garde, adopter de nouvelles formes qui se trouvent nuisibles à la vraie constitution d'un gouvernement; tout comme on peut mêler dans une religion de faux préjugés et des cérémonies telles que je les décris dans mon ouvrage intitulé : *Mémoire sur la superstition des hommes*; et par là en pervertir le vrai but.



## CHAPITRE XXI.

*Quelques observations sur le droit de taxe que possèdent les représentans du peuple. — A quels inconvéniens ce droit peut être exposé.*

LA plupart des gens, ou du moins les politiques, semblent ne considérer le droit de taxe, dont jouit la nation anglaise, que comme un moyen d'assurer la propriété de chaque individu contre les tentatives de la couronne; pendant qu'ils ne font pas attention à ce qu'il y a de plus noble dans ce privilège, et ne découvrent pas jusqu'où s'étend son influence.

Le droit que possède le peuple en Angleterre, d'accorder des subsides à la couronne, est la sauve-garde de toutes ses autres prérogatives, tant pour le culte que pour le civil: c'est un moyen régulier que lui donne la Constitution, d'influer sur les démarches du pouvoir exécutif; et c'est ce qui forme le lien qui lui unit ce dernier. En un-mot, ce privilège lui est un sur-garant que

son souverain , qui peut congédier ses représentans à volonté , ne pensera jamais à gouverner sans leur secours.

Si , par des événemens imprévus , la couronne pouvait ne plus dépendre du peuple pour les subsides , telle est l'étendue de sa prérogative , que dès ce moment , toutes les ressources qu'à la nation pour maintenir sa liberté , seraient anéanties ; il ne lui en resterait aucune , excepté celle de recourir à la violence , moyen bien fâcheux et bien incertain ; qui , après tout , n'est que le droit dont les peuples les plus esclaves jouissent.

Supposons , par exemple , qu'il se commît des abus dans l'administration , qui , par un prompt changement ou des méthodes toutes nouvelles , vinssent à frapper les fondemens de la liberté des sujets ; le peuple , dira-t-on , aurait alors recouru au pouvoir législatif que possèdent ses représentans. Ceux-ci , à la première occasion , feraient usage de leurs droits , et formeraient des bills qui tendraient à empêcher de pareils abus à l'avenir. Mais il faut observer ici , que l'assentiment du souverain est nécessaire pour donner force de loi à ces bills ; et si , comme nous venons de le supposer , il n'avait pas besoin du secours des communes , comment obtiendraient-elles son assentiment pour les lois créées exprès pour diminuer son autorité ?

Supposons encore que , au lieu de se contenter

de marcher à pas lents au despotisme, celui qui jouit du pouvoir exécutif, ou ses ministres, vou-  
lussent tout à coup envahir la liberté des sujets ;  
que tous ceux qui sont utiles au public, les imprimeurs, par exemple, vinssent à être détruits par l'épée, ou pour faire les choses avec plus d'apparence de justice, qu'on leur fit leur procès devant les tribunaux : alors, dira-t-on, les représentans du peuple rechercheraient ceux qui seraient les auteurs de tels procédés. Quoiqu'ils ne pussent pas se permettre d'attaquer le roi, qui personnellement est hors de l'atteinte de tout tribunal, ils se saisiraient, du moins, de ceux qui ont été les instrumens immédiats de ses procédés tyranniques, et tâcheraient, en leur infligeant la punition qu'ils mériteraient, de détourner à l'avenir tous juges ou ministres qui voudraient les imiter. J'accorde tout cela, et j'ajouterai même que, dans les circonstances où se trouvent maintenant les représentans du peuple, et ayant affaire à un souverain qui ne peut jouir d'aucune prérogative sans leur secours, il est très-apparent qu'ils réussiraient dans des démarches aussi louables. Mais si, au contraire, le roi, comme nous venons de le supposer, n'avait aucun besoin de leur assistance, et savait de plus qu'il ne serait jamais dans ce cas, il n'est pas naturel de croire qu'il voulût rester tranquille spectateur de leurs procédés. Ces accusations

qu'ils intenteraient ainsi seraient aussitôt le signal de leur congé; et le roi se hâterait, en les renvoyant chacun chez eux, et de se venger de ce qu'on appellerait l'insolence des communes, et de rassurer ses ministres.

Mais ce sont là encore de vaines suppositions; le mal irait bien plus loin, et nous pouvons être assurés, que si jamais la couronne était en état de gouverner sans le secours des représentans du peuple, elle les congédierait pour toujours, et se débarrasserait ainsi d'une assemblée qui, pendant qu'elle continuerait d'être un obstacle à son pouvoir, ne lui serait plus d'aucune utilité. C'est ce que Charles I<sup>er</sup> essaya de faire quand il vit que ses parlemens commençaient à se mutiner; et ce que les rois de France ont fait réellement quant aux états généraux de leur royaume.

Et en effet, si l'on considère jusqu'où s'étend la prérogative des rois d'Angleterre, et surtout si l'on remarque qu'il réunit complètement en sa personne tout le pouvoir exécutif et actif de l'état, on trouvera qu'on peut dire sans exagération, qu'il a assez d'autorité pour se rendre aussi despote que les rois de France, si ce n'était le droit de taxe, qui, en Angleterre, appartient au peuple; et la seule différence qui se trouve entre la Constitution de la France et celle de l'Angleterre, c'est que, dans la première, le souverain ne peut ni recevoir de bien-

fait de son peuple, ni en être gêné dans ses mesures, pendant que, dans la dernière, quelque étendue que soit la prérogative du roi, on peut lui refuser les moyens de l'exercer.

Mais il faut faire ici une observation très-importante, et je prie le lecteur de s'y arrêter un moment. Ce droit d'accorder des subsides à la couronne ne peut avoir lieu que dans un seul congrès. Quand il est au pouvoir de plusieurs assemblées de fournir séparément aux besoins du prince, cela change entièrement la face des choses. La concurrence qui a si aisément lieu entre deux corps différens, et même la simple persuasion qu'a chacun d'eux de sa propre incapacité à empêcher les mesures du souverain, fait qu'il leur est impossible de faire aucun usage du privilège que leur donne la Constitution.

« Ces différens parlemens ou états (pour répéter  
» l'observation que j'ai faite dans la première partie  
» de cet ouvrage) n'ayant d'autre moyen de se  
» rendre recommandables à leur souverain, que  
» de souscrire, le plus promptement possible  
» à ses demandes, se hâtent d'accorder à l'envi les  
» uns des autres, ce que non-seulement il serait  
» inutile, mais encore dangereux de refuser. Et le  
» roi, dans ces entrefaites, vient bientôt à deman-  
» der comme un tribut un don gratuit qu'il est  
» sûr d'obtenir. » En un mot, on peut établir  
comme une maxime, que quand un souverain doit

dépendre, quant à ses subsides, de plus d'une assemblée, c'est tout comme s'il ne dépendait d'aucune. Et en effet, le roi de France n'est indépendant de son peuple, quant à sa dépense nécessaire, que parce qu'il la doit aux suffrages des diverses assemblées de ses sujets représentans : ces derniers ont en apparence le droit de refuser toutes ses demandes, et de même que les Anglais appellent ce qu'ils accordent à leurs rois, aides ou subsides, les états des provinces de France les nomment *dons gratuits*.

Quelle est donc la différence qui se trouve entre la situation politique des nations française et anglaise, puisque leurs droits paraissent être les mêmes, quant à l'extérieur ? La voici : c'est qu'il n'y a jamais eu en Angleterre plus d'une assemblée qui pût suppléer aux besoins du monarque. C'est ce qui l'a toujours tenu dans un état de dépendance non apparent, mais réel, quant aux subsides que lui accordent les représentans du peuple ; et à quelque degré que soit la liberté des sujets, ils ont toujours trouvé par là un moyen très-efficace de la recouvrer toutes les fois qu'ils ont cru qu'il leur importait de le faire. Sous Henri VIII, par exemple, nous voyons que le despotisme de la couronne fut poussé à un point étonnant : il fut même statué que les ordonnances du souverain auraient force de loi ; ce qui, même en France, ne fut jamais déclaré

si expressément; cependant la nation n'eut pas plus tôt quitté cet état de nonchalance qui l'avait engourdie pendant si long-temps, que le pouvoir excessif de la couronne fut forcé de rentrer dans ses limites.

Ce n'est qu'au désavantage de leur situation, qu'il faut attribuer l'abaissement dans lequel les députés du peuple, dans l'assemblée qu'on appelle les états généraux en France, ont toujours été forcés de rester.

Environnés comme ils l'étaient par les diverses provinces qui partageaient autrefois ce royaume; ils ne furent jamais en état de traiter avec leur souverain; et au lieu de faire servir leur droit d'accorder des subsides à la couronne, à leur procurer à la fin une part dans la législation, ils ont toujours été bornés au chétif privilège « d'humbles supplices et de remontrances. »

Cependant ces états, ayant pour membres tous les grands seigneurs de la France, commencèrent enfin à donner de l'ombrage; et comme dans ce temps-là le roi pouvait se passer de leur secours, on les abolit. Mais on a conservé jusqu'à ce jour plusieurs assemblées particulières de provinces; on en a rétabli quelques-unes, qui, par de certaines raisons, n'avaient été suspendues que pour un temps. Et la couronne a trouvé ces assemblées populaires si flexibles à ses volontés, quand elle n.

affaire à plusieurs, que cette espèce de gouvernement, dont je parle, a paru le mieux convenir à la Corse; ainsi cette île est devenue un *pays d'états* (1).

(1) On peut se former une idée de la manière dont les états de Bretagne accordaient leur quote part de subsides à la couronne, sous le règne de Louis XIV, de quelques traits plaisans qui se trouvent dans les lettres de madame de Sévigné, dont la terre était dans cette province, et qui avait souvent assisté à la tenue de ces états. Il ne paraît pas qu'on regardât cette transaction comme une affaire sérieuse : tout le temps de la séance de cette assemblée était une suite continuelle de fêtes et d'amusemens : l'examen des demandes de la couronne se faisait le plus souvent à la table du gentilhomme qui avait été député de la cour pour tenir les états; et tout se décidait ordinairement par une espèce d'acclamation. Dans une de ces assemblées d'état, le duc de *Chaulnes*, seigneur député, après avoir obtenu la demande de la cour, reçut un présent de 50,000 écus pour lui, outre un autre fort considérable pour la duchesse son épouse; et la dame que je cite ici, faisant une espèce d'apologie assez plaisante sur ces dons gratuits, dit : *Ce n'est pas que nous soyons riches; mais nous sommes honnêtes; nous avons du courage, et entre midi et une heure, nous ne savons rien refuser à nos amis.*

On peut observer, que les diverses provinces de France sont obligées de payer diverses taxes, outre celles que leur imposent leurs propres états. Le doyen Tucker, dans un de ses traités, où il a jugé à propos de citer cet ouvrage, a ajouté l'exemple ci-dessus des provinces de France; celui



Que la couronne, en Angleterre, vienne tout à coup à se rendre indépendante des communes pour ses subsides, c'est-à-dire, à s'arroger avec succès le droit de mettre de sa propre autorité des impôts sur les sujets, c'est là sûrement ce qu'il n'y a pas fort apparence qui arrive, ni qui doive aujourd'hui faire naître quelque espèce de crainte quant aux affaires politiques. Mais il n'est pas également improbable que le droit des représentans du peuple ne vienne à périliter, s'il venait à se diviser de la manière dont on vient de le décrire.

C'est ce qui pourrait se faire de différentes manières. Par exemple, des calamités qui affligeraient la nation, des guerres malheureuses dans l'étranger qui feraient perdre le crédit du public, pourraient suggérer des méthodes pour lever les subsides nécessaires, différentes de celles qu'on a employées jusqu'ici. Diviser le royaume en un certain nombre de départemens qui, chacun pour sa quote part, voterait pour l'octroi des subsides qu'il faut à la couronne, ou même obliger les divers comtés qui composent maintenant l'An-

des assemblées des Pays-Bas autrichiens, qui est très-concluant. Et on pourrait, dans le même but, alléguer ceux de tous les royaumes de l'Europe, où se tiennent des états provinciaux.

gleterre à se cotiser séparément; ce serait là des expédiens qu'on regarderait comme convenables, et qui, une fois adoptés, pourraient être continués ensuite.

Une autre division de ce droit du peuple, et qui aurait plus vraisemblablement lieu que celles qu'on vient de nommer, pourrait provenir de l'acquisition de domaines dans l'étranger, dont les habitans viendraient à demander et ensuite à obtenir le droit de traiter directement avec la couronne; et de lui accorder des subsides, sans s'assujétir aux lois de la Grande-Bretagne.

Si quelques colonies venaient à acquérir le droit dont je parle; si celles d'Amérique, par exemple, l'avaient acquis, comme elles le prétendaient, il n'est pas douteux que les conséquences qui ont résulté d'une division semblable dans la plupart des royaumes de l'Europe, n'eussent aussi eu lieu dans les possessions britanniques; et que l'esprit de concurrence, dont on a parlé plus haut, ne se fût avec le temps manifesté entre les différentes colonies. Ce désir de se concilier la faveur de la couronne, par le moyen du privilège de lui accorder des subsides, a été même avoué ouvertement par un député des provinces américaines (1), lors qu'étant examiné par la chambre des com-

(1) Le docteur Franklin.

munes, en 1766, il dit que : *accorder des subsides à la couronne était la seule vue qu'eussent les Américains de se rendre recommandables au chef de l'état.* Et ce qui s'est passé depuis quelques années en Amérique, prouve que les colonies n'avaient rien négligé pour obtenir des conditions favorables aux dépens de l'Angleterre et de ses lois.

Ensuite de certains événemens qui sont arrivés depuis peu, il est aussi suffisamment clair, qu'un tel esprit de concurrence pourrait de même se propager en Irlande. Et les colonies américaines eussent-elles obtenu leurs demandes, et l'Irlande et l'Amérique eussent-elles accru leurs richesses à un certain degré, le temps aurait pu venir où la couronne aurait gouverné l'Angleterre avec les subsides d'Irlande et d'Amérique ; et l'Irlande avec ceux d'Angleterre et des colonies ; et celles-ci avec l'argent, les unes des autres, et de l'Angleterre et de l'Irlande.

A tout ceci on pourrait objecter, que les subsides qu'accordent les colonies, quoique joints à ceux d'Irlande, n'auraient jamais pu monter assez haut pour contrebalancer le crédit des communes en Angleterre. Je réponds d'abord, qu'il n'aurait pas été nécessaire que les subsides qu'auraient accordé l'Irlande et l'Amérique eussent égalé ceux qu'accorde le parlement d'Angleterre : il aurait

suffi, pour produire l'effet dont nous parlons, qu'ils eussent été en certaine proportion avec ces derniers, assez considérables pour donner à la couronne un certain degré d'indépendance, et en même temps inspirer aux communes un sentiment réciproque d'infériorité, sur leur privilège indubitable d'accorder, ou plutôt de *refuser* des subsides au roi. Il faut se ressouvenir ici que ce privilège, dont je viens de parler, est le plus grand et le plus important que possède le parlement britannique; suivant la Constitution il n'en a point d'autre, comme on l'a observé au commencement de ce chapitre : cette assertion devrait être mise en balance avec le pouvoir exécutif et sans exclusion que possède la couronne, avec sa prérogative de rejeter les bills que fait le parlement, et même de le dissoudre (1).

(1) Etant avec le Docteur Franklin, chez lui, dans Cravenstreet, quelques mois avant qu'il retournât en Amérique, je lui fis part de quelques-unes des remarques contenues dans ce chapitre, et lui fis observer en général, que les prétentions des colonies américaines répugnaient directement aux principes fondamentaux de la constitution de l'Angleterre. Cette observation, je me le rappelle, le frappa beaucoup : cela le porta ensuite à me parler de l'examen qu'il avait subi dans la chambre des communes; et il conclut par me prêter le volume du recueil des *Débats parlementaires*, dans lequel il en est parlé. Trouvant que le but des prétentions des Américains, quant à la constitution,

Je rapporterai en second lieu un fait remarquable quant au sujet que je traite (qui peut servir à montrer que les politiques ne sont pas toujours d'accord avec eux-mêmes et n'ont pas une sagacité soutenue dans leurs argumens), c'est que les mêmes personnes qui insistaient le plus fortement pour qu'on accordât les demandes des colonies américaines, étaient en même temps les plus empressées à prédire la richesse et la grandeur futures de l'Amérique, et avaient accoutumé de se plaindre souvent que, la couronne se prévalait des

était un sujet qu'on ne comprenait pas généralement, j'ajoutai quelques paragraphes là-dessus, dans l'édition anglaise que je donnai, quelque temps après, de cet ouvrage; et étant maintenant sur le point de donner cette quatrième édition, j'ai pensé qu'il ne serait pas hors de propos d'écrire quelque chose de plus précis sur ce sujet, et j'ai en conséquence ajouté le présent chapitre, dans lequel j'ai transporté le petit nombre de paragraphes dont je parle, laissant à la place où ils étaient, seulement les observations générales sur le droit d'accorder des subsides, et telles qu'elles existaient ci-devant dans l'édition française. Plusieurs idées et même diverses expressions contenues dans ce chapitre parurent dans des papiers publiés (*the public advertiser*) à-peu-près vers le temps que je préparais la première édition : je les envoyai moi-même où s'imprime ce papier, sous le nom d'*Advena*. Je fais mention de ceci pour les personnes qui pourraient avoir vu par hasard l'essai dont je parle.

chétifs subsides que lui accorde le royaume d'Irlande (1).

- Si les colonies américaines eussent obtenu en entier leurs demandes, l'ordre du présent gouvernement d'Angleterre et la situation du peuple en auraient été certainement altérés, et ce changement n'aurait paru insensible qu'autant que les colonies seraient restées pauvres relativement à la nation en général (2).

(1) Par exemple, les plaintes qu'on faisait à l'occasion des pensions qui s'accordaient pour l'établissement d'Irlande.

- (2) Quand j'observe que ceux qui souhaitent voir conserver la forme et l'esprit de la constitution de l'Angleterre, n'auraient pas dû souhaiter que les colonies américaines eussent obtenu leurs demandes, je ne veux pas dire non plus qu'elles eussent dû abandonner leurs prétentions. La sagesse des ministres, quant aux affaires d'Amérique, aurait dû s'être constamment occupée à rendre les colonies utiles à l'Angleterre, et en même temps à leur cacher leur assujétissement, (précaution qui est, après tout, plus ou moins en usage dans tout gouvernement); elle aurait dû faire ses efforts pour empêcher que les intérêts opposés de l'Angleterre et de l'Amérique n'en fussent venus à une décision, et ne se fussent brouillés au point de rendre la désobéissance d'un côté, et de l'autre la triste ressource d'employer la force, presque inévitables. On s'imagine en général que les ministres emploient beaucoup de réflexion et de prévoyance dans leurs procédés; pendant qu'au fond, ces tuteurs de l'état, dans tout pays, ne pensent qu'à pour-

## CHAPITRE XXII.

## CONCLUSION.

*Quelques remarques sur la nature des divisions  
qui ont eu lieu en Angleterre.*

JE finirai cet ouvrage par un petit nombre d'observations sur l'absence totale de toute violence dans le cours et à la fin des débats et des contentions en Angleterre; tant pour faire voir de plus

voir au présent, et aux cas d'absolue nécessité; en quoi ils suivent constamment la route qui leur est frayée. Cette méthode peut très-bien servir pour le cours ordinaire des choses, et est même la plus sûre; mais lorsqu'il arrive des cas et des circonstances d'un genre nouveau, il en résulte de grossières bévues. Un jour que le fils du fameux comte Oxenstiern, chancelier de Suède, témoignait à son père combien il se défiait de ses propres talens, et la crainte où il était de se charger un jour des affaires, ce dernier lui fit cette réponse en latin : *Nescis, mi fili, quàm parvâ cum sapientiâ regitur mundus.* (Tu ignores, mon fils, avec quel peu de sagesse le monde se gouverne.)

en plus sur quels principes sains le gouvernement anglais est fondé, que pour réfuter en général l'opinion des écrivains et des politiques étrangers ; qui, induits en erreur par la chaleur apparente que l'on met quelquefois dans ces débats, et par les rumeurs qu'ils occasionent , regardent l'Angleterre comme un théâtre perpétuel de brouilleries et de divisions civiles.

Les choses en étant venues à une éruption , on ne pouvait plus s'attendre qu'elles pussent s'arranger par les offres palliatives qu'on a envoyé faire d'ici en Amérique. Quand le comte de Carlisle fut sollicité pour se mettre à la tête de la noble commission qui fit voile dans ce but là , il ne montra pas certainement autant de modestie que le fils du chancelier Oxenstiern. On a dit que , dans ce période de la querelle, les Américains ne purent s'imaginer que les propositions qu'on leur faisait faire ainsi fussent sérieuses : quoi qu'il en soit , ce ne peut pas avoir été la principale cause du mauvais succès de la commission. Ce qu'il y a de sûr , c'est qu'après qu'on eut fait ouvrir les yeux aux Américains sur l'état de leurs affaires politiques , et qu'on leur eut fait sentir les avantages de la situation de leur pays , il était presque devenu impossible de conclure avec eux aucun traité dont l'une ou l'autre nation eût eu raison de se féliciter dans la suite , ou même d'en conclure du tout. Il serait inutile de rien dire de plus sur ce sujet.

Dans les réglemens que le ministère avait préparés pour rendre les colonies utiles à la mère-patrie , il aurait dû prendre la devise d'un gentilhomme anglais : *Faire sans dire.*



De fait, si nous considérons, en premier lieu, la conduite constante que tient le parlement, nous verrons que, quelque différence qu'il y ait quelquefois dans les plans que poursuivent les divers ordres qui le composent, et quel que soit l'usage qu'ils puissent, en conséquence, faire de leurs privilèges, ils ne s'écartent jamais, l'un à l'égard de l'autre, des termes, non-seulement de la décence, mais même de cette bonne intelligence générale qui doit prévaloir entre eux.

Ainsi le roi, tout en observant le style de sa dignité, ne s'adresse jamais autrement à l'une et à l'autre chambre, que dans des termes d'égard et d'affection; et si jamais il lui plaît de refuser son consentement à leurs bills, il se contente de dire qu'il les considérera : expression assurément plus douce que le mot *Veto*.

Les deux chambres, de leur côté, quoique très-jalouses, chacune dans son enceinte, de la liberté de la parole, ont néanmoins grand soin que cette liberté n'éclate jamais en expressions peu mesurées quant à la personne du roi. Elles se sont même fait une règle constante, de ne jamais faire mention de lui quant il s'agit de blâmer l'administration; et les choses qui tombent sous leurs censures, fut-ce dans les discours prononcés par le roi en personne, (qui sont manifestement des actes du roi) ne sont jamais envisagées que comme

des fautes de ses ministres, ou, en général, de ceux qui l'ont conseillé.

Les deux chambres sont également attentives à éviter tout acte contraire au respect qu'elles se doivent mutuellement l'une à l'autre. Les différens entre elles sont rares, et occasionés par de pures méprises. Pour prévenir même tout sujet d'altercation, la coutume est que, lorsque l'une des deux chambres refuse de consentir à un bill présenté par l'autre, elle ne déclare pas formellement son refus, et la chambre, dont le bill est rejeté, n'en connaît la destinée, que parce qu'elle n'en entend plus parler; et parce que les membres peuvent en apprendre, comme particuliers, par manière de conversation.

Dans chaque chambre les membres ont soin, dans la chaleur même d'un débat, de ne jamais passer certaines bornes quant à la manière de parler les uns des autres; et s'ils s'oubliaient à cet égard, ils s'attireraient certainement la censure de la chambre. Et de même que la raison a enseigné aux hommes de s'abstenir réciproquement, dans leurs guerres, de toute injure inutile à l'objet de leurs contentions; ainsi, aussi une espèce de droits des gens (si je puis m'exprimer ainsi) s'est introduit entre les personnages qui forment le parlement, et qui s'intéressent dans les débats: le secret s'est dévoilé à eux, de pouvoir être de partis opposés,

sans pour cela se haïr ni se persécuter les uns les autres. Tout en sortant des débats les plus chauds, ils se voient sans répugnance dans le commerce ordinaire de la vie; et suspendant tout acte d'hostilité, chaque place, hors du parlement, est pour eux terre neutre.

Quant à la générosité du peuple, comme il n'est jamais appelé à donner une décision finale sur les mesures publiques, ni à concourir expressément pour les soutenir, il est encore plus dégagé de l'esprit de parti que ne le sont quelquefois les représentans. Considérant, comme nous l'avons observé, les affaires du gouvernement, comme pures matières de spéculation, il n'y a jamais dans son sein des contestations véhémentes. Encore moins le voit-on prendre une part active et violente aux différens des factions particulières, ou aux querelles des individus privés. Ces haines de famille, ces animosités de parti, ces victoires, et par conséquent ces outrages réciproques de factions qui l'emportent alternativement l'une sur l'autre; en un mot, tous les inconvéniens de cette nature, qui, dans tant d'autres états ont constamment accompagné la liberté, et auxquels les auteurs nous disent qu'il faut nous soumettre comme au prix de la liberté, sont totalement inconnus en Angleterre.

Mais, dira-t-on, ne voit-on pas les Anglais se

plaindre perpétuellement de l'administration? N'écrivent-ils, ne parlent-ils pas comme des gens continuellement exposés à souffrir toutes sortes de torts?

Je réponds que, sans doute, dans une société d'êtres sujets à erreur, il s'élèvera toujours, d'un côté ou d'autre, des sujets de mécontentement; et dans une société libre ils éclateront en plaintes manifestes. D'ailleurs, comme il est permis en Angleterre à tout homme de donner son opinion sur toutes sortes de sujets, et que le grand devoir des représentans du peuple est de veiller sur l'administration et de relever ses abus, on doit nécessairement entendre former des plaintes dans un tel gouvernement, et cela plus fréquemment, et sur un plus grand nombre de sujets, que dans tout autre.

Mais souvenons-nous bien, que des plaintes ne sont point en Angleterre les cris de l'opprimé forcé enfin de rompre le silence : elles ne supposent pas des cœurs profondément blessés. Je vais plus loin, et je dis qu'elles ne supposent pas même des sentimens bien déterminés : elles ne sont souvent que le premier essor que les hommes donnent à leurs conceptions nouvelles et non dirigées encore.

L'agitation des esprits n'est donc point en Angleterre ce qu'elle serait dans les autres états; elle

n'y est point le symptôme d'un mécontentement enraciné et général ; elle n'y est point l'avant-courreur de commotions violentes. Prévue, réglée, espérée même par la Constitution, elle anime toutes les parties de l'état, et ne doit être envisagée que comme la vicissitude bienfaisante des saisons. Le pouvoir qui gouverne, étant dépendant de la nation, mais possédant en même-temps l'affection générale du peuple, est souvent traversé, mais jamais en danger. Semblable à un arbre vigoureux, qui étend ses branches autour de lui, le moindre souffle le met en mouvement ; mais il acquiert et déploie à chaque instant un nouveau degré de force, et résiste aux vents, tant par la force et l'élasticité de ses fibres, que par la profondeur de ses racines.

En un mot, quelques révolutions qui puissent, de temps à autres, arriver parmi les personnages qui conduisent les affaires publiques en Angleterre, elles n'occasionent jamais la moindre cessation du pouvoir des lois, ni la plus petite diminution à la sûreté des individus. Un homme qui aurait encouru l'inimitié des plus puissans de l'état : que dis-je, celui qui se serait attiré, comme un autre *Vatinius*, la détestation unanime de tous les partis, pourrait, sous la protection des lois, et en se contenant dans les bornes qu'elles prescrivent, continuer de défier ses ennemis et toute la nation.

Les limites que nous nous sommes prescrites dans ce livre , ne nous permettent pas d'entrer plus avant dans les particularités sur le sujet que nous traitons ici; mais si nous avons à examiner l'influence qu'a le gouvernement anglais sur les mœurs et les coutumes du peuple anglais , nous pourrions trouver, qu'au lieu de lui inspirer quelque disposition au désordre et à l'anarchie , elle produit sur lui un effet tout contraire. Les Anglais voyant les plus grands pouvoirs dans l'état se soumettre constamment aux lois , et étant sûrs de recevoir de ces lois la même protection, il est impossible qu'ils ne contractent insensiblement pour elles un attachement et un respect profondément ancrés , qui ne sauraient en aucun temps manquer d'avoir quelque influence sur leurs actions. Et de fait , nous voyons jusqu'à ceux de la plus basse classe du peuple , en Angleterre , nonobstant les excès apparens dans lesquels ils sont quelquefois précipités , animés cependant d'un esprit de justice et d'ordre , supérieur à ce qu'on observe par la même classe d'hommes dans d'autres pays. L'indulgence extraordinaire qu'on y montre aux accusés de tout rang , n'est suivie d'aucune de ces conséquences pernicieuses que l'on en pourrait appréhender au premier coup d'œil. Et c'est peut-être à la nature même du gouvernement anglais (quelque éloignée que puisse paraître la cause) , à l'esprit de justice qu'elle répand

sans cesse et insensiblement par tous les ordres du peuple, qu'il faut attribuer l'avantage unique qu'à la nation anglaise, d'employer une méthode pour administrer la justice criminelle, incomparablement plus douce que n'est celle de toute autre nation, et de produire en même temps moins d'exemples peut-être de violence et de cruauté.

Une autre conséquence, que nous pouvons observer ici comme découlant des principes du gouvernement anglais, c'est la conduite modérée de tous ceux qui se trouvent revêtus de quelque branche de l'autorité publique. Et si l'on jette les yeux sur la conduite de tous les officiers publics en Angleterre, depuis le ministre d'état ou le juge, jusqu'aux plus bas-officiers de la justice, nous trouverons un esprit de support et de douceur prévalant en Angleterre parmi toutes les personnes revêtues de quelque pouvoir, lequel doit causer la plus grande surprise à ceux qui ont parcouru d'autres pays.

Je n'observerai plus qu'une circonstance particulière à l'Angleterre ; c'est l'attention constante de la législation à pourvoir aux intérêts et au bien du peuple, et l'indulgence que ses ministres montrent à leurs propres préjudices. Ces avantages sont sans doute la conséquence de l'esprit général qui anime tout le gouvernement anglais : mais cela n'empêche pas qu'ils ne soient dûs aussi, en particulier, à ce qu'on a déposé la partie active de la

législation entre les mains des représentans de la nation, et qu'on a commis le soin de redresser les griefs du peuple à des personnes qui, en partie, les sentent eux-mêmes, en partie les voient de près, et qui ne connaissent de plus sûr chemin à leur avancement et à leur gloire, que celui d'être actifs à trouver des remèdes à ces griefs.

Je ne prétends pas, néanmoins, qu'il n'y ait point d'abus dans le gouvernement anglais, et que toutes les bonnes lois possibles y soient faites : je veux dire seulement, qu'il y a une tendance constante à corriger celui-là, et à améliorer celles-ci. Et quant à la circonstance, que toutes les lois existantes sont certainement aussitôt exécutées qu'implorées, je la regarde comme l'avantage caractéristique et incontestable de la Constitution anglaise : Constitution d'autant plus sûre de produire tous les effets dont j'ai fait mention, et de procurer en général le bonheur du peuple, qu'elle a pris les hommes tels qu'ils sont, et qu'elle n'a point tâché de prévenir, mais seulement de régler tout. J'ajouterai, que cette constitution était d'autant plus difficile à découvrir, que sa forme est compliquée, tandis que ses principes sont naturels et simples. Voilà pourquoi les politiques de l'antiquité, sentant les inconvéniens des gouvernemens qu'ils avaient en occasion de connaître, souhaitaient l'établissement d'un gouvernement tel que celui-ci, sans oser se



flatter de le voir jamais réalisé (1). Tacite, le meilleur juge entr'eux tous, regardait l'idée d'en établir un tel, comme tout-à-fait chimérique (2); et ce n'est pas pour n'y avoir pas pensé, pour n'y avoir pas mûrement réfléchi, qu'il était de cette opinion: il avait cherché un gouvernement pareil; il l'avait entrevu, et cependant il continua de le regarder comme impraticable.

N'attribuons donc point aux vues bornées de l'homme, à sa sagacité imparfaite, la découverte de cet important secret. Le monde pouvait vieillir, les générations pouvaient se succéder à l'infini, pendant qu'on l'eût cherché en vain. C'est par un concours fortuné de circonstances, et j'ajouterai, à l'aide d'une situation favorable, que la liberté a pu enfin s'ériger un temple.

Invquée par toutes les nations, mais d'une complexion trop délicate, à ce qu'on dirait, pour pouvoir subsister dans les sociétés formées d'êtres aussi imparfaits que le sont les hommes, elle se montra,

(1) *Statuo esse optime constitutam rempublicam, quæ ex tribus generibus illis, regali, optimo, et populari, modice confusa.* Cic. Fragm.

(2) *Cunctas nationes et urbes populus, aut priores, aut singuli regunt. Delecta ex his, et constituta reipublicæ forma laudari facilius, quàm evenire, vel si evenit; haud diuturna esse potest.* Tac. Ann. IV.

mais ne fit que se montrer, aux nations ingénieuses de l'antiquité qui habitèrent le sud de l'Europe. Celles-ci se trompèrent constamment dans la forme du culte qu'elle lui rendirent : continuellement attentives à étendre leurs conquêtes et leur domination sur les autres peuples, elles se trompèrent également sur l'esprit de ce culte : et bien qu'elles continuassent, pendant des siècles, de l'adorer, la déesse fut toujours pour elles la *divinité inconnue*.

Exclue, depuis ce temps, des lieux auxquels elle paraissait avoir donné la préférence, chassée des extrémités du monde occidental, bannie même de tout le continent, elle s'est réfugiée dans l'Océan Atlantique. C'est-~~là~~ que, délivrée du danger d'être troublée de la part de l'étranger, et aidée par un heureux préarrangement des choses, elle a pu déployer en plein la forme qui lui sied ; et il lui a fallu six siècles pour compléter son ouvrage.

A l'abri dans sa citadelle, elle y règne sur une nation d'autant plus digne de ses faveurs, qu'elle s'efforce d'étendre l'empire de sa divinité, et porte dans chaque partie de sa domination les douceurs de l'industrie et de l'égalité. Entourée de tous côtés (pour me servir de l'expression de *Chamberlayne*) de la mer, comme d'un large et profond fossé, munie de vaisseaux de guerre, comme d'autant de forts qui couvrent ses remparts, et défendue par le courage de ses gens de mer, elle entretient dans son

sanctuaire ce feu sacré, si difficile à allumer, et qui, une fois éteint, le serait peut-être pour toujours. Lorsque le monde aura été de nouveau dévasté par des conquérans, elle aura toujours laissé aux hommes la connaissance, non-seulement du principe qui doit les unir, mais, ce qui n'est pas moins important, la forme sous laquelle ils doivent s'unir. Quant au philosophe, chaque fois que ses réflexions tombent sur le sort constant des sociétés civiles parmi les hommes, et qu'il observe en soupirant les causes nombreuses et puissantes qui paraissent les entraîner tous inévitablement à un état incurable d'esclavage politique, il peut se consoler en voyant que la liberté a enfin découvert son secret au genre humain, et s'est assurée un asile.

F I N.



---

# TABLE

## DES MATIÈRES

CONTENUES DANS CET OUVRAGE.

---

|                                                                                                                                                                                                                                                                                 |        |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| <i>AVERTISSEMENT.....</i>                                                                                                                                                                                                                                                       | page 1 |
| <i>INTRODUCTION.....</i>                                                                                                                                                                                                                                                        | 19     |
| <i>CHAPITRE PREMIER. Causes de la liberté de la nation anglaise. Raisons de la différence qui se trouve entre son gouvernement et celui de la France. En Angleterre, le grand pouvoir de la couronne, sous les premiers rois Normands, réunit la noblesse et le peuple.....</i> | 23     |
| <i>CHAP. II. Second avantage que l'Angleterre avait sur la France; elle formait un état indivis...</i>                                                                                                                                                                          | 40     |
| <i>CHAP. II Seconde partie. Continuation du même sujet.....</i>                                                                                                                                                                                                                 | 57     |
| <i>CHAP. III. Puissance législative.....</i>                                                                                                                                                                                                                                    | 74     |
| <i>CHAP. IV. Du pouvoir exécutif.....</i>                                                                                                                                                                                                                                       | 83     |
| <i>CHAP. V. Limites que la constitution a données au pouvoir du roi.....</i>                                                                                                                                                                                                    | 89     |
| <i>CHAP. VI. Continuation du même sujet.....</i>                                                                                                                                                                                                                                | 94     |
| <i>CHAP. VII. Nouvelles limites.....</i>                                                                                                                                                                                                                                        | 99     |
| <i>CHAP. VIII. Liberté particulière.....</i>                                                                                                                                                                                                                                    | 114    |
| <i>CHAP. IX. Du droit observé en Angleterre, quant aux matières civiles.....</i>                                                                                                                                                                                                | 127    |

|                                                                                |          |
|--------------------------------------------------------------------------------|----------|
| CHAPITRE X. CONTINUATION DU MÊME SUJET. <i>Cours d'équité</i> .....            | page 151 |
| CHAP. XI. <i>Justice criminelle</i> .....                                      | 170      |
| CHAP. XII. <i>Continuation du même sujet</i> .....                             | 184      |
| CHAP. XIII. CONCLUSION DU MÊME SUJET. <i>Lois sur les emprisonnemens</i> ..... | 202      |

---

## LIVRE SECOND.

---

|                                                                                                                                                                 |          |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
| CHAPITRE PREMIER. <i>Avantages particuliers à la Constitution d'Angleterre. Réunion de la puissance exécutive</i> .....                                         | page 209 |
| CHAP. II. CONCLUSION DU MÊME SUJET. <i>Le pouvoir exécutif est plus aisément soutenu lorsqu'il n'est qu'un</i> .....                                            | 226      |
| CHAP. III. SECOND AVANTAGE. <i>Division de la puissance législative</i> .....                                                                                   | 231      |
| CHAP. IV. TROISIÈME AVANTAGE PARTICULIER AU GOUVERNEMENT ANGLAIS. <i>Le pouvoir de proposer des lois mis entre les mains du peuple</i> .....                    | 241      |
| CHAP. V. <i>Où l'on examine s'il serait avantageux à la liberté publique, que tout le corps du peuple donnât ses suffrages pour faire passer les lois</i> ..... | 252      |
| CHAP. VI. <i>Avantages que recueille le peuple du pouvoir de nommer des personnes qui le représentent</i> .....                                                 | 266      |
| CHAP. VII. CONTINUATION DU MÊME SUJET. <i>Le peuple</i>                                                                                                         |          |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                  |          |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
| <i>retirerait peu d'avantages de la faculté de nommer ses représentans, s'il ne leur confè-<br/>rait en même temps toute son autorité législa-<br/>tive.....</i>                                                                                                                 | page 269 |
| CHAP. VIII. CONCLUSION DE CE SUJET. <i>Effets qu'a<br/>eu, dans le gouvernement anglais, le parti<br/>qu'a pris le peuple de conférer tout son pouvoir<br/>à ses représentans.....</i>                                                                                           | 274      |
| CHAP. IX. AUTRE DÉSAVANTAGE DES GOUVERNEMENS<br>RÉPUBLICAINS. <i>Le peuple est nécessairement<br/>trahi par ceux en qui il se confie.....</i>                                                                                                                                    | 279      |
| CHAP. X. Différence fondamentale entre le gouver-<br>nement anglais et les gouvernemens que l'on<br>vient de décrire. <i>En Angleterre, ceux en qui le<br/>peuple place sa confiance n'ont aucune part au<br/>pouvoir exécutif. Utilité du pouvoir qu'a la<br/>couronne.....</i> | 287      |
| CHAP. XI. Pouvoirs que le peuple exerce lui-<br>même. <i>Élection des membres du parlement...</i>                                                                                                                                                                                | 294      |
| CHAP. XII. CONTINUATION DU MÊME SUJET. <i>Liberté<br/>de la presse.....</i>                                                                                                                                                                                                      | 296      |
| CHAP. XIII. Continuation du même sujet.....                                                                                                                                                                                                                                      | 308      |
| CHAP. XIV. Droit de résistance.....                                                                                                                                                                                                                                              | 316      |
| CHAP. XV. Preuves tirées des faits, de la vérité<br>des principes posés dans cet ouvrage. 1. La ma-<br>nière singulière dont les révolutions se sont tou-<br>jours terminées en Angleterre.....                                                                                  | 325      |
| CHAP. XVI. SECONDE DIFFÉRENCE. <i>De quelle ma-<br/>nière les lois pour la liberté du sujet sont exé-<br/>cutées en Angleterre.....</i>                                                                                                                                          | 343      |
| CHAP. XVII. DÉVELOPPEMENT DU GOUVERNEMENT<br>ANGLAIS. <i>En quoi la monarchie anglaise, en</i>                                                                                                                                                                                   |          |

|                                                                                                                                                                                              |                 |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------|
| <i>tant que monarchie, diffère de toutes les autres monarchies connues.....</i>                                                                                                              | <i>page</i> 386 |
| <u>CHAPITRE XVIII. Continuation du même sujet..</u>                                                                                                                                          | 416             |
| <u>CHAP. XIX. Jusqu'à quel point les exemples des nations privées de leur liberté sont applicables à l'Angleterre.....</u>                                                                   | 469             |
| <u>CHAP. XX. Quelques idées sur les tentatives qu'on pourrait faire en divers temps pour diminuer le pouvoir de la couronne, et sur les fâcheuses conséquences qui en résulteraient.....</u> | 495             |
| <u>CHAP. XXI. Quelques observations sur le droit de taxe que possèdent les représentans du peuple. — A quels inconvéniens ce droit peut être exposé.....</u>                                 | 509             |
| <u>CHAP. XXII. CONCLUSION. Quelques remarques sur la nature des divisions qui ont eu lieu en Angleterre.....</u>                                                                             | 523             |

---

FIN DE LA TABLE.

---



---

## ERRATA.

---

Page 44, ligne 2 (note), substance, *lisez* subsistance.

Page 52, ligne 14 (note), tonne, *lisez* tenue.

Page 62, ligne 2 (note), ménageant des impôts, *lisez* allégeant les impôts.

Page 76, ligne 7 (note), tourg'sourry, *lisez* rotten boroughs.

Page 90, ligne 1<sup>re</sup>. (note), Constitution, *lisez* institution.

Page 126, ligne 4 (note), forces, *lisez* foires.

Page 315, ligne 7 (note), Prince, *lisez* Price.

Page 379 ligne 9 (note), sociale, *lisez* pénale.

*Idem*, ligne 17 (même note), James Romilly, *lisez* Samuel Romilly.

---

430,786 .



A 30786 5, m



